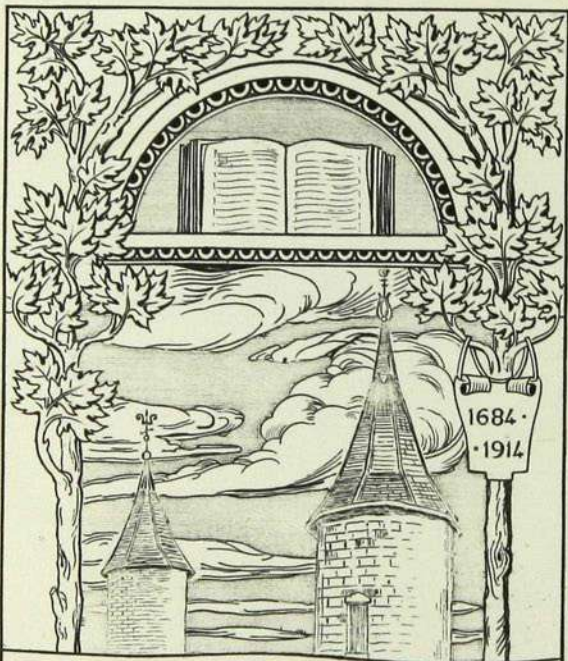


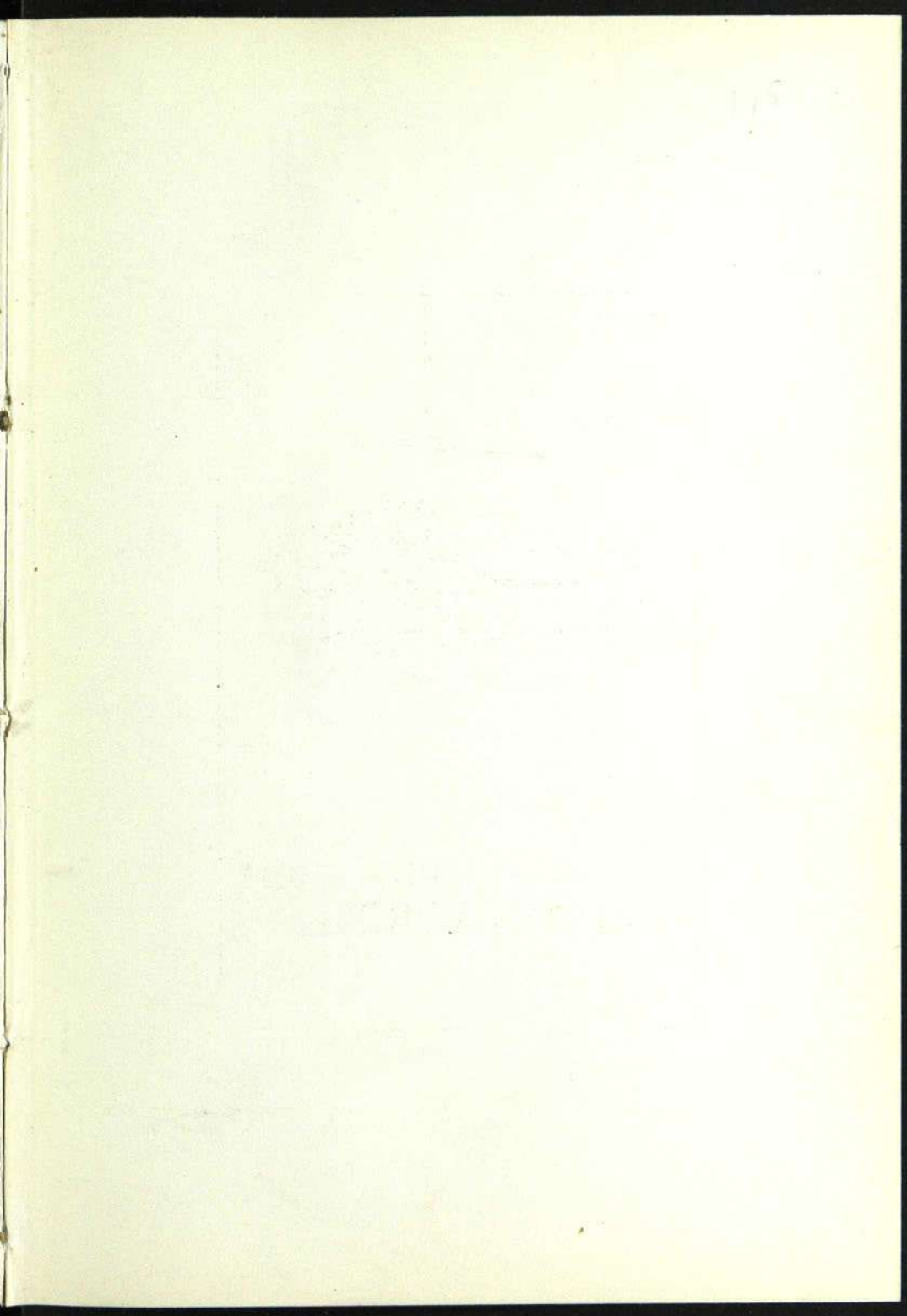
L
X
-L

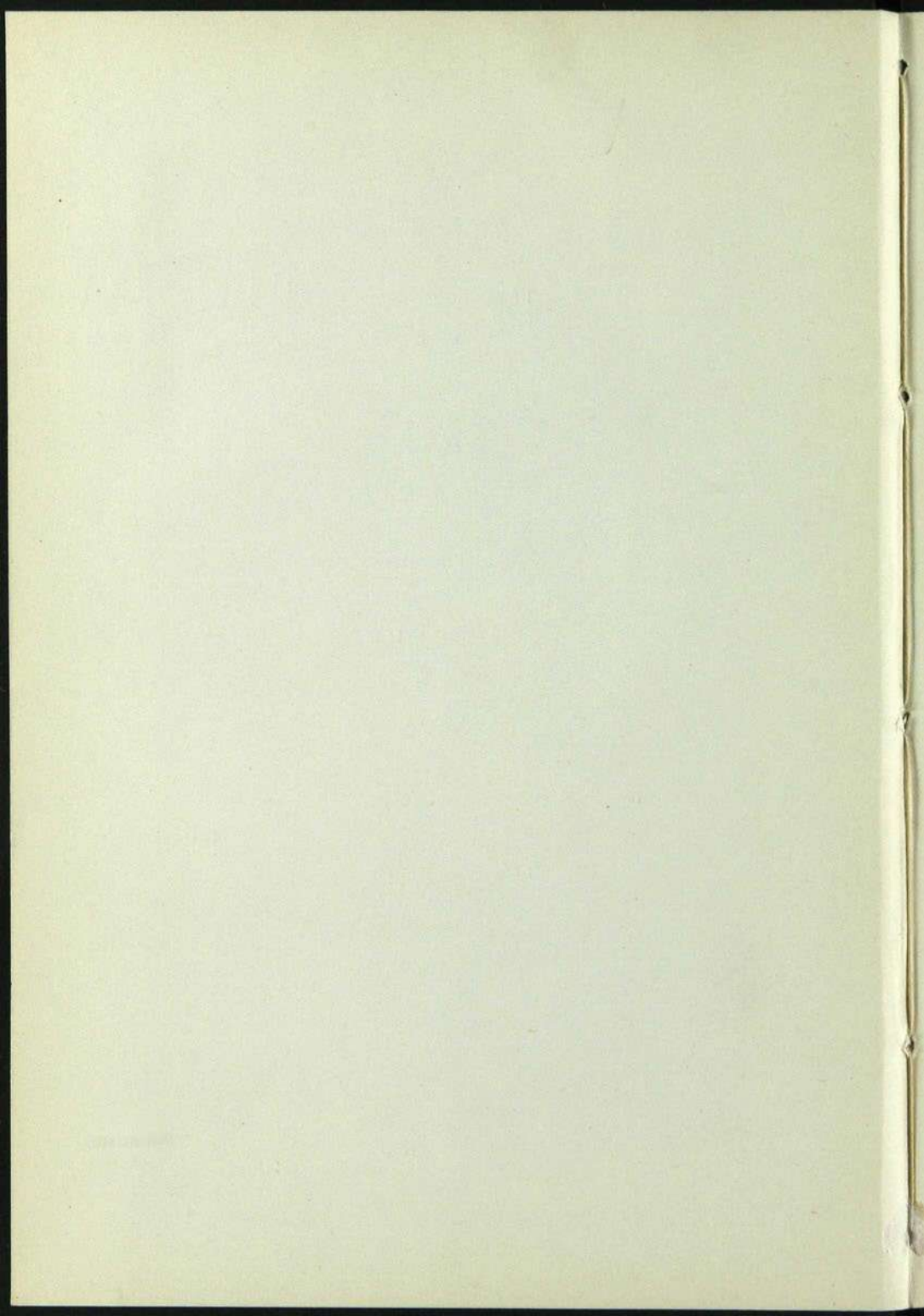
007202
p

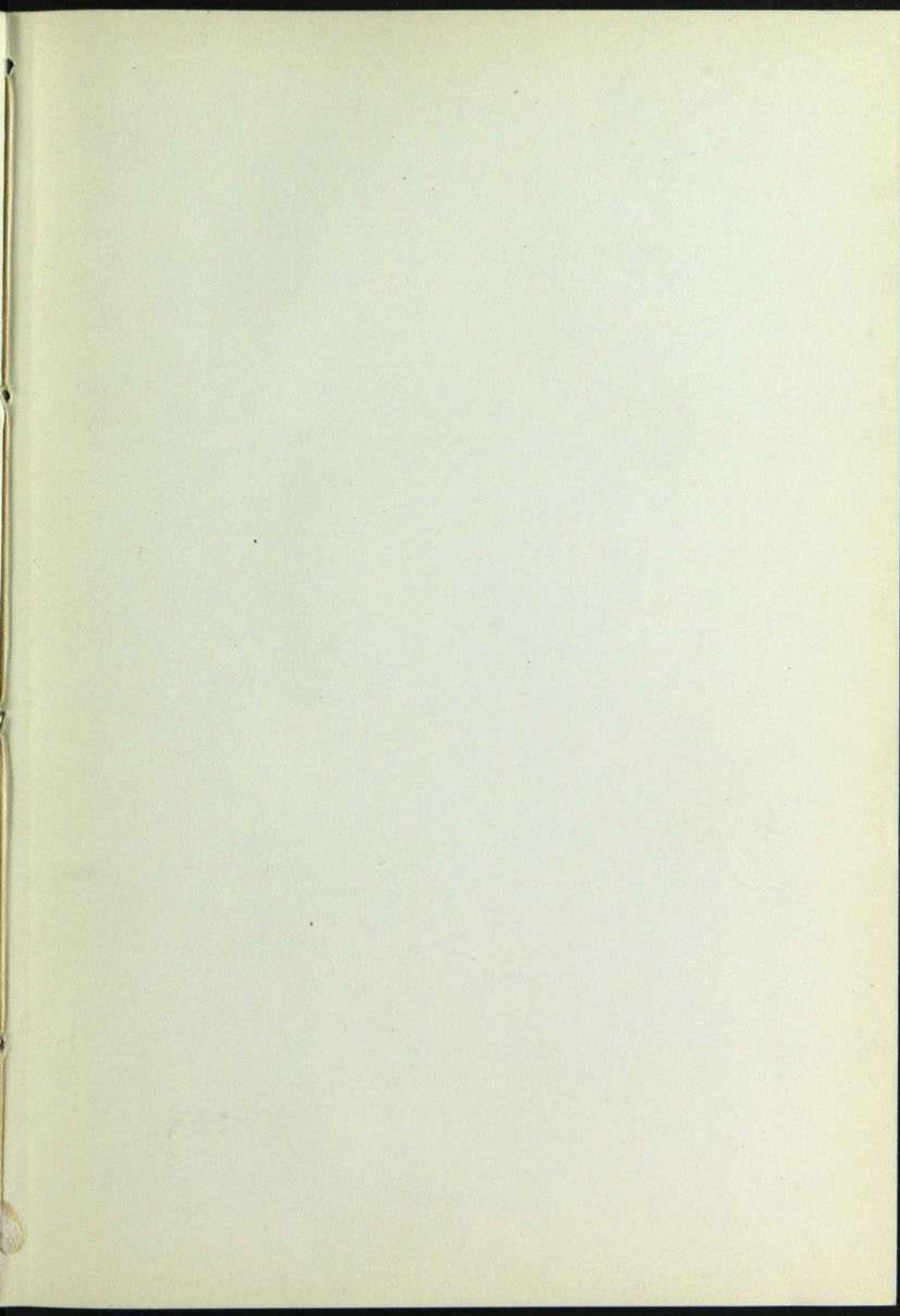


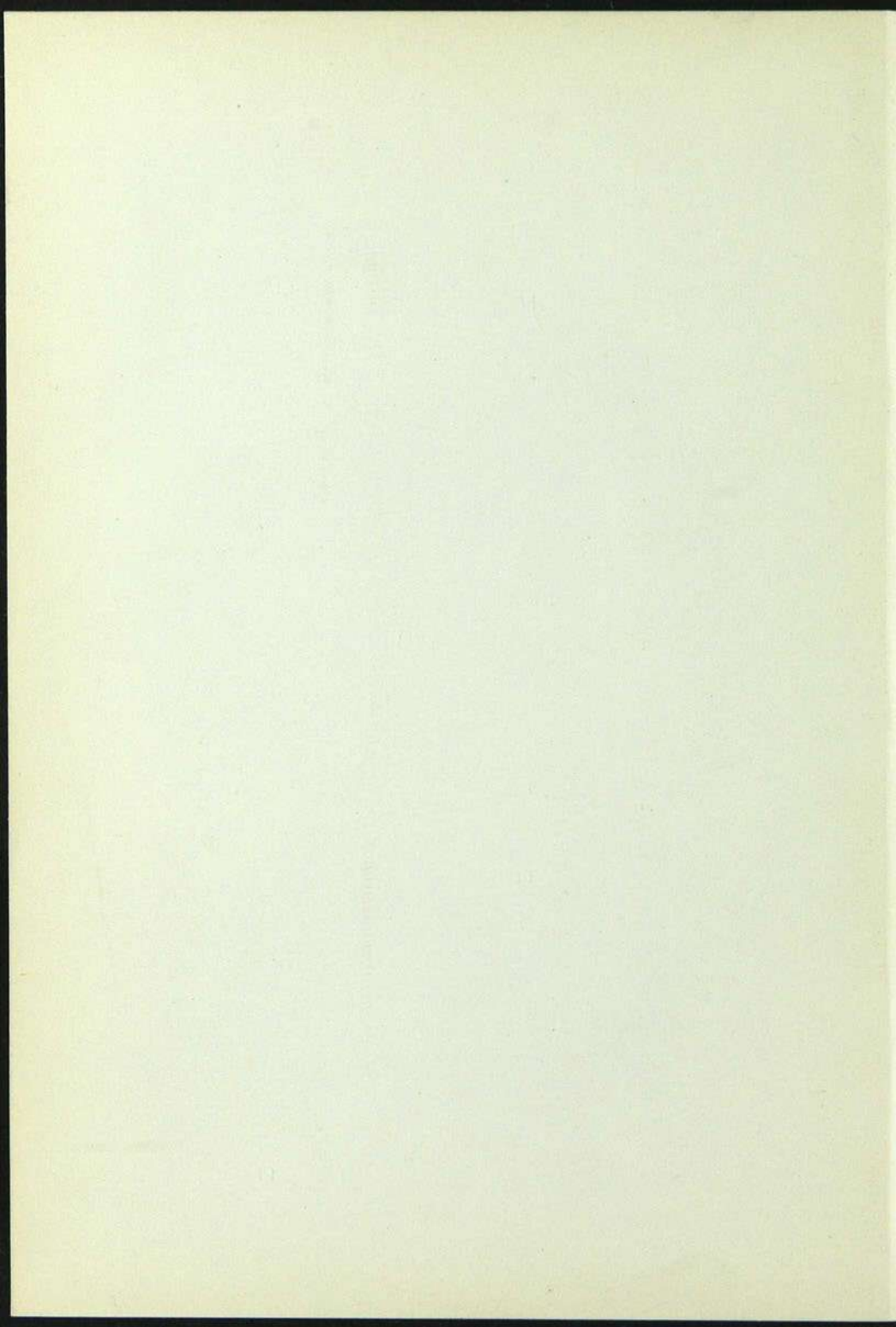
BIBLIOTHEQUE
SAINT-SULPICE MONTRÉAL

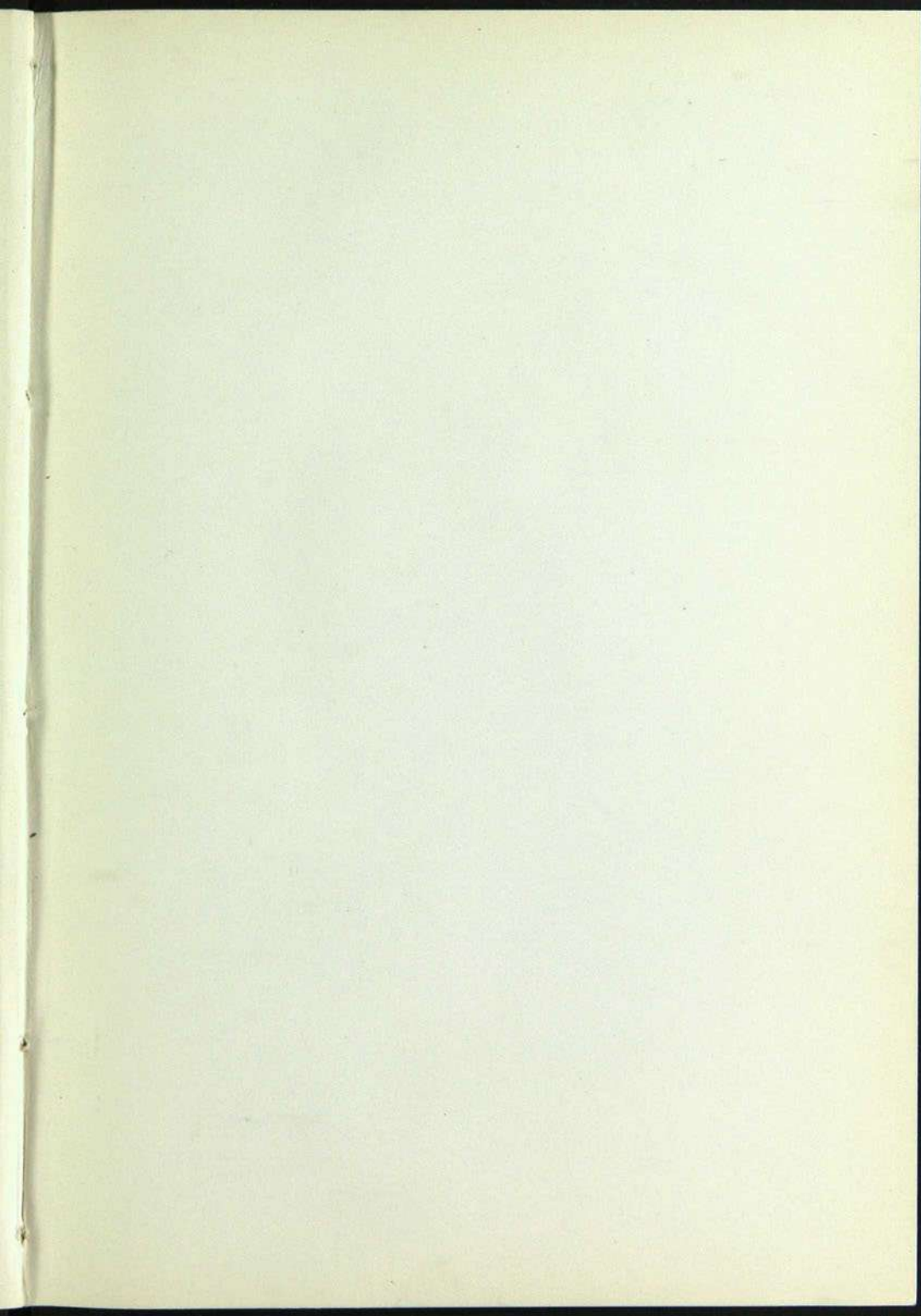


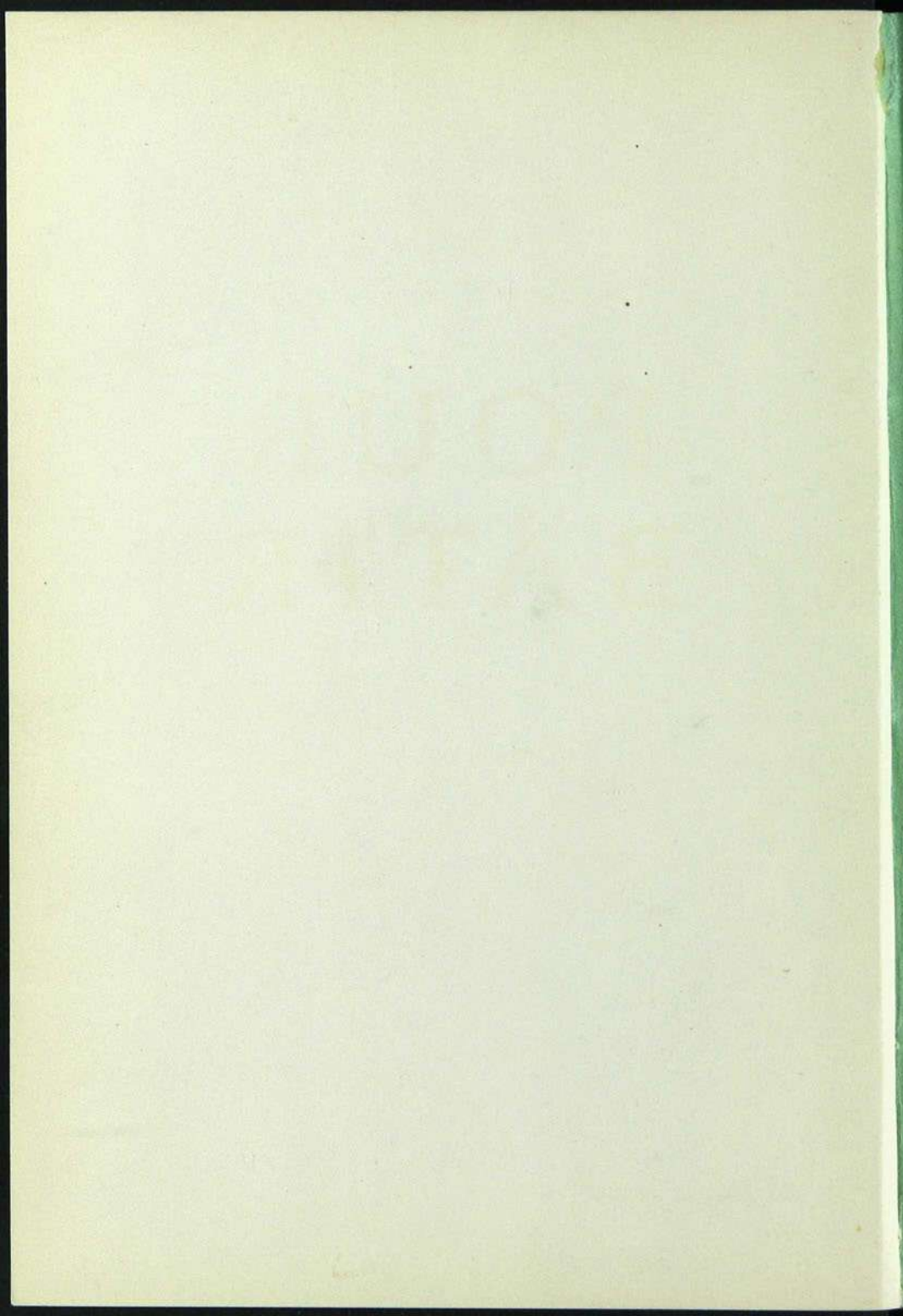










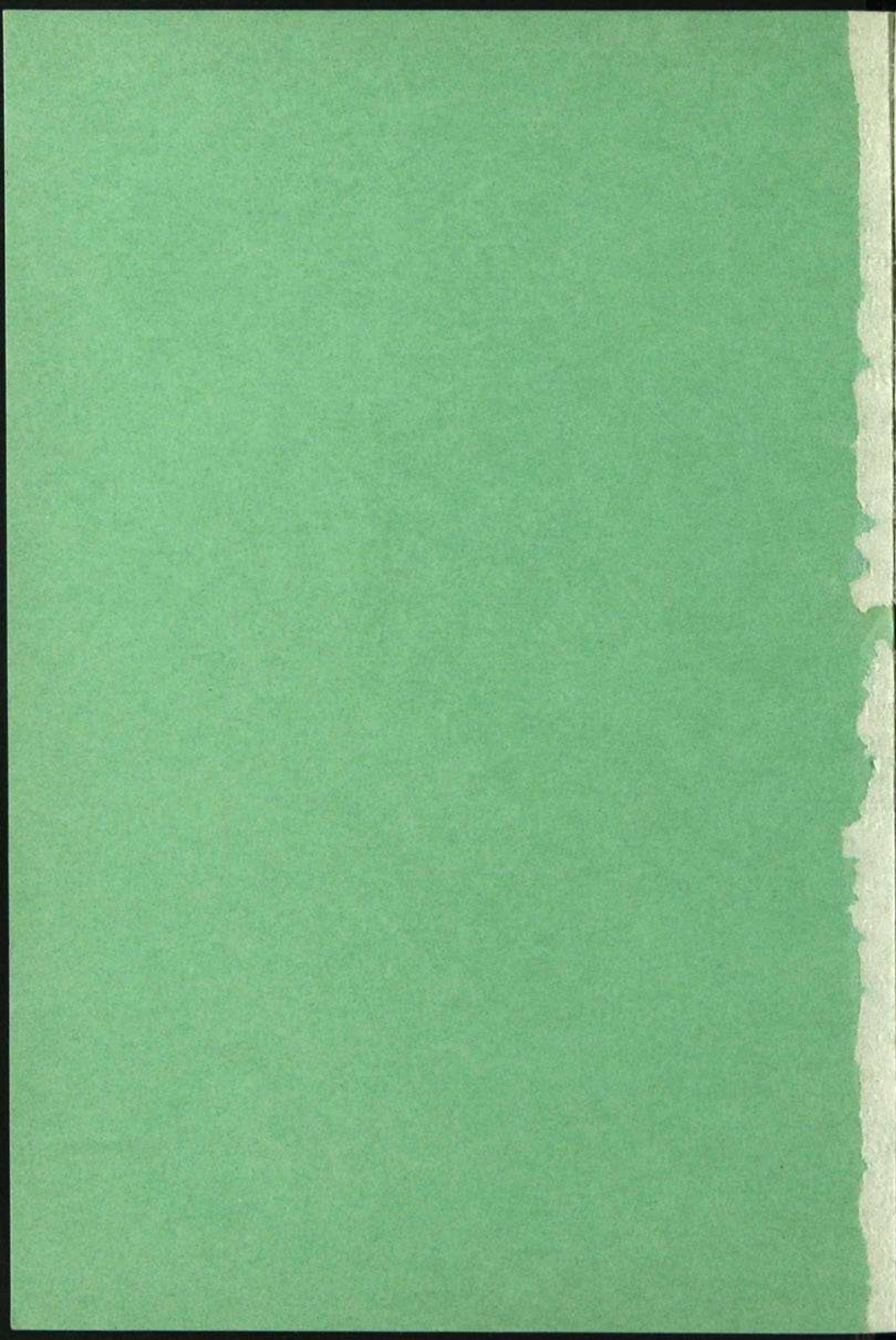


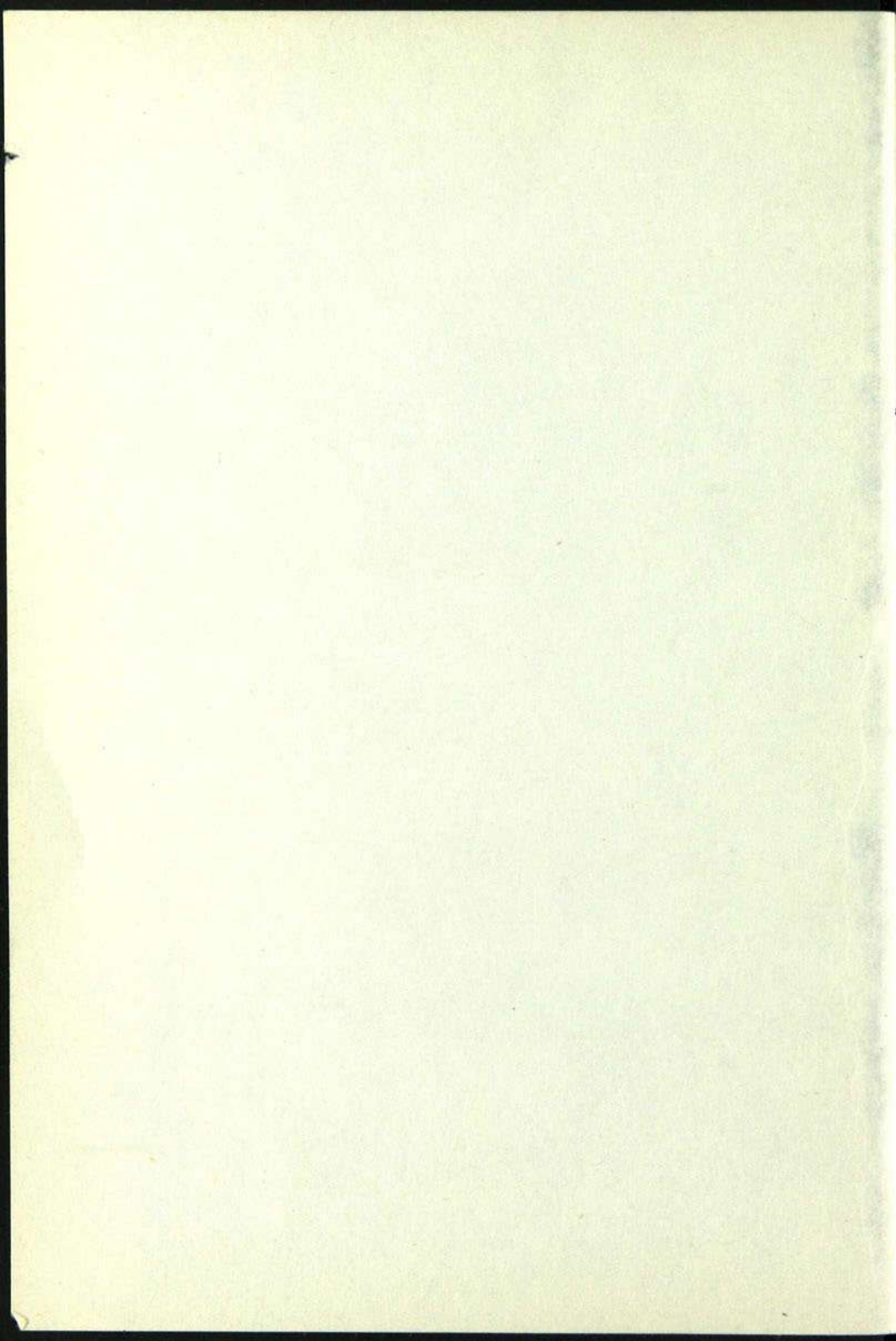
LIONEL GROULX, *pré,*
de l'Académie canadienne-française

POUR BÂTIR

■
*Discours-préface de Son Eminence
le Cardinal Paul-Emile Léger*
■

L'ACTION NATIONALE





POUR BÂTIR

Nilil obstat :

Emile Gervais, s.j., cens. dioc., 7 décembre 1953.

Imprimatur :

*J.-C. Chaumont, v.g., évêque titulaire d'Arena, auxiliaire
de Montréal, 8 décembre 1953.*

F
5057.95
G7A15 [S]

LIONEL GROULX, *ptre,*
de l'Académie canadienne-française

POUR
BÂTIR

▪
*Discours-préface de Son Eminence
le Cardinal Paul-Emile Léger*

▪
BIBLIOTHÈQUE
SAINT-SULPICE

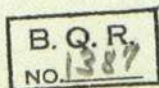
L'ACTION NATIONALE

DU MÊME AUTEUR

- Une Croisade d'Adolescents*, in-12, Québec, 1912 ; 2e éd., Granger Frères, Montréal, 1939.
- Les Rapallages*, Granger Frères, Montréal (43e mille), 1re éd., 1916.
- Chez nos Ancêtres*, in-12, Bibliothèque de l'Action française, 1920 ; 4e éd., Granger Frères, Montréal, 1943.
- Notre Maître, le Passé*, in-12, 1er tome, Granger Frères, Montréal, 3e éd., 1941.
- Notre Maître, le Passé*, 2e tome, Granger Frères, Montréal, 2e éd., 1945.
- Notre Maître, le Passé*, 3e tome, Granger Frères, Montréal, 3e éd., 1944.
- Dix Ans d'Action française*, in-12, Bibliothèque de l'Action française, 1926.
- L'Appel de la Race* (Roman), pseudonyme : Alonié de Lestres, Bibliothèque de l'Action française, 1922 ; Granger Frères, Montréal, 1944.
- Au Cap Blomidon* (Roman), pseudonyme : Alonié de Lestres, Granger Frères, Montréal, 1932 ; 4e éd., 1953.
- Orientations*, Collection du Zodiaque, 1935 ; (5e mille).
- Directives*, Collection du Zodiaque, 1937 (4e mille).
- L'Indépendance du Canada*, l'Action Nationale, 1949.

OUVRAGES D'HISTOIRE

- Nos luttes constitutionnelles*, Montréal, 1915-1916 (5 brochures) (Epuisé).
- La Conférence canadienne, ses Origines*, in-12, Bibliothèque de l'Action française, Montréal, 1918 (Epuisé).
- La Naissance d'un Race*, in-12, Bibliothèque de l'Action française, 1919 ; 3e éd., Granger Frères, Montréal, 1938.
- Lendemain de Conquête*, in-12, Bibliothèque de l'Action française, Montréal, 1920 (Epuisé).
- Vers l'Emancipation*, in-12, Bibliothèque de l'Action française, Montréal, 1921 (Epuisé).
- Le Français au Canada*, in-12 (Cours en Sorbonne), Paris, Delagrave, 1931.
- L'Enseignement français au Canada, I. Dans le Québec*, in-8, 2e éd., Granger Frères, Montréal, 1933.
- L'Enseignement français au Canada, II. Les Écoles des Minorités*, in-8, Granger Frères, Montréal, 1933.
- La Découverte du Canada — Jacques Cartier*, in-12, Granger Frères, Montréal, 1934.
- Histoire du Canada français depuis la découverte*, I, in-12, l'Action Nationale, Montréal, 1950, in-12, 1951 ; III, in-12, 1952 ; in-12, 1952.



* Le samedi, 21 novembre 1953, un groupe de personnalités canadiennes-françaises organisait un banquet pour célébrer le jubilé d'or sacerdotal du chanoine Lionel Groulx. Son Eminence le Cardinal Paul-Emile Léger y prononçait l'allocution que l'on va lire. On a bien voulu nous autoriser à la publier en forme de "discours-préface".
— L'Editeur.

*Monsieur le président,¹
Excellences Révérendissimes,²
Monsieur le Chanoine,
Invités d'honneur,
Mesdames et messieurs,*

QUE sommes-nous venus faire dans ce Conseil Stratégique ? Vous, Monsieur le Chanoine, vous y avez reçu votre récompense comme un soldat qui reçoit une médaille après une brillante campagne. Cependant, à votre âge, et étant donné le titre honorifique que vous portez, on aurait dû vous donner un divan . . . mais on vous a offert des instruments de travail. Vous constatez ainsi, cher Monsieur le Chanoine, que nos chefs en stratégie veulent vous faire entrer dans leur armée pacifique pour y continuer les bons combats. Il en est ainsi pour moi, puisque, il y a quelques jours, ils sont venus jusque dans mon bureau où j'ai dû signer mon engagement . . . pour venir célébrer vos noces d'or sacerdotales !

Si je suis ici en ce moment, c'est à trois titres ; chacun mérite ma présence. Tout d'abord, vous êtes l'un des prêtres les plus méritants de ce diocèse dont la divine Providence m'a confié la direction. Vous êtes, ensuite, Monsieur le Chanoine,

1. M. René Paré, président de la Société des Artisans.

2. Nosseigneurs J.-Alfred Langlois et Percival Caza.

DISCOURS-PRÉFACE

un professeur non pas seulement émérite mais un professeur toujours titulaire de notre Université ; car si votre influence, aujourd'hui, ne s'exerce pas à l'intérieur de cette forteresse spirituelle, vous continuez à animer le milieu universitaire par votre exemple, ce qui ne permettait pas au Chancelier de l'Université d'être absent ce soir.

Et enfin un dernier titre et non le moindre : c'est que vous êtes un fils de la petite patrie de Valleyfield. Que peut-il sortir de bon de Valleyfield ? Voilà une question que les gens de Montréal se posent. Vous leur donnez la réponse, ce soir ! C'est pourquoi vous avez autour de vous, cher Monsieur le Chanoine, la couronne épiscopale de Valleyfield. Son Evêque résidentiel est un de vos anciens condisciples. L'Evêque auxiliaire est un de vos fils spirituels ; un ancien élève, l'un de ces nombreux adolescents que vous avez formés autrefois au collège, première croisade d'Action catholique avant la formule consacrée aujourd'hui par l'Eglise.

* * *

On a dit tout à l'heure que vous étiez l'homme de l'engagement total et pendant que votre disciple expliquait ce qu'il entendait par ce don, je songeais à cette confiance d'une grande convertie de notre époque : "J'ai cherché longtemps la vérité. Je me disais : la vérité ne peut être que dans le don total, car dès que l'on retranche quelque chose à un être, il n'est plus vrai. Si j'ai opté pour le Christianisme, c'est parce que j'y ai trouvé les deux dons parfaits : un Dieu qui se donne jusqu'à être mangé et des hommes qui se donnent en vouant tout leur amour à Dieu." Vous avez été, Monsieur le Chanoine, pour une génération, cet exemple du don total ; vous avez été vraiment l'homme de Dieu.

Il y a cinquante ans, l'Eglise, par la bouche du Pontife, vous disait : "Ecclesiam Dei portare et munire debetis ornatu sancto, exemplo perfecto." Ces paroles tirées du Pontifical de

DISCOURS-PRÉFACE

l'ordination d'un prêtre, vous les avez vécues durant tout ce demi-siècle. Vous avez porté dans votre coeur l'Eglise de Dieu en aimant les âmes ; vous l'avez protégée en donnant à tous l'exemple d'une grande sainteté sacerdotale. S'il est vrai que l'ornement de la vie sacerdotale, c'est la sainteté, la science est tout aussi importante pour ceux qui doivent guider les autres dans le chemin de la vérité. La grande sainte Thérèse n'avouait-elle pas qu'elle désirait trouver chez ceux qui la dirigeaient autant de science que de vertu. Durant cinquante ans, vous avez annoncé le message de la vérité et ce soir encore, vous nous avez donné une leçon de vertu. En ce moment, il me revient à la mémoire les mots que l'on disait un jour à Lamartine :

"Vous ne chantez plus et nous écoutons encore."

Parmi les sciences qui s'offraient à vous, vous avez opté pour l'Histoire, non peut-être par goût personnel, mais par conviction de servir une cause. N'écriviez-vous pas en terminant le quatrième volume de votre Histoire du Canada: "Histoire ! tourment de l'homme, oeuvre presque surhumaine qui exige d'être vue de si haut et d'un oeil de si large vision que Dieu seul, a-t-on dit, serait l'Historien parfait."

Me serait-il permis d'insinuer que l'Esprit de Dieu vous a certainement accompagné, lorsque vous montiez sur ce promontoire de l'Histoire pour y contempler les origines de notre pays.

Monseigneur Baunard a dit que la vie du vieux prêtre était une vie montante. De là-haut, vous pouvez dire en toute sincérité à notre génération, que vous avez travaillé avec toute votre loyauté d'homme et que vous ne regrettez nullement toutes les peines que vous avez endurées durant ces années, pour découvrir la vérité, la faire connaître et la faire aimer. En effet, vous n'êtes pas devenu l'historien de notre peuple pour remplir une solitude qui vous aurait été imposée. Vous n'avez pas abordé l'étude de l'Histoire pour agrémenter des loisirs ou garnir votre bourse . . . "Honni soit

DISCOURS-PRÉFACE

qui mal y pense." Vous avez cru que notre peuple avait une mission apostolique ; que sa culture et sa foi en faisaient, dans ces régions neuves, un instrument particulièrement apte à répandre l'Évangile et à bâtir une civilisation conforme à la dignité humaine.

Durant cinquante ans, vous avez été un éveilleur d'énergie et vous l'avez avoué vous-même à certaines heures, vous avez sonné le tocsin. C'est que, chez vous, l'historien ne pouvait pas ignorer la vision que le prêtre avait de ce monde, dont il étudiait les événements en essayant d'y découvrir le fil conducteur qui pouvait les expliquer. Chez vous, le sens de l'Histoire aura toujours été le sens imprimé par la divine Providence. Aussi, avez-vous demandé à la génération présente de retrouver son âme. Votre exemple aura été pour beaucoup la redécouverte de cette âme qui n'est pas un parfum dans un vase vide, mais la présence d'une richesse qui doit fructifier jusqu'à la sainteté.

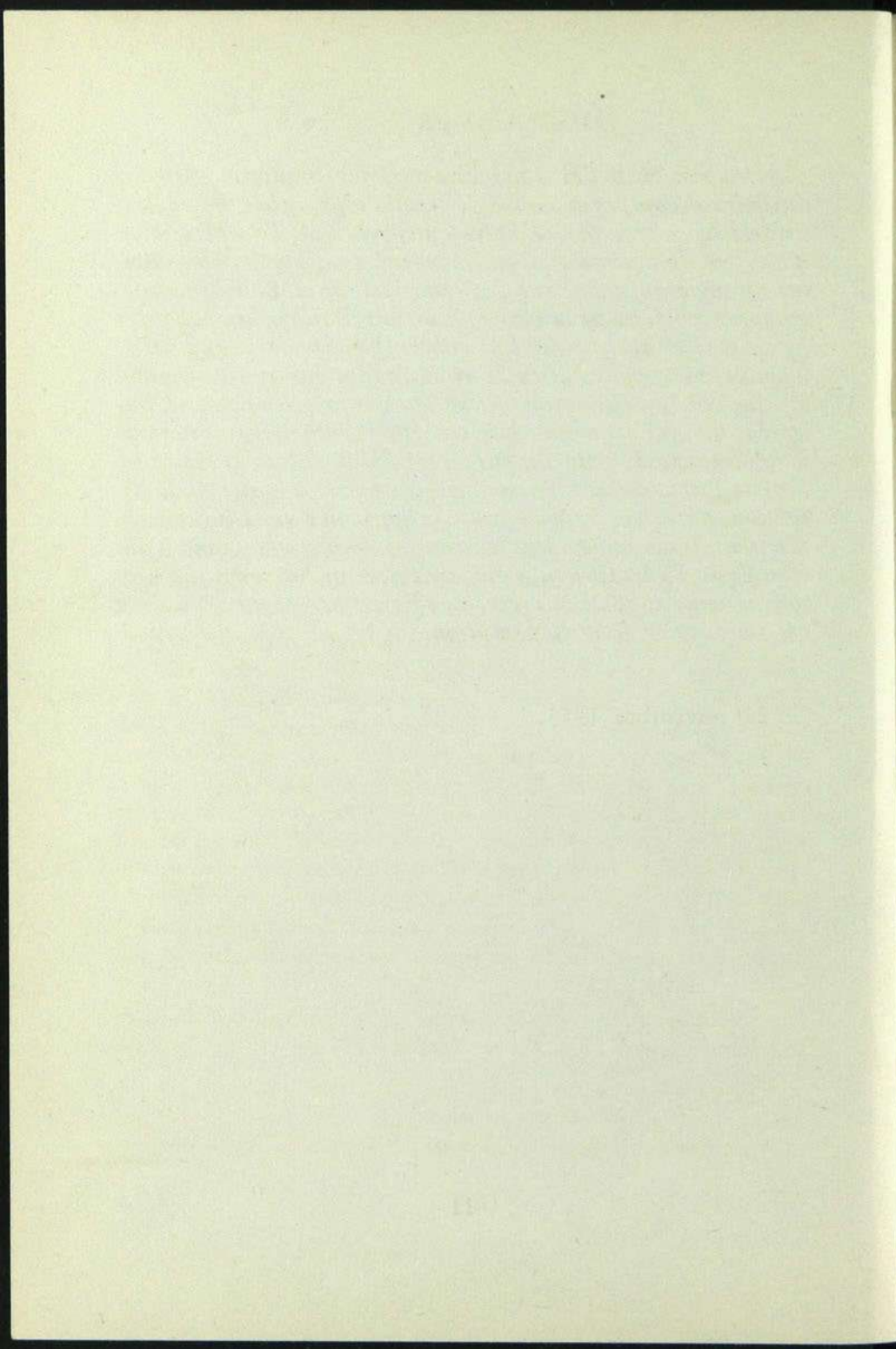
Et pourquoi votre vie a-t-elle été ce qu'elle fut ? Parce que dans le prêtre que vous avez été, il y eut toujours la piété enfantine du petit garçon qui avait appris sur les genoux de sa mère le sens profond des réalités spirituelles. Cette piété enfantine ne fut jamais troublée chez vous par les raisonnements du philosophe, mais elle s'alimenta à la source la plus pure d'une spiritualité traditionnelle et authentique. Un fait providentiel est venu mettre en relief cette spiritualité si conforme à l'esprit de l'Évangile : la glorification de Thérèse de l'Enfant-Jésus et sa mission auprès des petites âmes. Vos intimes savent que vous avez accroché votre vie à l'étoile de sainte Thérèse de l'Enfant-Jésus et que depuis de nombreuses années, elle est votre ange et votre protectrice.

Vous avez été un historien ; vous avez formé des disciples ; vous avez forgé des volontés. Le grain que vous avez jeté dans la terre des âmes germera et portera du fruit, lorsque cette même terre vous aura repris vous-même, car l'homme qui fait de grandes choses n'a pas le droit de les contem-

DISCOURS-PRÉFACE

pler ici-bas. Mais l'Histoire dira que le renouveau spirituel qui aura accompagné notre génération plongeait ses racines dans la terre féconde de votre enseignement. En effet, vous n'êtes pas de ces maîtres qui montent dans leur chaire comme un aigle qui plane sur des cimes solitaires. Si votre enseignement renfermait la vérité, il sortait d'un coeur réchauffé par le zèle et après avoir fait contempler la vérité aux intelligences, vous vous hâtiez de conduire les coeurs au Seigneur et Maître. Plusieurs croient que vous avez été un grand historien. Ce qui est vrai. Mais vos fils spirituels garderont de vous le souvenir ému du prêtre et du directeur d'âmes qui profitait des contacts personnels, du coeur à coeur de la direction, pour leur révéler toute la puissance de séduction du Seigneur Jésus qui appelle encore les jeunes aux grandes tâches de la Rédemption. Vous avez été un historien mais, ce soir, je vous apporte le merci de l'Eglise parce que vous avez été un ouvrier de la Rédemption.

Le 21 novembre 1953.



SOMMES-NOUS DES ISOLATIONNISTES ? *

Mesdames, Messieurs,

ISOLATIONNISME ! Point de reproche qu'on ait prodigué davantage aux Canadiens français. Point, non plus, qu'ils ne se prodiguent aussi libéralement à eux-mêmes quand ils sont en veine de se caricaturer.

Au Canada, qu'entend-on par isolationnisme ? On prétend, si je comprends bien, stigmatiser deux attitudes ou refus : refus de collaborer à la vie canadienne ; refus de collaborer à la vie internationale. L'isolationniste, ce serait l'homme, le citoyen recroquevillé sur soi-même, sur ses seuls intérêts ; ce serait le Canadien français obstiné au repliement politique, économique, culturel. D'un mot, le Canadien français décidé à pratiquer à fond et sans pudeur, et sur tous les plans, national et international, l'égoïsme sacré. Péché, vice particulièrement répugnant et grave, à l'époque où, en dépit des faits, on proclame partout la mort de l'individualisme et l'orientation du monde vers une civilisation collective, universelle.

Isolationnistes, historiquement, les Canadiens français l'auraient-ils jamais été ? Le seraient-ils davantage aujourd'hui ?

* Conférence prononcée au Club Richelieu de Valleyfield, le 24 août 1949.

POUR BÂTIR

— 1 —

Au lendemain de 1760

Est-il vrai qu'en ce pays, nous ayons jamais ignoré la politique de la collaboration ou de la main tendue ? J'interroge notre histoire depuis 1760. Il est assez rare que le conquis se jette amoureusement dans les bras de son conquérant, ou que l'occupé saute au cou de l'occupant, même à son départ. Et, à vrai dire, en pareil cas, ces effusions sentimentales sont-elles bien de saison ? Cependant le fait insolite, ne semble-t-il qu'il se soit produit, au Canada, dès le traité de Paris et même au lendemain de la capitulation de Montréal ? Quel peuple conquis, après une guerre acharnée, est rentré plus tranquillement dans ses foyers et a jamais accepté plus loyalement le fait de la conquête ? Tous les historiens l'ont noté : les chefs du peuple, seigneurs et clergé, y ont même mis une ferveur singulière. Ce qu'on a appelé parfois, avec une note défavorable, le *régime militaire*, fut-il autre chose en réalité qu'un régime de collaboration entre un peuple de 70,000 âmes et une petite armée d'occupation d'à peine 3,500 hommes de troupes ? Dès 1764 une politique d'assimilation dont l'idée se retrace à Londres, et ici-même, dans les ambitions d'une minorité infime, mais agressive, vient gêner les relations, émeut fortement le conquis. Cette politique menace tout ce à quoi un peuple peut tenir ; sa foi, sa loi, sa langue, son régime de propriété, sa dignité d'homme et de citoyen. Pourtant, cette fois encore, une formule de collaboration bientôt trouvée et appliquée par James Murray, arrachera à nos seigneurs, dans une pétition au roi, cet aveu non sûrement au-dessous de la gratitude : le gouverneur nous faisait presque "oublier notre ancienne patrie". La collaboration, — les historiens même anglo-canadiens l'ont noté — s'établit aussitôt entre vainqueurs et vaincus, dans le domaine écono-

SOMMES-NOUS DES ISOLATIONNISTES ?

mique. Les petits marchands détaillants de nos villes et de nos campagnes se mettent à la solde et trop souvent à la remorque des marchands britanniques, jusqu'à tenir naïvement le rôle de dupes, jusqu'à l'apposition de leurs signatures au bas de pétitions hostiles à leurs plus chers intérêts. Les nouveaux marchands de fourrures, marchands trop souvent improvisés, appellent à eux, pour le commerce aux Pays d'en Haut, interprètes, voyageurs et canoteurs canadiens. Et ces incomparables auxiliaires se mettent à leur service, comme hier à celui des marchands de leur race, marchands équipiers de Montréal et de Québec. Collaboration active et loyale par quoi vont se fonder, au Canada, les premières grandes fortunes anglaises. De même quelques-uns de nos hommes d'affaires se joignent à ces nouveaux riches pour former la Compagnie du Nord-Ouest, rivale de la Compagnie de la Baie d'Hudson. L'esprit de collaboration, jusqu'où nos gens ne l'ont-ils pas porté? On sait la formule où aimera s'envelopper leur loyalisme à l'égard du nouveau régime, formule passée à l'état de cliché et qu'on a quelquefois reprochée à nos évêques qui en ont fait si grand usage : "le gouvernement sous lequel nous avons le bonheur de vivre". Les hommes de mon âge ne l'ont pas oublié : dans nos célébrations patriotiques d'il y a quarante à cinquante ans, quelle est la vertu civique le plus volontiers exaltée par nos orateurs académiques et politiques ? L'amour du pays, le culte de la langue, de la culture originelle ? Non pas, mais la loyauté canadienne-française à la couronne britannique ? On connaît le mot grandiloquent d'Etienne-Pascal Taché : "Le dernier coup de canon tiré au Canada pour la défense de l'Angleterre sera tiré par la main d'un Canadien français." Taché ne faisait qu'exprimer le sentiment commun et traditionnel de ses compatriotes.

Où donc retracer l'isolationnisme canadien-français? Nous pratiquerions, paraît-il, le repliement culturel ou national. Prenons note que le Québec partage ce sort avec la

POUR BÂTIR

Colombie canadienne d'occuper l'une des extrémités du vaste Canada, et qu'à l'instar de la Colombie, il pourrait lui être plus difficile qu'aux provinces du centre, de se mêler à la vie commune. Tient-on compte également que, ne partageant ni la même langue, ni les mêmes traditions, ni les mêmes origines que le reste du pays, il serait assez naturel de nous y sentir un peu moins chez nous que les ressortissants à la communauté anglo-canadienne ?

Que nous prétendions rester distincts, la chose n'est pas niable. Mais où est le peuple, où est la nation qui ne nourrit pas la même ambition ? Si celui-là s'isole qui prétend rester soi-même, qui donc ne s'isole point ? "Après Blériot, après Lindberg, après la ronde étonnante des avions depuis la seconde guerre mondiale, comment parler d'isolement", se demande André Siegfried, dans son récent ouvrage, *l'Ame des Peuples*. Et pourtant, note tout de suite le même écrivain : "Regardons autour de nous : les barrières politiques et administratives se sont accrues, les unités nationales cherchent à se défendre et s'entourent d'obstacles ; le libéralisme économique n'existe pour ainsi dire plus."

Pour le bilinguisme

Une autre de nos manies, c'est de tenir à notre langue. Attachement profond, vivace. Avons-nous jamais empêché les autres de parler la leur ? Dès la lointaine époque de la conquête, sur cette question délicate, alors que les immigrants britanniques comptaient peut-être pour 500 âmes, puis au plus pour un quarantième de la population de la colonie, jamais, même alors, et ce sont là des faits que nul historien ne peut nier, même alors les Canadiens français n'ont jamais revendiqué, dans la vie publique, devant les tribunaux ou dans les conseils politiques, rien d'autre que le bilinguisme. Ils ne réclameront pas davantage, en 1793. Londres vient d'opérer la division de l'ancien gouvernement de Québec en

SOMMES-NOUS DES ISOLATIONNISTES ?

deux provinces. Et à quelle fin ? Pitt, Grenville, Fox l'ont proclamé : mettre chez soi, chacune des deux nationalités, leur permettre de se gouverner, de vivre leur vie, selon leurs aspirations. Mais alors que se passe-t-il au parlement colonial de Québec ? Les députés anglophones, représentants d'une minorité qui compte à peine pour un vingtième de la population de la province, réclament obstinément l'unilinguisme officiel, et l'on sait en faveur de quelle langue. Offensive pénible, qui n'empêche point Joseph Papineau, Panet, Lotbinière de s'en tenir encore une fois, à rien d'autre qu'au bilinguisme, c'est-à-dire à l'égalité politique des deux langues du pays.

Au temps de Papineau

Quelques années plus tard, je ne l'oublie pas, devait surgir le mouvement politique de Louis-Joseph Papineau qui, à tant de gens comme à tant d'historiens, a paru un repliement national excessif. C'est trop oublier que Papineau fut d'abord et jusque vers 1830, un britannique et un britannique britannisant. A l'exemple de beaucoup de ses compatriotes de ce temps-là : Pierre Bédard, Mgr Plessis, puis bientôt Bibaud, Papineau est de ceux qui se plaisent à établir, entre le régime français et le régime nouveau, un parallèle historique où celui-ci devient l'expression ou le symbole de la liberté, et celui-là, le symbole de la servitude et du despotisme. Pour vous édifier, lisez, par exemple, l'éloge funèbre de Georges III prononcé en 1822, par Papineau, à la mort du roi d'Angleterre. C'est encore trop oublier qu'en son principe de fond, la politique de Papineau ne revendiquait rien d'autre, dans le Bas-Canada, que l'exécution loyale d'une politique française, si l'on veut, mais en somme d'origine britannique, puisque fabriquée à Londres par le Parlement impérial : politique de l'*Acte de Québec* de 1774, politique de l'*Acte constitutionnel* de 1791 qui, nettement, carrément,

POUR BÂTIR

pouvait-on du moins supposer, avaient opté pour l'existence d'un Canada français sur les bords du Saint-Laurent. Au nom de son petit pays, le Bas-Canada, habité par une immense majorité de Canadiens français, que réclamait en définitive Papineau si ce n'est un régime d'essence démocratique et britannique qui aurait tenu compte de cette majorité ? Les déboires, les brimades n'ont pas été ménagés au chef patriote. Jamais cependant, ni aux pires jours de Dalhousie, ni aux approches de "37", il n'a préconisé ni fait préconiser une politique de race. Papineau haïssait l'oppression et l'oppressé ; mais l'homme avait l'esprit trop généreux pour haïr l'oppressé parce que anglais ou britannique. Sa pensée politique, je n'en sais point d'expression plus juste que cet extrait de discours prononcé par lui, au parlement de Québec, à la veille même de l'effervescence insurrectionnelle. On y sent frémir, sans doute, la fierté de l'homme et la véhémence de l'orateur, mais aussi toute sa générosité native :

"Pour moi, disait Papineau, ce que je désire, c'est un gouvernement composé d'amis des lois, de la liberté, de la justice, d'hommes qui protègent indistinctement tous les citoyens, qui leur accordent tous les mêmes privilèges. J'aime, j'estime les hommes sans distinction d'origine. Mais je hais ceux qui, descendants altiers des conquérants, viennent, dans notre pays, nous contester nos droits politiques et religieux. S'ils ne peuvent s'amalgamer avec nous, qu'ils demeurent dans leur île ! . . . On nous dit : "Soyons frères ! Oui, soyons-le, mais vous voulez tout avoir : le pouvoir, les places et l'or. C'est cette injustice que nous ne pouvons souffrir."

Je le sais encore : on pourrait nous opposer l'orientation de Papineau et de beaucoup de ses lieutenants, à l'époque, vers la rupture du lien colonial et vers l'idée d'indépendance. Papineau avait cessé d'être britannique, sans qu'il y eût tout à fait de sa faute, dira peut-être l'histoire impartiale. Qui ne sait d'ailleurs, qu'à l'époque, sur l'avenir des colonies, ces précurseurs n'étaient pas si loin de s'accorder avec quelques-

SOMMES-NOUS DES ISOLATIONNISTES ?

uns des plus grands dirigeants des communes britanniques : MM. Roebuck, Leader, Hume, Lord Brougham, Wellington et Peel ? Eh ! oui ! Laissons passer encore quelques années. Les événements et les idées vont vite. Quand le colonialisme sera mort, en notre pays, comme partout en Amérique, nos descendants acclameront ces "extrémistes" de '37-38 comme les premiers champions de l'indépendance du Canada.

Au temps de l'Union

En attendant, n'oublions pas 1841 et le geste politique du jeune et nouveau chef, Louis-Hippolyte LaFontaine. Nous sommes au lendemain de l'affreux Rapport de lord Durham. L'Union des Canadas, le "Bill impitoyable", selon le mot du jeune Mgr Bourget, vient de recevoir la sanction royale. L'on sait l'hostilité du clergé et d'une grande partie de la saine opinion canadienne-française à l'acceptation du nouveau régime. Voici pourtant un autre chef canadien-français qui accepte la main tendue des libéraux anglais du Haut-Canada pour refaire la paix entre les races et doter, si possible, son pays de la liberté politique. Vous savez le reste. Pendant un quart de siècle, trahis plus souvent qu'à notre tour, nous avons maintenu cette collaboration, tendant nous-mêmes la main, à tour de rôle, à tous les groupes, à tous les partis, aux réformistes, aux tories, aux clear-grits, pour essayer de faire fonctionner la machine absurde de lord Durham, de lord Sydenham et de lord Russell. Quand enfin, essoufflée, n'en pouvant plus, la machine se détraquera, ce n'est pas parmi nous qu'on trouvera les plus ardents liquidateurs de l'Union. Vérité de fait que reconnaissait loyalement le clear-grit George Brown, au Parlement de 1865 : "Nous siégeons aujourd'hui, disait-il, et cherchons à l'amiable un remède à des maux constitutionnels et à des injustices dont se plaignent les vaincus ? Non pas, mais dont se plaignent les conquérants."

POUR BÂTIR

Lors de la Confédération

Nous voici en 1867. En pièces, hors d'usage, la machine de l'Union gît par terre. Il faut tout recoudre, tout reconstruire. Un nouveau projet est là : le projet d'une fédération des provinces britanniques de l'Amérique du Nord. L'occasion serait belle, pour les Canadiens français, de s'isoler, de ressaisir leur pleine liberté, de jouer leur vie, en pleine autonomie, comme l'avaient fait jusqu'alors les trois petites provinces maritimes, comme le faisait Terre-Neuve, au bout du Golfe, comme la Colombie, là-bas, aux bords du Pacifique. Que vont-ils décider ? Collaborer ? Nul besoin de montrer combien redoutables pouvaient paraître cette fois les risques de la collaboration. A population et à richesses presque égales, et malgré tous les compromis, le Bas-Canada n'avait pu s'entendre, lié à une seule province anglaise. Quel sort ne pas appréhender dans une nouvelle formation politique où il prendrait place au milieu de quatre et peut-être de cinq provinces anglaises ? Encore cette fois, les Canadiens français ont opté pour la main tendue. J'ose dire qu'ils y ont eu quelque mérite. Ils n'ont pas opté sans de longues et très vives hésitations, sans même quelques tiraillements. Jamais, à elle seule, l'influence de Georges-Etienne Cartier, pourtant considérable, n'eût réussi à faire accepter aux siens le projet enfariné de 1867. Dans la balance, il fallut jeter une influence plus lourde et plus haute. Et c'est bien l'opinion d'un homme, par exemple, comme Sir John Willison, auteur de *Wilfrid Laurier and the Liberal Party*, que "sans Cartier et le clergé catholique du Québec, l'Union de 1867 n'aurait pu s'accomplir".

Ce projet suspect de 1867, les Canadiens français ne lui auraient-ils pas rendu quelque autre service : celui, par exemple, de le sauver du naufrage, ou d'empêcher qu'on ne le tue dans l'oeuf ? Leur forte position politique et géographique rendait impossible sans eux une fédération des provinces.

SOMMES-NOUS DES ISOLATIONNISTES ?

Les provinces britanniques de l'Amérique du Nord ne pouvaient se fédérer contre le gré de la plus populeuse et de la plus puissante d'entre elles après le Haut-Canada. A la future fédération, il fallait à tout prix l'arche gigantesque du Québec qui seul pouvait relier le Canada de l'ouest aux Maritimes. Le Bas-Canada tenait, du reste, en sa possession, la partie la plus considérable et la plus navigable de l'artère vitale du Saint-Laurent. Eh bien, en face du projet, comparez maintenant les deux attitudes : celle du Bas-Canada et celle des provinces anglaises. Rappelez-vous, dans *Canadian Federation* de M. Reginald Trotter, ce chapitre au titre significatif : "Battle for acceptance". Rappelez-vous la défaite éclatante du projet de fédération dans Terre-Neuve, aux élections de 1865 ; la même défaite du projet, la même année, à la Chambre de l'Île du Prince-Edouard et par un vote de 23 contre cinq ; la résistance première du Nouveau-Brunswick, le gouvernement de Leonard Tilley battu, lui aussi, sur le même sujet, en 1865 ; rappelez-vous encore la résistance plus longue, plus acharnée de la Nouvelle-Ecosse, l'élection de 1867 où seul, de sa province et de son groupe de fédéralistes, le jeune Tupper réussira à se faire élire ; rappelez-vous, enfin, trois ans plus tard, la résistance énergique du Manitoba, puis quatre ans plus tard, les mêmes résistances de la Colombie, résistances qui ne seront brisées, comme en Nouvelle-Ecosse et comme au Nouveau-Brunswick, que par les pressions conjointes et impérieuses des gouvernements du Canada et de Londres. En sorte que, si l'on excepte le Haut-Canada qui avait tout à gagner et rien à perdre en l'aventure, la résistance au projet de fédération, impossible d'en disconvenir, fut générale de 1864 à 1873. Et par conséquent j'ai le droit de conclure que si, à l'époque, l'on eût institué un plébiscite sur la Confédération, — ce dont les "Pères" se garderont bien, — et que le Bas-Canada se fût simplement abstenu, le projet eût été repoussé par d'écrasantes majorités, et par qui ? Par les provinces anglaises. Plus que tous, ai-je donc raison

POUR BÂTIR

de l'affirmer : c'est nous, les "isolationnistes" du Québec qui, à sa naissance même, avons rendu possible et rescapé la Confédération.

Depuis 83 ans

Depuis quatre-vingt-trois ans, avons-nous changé d'attitude ? Notre collaboration s'est-elle montrée moins loyale, moins active ? Des chocs se sont produits, des crises ont éclaté. Qui les a provoquées ? Et ces crises, comment se sont-elles dénouées ? L'histoire véridique n'apporte ici qu'une seule et même réponse : par d'invariables compromis où les Canadiens français ont été les seuls perdants. La collaboration à la vie de leur pays, — je l'ai déjà dit et écrit — les Canadiens français l'ont pratiquée jusqu'à l'oubli, jusqu'au sacrifice de leurs intérêts les plus sacrés ; ils l'ont pratiquée jusqu'à la folie, sans être jamais payés de retour. Ils ont collaboré comme jamais ne l'eût fait à leur place, dans les mêmes circonstances, aucun autre groupe ethnique, à coup sûr, ni une minorité juive, ni une minorité irlandaise, ni même une minorité anglaise. Et je connais en tout cas, une majorité qui n'oserait pas tenter l'essai.

Je dirai encore davantage. Même aux heures où les plus vives divergences nous ont opposés à la majorité, et, par exemple, dans le choc violent des races et des croyances pour la défense des droits minoritaires, même à ces moments-là, j'ai conscience qu'en prenant les attitudes qu'ils ont prises, les Canadiens français ont fourni à leur pays, l'une des plus nécessaires et l'une des plus hautes collaborations. Essayer de maintenir au Canada ces principes fondamentaux qui s'appellent : droit à la culture nationale, liberté d'enseignement, liberté de conscience, égalité des races, qu'était-ce sinon défendre les principes mêmes qui sont à la base de la charte récente des droits de l'homme et qui constituent les fondements de la civilisation chrétienne ou occidentale ? Disons toute notre

SOMMES-NOUS DES ISOLATIONNISTES ?

pensée : des jours viendront peut-être où la fraternité humaine fera place aux haines inexpiables d'aujourd'hui, où le monde retrouvera son assiette et le Canada avec lui. En ce temps-là il faudra citer avec admiration les faits et gestes de ces petites minorités françaises et catholiques de chez nous qui se sont battues héroïquement pour qu'en ce pays de nos pères, il y ait de la liberté et de la justice pour toutes les races et pour toutes les croyances.

— II —

Dans la vie internationale

Examinons un autre point.

Savons-nous collaborer à la vie internationale ? La vie internationale, cela signifie d'abord les relations entre les peuples qui nous entourent ; c'est donc avant tout le comportement d'un peuple à l'égard du continent où il vit. Or voici ce que je constate : un groupe ethnique au Canada, un seul, a conscience d'être irrévocablement axé par la géographie sur le continent américain et professe que ses relations internationales le rattachent primordialement à ses voisins les plus proches. Et voilà pourquoi ce même groupe n'arrive pas à comprendre que, pour des motifs plus ou moins secrets, son pays, pays d'Amérique, pratique un isolationnisme entêté en se tenant obstinément en dehors de l'union pan-américaine. Et qui est-il ce groupe ethnique, si ce n'est par hasard le groupe canadien-français ?

Un groupe professe également que le Canada, pays souverain, et tenu, à ce titre, aux frais d'un service diplomatique à travers le monde, ne saurait, sans trahir ses plus graves intérêts, se tenir à l'écart de l'un des plus précieux postes d'écoute de la diplomatie internationale — je veux dire le Vatican —. Et ce groupe ethnique qui se refuse à cette autre forme d'isolationnisme, qui est-ce toujours, si ce n'est peut-

POUR BÂTIR

être les Canadiens français ? Oh ! je n'ignore pas, veuillez le croire, que le reproche d'isolationnisme qu'on nous adresse, dans le domaine international, vise surtout nos attitudes pendant les crises des deux Grandes guerres, celles de 1914 et de 1939. Sur ce point, je veux être bref et je pose simplement cette question : quand donc finira-t-on d'exiger de nous du sentiment où il n'est pas séant ni même possible que nous en mettions ? L'histoire prochaine écrira, si je ne me trompe, que les guerres de 1914 et de 1939 furent peut-être des guerres de civilisation — ce dont l'on paraît de moins en moins sûr — mais elle écrira aussi qu'elles furent, et dans une grande part, pour le Canada, des guerres de sentiment. A ce sujet, je raconterai peut-être un de ces jours, une longue conversation cherchée et voulue par le sénateur, alors ministre d'Etat dans le cabinet King. Je n'ai pas oublié de quel ton catégorique il me dit, entre autres choses : "L'argument du *Devoir* à savoir que si l'Angleterre n'était pas en guerre, le Canada ne fût jamais entré dans le conflit, est sans réplique possible." Et il ajoutait : "Puis-je vous indiquer un autre argument dont vos amis, à mon sens, ne tirent pas assez parti, et c'est notre mérite insigne d'accepter une aventure où, pour nous, Canadiens français, le sentiment ne joue en rien ?" Et le sénateur continuait : "A mes collègues anglais du cabinet, je ne cesse de dire, entre autres choses ; vous parlez, sans cesse, de vos sacrifices. Pensez donc aussi aux sacrifices des autres qui acceptent, comme vous, les mêmes impôts, impôts d'argent et de sang, sans les pouvoir justifier comme vous, par le sentiment puissant de la solidarité raciale."

Collaboration missionnaire

Mesdames, Messieurs, j'aurais pu évoquer bien d'autres formes de notre collaboration. Je m'en voudrais, toutefois, de ne pas inscrire ici une collaboration toute particulière de no-

SOMMES-NOUS DES ISOLATIONNISTES ?

tre petite nation à la vie internationale: collaboration dont le prix échappe trop souvent aux grands politiques, aux grands financiers d'aujourd'hui, aux matérialistes que nous sommes ; collaboration éminente pourtant, maintenant que, pour sauver un monde qui ne sait plus où donner de la tête, l'on commence à découvrir l'opportunité pratique de la doctrine du Christ et voire à reconnaître, avec un Valéry, que "la spiritualité issue de l'Évangile est aux racines profondes de la société". Et je veux parler de notre exceptionnelle vocation de peuple-missionnaire, de notre part insigne à l'évangélisation de notre pays et du monde. Nous n'avons pas comme d'autres et autant que d'autres exporté, dans les contrées lointaines, et trop souvent pour les dominer, des dollars et des marchands. Mais peut-être plus que d'autres, avons-nous exporté de la foi et de la civilisation. Je ne remonte pas plus haut que 1760. Sait-on, savons-nous assez qu'à une époque où, dans nos paroisses du Québec forcément vastes comme des diocèses, nous manquions affreusement de prêtres pour nous-mêmes, alors que nos collègues manquaient de professeurs et d'éducateurs, sait-on qu'en ces époques de misères, toujours, nos chefs ecclésiastiques ont trouvé le moyen de fournir des missionnaires, au Haut-Canada, aux provinces maritimes et même à Terre-Neuve ? Savons-nous encore que ce sont des fils et des petites filles du Canada français qui, partout dans l'ouest et jusque au pôle, et jusque dans la lointaine Colombie et dans l'Alaska, ont fondé souvent les premières églises, les premières écoles, les premiers hôpitaux ? Et comme il y a longtemps que nous avons franchi les bornes de notre pays ! Des missionnaires, nous en avons fourni à tous les peuples qui nous en ont demandé, à l'Amérique latine, à la Chine, aux Indes, à l'Afrique, à l'Océanie, partout où le Pape de Rome nous a appelés. Il y a quelques mois, le délégué apostolique rendait au clergé canadien cet hommage émouvant où nous, Canadiens français catholiques, avons le droit de prendre la grande part :

POUR BÂTIR

“Les chrétiens du Canada méritent d’entendre ces paroles que saint Paul adressait aux premiers chrétiens de Rome: “Votre foi est connue de par le monde entier. *Fides vestra nuntiatur universo mundo.* (Rom.1, 8.) Voici, en effet, que cette jeune chrétienté envoie ses enfants porter l’évangile sur tous les continents.”

Cela aussi, si je ne me trompe, c’est de la collaboration à la vie nationale et à la vie internationale. Et, sans doute, l’apprendrons-nous un jour, est-ce là la collaboration la plus magnifique et la plus féconde que puisse fournir un peuple. Non, il ne se peut que le Canadien français ait jamais incliné vers l’isolement ou l’isolationnisme. Pour commettre ce péché, il lui eût fallu résister à tous ses instincts de générosité, mentir à sa foi qui est charité et fraternité, mentir à sa culture qui est essentiellement universaliste. Aussi bien, et ce sera mon mot de la fin : quand un autre groupe ethnique au Canada aura servi le pays comme nous l’avons fait, et, pour collaboration à la vie internationale, aura exporté, de par le monde entier, autant de sa vie, autant de sa chair et de son sang, alors peut-être pourra-t-on parler de l’isolationnisme des Canadiens français !

PROFESSIONNELS ET CULTURE CLASSIQUE *

LES humanités classiques! Depuis la Renaissance, soit depuis quatre siècles, elles ont formé l'élite intellectuelle des nations civilisées. L'Europe moderne leur doit une grande part du prestige qui a fait, de ce petit cap occidental de l'Asie, le plus haut lieu de l'esprit dans l'histoire du monde. Depuis quatre siècles, philosophes, poètes, prosateurs, artistes, parmi les plus grands, sont allés demander à ces disciplines la vigueur et la souplesse de leur intelligence et jusqu'à cette forme d'élégance qui ajoute au prestige du génie.

Nos ancêtres de France, fils d'un pays à l'apogée de la puissance intellectuelle, apportèrent jadis le trésor avec eux, comme une sorte de feu sacré. Plus tard, après la catastrophe de 1760, il fallut nous refaire une élite, former des chefs, trouver les moyens de sauver notre âme; nos chefs spirituels eux-mêmes refusèrent d'emprunter au vainqueur ses traditions pédagogiques ou scolaires; ils firent confiance aux disciplines traditionnelles; nous sommes restés en latinité.

Les vieilles disciplines furent pour nous, même en pays britannique, source de vie, instrument de liberté. Je n'en veux retenir que le témoignage de deux laïcs de l'époque: Etienne Parent verra, dans les collèges, *autant de citadelles*

* Causerie prononcée au Séminaire de Sainte-Thérèse, à la réunion des Anciens, le 2 mai 1948.

POUR BÂTIR

nationales ; et c'est ainsi, tiendra-t-il à proclamer, "qu'il est sorti du peuple des hommes qui ont pris la place des déserteurs de 59 et qui ont fait qu'il y a encore un peuple canadien-français, et que ce peuple pèse encore dans la balance des destinées canadiennes".

Louis-Joseph Papineau disait en Chambre, en 1831 : "Si les vues politiques de nos ennemis eussent prévalu, si leurs efforts pour décourager l'éducation, pour détruire tout motif d'émulation parmi nous . . . n'avaient pas été contre-balançés par les sacrifices du clergé, nous fussions devenus des esclaves, des hommes asservis et méprisés."

Ce qui était vrai hier a-t-il cessé de l'être aujourd'hui ? Dans le *Prométhée enchaîné* d'Eschyle, le héros raconte aux Océanides qu'il a empêché les hommes d'avoir peur de la mort. Et comment cela ? lui demandent les nymphes.

"J'ai mis en eux d'aveugles espérances."

Les humanités classiques nous auraient-elles bercés d'espérances trompeuses ? Nous auraient-elles caché nos besoins profonds, notre temps, les lois de la vie moderne ? Seraient-elles responsables de nos piétinements, de nos reculs, sinon de nos faillites, dans le champ intellectuel, dans la concurrence économique et politique, en un mot dans la rivalité des races ?

Tour d'ivoire

Examinons d'aussi près que possible les reproches dont on accable ces "pelées", ces "galeuses". On leur tient rigueur d'avoir donné une formation "petit bourgeois". Et l'on veut dire par là qu'elles seraient restées le partage trop exclusif d'une petite élite, d'une caste, fruit orgueilleux d'une sélection sociale plutôt arbitraire, caste fermée qui se décernerait plus de privilèges que de devoirs ; levain infécond, parce que, au lieu de se mettre au service de la masse, il se

PROFESSIONNELS ET CULTURE CLASSIQUE

tiendrait habituellement en dehors de la masse, sinon contre la masse ; bref (et voilà bien le reproche le plus grave que l'on puisse proférer aujourd'hui contre une classe sociale) : une petite aristocratie, pleine de morgue, qui se tiendrait au garde à vous devant la démocratie. Et du coup, l'on expliquerait ainsi, chez nous, l'écart ou le fossé qui irait toujours s'élargissant entre les classes dites libérales et les classes populaires.

Anachronisme

On reproche encore aux humanités classiques — et le reproche prend cette fois une plus solennelle gravité — on leur reproche de nous isoler de la vie. Le reproche s'adresse surtout aux humanités gréco-latines. A vivre dans les siècles révolus, les jeunes générations prendraient le goût des horizons clos, du ratatiné, du moisi ; ou encore, ce qui est à peu près le même travers, les jeunes gens y prendraient l'esprit évaporé d'astrologues, étrangers à leur temps, à leur terre, toujours prêts à trébucher sur la première motte, quand ils ne se ramassent point au fond des puits. Et encore, si c'était des puits de pétrole ! En résumé les humanités classiques seraient impropres à former l'homme nouveau, appelé à vivre dans un monde lui-même nouveau.

Et vous savez comme ici l'on enchaîne la suite logique et impérative des faits. Nous vivons et nous vivrons de plus en plus dans une société industrielle. Rien à y faire. L'homme, avec la fringale d'un nouveau Prométhée, s'est rué à la possession du monde par la science. Et ce n'est pas là observation spéculative pour simples esthètes ou philosophes. Chacun se sent pris, emporté malgré soi par un tournant affolant de civilisation. Les Etats n'y échappent point. Point de puissance politique sans puissance financière ; point de puissance financière sans équipement industriel. D'ordre pratique, le fait étroit, saisit aux entrailles, en presque tous les pays, les sept et parfois les huit dixièmes de la population

POUR BÂTIR

adulte. Tous les jours, le petit ouvrier s'en peut rendre compte : sa journée de travail, son salaire, son avenir de jeune célibataire ou de futur chef de famille, tous ses espoirs et toute sa vie sont suspendus à la situation économique de son pays et du monde. Que fonctionne mal ou que cesse de fonctionner, autour de lui ou sur quelque point du globe, une industrie vitale ; que soient diminués ou paralysés quelque part les échanges commerciaux, et, tout de suite, c'est la grande roue qui cesse de tourner ; ce sont des usines qui renvoient de la main-d'oeuvre ou qui ferment leurs portes ; c'est le gagne-pain de l'ouvrier qui est en jeu.

Faut-il nous cramponner au passé ?

Ainsi, pour tous, du plus petit au plus grand, cette évidence crève les yeux : un monde nouveau est en gestation ; une civilisation s'élabore, des transvaluations s'opèrent où le grand homme ne sera plus ni le philosophe, ni le penseur, ni le grand artiste, mais le grand savant, l'ingénieur, le technicien.

Et l'on conclut : à une époque où l'homme moderne se sent obligé et capable d'êtreindre l'univers, et que tous les océans battent maintenant les rives de sa terre, va-t-on asphyxier plus longtemps la jeunesse dans les petits horizons de la vieille Méditerranée ? Va-t-on l'enfermer dans les nécropoles et les musées ?

Et les alarmistes continuent : devant cette cité de demain qui appelle une nouvelle structure et qui, quoi qu'il arrive, sera forcée de se la donner, refuserons-nous naïvement de repenser et de rajeunir notre pédagogie et nos systèmes d'enseignement ? Ceux-ci se refuseront-ils à des réformes de structure ? Et, pour comble, irions-nous demander à Platon, à Aristote, à Cicéron, à Sénèque, à Lucrèce, à des rêveurs comme Homère, Horace, Virgile, des directives vingtième

PROFESSIONNELS ET CULTURE CLASSIQUE

siècle, les lois et les consignes de l'avenir ? Après tout, nous vivons en Amérique du Nord, en plein monde anglo-saxon. A quoi bon nous cramponner à un mode d'enseignement périmé, qui délivre des diplômes mal adaptés aux diplômes des universités du continent, diplômes tenus, du reste, pour des parchemins de qualité inférieure ?

Certes, en cet adieu aux maîtres antiques, les réformateurs acceptent qu'on mette des formes ; on pourra les traiter, si l'on veut, comme les poètes de la république platonicienne ; mais, de grâce, qu'on se hâte de les couvrir de fleurs, et qu'on les mette doucement à la porte.

Et le problème

Je ne crois pas avoir trahi la pensée des prophètes de la nouvelle hégire, prophètes qui sont légion. Mais, en même temps, comment ne pas songer que l'enseignement, l'éducation sont tout de même de ces notions qui tiennent aux problèmes les plus complexes, les plus mystérieux de la psychologie ? Et, par exemple, comment développer les facultés d'un enfant ? Par quelles méthodes, quel dosage, quelle combinaison de matières et d'enseignements, développer ces facultés, dans leur hiérarchie essentielle, et les acheminer à une synthèse de forces ordonnées ? Problèmes qui impliquent tout d'abord une notion de l'homme, de l'homme abstrait et aussi et, plus encore, une connaissance pénétrante de l'homme-individuel, puisque en définitive, il n'y a d'éducation véritable qu'individuelle. Problèmes parmi les plus graves qu'ait à débattre chaque génération. Et voilà pourquoi, sans doute, en ce problème redoutable, la merveille est que chacun se trouve compétent.

II

Que penser de ce bouillonnement d'idées ? Dans la courte demi-heure à laquelle j'ai voulu limiter ce discours, je ne

POUR BÂTIR

prétends pas résoudre ces troublantes et vastes énigmes. Il m'y faudrait l'assurance des Incompétents, compagnie encore plus répandue que la *Sun Life*, mais à laquelle j'ai pourtant négligé de m'assurer. Trop heureux si, de ce chaos volcanique, je parvenais à faire jaillir quelques idées claires.

La fin et le moyen

En tout premier lieu, ne confondons pas deux choses trop souvent confondues : *humanisme* et *humanités classiques*. Quelle fin se proposent *l'enseignement* et *l'éducation*, puisque chez nous les deux choses se distinguent ? La fin pourrait se définir comme suit : développer, dans l'enfant et le jeune homme, un humanisme, c'est-à-dire un développement intégral, normal de l'homme, une croissance, en même temps qu'un affinement harmonieux de toutes les facultés.

Et voici le moyen, où intervient le rôle des humanités : développer l'homme, en le mettant à l'école des classiques, c'est-à-dire des plus grands maîtres de tous les temps : ceux par qui quelques peuples privilégiés ont touché les sommets de la civilisation. Discipliner, élargir, enrichir l'esprit de l'enfant par le contact immédiat et prolongé avec la pensée la plus vigoureuse, la plus élevée, la plus fine, la plus saine des siècles passés. Ainsi se définit la prétention de la culture dite classique.

Humanisme intégral

Cette prétention s'est-elle toujours avérée légitime ? Disons notre pensée librement. Le grave tort peut-être des partisans des humanités classiques aura été de n'entendre, par cette appellation, que les humanités gréco-latines, comme si tout l'humanisme s'y trouvait enfermé, et comme si, avant la Renaissance, d'autres humanités ou d'autres méthodes de former des hommes et d'admirables types d'hommes n'avaient pas existé.

PROFESSIONNELS ET CULTURE CLASSIQUE

Restreindre les humanités aux humanités gréco-latines, en d'autres termes, à l'hellénisme et à la latinité, c'est, dirait Maritain, "prendre une certaine humanité pour l'humanité". Un humanisme généreux ou simplement intégral ne saurait se refuser, par exemple, ni à l'apport hébraïque, ni à l'apport oriental, ni non plus, à l'apport du Moyen âge, apport d'un monde juvénile, en pleine sève, où l'on vivait d'un fonds assez riche pour créer la *Somme* théologique, la *Chanson de geste* et la Cathédrale au puissant symbolisme. Et c'est encore pourquoi, à la question: "Comment concevoir, en dehors des définitions toutes faites, l'idéal humaniste?" Maritain a pu répondre: "Demandez la réponse à la cathédrale de Chartres."

Un humanisme complet ne saurait surtout ignorer l'apport du christianisme qui ne vient pas seulement compléter l'humanisme profane, mais qui, en l'imprégnant de surnaturel, c'est-à-dire, en le mettant dans la ligne de l'Incarnation, l'intègre, le redresse et le transfigure. Humanisme chrétien, méthode d'éducation, si j'ose dire, qui produit l'homme plein de la vie de Dieu, l'homme retourné à sa rectitude morale, type d'un superbe équilibre, gouverné, dans ses facultés, par la loi éternelle, et type d'homme — ce qui n'est pas la moindre merveille — réalisable, et avec une égale perfection, dans toutes les classes sociales, à tous les degrés de l'échelle humaine.

Enseignement faux et étriqué

Un tort non moindre des maîtres des humanités classiques aura été de trop borner parfois la valeur éducative de ces humanités, d'en avoir trop fait une étude de vocabulaire ou de grammaire. Enseignement étriqué qui a surtout enseigné le dégoût du grec et du latin, alors que les plus jeunes écoliers eux-mêmes auraient dû concevoir l'étude du vocabulaire et de la grammaire, non comme une fin en soi, mais

POUR BÂTIR

plutôt comme une clé indispensable, la clé d'or destinée à ouvrir le temple du "gentil et du haut sçavoir".

Enseignement faux, puisque, après tout, l'humanisme n'est pas là ni même, dirons-nous, dans une formule ou méthode dont l'on a trop abusé et qu'on a décorée du nom de "gymnastique intellectuelle". Gymnastique bien superficielle, bien énermée. Encore si l'on s'était servi du grec et du latin pour nous enseigner le français, pour nous initier, par exemple, à l'art subtil de faire passer de langues synthétiques à une langue analytique telle que la langue française, la pensée des vieux auteurs, sans l'altérer en rien, ni dans sa précision, ni dans sa finesse, ni dans sa beauté formelle. Voilà qui, pour nos jeunes esprits, eût constitué une véritable et profitable gymnastique. Enseignement faux, incomplet, vais-je reprendre, puisque le tout n'est pas de former des forts en thème, ni même d'apprendre à tourner une élégante version, mais que le tout, c'est de livrer à l'esprit de l'étudiant, le contenu du texte, la moëlle d'une pensée, d'une littérature, et plus encore, diverses formes d'art, en un mot, l'essence d'une philosophie, d'une sociologie, quelques maîtresses attitudes de l'homme éternel aux points forts de son existence.

Initiation

Nous parlions tout à l'heure d'humanisme intégral. Est-ce à dire que, dans les classes de littérature, il conviendrait d'entreprendre, par un choix de textes, l'étude de toutes les formes d'humanisme ? A notre avis, ce serait alourdir outre mesure les programmes. Et c'est là plutôt affaire des Universités.

Mais, dès le collège, et pour l'humanisme oriental, par exemple, ne pourrait-on s'en rapporter à l'enseignement de l'histoire ? Ceux qui ont lu, en ces derniers temps, le *Bilan de l'Histoire* de René Grousset, ouvrage où des critiques ont voulu voir une explication de l'histoire proche du génie,

PROFESSIONNELS ET CULTURE CLASSIQUE

conviendront qu'une initiation sommaire reste possible et facile même à l'humanisme hindou et chinois.

III

Ces critiques faites des vieilles humanités ou plutôt des vieilles méthodes, quelles réformes ou même quelle révolution consentir aux novateurs, aux coryphées des humanités modernes et de l'homme nouveau ?

Nous soumettre à l'avenir

Admettons, de bon gré, le bien-fondé de larges parties de leur thèse. Sans nous croire "des héros de Jules Verne ou de Wells débarquant dans la lune ou dans Mars", nous voici bien, inutile de le nier, à l'heure dramatique d'une métamorphose du monde. Bien imprudent et bien aveugle qui refuserait d'évoluer avec son temps et voudrait jouer au Mahatma Gandhi. Les consignes gandhiennes, pour admirables qu'elles soient, — on l'a écrit encore récemment — contiennent plus de parties caduques que de pratiques.

Moins que les autres échapperont à l'évolution les pays qui, à l'exemple de notre province, ont été dotés, par la Providence, des ressources naturelles les plus riches et les plus prisées par les rois de l'Économie : forêts, mines, eau motrice, et, demain peut-être, pétrole. Qui voudrait nier que chez nous, l'évolution — il faudrait dire la révolution — ne soit en marche et déjà très avancée ? N'est-ce pas ce qu'a voulu peindre, ces années dernières, Everett C. Hughes, dans *Rencontre de deux Mondes*, qui a pour sous-titre : *La crise d'industrialisation du Canada français* ?

Si l'on peut parler d'une civilisation prolétarienne en train de détrôner la civilisation bourgeoise, en quel pays du monde plus qu'en notre province le phénomène social est-il d'observation aveuglante ? Prenons-en notre parti : il faudra nous soumettre au prochain avenir.

POUR BÂTIR

Perspectives

A moins de nous laisser emporter par la rafale, avec ce qui nous reste de traditions vivantes, il nous faudra compter davantage avec la géographie économique de notre terre, et par conséquent avec le savant, l'ingénieur, le technicien. Quoi qu'on fasse ces hommes compteront plus que jamais parmi les chefs de la nation. Il nous faudra veiller à notre développement industriel, pour garder ce que nous pourrions de notre indépendance économique et ne pas tout perdre de notre indépendance politique. Ce développement industriel se fera-t-il par nous et avec nous ou sans nous et contre nous ? Nous avons à choisir.

On parle depuis longtemps d'humanisme scientifique. La France vient d'instituer le baccalauréat technique. Faudra-t-il fonder des institutions d'enseignement d'un type nouveau pour répondre à ces besoins nouveaux ? Ou sera-ce la besogne des collèges classiques de s'emparer de ces enseignements pour les animer le plus possible du souffle de l'humanisme, pour apprendre, aux prochaines générations, comment user de la technique sans être usés par elle, comment garder, devant les forces brutales de la nature, le sens de la dignité humaine, la foi en la nature, en la primauté de l'esprit ? C'est aux collèges de répondre.

Ne pas renoncer à la sagesse

Ils y répondront avec la sagesse qui les a toujours guidés. Ils se souviendront qu'il faut se soumettre à son époque, sans renoncer pour autant, devant la fascinante formule, au droit de critique.

Se soumettre à son temps, ce n'est pas en accepter aveuglément toutes les servitudes, tous les travers, tous les impératifs malsains, tous les péchés contre la civilisation. Se soumettre à son temps, c'est se plier aux évolutions légitimes, à l'ascension normale du progrès ; mais c'est souvent aussi emprunter les forces, les instruments, les armes de son temps,

PROFESSIONNELS ET CULTURE CLASSIQUE

pour empêcher les déviations mortelles, les clivages trop rapides, barrer le passage vers les gouffres. Si, à toutes les époques de crises, des hommes n'avaient réagi avec force contre les coups de tête des révolutionnaires et contre leurs idéologies meurtrières, chacun le sait, il y a longtemps qu'il n'y aurait plus de race humaine ou que la civilisation aurait rétrogradé vers la sauvagerie.

Choc de deux civilisations

Les collèges réformeront en ne prenant point toute nouveauté pour un progrès, le fragile et le mouvant pour le stable et le durable. Depuis les malheurs du monde latin, deux grandes civilisations s'offrent, presque avec violence, à l'heure actuelle, au choix du monde : la russe et l'anglo-saxonne.

L'humanité serait-elle justifiable d'y prendre pour longtemps son point d'appui ? Avec l'une et l'autre sommes-nous à une apogée ou à une fin ?

En 1922, à Paris, j'entendais un ancien ambassadeur à Saint-Petersbourg, M. Maurice Paléologue, prédire, pour dans deux ou trois ans, l'écroulement de la révolution marxiste. Trois ans, pas plus. Et pourtant, voici plus d'un quart de siècle que l'oeuvre de Lénine s'obstine à durer et qu'elle exerce, sur de larges portions du monde, un singulier sortilège. Est-ce à dire que la fin ne viendra pas ? Elle pourra venir, elle viendra de ces régions d'où M. Paléologue n'eût pu le prévoir, je veux dire de ces multiples annexions d'Etats satellites dont la Russie marxiste a cru se faire un glacis invulnérable. Avec des Russes, la révolution russe peut durer. Durera-t-elle avec ces peuples captifs, qui n'ont, ni dans l'âme ni dans le sang, comme les peuples du noyau soviétique, la longue tradition de servitude, le pli psychologique de la morne passivité ? Courbés sous un régime trop contre nature, trop inhumain, ces peuples le pourront-ils longtemps supporter ? Rien n'empêche de le croire : l'explosion viendra de là.

Mais pourquoi, vous parlé-je de cette civilisation qui

POUR BÂTIR

à vraiment parler, est moins une civilisation qu'une condamnation aux travaux forcés ? Parlons plutôt d'une autre qui lui dispute le monde et qui a réalisé d'admirables choses, mais ressemble trop, hélas, à sa rivale et en trop de points inquiétants. La civilisation communiste, c'est l'homme sacrifié à l'Etat ; la civilisation anglo-saxonne, c'est l'homme sacrifié à l'économique, à la production effrénée, à l'argent, à la volonté farouche d'exploiter le globe jusqu'à épuisement, jusqu'à sa dernière bille à pulpe, jusqu'à son dernier lingot de fer, d'or, ou d'uranium, jusqu'à son dernier gallon de pétrole.

A ce jeu affolant qui tend la volonté humaine et le corps humain dans un effort démesuré, trop courbé vers la matière, combien de temps la civilisation anglo-saxonne pourra-t-elle tenir ? Une loi de l'histoire veut que toute civilisation en désaccord avec les exigences essentielles de l'homme, soit tôt ou tard détruit par l'homme qui ne se résigne jamais à être détruit par elle. Nombreux déjà les observateurs qui, dans la façade somptueuse, croient apercevoir les premières lézardes. Le savant Louis de Launay écrit, par exemple, de la vieille Angleterre prise, en ces derniers temps, d'étranges vertiges : "Actuellement, elle semble flotter au gré des vents comme si sa vieille île était mal ancrée sur son fond marin." Quant à nos voisins, nous savons trop, hélas, les dangers qui les guettent. Personne n'a oublié le livre fameux de Lucien Romier : *Qui sera le Maître : Europe ou Amérique ?* Personne non plus n'a oublié les conclusions plutôt pessimistes de l'historien-sociologue sur les chances de l'Amérique. Encore ces jours-ci, dans le conflit entre l'Etat fédéral et les mineurs, qui ne s'est posé l'alarmante question : "Et si les grévistes, par représailles contre la condamnation de leur chef, refusent de retourner au travail ? Et si tous les travailleurs syndiqués, par sympathie pour les mineurs, déclarent la grève générale, que pourra faire l'Etat fédéral ? Céder ou accepter la guerre civile ?" Point noir qui inquiète aussi, pour sa part, un homme comme Louis de Launay : "L'Amérique,

PROFESSIONNELS ET CULTURE CLASSIQUE

observe-t-il, est en proie à une cohue anarchique d'ouvriers errants, de nomades, de révoltés, d'outlaws, de I. W. W. (Industrial Workers of the World) qui, lorsque aura achevé de s'épuiser la prospérité due à la guerre, pourrait bien introduire chez elle des troubles sociaux auxquels elle croyait jusqu'ici échapper." Et nullement ébloui par la place démesurée que la puissance américaine tient aujourd'hui dans le monde, le savant français voit au contraire, dans le phénomène, un signe de vieillissement : "Dans cette extension rapide de l'impérialisme yankee, dans cette folie croissante des grandeurs, s'accuse, comme dans le gigantisme paléontologique, une dégénérescence."

Demeurer en latinité

Allons-nous accrocher notre char à des étoiles étincelantes, mais trop apparemment filantes et périssables ? Au lendemain de 1760, les ancêtres, vous rappelais-je tout à l'heure, ont décidé de rester en latinité. Et nous y sommes restés surtout par les humanités classiques, élément original, distinctif de notre système d'enseignement. Aujourd'hui que nous pouvons en juger avec plus d'expérience et plus de maturité d'esprit, allons-nous abandonner la forteresse latine ? Avons-nous des raisons décisives d'en sortir ? La quitter, cela signifierait, ne l'oublions pas, une différence, une distinction de moins entre notre entourage et nous — et pourquoi nous le cacher ? — un large trou dans notre cuirasse d'irrédentistes français. Donc problème de survie. Et le moins que nous puissions demander aux réformateurs, ne serait-ce point de ne pas traiter ces questions à la légère ? Toute réforme d'enseignement veut dire une réforme d'esprit. On parle de simple bifurcation de programme. Ne pourrait-on tout aussi bien parler d'une bifurcation de notre avenir ?

Pas de moules uniformes

Les collèges réformeront en se persuadant, qu'en notre monde agité et fiévreux, une place fort honnête restera aux

POUR BÂTIR

vieilles humanités et non pas une place amoindrie, mais renforcée. Sans doute, importera-t-il de ne pas diriger vers elles plus de jeunes gens qu'il ne faut. On se gardera surtout, comme ce fut trop souvent l'erreur dans le passé, d'y engager les impréparés et les inaptés. Mais s'il n'y faut pousser tout le monde, pas davantage ne faudra-t-il pousser en bloc aux études scientifiques et techniques. Le moule uniforme sera aussi dangereux dans un cas que dans l'autre.

Le moule scientifique va-t-il d'ailleurs sans inconvénients ? Plus le monde de l'avenir se tournera vers l'exploitation de la matière, plus il aura besoin de se réhumaniser. Culture scientifique et culture humaniste à l'ancienne mode s'opposent, en effet, par cette différence fondamentale que la première tourne principalement l'esprit vers la nature matérielle, tandis que la seconde le tourne plutôt vers l'homme.

C'est aussi un fait reconnu par tous les sociologues que le régime actuel du travail dépersonnalise l'ouvrier, tout comme le régime du capitalisme moderne déshumanise le patron. Quel avenir sera le nôtre, si une culture désintéressée ne se trouve plus, pour garder aux hommes le goût, l'habitude de la pensée spéculative et pour maintenir, dans un monde en salopettes, la prééminence de l'esprit sur la mécanique et la matière ? Car il n'est pas démontré que les éblouissantes réussites de la technique aillent de pair avec un haussement de civilisation. "Par le savoir, écrivait-on récemment, nous sommes devenus des demi-dieux, par les moeurs nous avons rejoint les barbares."

Les vieilles humanités auront encore un rôle à jouer dans un monde qui, selon toute apparence, ne pourra se passer des carrières libérales, c'est-à-dire de médecins, de notaires, et qui devra même réserver un petit coin aux avocats. Mais il nous faudra aussi des philosophes, des théologiens, des historiens, des penseurs, pour nous rappeler l'indispensable expérience du passé, les lois suprêmes de la vie, les vraies destinées de notre espèce. Il nous faudra même des poètes

PROFESSIONNELS ET CULTURE CLASSIQUE

pour bercer encore et toujours les nostalgies incurables de l'homme, plus que jamais désireux d'évasion hors de son baigne terrestre.

Il nous faudra même les vieilles humanités pour la formation des ingénieurs et des techniciens. Toute spécialisation hâtive tend à une diminution ou à un rétrécissement de l'esprit, pour cette raison très simple qu'elle tourne l'esprit vers un champ limité de connaissances, et qu'elle se borne, par conséquent, au développement ou à l'exercice d'un nombre restreint de facultés. La supériorité de la culture générale — le mot le dit assez — vient de son aptitude à développer l'esprit, non sur un ou quelques points, mais en toute sa superficie et profondeur, par un exercice ordonné de toutes les facultés de l'homme. Nécessité de la culture générale pour le grand ingénieur et pour le grand technicien, vérité dont se persuadent chaque jour nos voisins si pratiques, les Américains. C'est M. R.M. Hutchins, chancelier de l'Université de Chicago, qui écrit, dans les *Announcements* de son institution (1946, p. 35) : "Le système d'éducation qui tend actuellement à former d'habiles spécialistes sans les pourvoir de la base étendue d'une culture libérale, constitue une sérieuse menace pour la démocratie." (*The present tendency of the educational system to develop amazingly able specialists without providing them with a general foundation of liberal education is, therefore, a serious threat to democracy.*) Vérité qu'au centenaire de notre Polytechnique proclamait l'autre jour le doyen de la Faculté des sciences de Laval, M. Adrien Pouliot : "La culture de l'ingénieur ne doit pas être seulement technique ; elle doit comprendre une importante et très juste proportion de matières de formation générale et de culture classique et littéraire" (*Le Devoir*, 19 avril 1948, p. 3, col. 5). Vérité qu'à la même occasion avait exprimée, deux jours auparavant, M. C.R. Young, doyen de la Faculté de génie de l'Université de Toronto. Pour le futur ingénieur,

POUR BÂTIR

en raison de l'avancement des sciences, M. Young n'hésite pas à réclamer "une suffisante culture générale".

Témoignage de Laurier

A la suite de ces témoignages, me permettez-vous de jeter, dans ce débat, le nom d'un homme dont l'autorité garde encore, du moins en certains milieux, quelque crédit : sir Wilfrid Laurier ? En 1917, je prononçais une conférence au château Laurier, à Ottawa. Le hasard voulut que sir Wilfrid la présidât. Il faut vous dire qu'en 1917 sir Wilfrid siégeait dans l'opposition. Avant la conférence nous eûmes un bout de conversation que je crois pouvoir rapporter textuellement. J'avais quitté l'enseignement secondaire depuis à peine deux ans. D'où, sans doute, le tour que prit l'entretien.

— "Où en est-on, dans nos collèges du Québec, au sujet des humanités classiques ?" me demanda sir Wilfrid.

Et sans me donner le temps de répondre, il continua :

— "Vous savez, je suis libéral en politique; mais je suis resté résolument conservateur en matière d'enseignement. Ici, à Ottawa, j'occupe un excellent poste d'observation. J'écoute les orateurs anglais et français; ce qui me permet de juger des deux cultures. Or je puis en témoigner : pour l'ordonnance logique du discours, pour la souplesse de la dialectique et pour la correction de la forme, les *debaters* canadiens-français, à égalité de talent, l'emportent d'emblée sur leurs collègues anglo-canadiens."

Et comme je faisais observer que tout de même nos parlementaires prennent une part plutôt mince dans les principaux débats des Chambres, débats sur les questions économiques, sur les questions de finances, de commerce, de transport, etc.

— "Ceci, répliqua sir Wilfrid, c'est une autre affaire. Nos hommes publics auraient besoin d'une plus solide formation en sciences économiques. Mais la chose regarde nos univer-

PROFESSIONNELS ET CULTURE CLASSIQUE

sités et non point nos collègues. Je voudrais que nos collègues classiques, insista-t-il, ne suppriment, dans leurs programmes, ni une ligne de latin, ni une ligne de grec . . .”

Défense du grec

Ni une ligne de grec ! Ce pauvre grec, que les temps sont loin où, dans la meilleure société, on s’embrassait pour l’amour de lui ! On parle de le supprimer dans la prochaine refonte des programmes. Vous avouerez-vous que je ne puis m’empêcher de m’apitoyer sur le condamné, même si je n’accorde qu’une médiocre confiance aux plaidoyers prononcés au pied de la potence ? Et je prends la défense du grec, messieurs les écoliers, sans manquer de pitié envers vous, et non point parce que, à mon âge, l’on n’a plus à craindre le retour offensif de Thucydide ou de ses pareils.

Car j’ai aimé le grec au collègue. Et voulez-vous savoir pourquoi j’en regretterai l’expulsion ? Parce que je me souviens que la civilisation est une capitalisation, une capitalisation de tous les progrès humains depuis l’avènement de l’homme sur la planète. Supprimer le grec dans les programmes des humanités, ce sera retrancher du capital civilisateur proposé à nos études, et par conséquent de nos moyens de culture, la première peut-être, et en tout cas, l’une des plus magnifiques réussites de l’esprit humain. Et j’estime que c’est grand dommage.

Mais quoi ! me direz-vous, qui empêche l’écolier de s’annexer cette province de l’humanisme, par l’histoire ? Assurément, et vous ne vous attendez pas qu’un professeur d’histoire sous-estime le magistère de sa discipline. Mais le procédé vaudrait tout aussi bien pour le latin, pour le français et pour toute autre forme d’humanisme. Et, encore que par l’histoire il soit possible, par exemple, de se donner une connaissance panoramique du siècle de Louis XIV, qui voudra prétendre que cette connaissance vaille, pour la formation intellectuelle,

POUR BÂTIR

les longs tête-à-tête, les prises de contact immédiat avec quelques textes de Pascal, de Racine, de Bossuet ?

Une expérience

Sur la vertu éducative des vieilles humanités, vous ferai-je part d'une expérience plus personnelle ? Au printemps de 1916, à la demande du recteur de l'Université de Montréal et du président de la Société d'administration de l'École des Hautes Etudes commerciales, je faisais le tour des collèges de la province de Québec. J'allais inviter les bacheliers à prendre le chemin de l'École nouvellement fondée.

Dès l'automne suivant les premiers bacheliers ès arts faisaient leur apparition à l'École de la place Viger, où j'étais alors professeur. Qu'avons-nous observé ? Dans le premier semestre, les étudiants venus des collèges scientifiques prirent facilement les devants. Mais, au second semestre, les bacheliers prenaient la tête et pour la garder jusqu'à la fin de leurs études. Il y a quelques semaines, je posais la question à M. Esdras Minville, l'actuel directeur de l'École des Hautes Etudes Commerciales :

— "Et les bacheliers, l'emportent-ils toujours sur les scientifiques ?"

— "Toujours, comme en 1916", me répondit M. Minville.

Ainsi il serait donc faux que les vieilles humanités isolent de la vie, si ce n'est pas s'isoler de la vie que de s'y mieux préparer.

CONCLUSION

Chers anciens de l'Alma Mater, quelques réflexions pour finir. Les humanités classiques, j'espère vous en avoir convaincus, resteront nécessaires pour tout peuple civilisé. Mais il faudra les défendre. Et cette défense ne regarde pas seulement les professeurs de collèges et quelques rares originaux ou octogénaires. Elles vous regardent tout autant et davanta-

PROFESSIONNELS ET CULTURE CLASSIQUE

ge, puisque vos fils sont d'abord à vous. Mais comment défendrez-vous les vieilles disciplines ? On juge un système d'enseignement à ses produits.

Demandons-nous parfois si, dans les jugements sévères portés trop souvent sur les fruits secs des collèges classiques, nous ne porterions pas quelque responsabilité. Normalement nos études nous destinaient à prendre rang dans l'élite intellectuelle de la nation. Y sommes-nous ? Y êtes-vous ? Que d'anciens bacheliers gardent en eux la vie de l'esprit, un peu comme Pompéi garde ses trésors artistiques : sous cinquante pieds de poussière ! Si le peuple professe de moins en moins de respect pour les professionnels, les hommes des carrières libérales, est-ce uniquement la faute du peuple ?

Si, par malheur, vous n'êtes pas de ceux qui ont profité de leurs études, prenez-vous les moyens de faire que vos enfants en profitent ? Je regarde cette jeunesse qui est devant moi. Un phénomène se produit ici, j'en suis sûr, comme un peu dans tous les collèges classiques. Où se recrutent les jeunes gens qui réussissent le mieux dans leurs études ? Parmi les fils de professionnels, qui seraient censés apporter, de leur foyer, un premier bagage de culture ? Ne serait-ce pas plutôt parmi les fils de paysans ou d'ouvriers, enfants, jeunes gens qui sont partis à zéro ?

Atmosphère de culture

Pour vos fils qui, un jour, s'en viendront aux humanités, donnez à votre foyer une atmosphère intellectuelle. Ayez une bibliothèque. Achetez des revues, des journaux qui, par leur contenu, leurs gravures, leur littérature, nourrissent l'esprit, éveillent chez vos enfants le sens de la beauté, de la propriété, de la distinction intellectuelles ; et achetez un peu moins de ces énormes illustrés à cent ou deux cents pages, dont le gigantisme cache mal le néant. Achetez un peu moins aussi de magazines américains ou du plus détestable caractère américain, ces *coca-cola* de l'esprit.

POUR BÂTIR

Mêlez-vous aux études de vos enfants. Par votre exemple, par les livres que vous leur offrirez, par les lectures intelligentes que vous saurez leur faire, donnez-leur une initiation précoce à la lecture. Joseph de Maistre raconte que, pour avoir entendu sa mère, quand il était petit, lui lire de longues tirades de Racine, ses oreilles, habituées de bonne heure à boire cette ambroisie, n'ont jamais pu supporter la piquette.

Heureux l'enfant — je parle de choses que j'ai vues — heureuse la toute jeune enfant, un peu déconcertée par l'étrange morale des *Contes* de Perrault, et par exemple, par ce châtement terrible qui échoit au Petit Chaperon Rouge, mangée par le loup, parce qu'elle s'est tout simplement amusée à cueillir des noisettes... heureux, dis-je, l'enfant qui trouve alors un papa pour lui raccommoder ses idées morales. Le papa, qui sait lire comme un artiste, est allé chercher dans sa bibliothèque *En marge des vieux livres*, et il a lu à sa fillette le conte si fin que Jules Lemaître met dans la bouche de l'une de ses filleules de dix ans et qu'il a intitulé : *Les idées de Liette*. Tous les contes de Perrault y sont repris et corrigés l'un après l'autre avec le charme d'une imagination d'enfant. Le Petit Chaperon Rouge, égarée tard le soir, suit une petite lumière qui la conduit naturellement à la Crèche de l'Enfant Jésus ; à la crèche elle offre à la Vierge, sa galette, son petit pot de beurre, son bouquet de fleurs champêtres. Et elle apprend que, pour avoir pris le chemin de la crèche, elle a évité le gros loup qui l'aurait mangée.

Heureuse encore cette petite Claire de huit ans, aux prunelles encore plus claires que son nom, qui découvre un jour — un peu tôt — que les petits garçons sont plus intéressants que les poupées et qui, un soir, s'échappe pour un fleurette ingénue avec son cousin de dix ans, lui aussi, autre enfant précoce et sentimental qui a déjà le goût des promenades au clair de lune...; heureuse, dis-je, la fillette qui, rentrée à la maison et grondée, comme il convient, par sa maman, se voit condamnée, pour sa pénitence, à écouter la lecture

PROFESSIONNELS ET CULTURE CLASSIQUE

— une lecture fine, nuancée, ponctuée aux bons endroits — de la *Chèvre de M. Séguin* d'Alphonse Daudet. Vous vous rappelez cette autre petite écolière qui trouvait, elle aussi, trop étroit le clos paternel ou le couvent, trop courte sa longue, un peu fades les amusements de la maison et qui, un beau matin, céda aux appels ensorceleurs de la montagne, de la liberté dans le vent chaud. Après s'être amusée toute la journée comme une petite folle, s'être vautrée dans l'herbe, avoir humé toutes les fleurs qui sentent bon, hélas, la petite et charmante étourdie finit, le soir, par rencontrer vous savez qui. Eh oui, Mlle Claire, "la cabro de Moussu Seguin... se battégué toute la niue emé lou loup, E piei lou matin loup la mangé."

Préparation morale

Professionnels, donnez aussi à vos futurs collégiens la préparation morale. Rappelez-vous qu'il existe telle chose que la crise de puberté, et qu'il importe que le passage de l'adolescence à la virilité s'opère avec les moindres risques. Comptez même qu'indépendamment de son avenir moral, il y va, pour votre enfant, de l'avenir de son intelligence. On ne conquiert pas la vérité, on ne se prend pas à la beauté et à la poésie des choses, avec une âme en désarroi, avec une intelligence à moitié libérée de l'emprise malsaine des instincts et des passions, à moitié enfouie dans la chair. Apprenez à vos enfants qu'il y a telle chose que le renoncement aux jouissances mauvaises, telle chose que le sacrifice pour la conquête de soi, pour l'achat de sa liberté. Et vous pourrez alors vous dispenser de reprocher aux maîtres de vos fils quatre ou cinq années d'étude perdues, gaspillées par de pauvres enfants qui, mal préparés, n'arrivent plus à retrouver leur équilibre. Si, par malheur, la vie vous a blasés, je vous en prie, gardez pour vous-mêmes votre scepticisme. Ne l'étalez pas devant vos fils. Pour faire quelque chose de sa jeunesse, un enfant a besoin de s'accrocher à un idéal. Eh oui, en quelque

POUR BÂTIR

défaveur que le mot soit tombé. Pour sortir de la plaine banale, il faut tout de même viser quelque sommet. Pasteur l'a dit : "Heureux qui porte un dieu en soi !" Est-il si vrai d'ailleurs que les idéaux auxquels vous aviez cru à vingt ans ne soient plus que chimères et mensonges à quarante ou cinquante ans ?

Quand j'étais au Collège de Valleyfield, il m'arrivait parfois de lire à mes rhétoriciens, *l'Ombre*, une des courtes et si denses *Paraboles* du grand écrivain danois Joergensen. *L'Ombre*, c'est le fils intellectuel, las, fatigué de sa misère et de la vie, qui, avant de se suicider, vient rendre visite, un soir, au maître qu'il tient responsable de sa démoralisation et de son désespoir. A ce maître qui l'a perdu, *l'Ombre*, le fils inconnu et en loques, jette, entre autres, ces anathèmes : "Nous sommes ce que vous nous faites... La jeunesse de ce pays reflète votre oeuvre. Nous sommes chastes lorsque vous l'êtes, immoraux quand vous le voulez. Les jeunes gens croient ou renient d'après ce que vous croyez ou reniez... Ah ! si vous pouviez savoir combien d'âmes maudites vous avez créées."

Pères de famille, il n'y a pas seulement les malfaiteurs littéraires à saccager l'idéal vierge des jeunes gens. Plutôt que les malédictions de vos fils, puissiez-vous mériter l'éloge que Louis-Joseph Papineau, à quatre-vingts ans et dans son dernier discours public, adressait à son père et à sa mère : "Vous me croirez, j'espère, si je vous dis : J'aime mon pays. L'ai-je aimé sagement ? L'ai-je aimé follement ? ... Au dehors les opinions peuvent être partagées, néanmoins, mon coeur puis ma tête consciencieusement consultés, je crois pouvoir décider que je l'ai aimé comme il doit être aimé. Ce sentiment, je l'ai sucé avec le lait de ma nourrice, ma sainte mère. L'expression brève par laquelle il est le mieux énoncé : *Mon pays avant tout*, je l'ai balbutiée sans doute sur les genoux de mon père."

POUR UNE RELÈVE *

QUI donc m'avait dit qu'il n'y a plus de jeunesse ? Ou que la jeunesse d'aujourd'hui, réaliste, pratique, l'esprit nettoyé de l'idéalisme chimérique des aînés, — ce qui est une autre façon de n'être plus jeune — avait planté ses rêves sur les cités de fer où se forgent les joies faciles et tangibles des temps nouveaux... Mais je vous regarde... Et je ne vous trouve pas si changés. La preuve en est que vous êtes venus entendre un vieillard attardé, démodé, l'un des hommes les plus compromis de la génération des aînés, et qui, tout près de ses soixante-quinze ans, s'accuse, hélas, de croire encore tout ce qu'il a cru, d'espérer tout ce qu'il a espéré, d'aimer toujours ce qu'il a légitimement et passionnément aimé, de n'avoir rien perdu ni vendu des aspirations de sa jeunesse.

Jeunes gens, que demandez-vous à cet homme du passé ? Je crois lire vos questions sur vos figures. "Pendant ces jours, me dites-vous, l'on nous a beaucoup parlé de l'héritage culturel; du prix qu'il convient d'y attacher, de la nécessité de le conserver, et de la nécessité aussi, à cette fin, d'une génération de relève. Mais quel est-il donc cet héritage ? Le con-

* Conférence prononcée au grand Colisée de Québec, le 21 juin 1952, lors du 3^e Congrès de la Langue française. M. Maurice Duplessis présidait, à titre de premier ministre du Québec, parmi plusieurs archevêques et évêques. Me René Chaloult, député du comté de Québec, a présenté l'historien aux quinze mille jeunes gens présents.

POUR BÂTIR

server ? Est-ce chose possible à un peuple minuscule, cerné comme nous le sommes par des forces écrasantes, aux portes du Moloch américain ? Et d'abord l'enjeu en vaut-il la peine ? Mérite-t-il qu'on y engage l'avenir d'une autre génération ? Nos pères n'ont-ils pas assez longtemps chevauché ces nuées ? Et si nous optons pour l'engagement, sur qui, sur quoi, pour un effort de cette dimension, pouvons-nous compter ?..." Je ne vous reprocherai pas ces angoissantes questions. Vous avez le droit de savoir. On n'engage pas sa vie sur un point d'interrogation, pour une chimère si brillante soit-elle. Je vais donc m'efforcer de répondre à vos questions.

Un homme né français

Soyez tranquilles, je ne vous débiterai pas les banalités ordinaires sur les vertus de la culture ou de la civilisation française. Une question capitale se présente pourtant, que je ne puis éviter de vous poser. Tout engagement se mesure à l'homme qui veut le prendre. Or qui êtes-vous ? Vous me répondez : Français et catholiques... En effet, vous n'y êtes pour rien, mais vous ne pouvez faire que cela ne soit pas. Et votre réponse va nous mener loin. Vous êtes Français parce que c'est bien un peuple français qui est né ici, il y a plus de trois cents ans. Français de la grande France de leur temps, nos pères, en traversant la mer, ne se sont pas dépouillés du génie de leur race, génie formé, enrichi au cours de quinze siècles de christianisme. C'est donc la France de leur temps, avec son esprit, ses meilleures traditions intellectuelles, sociales, religieuses, qu'ils ont essayé de transplanter en Amérique. Et aussi bien est-ce un petit peuple français, un pays au visage français, "la plus parfaite image que la France ait projetée hors d'elle-même", a-t-on dit, que, sur la fin de l'ancien régime, voyageurs d'Europe ou administrateurs venus de la métropole découvraient ici, dans son parler, dans ses moeurs, dans son droit, dans son architecture, dans sa pas-

POUR UNE RELÈVE

sion de l'art, et voire dans ses élégances mondaines et jusqu'en sa fierté grand-siècle. C'est bien un peuple français que nous avons voulu rester après 1760. C'est même pour cette souveraine détermination que notre histoire a pris tout de suite un caractère tragique. Une abdication, le renoncement à leur lignée française eussent permis à nos pères l'économie d'une lutte de cent ans. Ils ont cru que l'économie ne valait pas la fierté ni le profit de rester ce qu'ils étaient. Aujourd'hui encore, en dépit de bien des misères, de bien des contrefaçons, de bien des scepticismes et en des milieux où l'on pourrait s'attendre à ne pas les trouver, écoutez les rumeurs de ce Congrès. Je ne crois pas que le fond de la nation ait changé de sentiment ni de détermination. Ces assises solennelles, ces congrès de la Langue française repris trois fois en quarante ans, témoignent pour quelque chose. Nos groupes des minorités, ces fils dispersés du Québec, n'ont pas non plus changé de sentiment à ce que je peux voir, eux qui, sur leur coin de terre, au prix de sacrifices parfois héroïques, mènent souvent mieux que nous du vieux foyer, la bataille de la survivance française. Pensez-vous d'ailleurs que s'il n'y avait pas assez de Français au Canada pour que certaines gens puissent parler de péril français, croyez-vous qu'il y aurait encore, en ce pays, des assimilateurs aux abois, des projets d'immigration intensive de Britanniques et des enquêtes à la Rowell-Sirois ? Mais la raison, me demandez-vous, de cette continuité historique, de cet entêtement des ancêtres dans leur être français, où la trouver ? Je crois bien que le petit peuple n'y a pas toujours réfléchi. Mais écoutez ses chefs, ceux d'hier : Lotbinière, les deux Papineau, Bédard, LaFontaine, Mercier, l'archevêque Langevin de Saint-Boniface, Charles Charlebois, Philippe Landry, Ferdinand Gagnon, Bourassa, LaVergne. Et vous apprendrez qu'en définitive, sans orgueil, sans vaine jactance, sans le moindre mépris, pour quelque race que ce soit, les yeux simplement sur l'histoire comparée des peuples, sur les oeuvres du génie français dans le monde,

POUR BÂTIR

ces anciens ont cru qu'un homme né français, peut se passer d'être autre chose.

Notre catholicisme

Nés catholiques, nous sommes tout autant restés catholiques. S'il y a un petit coin de terre de l'Amérique du Nord, oserai-je même dire, où un groupe humain ait tenté avec ferveur l'insertion du spirituel dans le terrestre et le temporel, tâche suprême du christianisme en définitive, c'est en Nouvelle-France que le fait s'est produit. Fils de la France de la contre-réforme, guidés par un clergé de choix, nos pères nous ont légué la foi catholique, une foi pure, sans alliage, que n'avaient altérée ni les mauvais souffles de la Renaissance ni ceux du protestantisme. Ils nous ont légué une famille catholique, la paroisse catholique, l'enseignement catholique, un droit civil chrétien, des traditions chrétiennes, toutes choses que le Canadien, l'Acadien ou l'Américain d'origine française porte avec soi, où qu'il se trouve, si bien que, même pour l'étranger qui nous observe, catholique et Canadien français ou Acadien ou Franco-Américain, sont devenus des termes synonymes.

Catholiques, vous le savez aussi, c'est pour le rester qu'en dépit de leur pauvreté, les ancêtres de 1789, puis ceux de 1801, puis les fondateurs de collèges, puis nos prêtres, nos évêques de ce temps-là et d'après, préféraient fonder et payer de leur poche les collèges et écoles plutôt que d'accepter les écoles du conquérant et ses subventions scolaires. Et c'est toujours pour garder à Dieu un peuple catholique, qu'ils arrachaient une à une au même conquérant les libertés de l'Eglise, la libre nomination des évêques par Rome, la réintroduction au pays des ordres religieux, l'autonomie administrative des paroisses et des diocèses. Aujourd'hui, quand je regarde mon petit pays de Québec et l'ensemble du Canada français formant un peuple d'à peine quatre millions de croyants (dont je ne me cache, veuillez le croire, ni les fai-

POUR UNE RELÈVE

blesses, ni les tares), mais quand je considère sa floraison d'oeuvres catholiques et son indéniable physionomie de pays catholique, foyer presque incomparable de missionnaires répandus sur les vieux comme sur les jeunes continents, partout où le flambeau de la foi attend d'être allumé, devant ce spectacle, je n'ai pas besoin du prophète anglais Arnold J. Toynbee pour reconnaître et saluer chez nous l'un des hauts lieux spirituels de ce nouveau monde. Oui, nous sommes restés petits. Et beaucoup se plaisent à nous le rappeler. Mais faut-il nous boucher les yeux et refuser de voir comme notre foi nous a singulièrement grandis ? Pourquoi faut-il que des faits de cette dimension, magnifiques privilèges de la Providence de Dieu, échappent si souvent à nos esprits distraits ? Nous n'avons pas, dans notre province, plus que nulle part ailleurs en Amérique du Nord, l'union de l'Eglise et de l'Etat. Mais si l'état de société le plus parfait est celui où les institutions politiques et sociales sont les plus conformes à la constitution et aux lois de l'Eglise, pourquoi ignorer que cet état de société exceptionnel existe aujourd'hui dans un coin de ce continent qui n'est nul autre que notre patrie québécoise ? Car enfin c'est ici et pas ailleurs, en Amérique du Nord, que la loi de l'Etat ne reconnaît d'autre école que l'école confessionnelle et surtout lui laisse en général la pleine liberté de son établissement et de son administration. C'est encore ici que, sous l'égide de la même liberté, l'Eglise peut fonder, développer, à peu près comme elle l'entend, ses institutions vitales, organiser ses paroisses, ses diocèses, décider du mode d'impôts des fabriques, de la constitution et du libre gouvernement des communautés religieuses, se comporter, se déployer, en somme, au grand air, à l'égal d'une religion d'Etat. En 1911, au Congrès eucharistique de Montréal, M. Henri Bourassa pouvait dire à l'archevêque de Westminster, Mgr Bourne, qui avait besoin d'être éclairé sur ce point : de cet état de choses, de cette concorde entre l'Eglise et l'Etat, dans la province française de Québec, des lois sont

POUR BÂTIR

sorties "qui nous permettent de donner à l'Église catholique un organisme social et civil qu'elle ne trouve dans aucune autre province du Canada ni dans aucune autre portion de l'Empire britannique".

Eh bien, mes jeunes amis, vous désirez connaître l'héritage, savoir le prix de l'enjeu. Vous aimez les faits. Je vous ai apporté des faits. Vous êtes les fils, et j'oserai dire les profiteurs du contexte historique que j'ai fait passer sous vos yeux. Ce qu'il y a de meilleur en vous vient de là et point d'ailleurs. De cette structure d'être à la fois catholique et française, de cette double histoire, de cette double tradition, distinctes, mais pourtant fondues l'une dans l'autre, comme il arrive en tout ce qui est vie humaine, l'être et la tradition catholique informant et surélevant magnifiquement la tradition et l'être français, voilà ce qui constitue l'essence de ce que nous appelons, en Amérique française, l'héritage culturel. De là dérivent, dans le Québec, comme un jaillissement de source, non seulement toutes nos institutions de quelque nature qu'elles soient et notre longue évolution politique vers l'affranchissement national, mais encore, jeunesses d'origine française, vos modes de penser et de vivre, les frémissements de vos sensibilités, la fluide atmosphère de la petite patrie québécoise, en un mot, cette substance de culture où tout peuple se renouvelle incessamment identique à soi-même et fonde l'espoir de sa civilisation.

L'heure du choix

J'ai bien le droit maintenant de vous poser la brûlante question. Depuis trois cents ans, sept, huit, dix générations d'aïeux ont vécu, persévéré dans cette ligne historique, ont peiné, prié, souffert, pour que dure ce dont nous vivons. Allez-vous tourner le dos à ce passé ? Vous êtes trop intelligents, ce me semble, pour faire plus mal que les ancêtres. Allez-vous tout recommencer sur des bases nouvelles ? Et pour quelles autres bases si éminemment merveilleuses, plus

POUR UNE RELÈVE

solides et plus élégantes que celles de la maison bâtie par les aïeux ? Vous savez tout de même un peu d'histoire. A l'heure actuelle, et dans ce monde qui a perdu le sens de la mesure, le goût des idées claires, le culte de l'esprit, estimez-vous qu'à juger les nations, non pas d'après les façades orgueilleuses des grandes et fragiles réussites matérielles, mais d'après les critères ou l'échelle des vraies civilisations humaines, estimez-vous qu'il y ait trop de peuples français et trop de culture française sur la planète ? Estimez-vous qu'il y aurait tant à gagner à nous dévêtir de la défroque des ancêtres pour un complet de Toronto, de Londres ou de Washington ? Aux heures tragiques que nous vivons, dans notre univers si profondément ébranlé et si proche, à tout instant, des suprêmes catastrophes, estimez-vous qu'il y ait trop de peuples de la vraie foi, trop de peuples attachés aux vérités éternelles et aux disciplines de la vraie vie, les seules, nous le savons, qui aient le souci loyal de remettre un peu de paix et de fraternité entre les hommes ? Ma question, je l'adresse surtout à la jeunesse d'action catholique du Canada français qu'on me dit trop encline à pratiquer je ne sais quel catholicisme désincarné et déraciné. Croit-elle, cette jeunesse, qu'elle ait le droit de traiter avec légèreté ou indifférence la faveur insigne qu'elle tient de la Providence d'être née, de grandir et d'exercer son action, dans un milieu exceptionnellement favorable à l'Eglise et à sa foi ? La jeunesse catholique du Québec veut-elle apprécier, à son juste prix, le privilège qui est le sien ? Qu'elle s'informe auprès de la jeunesse de nos frères dispersés du Canada ou des Etats-Unis, auprès de nos frères de la Colombie, par exemple, qui se battent à l'heure même pour la reconnaissance de droits élémentaires, droits inscrits dans toutes les chartes contemporaines des droits de l'homme, mais qu'on refuse aux plus anciens des fils du Canada.

Je le répète. Voici l'heure de l'option. Mais auparavant, je ne vous cacherai pas à quoi cette option vous engage. Vous

POUR BÂTIR

portez le passé en vous; vous portez aussi le présent avec tous ses problèmes et toutes ses tentations. Le choix ou l'option qu'ont à faire aujourd'hui les jeunes Canadiens français s'avère aussi décisif que celui qu'ont exigé de leurs devanciers, les années 1763, 1840 et 1867. Il y allait alors de notre survivance comme nationalité. Le péril actuel n'a pas changé de gravité. Il a seulement pris d'autres visages.

Montée des périls

Un pays, vous savez lequel, est, certes, autre chose qu'une puissance de chair; il possède son élite spirituelle; une partie de ses réalisations force l'admiration, même dans l'ordre de l'esprit. Mais son énorme puissance financière et matérielle dépasse de si haut tout le reste, qu'il exerce, à travers le monde, sur les nations petites ou grandes, un impérialisme sans parallèle, impérialisme encore moins économique ou politique qu'idéologique et moral. Cinéma, radio, télévision, presse, magazines qui trouvent leur synthèse dans l'*American way of life*, tendent à transformer un peu partout les modes de penser et de vivre. Immense, irrépressible même au milieu des grands peuples, de quel poids redoutable ne pèsera pas cette nouvelle forme d'impérialisme, dans un petit pays limitrophe comme le Québec, séparé du colosse par une simple frontière géométrique, surtout si ce petit pays allait commettre la faute d'affaiblir son système défensif par ses propres doutes sur soi-même, sur son avenir, par une personnalité nationale mal affermie ?

Centralisme et minorités

Le péril de l'heure s'est fait un autre visage qui n'est guère plus rassurant. Et il s'appelle, au Canada, le centralisme politique. Péril majeur, puisqu'il met en question la forme de gouvernement derrière laquelle nous croyions avoir abrité notre avenir : le fédéralisme. Débarrassé de toutes ses feintes, qu'est-ce autre chose, en définitive, le centralisme, que la

POUR UNE RELÈVE

reprise à la fois subtile et radicale de la pensée politique qui est au fond de notre histoire depuis 1760 : politique assimilatrice de 1763, politique des oligarques si ardemment combattue par nos parlementaires de 1810 à 1840, politique de l'Union des Canadas destinée à nous tuer nationalement si nos pères n'avaient réussi à la contourner et à la briser, politique unitariste de 1867, également combattue et écartée par nos chefs de ce temps-là. Le centralisme, c'est le coup mortel dirigé contre un état de choses, une liberté, des droits pour lesquels nous avons lutté pendant cent ans: le *self government* des provinces, c'est-à-dire aujourd'hui un Québec libre, ni serf, ni colonie d'Ottawa. Depuis trois siècles, nous avons assez souffert, ce me semble, du colonialisme, pour n'être pas tentés d'y retourner.

La question revêt, sans doute, pour nous de la vieille province, une importance capitale. Me permettrez-vous de vous dire, jeunes compatriotes de la dispersion, qu'elle vous intéresse tout autant ? M. Henri Bourassa disait en 1916 et il avait raison : "Si nous laissons s'affirmer le principe faux que la langue et la civilisation françaises n'ont pas de place dans les provinces anglaises, de quel droit nous opposerons-nous à l'application rigoureuse du même principe dans toute la Confédération canadienne ? Le peuple français du Québec, ajoutait-il, minorité dans la Confédération, n'a ni plus ni moins de droits à sa conservation ethnique que la minorité française dans chacune des provinces anglaises. Si la majorité anglaise, dans l'une quelconque de ces provinces, a le droit de supprimer la langue et la civilisation françaises, la majorité anglaise du Canada possède le même droit à l'égard de la province de Québec."

Compatriotes canadiens-français de tout le Canada, c'était là affirmer notre étroite solidarité et une solidarité dont on pourrait se souvenir davantage en cette province et en d'autres temps qu'à l'époque des congrès de la survivance. Mais si nous comprenons qu'à la façon dont vous êtes trai-

POUR BÂTIR

tés dans chacune de vos provinces, il vous est assez égal d'avoir affaire à une majorité anglo-protestante de chez vous ou à la majorité anglo-protestante d'Ottawa, vous comprendrez également, espérons-nous, que, libres, nous, dans notre Etat provincial, maîtres de nous gouverner comme nous l'entendons, nous ayons quelque répugnance à confier notre sort à la même espèce de gens qui, au mépris des textes constitutionnels les plus formels, vous ont spoliés de vos droits les plus sacrés et ne les vous ont jamais restitués. Sur un point aussi grave, prenons garde de ne pas nous entendre. Vous le rappellerai-je ? Il est rare qu'on fortifie ses positions en sacrifiant sa citadelle.

Evidemment aujourd'hui les centralistes se contentent d'ouvrir la brèche; mais vous, collégiens et étudiants, savez à quoi vous en tenir, j'imagine, sur la politique du cheval de Troie. On disait jadis, au temps de Montcalm et de Vaudreuil : *Québec tombé, c'est toute la Nouvelle-France qui succombe*. Au lieu de ville, parlez province; le mot reste encore vrai. Car enfin, la vieille province peut être oubliée, être hélas, pour les fils qu'elle a laissés partir, fréquent objet de scandale. Mais, Québec tombé, qui voudrait encore se battre en Amérique, pour une survivance française ?

Les colporteurs de sophismes

Ah ! nous savons tous par quels sophismes subtils l'on tente de nous gagner les uns et les autres. Et nous ne manquons pas de compatriotes canadiens-français qui se font volontiers les colporteurs de ces sophismes, les uns par partisanerie politique, les autres par scepticisme, ne voyant plus, dans la culture canadienne-française, qu'une culture à son déclin. C'est, en effet, un autre de nos malheurs, de nos périls, et de nos péchés, que d'être divisés, sur les problèmes fondamentaux de notre vie. Le provincialisme, le nationalisme, tels que nous les avons entendus jusqu'ici, seraient

POUR UNE RELÈVE

choses dépassées, nous dit-on, étroitesse d'esprit. Place au large canadianisme qui, d'un océan à l'autre, abaisserait, s'il ne peut les abolir, les frontières des races et des provinces et nous donnerait enfin une vigoureuse unité nationale ! Conceptions de canadianisme et d'unitarisme national qu'on sent empruntées aux démocraties sociales ou socialisantes d'aujourd'hui, mais que je ne vois nulle part inscrites dans l'histoire ni dans la constitution du Canada, pays de synthèse, mais non point nation de synthèse.

Anglo-Canadiens aussi bien que Canadiens français, sera-ce donc en nous démarquant des éléments originaux de nos cultures respectives que nous rendrons les meilleurs services à la patrie commune ? Je ne le crois pas. Je ne crois pas surtout que ce démarquage soit souhaitable ni nécessaire pour ceux de ma race.

La leçon de l'histoire

Depuis deux ans, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et la radio m'ont fourni l'occasion de repasser mon Histoire du Canada. J'ai pu me rendre compte une fois de plus du rôle tenu, en cette histoire, par le petit peuple que vous savez. J'ai revu un peu ce que nous avons fait. Et ne serait-ce que pour avoir doté notre pays du régime fédéraliste, le plus humain des régimes, appliqué loyalement; ne serait-ce que par l'attachement prêché d'exemple à la seule patrie authentique, naturelle des Canadiens, attachement débarrassé de tout américanisme et de toute sentimentalité impérialiste; ne serait-ce que pour avoir été, et toujours par amour exclusif de cette patrie, les plus anciens et les plus persévérants champions de son autonomie et de son indépendance; ne serait-ce enfin que par les hautes leçons de justice que nous avons données ici, dans le Québec, par le traitement accordé à notre minorité raciale et religieuse et par les combats que nous avons livrés dans toutes les pro-

POUR BÂTIR

vinces pour apprendre aux forts le respect du droit des faibles et des petits... Oui, devant ces faits et quelques autres, je vous confesserai que je me sens aussi Canadien d'esprit, aussi bon serviteur de mon pays que qui que ce soit de nos compatriotes d'autre race, et que je n'ai nulle envie, devant eux, de m'excuser d'être Canadien français.

L'Unité nationale, ou plutôt pour parler correctement, l'union nationale, nous en sommes tous (excepté évidemment en temps de campagne électorale), et j'estime que nous avons fait autant, sinon plus que personne, au Canada, pour empêcher qu'on ne la mette en pièces. Mais pas plus aujourd'hui qu'hier, nous ne la voulons, cette union, au prix de sacrifices unilatéraux, non plus qu'au prix d'une révolution politique dont une seule province et une seule race solderaient tous les frais. Après tout, oserai-je dire, un peuple qui n'a point péché mortellement contre la civilisation, n'a pas perdu le droit de vivre. Le droit des miens vaut le droit des autres. Qu'on ne nous force donc pas à dire : Périssent l'unité nationale qui ne serait obtenue que par la disparition de notre culture et de notre nationalité.

Ce n'est pas par plaisir, jeunes gens, que j'agite devant vous ces questions brûlantes. On vous demande une option. Encore une fois, je m'en voudrais de vous en cacher les aspérités. Un redressement d'esprit et une reprise d'histoire, car nous en sommes là, ne se fait point sans rude effort et sans beaucoup de peine. Vous connaissez la théorie des "stades sur le chemin de la vie", de Kierkegaard, qui veut que l'homme n'atteigne aux suprêmes réalisations de son destin qu'au prix de risques et de sauts audacieux vers des plans existentiels toujours plus élevés. Vous aurez à prendre ces risques et à savoir accomplir ces sauts audacieux.

Vocation du Canada français

Pour ce faire, ne vous croyez pas sans ressources. Le courage et la force, vous les trouverez d'abord dans la beauté

POUR UNE RELÈVE

exaltante de la tâche ou de la mission qui sera vôtre. Et voyez, en effet, comme elle se montre à vous :

Ici, au Canada, faire que les Canadiens français vivent et non seulement survivent; qu'ils vivent en possession active de toutes les virtualités de leur race et de leur foi; qu'ils vivent comme un peuple libre, peuple de maturité politique qui tiendrait bien en main tous les leviers de commande d'une vie ordonnée; faire qu'ils cessent d'être toujours à la remorque des autres; faire qu'ils se guérissent de cette fièvre aphteuse du patriotisme canadien-français et qui est la manie de ne se sentir à l'aise que dans des cadres étrangers, dans des sociétés étrangères, cramponnés comme l'enfant perpétuel aux jupes d'une quelconque nourrice. Et, pour cela, mes jeunes amis, vous persuader qu'il y a pire chose que d'être une race de porteurs d'eau et qui est d'être une race de porte-queue; dans un monde où les petites nations sont invitées à se dépersonnaliser ou à se démarquer, vous afficher en révolte contre tous les démarquages, tous les conformismes, toutes les assimilations, tous les lits de Procuste; au rôle de satellite ou de remorqué, préférer la noble aventure du destin personnel; collaborer à la vie de tout le pays, mais collaborer comme des égaux et non comme des cadets résignés; être possédés de la passion d'avoir sa petite patrie à soi, sa culture, sa civilisation à soi; et, toujours, et pour cela même, édifier un style de vie, un art, une oeuvre de civilisé, l'oeuvre originale et fine d'une race d'hommes qui auraient poussé sur leur souche naturelle de Français et de croyants catholiques; et pour nous tous, compatriotes de même origine, nous séparer de la montée barbare de la démesure et du matérialisme; dans un monde acharné à l'avilissement de l'espace, garder le sens de la liberté, de la hiérarchie des valeurs, mettre au-dessus de tout le prix de l'intelligence et le prix de l'âme; et si jamais les ténèbres envahissaient la planète, rester les derniers gardiens de l'espérance; dans l'abandon universel de Dieu et du Christ, rester un peuple de foi, le rester

POUR BÂTIR

sans orgueil, par simple amour du flambeau placé dans vos mains, pour la beauté du message à livrer au monde, parce que la plus petite lumière n'aurait plus le droit de mourir... Voilà, comme m'apparaît, en nos temps tourmentés, une vocation de peuple français et catholique; et voilà de quoi, ce me semble, passionner une jeunesse qui croirait encore à la chevalerie de la foi.

L'éducation nécessaire

Il vous faut cependant un autre viatique et c'est une éducation appropriée. Vers 1900, lord Roseberry rappelait à ses compatriotes que l'Angleterre n'étant plus désormais nichée dans ses deux petites îles, ils devaient se préparer, par une éducation nouvelle, à porter le fardeau de leur empire. Certes, et grâce à Dieu, nous ne sommes pas un empire, mais nous sommes aussi dispersés qu'un peuple d'empire. Et le fardeau que nous avons à porter est certainement l'un des plus lourds actuellement confiés à l'un ou l'autre des petits peuples des Amériques.

Je n'ai jamais compris, vous le confesserai-je, que, tout en conviant notre nationalité à triompher courageusement des terribles exigences de sa vie et de son avenir, nous, ses maîtres, ayons si persévéramment négligé de lui forger l'âme qu'il y faut. Je ne suis pas de ceux qui prennent à la légère l'incident des grands magasins de Montréal où l'on a vu tout un flot de Canadiens français catholiques, se faire les complices de ceux-là qui tentent de leur arracher les plus chères de leurs traditions. De tels faits contraignent ceux qui daignent réfléchir, à d'impitoyables sondages. Qui nous a fait ce peuple qui, à défaut de foi chrétienne, aurait pu se découvrir un peu de fierté française? Je ne reprocherai jamais aux Anglo-Canadiens — et je l'ai dit cent fois — d'être typiquement anglo-canadiens et de l'être cent pour cent. Mais je me demande pourquoi notre système d'enseignement et d'éducation refuserait aux petits Canadiens français d'être

POUR UNE RELÈVE

typiquement canadiens-français et de l'être au même pourcentage ?

Un religieux m'a dit un jour que, pour mieux nous entendre avec nos coreligionnaires d'autre langue, il avait paru opportun, dans la formation de la jeunesse catholique, d'ignorer la question nationale et d'élever les jeunes apôtres en dehors de ces préoccupations profanes. En sommes-nous là vraiment que, pour nous entendre avec nos frères dans la foi, nous, les deux tiers des catholiques de ce pays, il faille d'abord nous faire pardonner d'être Canadiens français ? Non, l'on ne me fera pas croire que ce soit là la sorte de catholicisme qu'on enseigne à la jeunesse, ni que ce soit non plus la théorie d'une éducation qui, précisément parce que catholique, ne peut être qu'intégrale.

Jeunes gens de l'option, l'éducation à laquelle vous avez droit, je crois pouvoir vous promettre qu'on vous la donnera. Ce n'est pas pour rien, j'imagine, que ce troisième Congrès de la Langue française s'est assigné pour principal objectif : l'éducation patriotique. Ce n'est pas pour rien, non plus, que nos deux universités de Laval et de Montréal, donnant le grand exemple, viennent de fonder chacune une chaire de civilisation canadienne-française. Votre option, faites-la donc en toute confiance. Mais faites-la. Nous avons tellement besoin d'une relève. Une jeunesse, l'AJC, relève le drapeau de l'action nationale parmi les jeunes. Suivez-la; enrôlez-vous dans les rangs de cette jeunesse dont un pays ne peut se passer.

A entendre quelques échos de ce congrès, il semble que, ces jours-ci, nous soyons à une veillée d'armes. Non, certes, que des heures aussi graves ne se soient déjà présentées dans notre histoire. Mais jamais peut-être nos compatriotes d'origine française, où qu'ils se trouvent, ne se sont davantage interrogés sur la route à prendre, sur le choix de leur destin. Votre option, faites-la résolue et joyeuse. N'en croyez pas les prophètes qui ne voient l'horizon que barré de noir.

POUR BÂTIR

La tâche est abrupte, apparemment surhumaine. Mais, en dépit de cet écart accablant entre l'homme et sa tâche, voilà trois cents ans que nous allons quand même notre chemin.

L'autre jour, au flanc du Cap Diamant, j'ai vu un arbrisseau poussé dans une faille du roc, chétif et tordu, balayé par les grands vents du fleuve et qui arrache sa vie aux grains de poussière que lui charrient les pluies et les neiges. Mais il vit, l'arbrisseau du Cap, il vit comme nous avons longtemps vécu. Il vit, portant à l'une de ses branches, un petit drapeau fleurdelisé que je ne sais quelle main audacieuse y a accroché. S'il plaît à Dieu et à notre jeunesse, nous vivrons encore longtemps, non pas nécessairement aussi malheureux que l'arbrisseau, mais racinés comme lui dans le roc natal et arborant, au sommet de notre pays, le prestige de notre culture et de notre foi.

CRISE DE FIDÉLITÉ FRANÇAISE *

CES décorations qu'on reçoit sur le tard de sa vie — décorations presque posthumes — ont au moins ce bon effet d'enseigner l'humilité par la pensée de ce long temps qu'on a mis à les mériter. D'autre part, comment n'en pas tirer un peu de vanité, quand celle qui vous échoit vous arrive en même temps qu'à trois autres dont on ne saurait discuter ni l'éminent mérite, ni le septuagénariat. Pourquoi faut-il qu'à notre joie et à notre gratitude pour cette réception dans la "légion d'honneur" du Conseil central de la vie française en Amérique se mêle un peu de mélancolie ? Au Canada français, la fidélité française serait donc un mérite, une distinction, puisqu'on sent le besoin de la décorer ? Et l'on pense alors à ce fatal corollaire d'un mal plus ou moins généralisé qui serait l'infidélité française. Ou, plus simplement, aurions-nous affaire à une crise de la fidélité ? Sur ce fait de quelque gravité, vous m'avez prié de vous dire mon sentiment.

* Discours prononcé à l'Hôtel Windsor (Montréal), au banquet de la Société Saint-Jean-Baptiste, le 23 juin 1952, banquet offert aux délégués du Troisième Congrès de la Langue française. Le Comité de la Survivance française en Amérique — devenue le Conseil central de la Vie française en Amérique — remettait ce soir-là les décorations de l'Ordre de la Fidélité française au chanoine Groulx, au R.P. Joseph-Papin Archambault, S.J., au Docteur Jean-Baptiste Prince et à M. Victor Barrette. Le chanoine Groulx se fit l'interprète des quatre décorés.

POUR BÂTIR

Diagnostic

Des esprits moroses — et qui ne serait un peu morose dans les temps où nous sommes ? — constatent, comme tout le monde, la métamorphose immense en voie de s'accomplir à la surface de la planète. L'humanité évolue, change de figure, et, non plus comme aux temps anciens, sur tel ou tel point du globe, mais partout, à l'échelle cosmique, avec un ensemble affolant. Plus de peuples isolés, plus de civilisations figées. Ici, au Canada français, à l'influence mondiale se joint l'imprégnation d'une puissance et d'une civilisation les plus envahissantes du monde contemporain : l'américanisme. Une révolution politique, en marche depuis quelques années, ébranle l'Etat fédéral, menace de ramener le Québec à un nouveau colonialisme aussi pernicieux que l'ancien. En même temps, une révolution économique non moins alarmante a presque jeté par terre notre vieil état social : plus des deux tiers de notre population passés brusquement d'un mode de vie rurale, à un mode de vie urbain.

Redoutable conjoncture, sans précédent dans notre histoire. Moeurs, langue, traditions, conscience nationale en subissent malaisément les contre-coups qui bouleversent jusqu'en son fond notre type humain. Des questions surgissent, grosses d'inquiétude et de pessimisme : les Canadiens français tiendront-ils le coup ? Leur culture est-elle viable ? Continuer de s'y attacher, de s'y appuyer, à l'encontre de tous les postulats des temps nouveaux, ne serait-ce pas se vouer irrévocablement à la médiocrité, à la ruine, accepter le sort du wagon usagé, démodé, qu'on rejette à la vieille ferraille ?

Le diagnostic, vous m'en êtes témoins, n'a rien d'exagéré. Des enquêtes qui ne datent pas de si loin nous l'ont révélé : une notable portion de l'intelligentsia canadienne-française parle assez volontiers de la crise de la culture nationale et voire de son déclin. On a même parlé de "langue morte" au Canada français. Pis que cela, et ce serait la vérité sans fard,

CRISE DE FIDÉLITÉ FRANÇAISE

toute l'Amérique française subirait une crise de fidélité. Aux sceptiques, aux découragés, nous empresserons-nous de jeter la pierre ?

L'heure présente, vous ai-je dit, est d'une extrême gravité. Si chacun se rappelle son temps qui, à certains égards, n'est pas si différent des temps d'aujourd'hui, qui nous a jamais prémunis, nous les aînés, contre cette sorte de défection ? Des hommes, des maîtres, en des discours aussi pathétiques et sincères que vides, ont exalté parfois devant nous l'excellence de la culture française et voire la part que nous en avons gardée et assimilée. Dans laquelle de nos institutions d'enseignement supérieur a-t-on jamais fourni à la jeunesse l'opportunité d'un inventaire précis, compréhensif, de ces valeurs capitales ? Dans ce pays où une culture rivale s'offre aux jeunes esprits, avec tous les prestiges de la force et de l'avenir, qu'avons-nous fait de méthodique, de persuasif, pour attacher les jeunes générations à leurs racines culturelles et les protéger efficacement contre les sortilèges d'en face ? Ce troisième Congrès de la langue française a jugé opportun d'inscrire, en tête de son programme d'étude, "l'éducation patriotique" ; et l'on en a disserté, comme si l'on attendait le remède souverain depuis deux cents ans. Enfin, nos deux universités de Montréal et Laval, celle de Montréal invitée par la Société Saint-Jean-Baptiste de cette ville et par un clairvoyant, M. Esdras Minville, vont fonder chacune une chaire de civilisation canadienne-française. Applaudissons à ce geste un peu tardif, mais appelé peut-être à sauver l'avenir. Car, en dépit de tout, je suis de ceux qui refusent de désespérer.

Situation des petits peuples

Personne ne saurait se le cacher : les menaces de l'heure se font surtout redoutables pour les petits peuples, les petites nations qu'on dirait comme suspendues entre les deux infinis

POUR BÂTIR

de Pascal. Par suite du rapprochement des continents et du raccourcissement des distances, jamais l'idée ou l'appréhension d'un univers concentrationnaire n'a si fortement hanté les esprits. Faut-il en raisonner pour autant comme d'un phénomène unique dans l'histoire des hommes, et qui, après tout, ne différerait pas de bien d'autres par sa seule dimension ? Ce n'est pas la première fois que, par un bouleversement subit de son domaine, l'humanité se sent prise d'un peu d'angoisse. Et il se pourrait que ce ne fût pas la dernière.

Au seizième siècle, alors que les grandes découvertes doublaient tout à coup le jardin de l'homme, déployaient l'on ne savait jusqu'où l'aire spatiale où l'aventure humaine pourrait désormais s'ébrouer, le centre de gravité du monde et l'axe méditerranéen s'en trouvèrent soudainement changés. Des historiens font dater de l'époque coloniale la succession des hégémonies européennes, et voire l'avènement de l'industrialisme et du capitalisme qui devaient révolutionner le monde moderne. Et c'est là voir assez juste.

L'humanité a-t-elle été atteinte pour autant en sa substance, en ses instincts vitaux, en ses aspirations foncières ? La vieille Europe s'est-elle diluée dans les nouveaux mondes ? Les vieux mondes de l'Extrême-Orient, touchés par le virus de la civilisation occidentale, sont-ils sortis tout aussitôt de leur antique torpeur ? Nations d'Occident et nations d'Orient, rapprochées davantage, ont-elles abdiqué quelque chose de leur vouloir-vivre individuel ? Aujourd'hui même, l'on parle plus que jamais d'internationalisme. Les pactes internationaux se multiplient, s'entre-croisent. Qui même ne se rappelle certaine charte presque aussitôt noyée que née quelque part sur l'Atlantique ?

M. André Siegfried, reprenant une idée déjà exprimée, du reste, il y a trente ans, par MM. Brunhes et Vallaux dans leur *Géographie de l'Histoire*, n'aperçoit plus dans l'avenir de puissance de premier ordre que les pays de "forte surface et de nombreuse population" : ceux qui seront en possession

CRISE DE FIDÉLITÉ FRANÇAISE

d'au moins huit à dix millions de kilomètres carrés et d'un minimum de cent millions d'habitants. L'espèce humaine retournerait au gigantisme animal des âges géologiques. Possible. Mais à l'heure où je vous parle, où en sont les Etats-Unis d'Europe ? Et même s'ils parviennent à se constituer, sera-ce jamais sur une autre base que la base fédérative, celle par conséquent où chaque Etat pourra se réserver la plus large autonomie ? Et si vous me dites que les vieilles et grandes nations en sont pourtant rendues là qu'il leur faut se résoudre au sacrifice d'une partie de leur souveraineté, je vous prie de m'indiquer, en Europe comme en Amérique, dans le Proche comme dans l'Extrême-Orient, les petites nations autonomes ou indépendantes et de la taille du Canada français qui aient consenti jusqu'à cette heure à se laisser dévorer bénévolement par l'ogre international ? Combien d'autres aspirent à l'autonomie et forcent la coquille où s'acharne à les emprisonner le vieux colonialisme ?

Rassurons-nous. Il y a encore de l'avenir et il y en aura encore longtemps pour les petites nations, aussi longtemps du moins que la beauté de ce monde ne pourra se passer de quelque élément de variété et que, pour échapper à l'oppression asphyxiante de l'univers concentrationnaire, la liberté humaine défendra ses derniers refuges. De l'avenir, il y en aura même pour notre petit Canada français, en son milieu anglo-canadien et américain. Deux traits originaux et qui nous constituent comme nation, notre foi catholique et notre culture française, nous dressent en opposition radicale à l'uniformité ambiante, deux traits d'une originalité apparemment irréductible, s'il faut en juger par la façon dont l'on a mal à nous supporter ou à nous digérer, au Canada et dans l'ensemble du continent, partout où se sont installées les moindres parcelles de la nationalité. Après tout nous ne serions pas, dans l'histoire, le seul ni le plus célèbre exemple d'un petit peuple qui, cerné par une formidable puissance impérialiste, aurait réussi à sauver victorieusement son âme.

POUR BÂTIR

L'on parle volontiers du miracle canadien-français. Evoquerai-je, entre tant d'autres, le plus grand miracle de tous les temps, celui de la petite Grèce antique ? Ce petit pays, vingt fois moins peuplé que le Canada français, aurait pu se laisser happer par le monde oriental, puis par le monde méditerranéen, qui l'enserraient si étroitement. Par sa densité d'âme, la petite Grèce, je m'excuse de rappeler cette banalité, a conquis jusqu'à ses conquérants.

Notre densité d'âme

Mais cette densité d'âme, me demandez-vous, est-elle nôtre ? Y pouvons-nous prétendre ? Et d'abord une survie vaut-elle la peine d'être tentée ? Je me figure parfois que nos actuelles neurasthénies de jeunes vieillards, neurasthénies après tout d'une race jeune, habitant un pays jeune aux espoirs exaltants, étonneront passablement nos arrière-neveux. Car il s'en trouvera sûrement qui seront restés français.

En fait et en bonne vérité, sommes-nous si pauvres, si petits ? Des catholiques de foi vivante ont-ils le droit de se montrer si désabusés ? "Il y en a qui ne peuvent admirer que les grandeurs charnelles, comme s'il n'y en avait pas de spirituelles" : autre mot de Pascal qu'on cite ici malgré soi. Certes, je ne prétends pas vous décrire la trajectoire de notre avenir possible. Dieu attend-il quelque chose de nous ? Et par quels chemins nous achemine-t-il à notre destin ? Pour jouer au prophète, les historiens auraient d'ailleurs besoin d'une perspective autrement plus large que nos trois siècles d'existence ? Comme tout croyant, je sais néanmoins que, depuis deux mille ans et sous le signe de la Rédemption, l'histoire n'a plus qu'un sens normal ou logique. Elle ne peut être que l'"avènement du règne sacré" où tout homme comme tout peuple est engagé par un appel irrévocable.

Je sais encore, parce que Dieu a laissé à l'homme les risques de sa liberté, je sais aussi que tout peuple peut oublier

CRISE DE FIDÉLITÉ FRANÇAISE

ou saccager sa vocation. On l'a dit, Dieu qui endure que sa volonté soit mise en échec, est étrangement faible devant l'histoire. Je sais cependant pourquoi nos pères sont venus en Amérique. Pas uniquement, sans doute, pour des fins apostoliques ; mais je n'ai pas le droit d'ignorer quel rôle capital, dans leur aventure, ces fins ont joué. Je sais pourquoi Dieu fit partir pour la Nouvelle-France d'admirables missionnaires, hommes et femmes ; et, pour le gouvernement de son Eglise et du petit peuple colonial, dota la colonie d'un clergé comme l'ancienne France en possédait peu ; je sais pourquoi Ville-Marie, la ville mystique, s'est fondée. Je sais encore que nous avons été conquis en 1760 par une puissance protestante et qu'alors notre avenir de peuple catholique et français prit l'aspect d'une gageure. La Providence de Dieu nous a-t-elle abandonnés ?

Je sais encore qu'en 1774, dix ans à peine après la cession, notre avenir paraissait on ne peut plus mal engagé, je sais qu'un retournement des choses, trop subit et trop inattendu pour n'être pas de calcul providentiel, ramenait notre histoire à ses lignes maîtresses. Je sais encore qu'en 1840, quand de nouveau tout semblait perdu, en moins de deux ans cette fois-ci, un autre retournement providentiel, aussi inespéré que celui de 1774, nous remettait notre avenir entre les mains. Vingt-cinq ans plus tard, quand, cette fois encore, tout paraissait brouillé, compromis, je sais que nos chefs s'emparaient de l'idée fédérative pour l'imposer à ce pays ; solution de compromis, sans doute, mais qui valait au moins au Canada français de recouvrer l'essentiel de son individualité politique et nationale.

Je sais, hélas, que depuis lors nos chefs n'ont pas toujours tiré de ce notable affranchissement le parti qu'en aurait tiré un peuple énergique et vigilant. Comme vous tous, je puis constater néanmoins que le peuple canadien-français vit encore. Il vit dans des cadres, dans des institutions que lui seul s'est bâtis ; il vit dans son droit civil français qu'il a sauvé

POUR BÂTIR

du naufrage ; il vit dans ses institutions d'enseignement, qu'en dépit du conquérant, lui seul toujours, avec son sou du pauvre, il a édifiées, pièce par pièce, de la base au sommet, de l'école de rang à l'Université. Il vit, vaincu parfois sur certains terrains, réparant ses pertes, reprenant sa revanche sur d'autres, forgeant sans relâche tous les organes essentiels à la survie nationale.

Et j'imagine que ce n'est pas pour une retraite de préparation à la mort que ce même peuple, rassemblé de tous les coins du Canada et de l'Amérique, tient en ce moment ses Etats généraux. En cette grouillante mêlée de groupes ethniques jetés dans la cuve en ébullition de l'Amérique du Nord, et où un si grand nombre se sont laissé dissoudre, je constate, en effet, que partout où le vent a emporté quelques poignées du petit groupe du Saint-Laurent, partout ces poignées ont survécu ou prennent plus de temps que les autres à mourir.

En dépit de toutes ses misères, je sais encore que le petit peuple n'a jamais abdiqué sa vocation première de peuple apostolique. Dans le siècle qui a suivi la conquête, quand il n'avait pas assez de clergé pour ses propres besoins, il prélevait sur sa pauvreté pour dépêcher des apôtres à tous les groupes catholiques de l'Amérique du Nord, depuis Terre-Neuve jusqu'aux côtes du Pacifique. Enfin, plus tard, quand ses forces se seront reconstituées, c'est vers tous les points du globe que le même petit peuple expédiera ses porteurs de foi, se plaçant même, en cette contribution, à la tête ou presque des peuples de l'Eglise universelle.

Eh bien, Mesdames, Messieurs, je repasse cette histoire que je n'ai point surfaite. Je fais le compte de la vitalité — et pourquoi ne pas le dire ? — de la densité d'âme qu'une telle histoire présuppose. Et vous admettrez qu'en dépit de tous les sceptiques, de tous les désenchantés et de tous les démissionnaires, l'on puisse garder la détermination de mourir Canadien français impénitent. Non, l'âme française, la

CRISE DE FIDÉLITÉ FRANÇAISE

langue française peuvent être malades ; et elles le sont par la faute de négligences ou d'excès de confiance ; elles le sont aussi par la suite de péchés trop fréquents contre la foi et contre l'espérance en leur avenir. Mais l'âme et la langue française ne sont pas mortes ni n'ont, que je sache, envie de mourir.

Conditions de ressaisie

Que nous faudrait-il donc pour nous ressaisir et reprendre allègrement notre marche vers notre légitime avenir ? Retourner simplement mais totalement à tout ce par quoi nous avons vécu.

Ne rien renier d'abord des volontés capitales des ancêtres. Ces peuples-là se retardent et s'appauvrissent toujours qui introduisent dans leur histoire d'irraisonnables interruptions ou renoncements. "La civilisation est d'abord une mémoire, la barbarie est d'abord un oubli", nous dira Gonzague de Reynold. Le secret de la grandeur, quand on est de bon sang, c'est de grandir dans son authenticité. En politique, nous resterons donc des autonomistes, puisqu'il n'est pas encore si évident qu'au Canada français nous puissions être mieux gouvernés que par nous-mêmes. Une nationalité prouve d'ailleurs son droit à l'existence par son aptitude à se passer de tutelles. Restons autonomistes pour mieux et bien garder, dans nos mains, la gouverne de notre histoire et de notre destin, et parce qu'une culture nationale a besoin de ce prestige. Nos pères ont pris cent ans à nous conquérir ce privilège. Pourquoi retourner à l'infantilisme politique ?

D'ailleurs, en cette crise de fidélité française, quoi donc importe plus aux Canadiens français que de faire acte de peuple viril et de reprendre confiance en eux-mêmes ? Confiance en tous les domaines : en la possibilité d'une restauration économique et sociale ; confiance d'atteindre à cette synthèse vitale sans laquelle une survivance de peuple ne se conçoit pas. Confiance surtout en nos virtualités culturelles.

POUR BÂTIR

Le peuple canadien-français, entends-je dire parfois, est à la recherche d'une formule d'art. Que ne cherche-t-il, avant toute chose, sa conscience nationale ? Puis, l'ayant retrouvée, que n'entreprend-il de s'y fixer et de renoncer, une bonne fois pour toutes, à l'utopie de la nationalité ou de la culture hybride ? Le Rapport Massey-Lévesque, à qui il est arrivé de dire de bonnes choses pour en faire passer d'autres, reconnaît la légitimité et même l'opportunité des deux cultures au Canada. Pour une fois qu'elle parle d'or, pourquoi ne pas nous en tenir à cette concession de l'orthodoxie officielle ? Si, pour l'enrichissement du Canada, il est opportun d'y maintenir deux cultures, il est opportun, et je m'excuse de cette tautologie, d'y maintenir deux nationalités. Et l'une comme l'autre devront exister dans la plénitude de leur être et de leurs vertus foncières, côte à côte, si l'on veut, mais point du tout mêlées l'une à l'autre. Ce ne sont pas des soeurs siamoises.

Non, le Canadien français ne saurait être petitement canadien-français, comme tant des nôtres le paraissent souhaiter, pas plus que l'Anglo-Canadien ne saurait être petitement soi-même. Car j'en suis encore à apprendre que, pour devenir de bons collaborateurs, il faille commencer par se dépersonnaliser. Si notre culture doit rendre quelque service à ce pays, persuadons-nous que ce ne sera pas et que ce ne peut être en devenant une culture plus ou moins décantée, mâtinée d'américanisme ou d'anglo-saxonisme, mais en préservant, j'oserais dire farouchement, son essence française et en s'imposant par des oeuvres de haute qualité française. Autrement dit, et cela paraît d'un bon sens presque trop élémentaire, ce n'est pas en s'efforçant de se ressembler ou de faire la même chose, que les deux cultures pourront s'entraider ou s'enrichir, mais en s'offrant tout bonnement l'une à l'autre quelque chose d'original.

En d'autres termes, et s'il faut encore insister, les deux cultures devront emprunter l'une à l'autre, non pour s'adul-

CRISE DE FIDÉLITÉ FRANÇAISE

térer, aboutir à je ne sais quelle innommable *mixture*, l'anglaise devenant quelque peu française, la française quelque peu anglaise. Elles s'emprunteront, comme en histoire l'on dit de deux cultures, deux arts, deux littératures qu'ils se sont influencés. Par quoi l'on entend des échanges, un enrichissement, non par annexion d'éléments hétéroclites et indigestes, mais par le processus vivant de l'assimilation, où chacun se fortifie par l'intérieur, et accroît en définitive son originalité et sa puissance créatrice. Emprunter, dirai-je enfin, comme la pâte emprunte le levain, non pour devenir levain, mais pour y trouver l'élan ascensionnel ; emprunter comme la littérature du grand siècle français avait emprunté à la Grèce, à Rome, à l'Italie, à l'Espagne, non pour se faire quelque peu grecque, romaine, italienne ou espagnole, mais pour devenir plus intégralement et grandement française.

Qu'est-ce à dire, si ce n'est que, pour faire oeuvre d'assimilation, et c'est par là que je voudrais finir, il serait peut-être temps de nous comporter comme un peuple adulte. Adultes, l'évolution de notre pays nous invite à le devenir politiquement. L'invitation vaut dans tous les ordres, dans l'ordre de l'esprit comme dans les autres. Ne croyez-vous pas que certaines de nos neurasthénies, de nos petits dégoûts, de nos petits désespoirs à la Sartre ou à la Camus, sentent par trop l'importation et la juvénilité attardée ?

Faire acte de génération adulte, jeter au vent la robe prétexte pour endosser la toge virile, ce pourrait être l'ambition de nos artistes et de nos intellectuels. Ce qui ne veut pas dire, entendons-nous bien, faire acte d'isolationnistes ou d'indépendants. Bien au contraire. Ne boudier nul humanisme de ce monde, ni l'anglais, ni l'américain, ni surtout l'humanisme français ; car une culture vivante, ai-je dit, doit être de plein air ; mais les aborder, ces humanismes, non plus en écoliers ou en disciples, pas davantage en petits-maîtres, mais en humanistes, en adultes qui font le triage des valeurs et

POUR BÂTIR

qui le font avec un esprit libre. L'histoire ne m'a pas enseigné d'autre formule pour sortir de l'enfance intellectuelle.

Etre enfin nous-mêmes et l'être en plénitude. Encore une fois, nous ne pouvons rêver d'être un Canadien français démarqué, limé, un Canadien interchangeable d'une province à l'autre et garder l'originalité puissante qui est au principe des grandes oeuvres. A cette fin, comme il ferait bon nous rappeler de temps à autre le vieux principe de la sagesse aristotélicienne qui veut que plus l'on *est*, plus l'on possède d'être, plus l'on est apte à agir, à produire. A nos artistes, à nos écrivains, je ne dis pas, notez-le bien encore : peignez, sculptez, écrivez ou faites *canadien français*. Mais je leur dis : voulez-vous faire oeuvre forte et belle ? Soyez vous-même ; soyez quelqu'un ; soyez Canadien français.

Nous nous plaignons volontiers de notre médiocrité, de notre vie stagnante, de notre impuissance à créer quelque grand oeuvre que ce soit. Mais quand avons-nous oeuvré avec toutes les virtualités qui sont en nous, munis, sans doute, des meilleures ressources de l'esprit français, mais mus, stimulés aussi du dedans par les énergies accumulées du passé, notre passé d'Amérique, par une foi passionnée en l'avenir, en notre culture, en la mission d'un peuple catholique, engagés plus que tout autre, de par notre croyance, dans la vie de notre pays, dans le drame tragique de l'histoire, dans la finalité de ce monde ?

L'avenir est à Dieu, sans doute. Mais il est aussi aux peuples qui savent le prendre. En histoire, il y a peu ou point de fatalité. Regardez-y : ce n'est pas notre géographie, ni nos métropoles, ni nos voisins, ni nos associés d'aujourd'hui, ni aucune politique de bonne ou de cordiale entente qui nous ont faits ce que nous sommes. C'est nous et nous seuls, "sous l'oeil de Dieu".

Chacun de nos reculs a été le mauvais fruit de nos imprévoyances et de nos manques de courage. Chacune de nos ressaisies et chacun de nos redressements se sont produits

CRISE DE FIDÉLITÉ FRANÇAISE

opportunément quand nous avons décidé de les vouloir et que devant Dieu nous les avons mérités.

Sera-ce trop attendre de l'Eglise, l'auguste mère du Canada français, celle qui nous a portés dans ses bras, comme jamais mère n'a porté son enfant, sera-ce trop attendre de sa clairvoyance et de son dévouement, qu'elle nous aide à traverser victorieusement cette autre et dangereuse étape de notre existence ? Sera-ce trop attendre de Celle-là qui, suppléant à notre pauvreté et à la sienne, nous a bâti notre enseignement et en garde encore presque toute la responsabilité, sera-ce trop attendre, dis-je, de cette bâtisseuse à la fois idéaliste et pratique, qu'elle enseigne à l'Américain pragmatiste comment on forme une race d'hommes capable de s'organiser sur ce continent une vie solide et ordonnée, tout en restant magnifiquement fidèle à sa culture et à sa mission spirituelle ?

L'Eglise nous enseignera, en tout cas, qu'un peuple de foi n'a plus le droit à la démission, non plus qu'au risque du suicide dans des expériences aventureuses où, pour se jeter, il faut moins de courage que de facile résignation. Elle nous enseignera que, si petit, si fragile que soit le flambeau placé dans nos mains et si grands que soient les vents, le devoir n'est pas de laisser pencher le flambeau, encore moins de l'éteindre, mais de le porter jusqu'à la fin de la route, droit, à bout de bras.

OÙ ALLONS-NOUS ? *

Monsieur le Président,¹

Mesdames, Messieurs,

Où allons-nous ? J'ai l'impression qu'on me demande : Quel temps fera-t-il demain ? Qu'on se rassure : Je n'entends point concurrencer l'*Almanach du Peuple*, n'ayant pas eu la chance, du reste, de faire mes études à Dorval. La question néanmoins, m'a-t-on dit, court la rue : émoi, inquiétude universelle, devant le Sphinx aux yeux mi-clos qu'est le proche avenir du monde. Question assurément opportune pour tout homme ou tout peuple intéressés à savoir où les mène la route qu'ils ont choisie. Où allons-nous ?... C'est pour avoir négligé de se poser l'élémentaire question ou se l'être posée trop tard, qu'il y a quelque six mille ans, vous vous souvenez, en un certain pays de Babel, des ingénieurs, des techniciens en construction se trouvèrent en assez mauvaise posture, au pied d'une tour fameuse. Une extraordinaire confusion d'esprits et de langues s'en est même suivie qui se serait répandue jusqu'au Canada français.

Où allons-nous ? Nous est-il possible de le savoir ? A qui le demander ? Quel augure consulter ? Si nous n'étions

* Texte d'une conférence prononcée à l'Auditorium du Plateau (Montréal), le 26 mars 1953. Les Conférences du Devoir, I.

1. M. J.-E. Boucher, président général de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

OÙ ALLONS-NOUS ?

qu'une race animale, que des insectes supérieurs, une science comme la paléontologie pourrait, sans doute, nous révéler notre destin. Nous savons comment naissent et disparaissent ces sortes de races. Mais voilà, nous sommes autre chose. Dans la vie de notre espèce s'introduisent deux facteurs de capacité révolutionnaire : l'esprit et la volonté qui bouleversent le vieux déterminisme géologique.

Réponse de l'histoire

Nous adresserons-nous alors à cette maîtresse anthropologie qu'est l'Histoire avec une majuscule ? Passablement borgne devant l'avenir qui n'est pas son fait, mais en revanche riche d'expérience, parce qu'elle porte en sa besace tout le passé, elle en peut tirer quelques grains de sagesse. Elle enseignera, par exemple, à tenir compte de l'accidentel, de la cause fortuite et petite, mais grosse d'effets terribles. Elle sait ce dont sont capables les grandes ou petites passions humaines. Tant de fois, dans son rayon visuel, elle a vu passer le nez de Cléopâtre. Pour le comportement humain, elle peut aussi enseigner, quoi qu'on dise, quelques lois ou quelques vérités expérimentales. On dit souvent : l'histoire ne se répète pas. Axiome demi-vrai comme un peu tous les axiomes. Sans doute l'histoire n'offre jamais de périodes exactement récurrentes, où un peuple, un groupement humain revient faire ce qu'il a déjà fait. Qui ne connaît le fatal cadran dont les aiguilles peuvent accélérer ou ralentir leur marche, mais qui ne savent pas reculer ? L'histoire n'en est pas moins remplie de phénomènes à répétition. Des causes identiques ou ressemblantes, nous le savons, produisent des effets ressemblants ou identiques. Certains errements, certaines déviations d'esprit dans la vie d'un peuple conduisent à d'inévitables catastrophes, de même que d'opportuns redressements peuvent enrayer la course à l'abîme. Bien des civilisations sont mortes depuis 6,000 ans. Toynbee en a compté une vingtaine. Com-

POUR BÂTIR

bien, dans ce nombre, se sont écroulées sous les feux du ciel ou sous le pic d'un conquérant ? En presque chaque cas, on peut déceler la courte vue ou la longue sottise des hommes. L'histoire est le cimetière des grands suicides.

En résumé, sans rien de commun avec la diseuse de bonne aventure, l'histoire n'est pas, non plus, conseillère de fatalisme. Aux hommes comme aux peuples, elle enseigne qu'ils ont, en somme, la liberté du choix. A la condition d'avoir de l'esprit et de la volonté et de s'en servir, ils peuvent être, pour une grande part, les maîtres de leur destinée.

Perspectives du temps présent

Souhaitez-vous en savoir davantage ? Et d'abord, ne serait-ce pas chimère que d'y prétendre ? Lisez-vous, dans *La Terre de Chez Nous*, les "Chardons secs" de notre ami Dominique Beaudin ? Il y a là, enfermées dans de courtes formules et frayant côte à côte, de délicieuses petites malices et des conseils de haute sagesse. On vous dira, par exemple : "L'hiver passera, il n'y a qu'à attendre." Attendre pour percer notre avenir, ne serait-ce pas le plus sage ? Qui peut se vanter, en tout cas, d'arracher ses secrets au Sphinx, sans y apporter à la fois de la largeur et de la longueur de vision ? Longueur de vision, puisque la vie et la mort d'un peuple ne peuvent être le fruit que de longues gestations, une liaison considérable d'événements se déroulant dans une vaste période. Largeur de vision, puisque ainsi l'exige la contingence actuelle, la structure du monde de 1953. Le temps est déjà loin où les petits peuples auraient pu vivre solitaires, satisfaits d'observer le monde par le gros bout de la lunette ou par le périscope d'un sous-marin. Etudiant à l'Université de Fribourg, en Suisse, je me souviens qu'un professeur de philosophie nous disait : "Nos contemporains se croient des savants parce que nous avons exploré notre terre; mais quand on fait la somme de ce que nous ignorons, dans les à-côtés de notre planète puis de l'au-dessus et de l'au-dessous, avouons-

OÙ ALLONS-NOUS ?

le, nous sommes restés d'effroyables ignorants." Aujourd'hui la planète nous est mieux connue; nous savons même qu'elle recèle, en ses entrailles, de quoi la faire voler en éclats, comme une vulgaire bombe. Nous connaissons mieux également ce qui est au-dessus et ce qui est au-dessous : ces innombrables galaxies qui flottent et s'enfuient dans des espaces d'étendue terrifiante, spectacle qui bouleverse notre sens traditionnel de l'homme et de l'univers. Pendant ce temps, le phénomène nouveau et troublant à la surface de notre monde, c'est son unification à vitesse accélérée. Unification commencée, il est vrai, il y a trois siècles, à l'heure des grandes découvertes. Mais si l'on songe qu'à la lente jonction des terres et des océans par les circumnavigations des voiliers, a succédé le rapprochement par l'avion, et par l'avion dont la vitesse dépasse le son, chacun entrevoit la course fouguse où ne peut manquer de se précipiter l'histoire prochaine. Affirmer l'acheminement rapide du monde vers quelques rares et puissantes agglomérations n'est plus même une façon de parler proprement. D'ores et déjà, notre monde est bel et bien cristallisé autour de deux pôles : Moscou et Washington. Et, en même temps que politiquement et économiquement notre monde se cristallise, la civilisation, autre phénomène à retenir, tend à s'unifier dans l'occidentalisme. Ceux-là mêmes qui s'insurgent contre l'idéologie ou la civilisation occidentale, c'est le cas de Moscou et c'est le cas de la Chine, lui empruntent ses techniques pour s'en affranchir.

Dans cette perspective, je vous demande maintenant de réfléchir sur l'avenir de notre Canada, collé au flanc de l'un des mastodontes évoqués il y a un instant, et, à certains égards, pris entre les deux. Et je vous prie de me dire quel peut être l'avenir des petits peuples de l'espèce du nôtre : fragiles barques de pêcheurs errant au milieu des banquises, ou, si l'on préfère, coquilles de noix entre les pinces d'un casse-noisettes. Non seulement nous sommes cernés, pressés comme jamais nous ne l'avons été, mais encore plus inexorable s'af-

POUR BÂTIR

firme l'impossibilité de rester étranger à tout le vaste environnement. Pris dans ce contexte, je répète ma question : quel destin nous attend ? Où allons-nous ? L'histoire de tous les peuples ne peut plus être qu'un chapitre de l'histoire du monde. Les nations pygmées font penser à ces nébuleuses ou astres perdus qui ont pu mener quelque part une existence isolée, mais destinées à se faire happer aujourd'hui ou demain par quelque irrésistible constellation. Et je laisse de côté cette autre hypothèse hallucinante qui veut que nul point du monde ne soit plus à l'abri d'une catastrophe qui pourrait être finale. Hélas ! le Prométhée qui ravissait aux dieux d'autrefois le secret du feu, n'appartient plus qu'à la petite histoire. L'homme moderne a trouvé beaucoup mieux. "Quelques fous, comme dirait Maurois, pourraient détruire notre monde."

Tour d'horizon de défaitistes

Les alarmistes n'ont pas attendu ces conjonctures pour se donner beau jeu. Et vous savez quel tour d'horizon nous proposent parfois ceux de chez nous.

Sur tous les points nous serions en recul ou gravement menacés. Dans l'ordre politique, ce serait l'inéluctable victoire du centralisme. Lutte vaine du nain contre le géant, lutte sans autre issue politique que la reddition du Québec. Au reste, l'on fait défiler, devant nos yeux, tout un personnel politique, celui-là précisément de notre représentation fédérale, députés, sénateurs, ministres, gagnés, à peu d'exceptions près, à l'unitarisme, et ici-même, dans la citadelle, l'ennemi en possession de solides complicités. Dans l'ordre économique, constatations aussi déprimantes. En dépit des richesses tant vantées de la terre québécoise, presque tous les leviers de commande, presque toute l'exploitation des principales sources de ces richesses, encore aux mains de capitalistes, d'ingénieurs, de techniciens pour la plupart étrangers; et en face de cette oligarchie, un Etat provincial déchu de

OÙ ALLONS-NOUS ?

toute prétention valable à l'autonomie, par son impuissance à fournir à la majorité de ses commettants, d'honnêtes moyens de vie, et d'abord, apparemment incapable de la libérer de l'esclavage économique. D'un pareil état de choses, quelles répercussions ne pas appréhender dans la vie sociale de la province ? Tout ce qui, il y a 80 ans, faisait la solidité de nos structures, tout cela, fortement ébranlé : la paroisse, la famille canadiennes à demi-démantelées ne répondant plus que partiellement à leurs fins; une natalité décroissante, une éducation familiale décadente; un type rural, type d'établissement autonome, affreusement décimé au profit d'un prolétariat ruineux et sans cesse grossissant; les campagnes dépeuplées au profit de ces mangeuses d'hommes que sont les villes. Aussi amer pessimisme dans le domaine de la culture. En haut, parmi ceux qui devraient être les chefs, une bourgeoisie professionnelle et politicienne recroquevillée sur ses intérêts de caste; des intellectuels de plus en plus indifférents à la réalité nationale, affriandés par tous les poisons des civilisations séniles; un enseignement désaxé, qui se donne l'air de chercher encore sa formule; pour cela même, toute une génération de jeunes Canadiens français, celle des vingt à trente ans, parfaitement déracinée de sa terre et de son histoire, en rupture complète avec les idéaux traditionnels. A ce diagnostic déjà chargé, l'on ajoute l'état pitoyable, au pays de Québec, de la langue nationale, ce thermomètre de la vitalité culturelle; le visage de plus en plus anglais de la province; le peuple gagné à l'anglomanie, prêt à vendre son âme pour les trente deniers du tourisme.

Dans leur tour d'horizon, les défaitistes, on le pense bien, ne négligent point de recenser les pertes ou défaites de la vie française en Amérique, ses reculs incessants sur presque tous les points. S'ils nous concèdent des avances victorieuses dans le Nouveau-Brunswick; en revanche, ils évoquent le naufrage aux trois quarts consommé de plus d'un million de Franco-Américains; l'écroulement commencé, dans l'Onta-

POUR BÂTIR

rio, par l'éclatante défection d'une institution universitaire; la péninsule de l'Essex plus qu'à demi-entamée; les régions de Midland, de Penetanguishene, à peu près perdues; celles de Pembroke, de North Bay et du Sault Sainte-Marie soumises à un grugement systématique; enfin, dans tout l'ouest français, l'absence de vrais pôles de ralliement, la désaffection progressive de la vieille province trop lointaine; et d'ailleurs, au sein de toutes les minorités, lentement minées par la pratique obligatoire du bilinguisme intégral et par des lois scolaires mesquines, l'affaiblissement irrépressible de la vie et de l'esprit français. Ainsi, en résumé, dans le Québec et dans tous les secteurs, le recul, l'effondrement. Hors du Québec, le rétrécissement continu de l'implacable peau de chagrin.

Aggravation depuis 1867

Si je ne craignais d'ajouter à l'impression pénible de ce tour d'horizon brossé évidemment trop au noir, il y aurait peut-être lieu de se demander, par quel singulier hasard, beaucoup de ces misères se sont abattues sur nous, en dépit de redressements qui avaient pourtant l'air de chances providentielles? Car enfin, et il y a moins de cent ans, une époque, celle de 1867, est venue s'inscrire dans notre histoire. L'Etat français recevait alors sa plus haute consécration; et il parut qu'en ces jours-là, le dépôt de notre destinée nous était pour de bon remis entre les mains. Pourquoi faut-il que l'on puisse dater de cette époque nos premiers glissements et j'oserais dire notre fol esprit de désintégration? Ceux de ma génération se souviennent avec quel entrain, vers 1900, nous entrions dans la vie. Mais aussi, avec quel arrière-goût de cendre à la bouche.

Que la France était belle au soleil de Messidor!

Mais qu'avait-on fait de ce qui aurait pu être un merveilleux point de départ? Qu'avait-on fait de l'autonomie

OU ALLONS-NOUS ?

québécoise, si chèrement conquise? Qu'était devenu le rêve passablement naïf, il est vrai, des Pères de la Confédération? Notre enfance avait bien entendu le coup de clairon d'Honoré Mercier. Mais, aux jours de 1900, quel spectacle s'offrait tout à coup aux jeunes idéalistes que nous étions, impatients de saisir la rampe, rêvant de ressaisie, de renaissance nationale? Hélas ! une souveraine idolâtrie absorbait les meilleures énergies de nos chers compatriotes, ivres de passion politique et partisane. Pays, province, nationalité, tout cela rapetissé au culte du Parti, du Parti avec une majuscule, unique veau d'or proposé à nos adorations, sans garanties bien précises sur la pureté de son métal. Cependant, je crois pouvoir rendre ce témoignage à ma génération : elle ne fut pas une génération de résignés. Elle a tenté une réaction et elle l'a tentée dans tous les domaines, réaction la plus vigoureuse, la plus constructive peut-être, quoi qu'on dise, inscrite dans notre histoire depuis un siècle. En outre, pendant trente ans, cette réaction s'est incarnée dans un coryphée prestigieux, homme de pensée et d'action, homme de foi, la plus pure, la plus dynamique incarnation de notre petite race française, Henri Bourassa. L'homme vient à peine de mourir. Et voilà que l'année 1952 nous aura trouvés aussi désunis, et surtout aussi désorientés qu'il y a un demi-siècle, plus peut-être que nous ne l'avons jamais été, non plus cette fois par les idéologies partisans auxquelles, grâce à Dieu, le peuple croit de moins en moins, mais par un déplorable négativisme, un scepticisme léger et frondeur sur les problèmes fondamentaux de notre vie, quand le tout ne se résume pas à une puérile et violente insurrection contre le credo des générations anciennes.

Et à quelle heure se produit cet étrange état d'esprit ? A l'heure suprêmement inquiétante de cette moitié du XXe siècle. Si les historiens de l'avenir cherchent un jour l'événement dominant dans la vie du Canada français de 1900 à 1950, celui qui aura exercé sur son histoire la pression la plus

POUR BÂTIR

lourde, ces historiens ne s'arrêteront, ce me semble, ni aux offensives de l'impérialisme britannique, non plus qu'aux assauts du centralisme, centralisme canadien ou centralisme mondial. Mais ils pointeront du doigt le choc de la civilisation américaine. Choc qui n'aura rien épargné, qui aura tout secoué : structures économiques, sociales, morales, religieuses; je dirai même politiques. Car enfin, s'il est arrivé que vers 1950 nous ayons connu, au Canada, un ressaut du centralisme politique, nous l'aurons connu, pour d'autres motifs ou prétextes, sans doute; mais il aura aussi cherché sa justification dans des nécessités de guerre; et parce que vers le milieu de ce siècle, le Canada sera devenu un satellite des Etats-Unis, leur premier blindage contre la menace soviétique. Certes, je n'ignore point à quelle rencontre de toutes les civilisations le monde assiste en ce moment, et dans quelle mêlée presque toutes s'affrontent. Mais ai-je besoin d'indiquer d'où nous vient et d'où nous viendra longtemps l'influence la plus active et la plus désagrégeante ? Pas plus que je n'ai besoin d'indiquer, je pense, que ce n'est guère par la menace de ses milliards engagés dans des entreprises de toutes sortes ni par la puissance et le prestige de son incomparable technique, ni même par les grands côtés de sa civilisation intellectuelle, que le propagandiste en chef du *birth control*, le pays d'un meurtre à toutes les 40 minutes et de 60 suicides par jour influence le plus dangereusement le monde contemporain.

Duel de civilisation

Qu'est-ce à dire ? Le problème de notre avenir se présenterait-il sous l'aspect d'un duel de civilisation ? J'ai bien envie de répondre : Oui. Duel, problème de civilisation, bien plutôt que duel politique à l'intérieur du Canada, ou recherche du statut politique qu'exigerait l'avenir. Je crains, là-dessus, que nous ne gardions la funeste habitude de raisonner comme si nous étions enfermés dans un monde sta-

OÙ ALLONS-NOUS ?

tique, immobile, alors que l'histoire se déroule au rythme accéléré. Je me souviens qu'en 1917, à la fin de mes cours sur la Confédération, pour reconforter mes compatriotes qui broyaient du noir — c'était pendant la première Grande Guerre — je leur disais : "Si la pensée de l'avenir fait entrer dans nos poitrines des doutes trop angoissants, c'est... que nos pronostics se déroulent comme si ces grandes choses très humaines, qui s'appellent la république américaine et l'empire britannique, avaient les promesses de l'éternité." Phrase imprudente qui faillit me fermer au nez les portes de la Société royale. Mais me suis-je si gravement trompé sur le sort d'un certain empire, alors pourtant au faite de sa puissance ? En ce moment nos pronostics ou nos appréhensions s'échafaudent, les yeux fixés, malgré nous, sur la dimension politique du géant voisin et de son officier d'ordonnance, le Canada. Et pourtant, que seront demain les Etats-Unis ? A l'état de puissance industrielle, commerciale, financière, il paraît bien qu'ils aient atteint leur sommet. Or s'il est un fait qu'enseigne l'histoire, ne serait-ce point que tout sommet de civilisation est déjà le prélude de la première décadence ? Le péril serait-il à l'intérieur du Canada ? D'aucuns songent parfois, pour le Québec, à ce que l'on est convenu d'appeler le séparatisme ou rupture du lien fédéral, rupture, à mon avis, qui ne pourrait être qu'une solution désespérée le jour où, acculés à la reddition, nous n'aurions plus que le choix de risquer le tout pour le tout. Mais le séparatisme, qui nous dit qu'il ne viendra pas à nous, sans que nous ayons besoin de le chercher ? Au jeu périlleux qu'elle se permet, par ces violations flagrantes et répétées de ses principes de base, où s'en va la Confédération canadienne ? Pensons quelquefois que nous vivons dans un monde en marche et à qui il arrive, même le plus souvent, d'aller au pas de course. Non, je persiste à le dire, notre problème capital n'est pas de l'ordre politique. Le plus urgent n'est pas de chercher sous quel régime politique nous vivrons demain

POUR BÂTIR

ou après-demain, mais bien plutôt de savoir si, dans ce duel de civilisation déjà dangereusement engagé, nous choisirons de rester ce que nous sommes, sous quelque régime que ce soit. Vie ou mort ? Peuple français, de culture et de civilisation françaises, ou peuple inverti, abâtardi, sous-produit de la civilisation anglo-saxonne ? Tels sont bien les termes exprès du choix profond. Mettons-le nous bien dans la tête : le cadre politique le plus favorable, le mieux adapté à nos exigences de vie, ne nous sauvera pas de la mort, si d'abord ne parvient pas à se loger en nous la robuste volonté de la vie. Nos ancêtres, beaucoup plus faibles que nous le sommes, ont longtemps réussi à tenir le coup, en des cadres politiques souvent adverses, parce qu'ils ont toujours porté, au plus creux de leur âme, l'irréductible résolution de vivre. Vivre malgré l'Iroquois, malgré l'Anglo-Américain. Vivre malgré la conquête anglaise, malgré les Craig, les Drummond, les Dalhousie, malgré les échafauds de Colborne; vivre malgré l'Angleterre de Durham, de Russell, de Sydenham, de Metcalfe; vivre malgré les lâchetés ou trahisons de leurs politiciens, malgré leurs propres lâchetés et leurs propres trahisons; vivre petitement peut-être, mais vivre quand même, pour l'amour de la vie, de la liberté, de l'indépendance, pour ce qu'il y a de bienfaisant et de sacré dans la fidélité à son être, à son âme, à sa foi, à sa culture, à sa civilisation.

Méthodes de défense

Vivre, fort bien. Mais comment ? Dans ces chocs de civilisation, il n'existe, pour le faible ou le petit, ni trois ni quatre méthodes de résistance; il n'en existe que deux : le repli sur soi, le renfrognement isolationniste, toutes portes et fenêtres fermées contre les courants d'air; ou bien ce que j'appellerais la défensive-offensive; se défendre à force de vigueur interne, au besoin emprunter à l'agresseur, emprunter pour assimiler, s'enrichir, et par là, libérer les énergies créatrices de son génie propre. De ces deux méthodes ou tac-

OÙ ALLONS-NOUS ?

tiques, laquelle choisir ? Inutile de songer au repliement. Relisons, s'il le faut, le poème de *La Conscience* dans la *Légende des siècles*, de Victor Hugo. Pas plus que l'assassin biblique, tapi dans sa fosse ou derrière sa ville d'airain, ne pouvait se dérober à l'oeil accusateur de Dieu, qui donc dans ce monde d'aujourd'hui, traversé de part en part par toutes les ondes, voudrait croire à l'efficacité des murailles de Chine ? Est-il Esquimau des pôles ou Négritos de l'Afrique centrale, qui puisse échapper aux techniques modernes ? D'autre part, la tactique de la défensive-active, il faut bien s'en rendre compte va pas sans danger. Comment emprunter, imiter, sans tomber dans le mimétisme, dans le vulgaire plagiat, comme font, par exemple, à l'heure actuelle, trop de primitifs d'Afrique et certains pays de l'Islam, menés d'un bond trop rapide à l'occidentalisme, ou comme font encore certains pays que nous connaissons bien qui se laissent américaniser dans la plus magnifique inconscience ? Une question préalable se pose : Est-il possible d'adopter partiellement une civilisation étrangère et puissante sans être poussé à son adoption totale ? Question redoutable qui nous amène au noeud du problème. Et ce noeud, le voici : notre état de santé, dûment diagnostiqué, révélerait-il la vigueur d'âme qui conditionne le geste défensif victorieux, tout comme la forte et saine capacité d'assimilation ? Si vous le voulez, je poserai le problème en des termes plus précis : à la question "Où allons-nous" ? croyez-vous que nos chefs d'aujourd'hui, l'élite, la masse de la nation, soient prêts à répondre : "*Nous irons où nous voudrons, où nous aurons choisi d'aller.*" Mesdames, Messieurs, tout est là, dans ces quelques mots, dans ce choix. A la condition expresse, ajouterai-je pourtant, que le choix contienne tout ce qu'il implique loyalement : d'abord, et sans doute, la volonté résolue de vivre, mais encore la conquête franchement décidée des conditions essentielles de vie pour tout peuple et, plus précisément pour notre

POUR BÂTIR

peuple à nous, aperçu dans son contexte historique et géographique. Ces conditions, sommes-nous prêts à les accepter ?

Volonté de vie

En premier lieu, la volonté de vivre, la volonté de faire notre histoire, puisque toute histoire humaine est grandement affaire de volonté et que la nôtre devra l'être plus que jamais. Je ne m'attarderai pas à démontrer cette trop évidente vérité. Chacun peut rêver d'un Canada français magnifiquement gouverné, de structures équilibrées, réalisant en perfection sa synthèse de vie, pays d'ordre, pays musclé, pays de paix, pays de foi. Mais ce ne sont pas là, ai-je besoin de le dire, des merveilles spontanées de l'histoire ni du hasard, pas plus que des miracles que l'on puisse attendre d'en haut, les bras croisés. Dieu qui abandonne aux hommes le plein exercice de leur liberté, les laisse libres de bâtir leur histoire comme ils l'entendent; et c'est pourquoi ils la bâtissent si souvent de travers; tout comme il leur arrive aussi, lorsqu'ils se servent de leur esprit, de la bâtir magnifiquement. Retenons bien, en tout cas, cette importante vérité : Dieu ni l'Eglise ne nous sauveront sans nous. L'Eglise n'a pas mission de "résoudre directement des problèmes qui relèvent de la technique". Pie XII le rappelait, dans l'un de ses premiers messages de Noël : "Il ne faut pas attendre de l'Eglise ce qu'elle ne peut ni ne doit réaliser; elle anime tout; elle ne façonne pas elle-même la civilisation." Comptons d'abord sur nous-mêmes pour vivre. Et surtout ne comptons pas trop sur les autres pour nous défendre. Il nous arrive de dire parfois : "Nous sommes trop gros pour être mangés." Soit, mais encore faudrait-il nous guérir de la manie assez peu intelligente de nous laisser manger, ou de nous manger nous-mêmes.

Nécessité de l'autonomie provinciale

Parmi les conditions essentielles de vie pour notre peuple, je placerais, vous vous y attendez bien, l'autonomie provin-

OU ALLONS-NOUS ?

ciale. Le cadre ou le régime politique, ai-je dit plus haut, importe moins que la volonté primordiale de vivre. Ce cadre ne laisse pas d'importer grandement. Il saute aux yeux qu'un Etat déterminé à défendre efficacement sa culture et sa civilisation doit être maître, en particulier, de son droit, de son enseignement, en un mot de toutes les institutions juridiques, sociales, culturelles où s'incarne et s'exprime cette civilisation. A plus forte raison, déjà maître de ces institutions, ne doit-il ni sottement les sacrifier, ni même les mettre en péril. Pendant cent ans, d'un mouvement parfois instinctif, le plus souvent raisonné, nos pères ont fait, de cette autonomie, le suprême objectif de leurs luttes politiques. On ne me fera pas croire que tant de générations se sont trompées en discernant là, pour la nationalité, une exigence vitale. Au surplus, dans le centralisme canadien tel qu'il a pris forme depuis la première Grande guerre, ne commettons pas l'erreur de voir un ennemi nouveau. C'est toujours le vieil ennemi d'hier, mais singulièrement plus redoutable depuis qu'il a modernisé son armement et qu'il s'est donné sa petite cavalerie de Saint-Georges.

La situation du Québec n'a pas non plus changé. Pas plus aujourd'hui qu'hier, il ne saurait, sans tout perdre, renoncer à sa tradition autonomiste. Lorsqu'en dépit des garanties constitutionnelles les plus expresses, un Québec autonome a toutes les peines du monde à faire respecter le fait français en ce pays, et qu'il doit même affronter, chez lui, de la part du fédéral, une politique constamment provocatrice, — demandez-le aux voyageurs de Dorval — qu'advient-il le jour où le Québec, ayant plié le genou devant la dictature d'Ottawa et devant ses sacs d'or, se sera volontairement découronné de ses plus hautes prérogatives ? André Laurendeau écrivait dans le *Devoir* du 6 février dernier, en réponse au *Globe and Mail* : "Nous sommes de ceux qui refusent d'en sortir (la Confédération) ni par la sécession, ni par la mort." Il faudrait ajouter, pour les anesthésistes

POUR BÂTIR

de la capitale outaouaise : pas même la mort par l'euthanasie. Tout comme il serait bon de rappeler à ces Messieurs du *Globe and Mail* et à leurs pareils, que la défense de l'autonomie provinciale, bien loin d'ébranler la Confédération, contribuerait peut-être à la fortifier en empêchant qu'entre les parties toujours si mal jointes de ce grand corps, le lien politique ne devienne principalement un vulgaire lien d'argent. Quant à ceux de nos compatriotes d'origine française, facilement hypnotisés par le mirage de l'unité nationale *coast to coast*, et qui, en cette controverse, nous trouvent déplorablement canadiens-français et pas assez canadiens *at large*, je n'entreprendrai pas de leur démontrer, une fois de plus, qu'on doit au moins sa première allégeance sentimentale à l'entité historique d'où nous sont venus ces biens sacrés que sont la foi religieuse, l'héritage culturel. Mais je demanderai à ces compatriotes s'ils ont jamais fait l'inventaire de notre nationalisme à la française ou à la québécoise ? Pour ma part, quand je prends conscience de notre façon d'entendre l'esprit de 1867, le respect du droit minoritaire, la liberté culturelle et la liberté religieuse, en un mot les grands et généreux principes du fédéralisme ; quand je constate la primauté d'affection que nous, du moins, avons vouée à notre pays, tout de même que nos oppositions foncières à l'impérialisme politique et culturel du voisin américain, sentiments, opposition qu'on pourrait nous envier en certains coins du Canada, je cherche, sans le trouver, en quoi nous serions de moins bons Canadiens que les grands patriotes d'Halifax, de Toronto, de Winnipeg ou de Vancouver.

Nécessité d'une saine économie

L'autonomie politique appelle une autre condition essentielle de vie. Et vous savez laquelle. Sans doute, faut-il se garder de tout matérialisme historique. Les facteurs économiques ne font pas toute l'histoire ni ne conditionnent seuls la vie des peuples. Mais devant le spectacle des farouches

OÙ ALLONS-NOUS ?

rivalités modernes pour le partage ou l'accaparement des biens matériels, et devant aussi le spectacle des luttes de classes, en train de se généraliser, qui niera que l'économique ne fausse et n'empoisonne la vie de notre univers ? Comment nier nous-mêmes que, depuis 1760, le problème économique n'ait affreusement faussé notre histoire et que, dans les jours prochains, le mal ne puisse dangereusement s'aggraver ? Les hommes de ma génération ont vu se développer, sous leurs yeux, à un rythme rapide et formidable, deux colosses, les Etats-Unis et l'Union soviétique. En quelques années, ces deux ont éclipsé, déclassé les puissances européennes. Et qui ne sait que ce développement prodigieux, l'un et l'autre le doivent à l'exploitation de leurs riches et immenses territoires, exploitation qu'est venue accélérer et rendre cumulative, l'efficiencia des techniques, elles-mêmes stimulées par l'effort des deux grandes guerres ? Où donc en seront nos inquiétants voisins d'outre-quarante-cinquième, lorsque devant la menace suprême du colosse rival, obligés d'arc-bouter leurs énergies, ils auront jeté dans la balance le plus grand effort de leur histoire ? Où donc en serons-nous, nous-mêmes, quand nous savons déjà la part qu'ils assument ou qu'ils s'arrogent dans l'économie québécoise ? Car enfin, c'est une leçon de l'histoire que la pénétration économique précède généralement la domination politique. Mais alors la question fatale se pose de nouveau : Où allons-nous ? Ne nous reste-t-il qu'à nous incliner devant l'irréparable, qu'à prendre rang pour jamais, parmi ces nations infortunées que Mussolini appelait les "nations prolétariennes" ? Quoi faire ? J'avoue qu'il n'est pas facile de répondre à la question.

Les Canadiens français ne pourraient-ils commencer toutefois par se libérer de ce complexe d'infériorité qui fait que, seuls au Canada, ils n'osent pratiquer comme tout le monde la solidarité économique, sans se croire coupables de nationalisme pervers ? Nous nous laissons accuser, par le premier venu, de nationalisme politique et économique ; et

POUR BÂTIR

souvent nous sommes les plus prompts à nous en accuser nous-mêmes, cependant qu'en ce pays, — et il m'est facile de le démontrer à mes amis anglo-canadiens — il n'y a point de peuple moins nationaliste que les Canadiens français qui, en politique comme en affaires, le fait crève les yeux, ont passé leur temps à faire la fortune des autres. En second lieu, et voilà qui presse peut-être davantage, ne conviendrait-il pas de restaurer dans nos esprits, la notion vraie du progrès économique ? Trop des nôtres ont pris l'habitude de mesurer et d'estimer ce progrès d'après le nombre des cheminées d'usines surgies chaque année du sol québécois, d'après les harnachements de nos pouvoirs hydrauliques, d'après la quantité de mines éventrées, d'après les portions de notre domaine livrées à l'exploiteur, d'après les milliards de l'étranger engagés dans nos industries. J'en appelle aux économistes orthodoxes, sont-ce là des normes qu'ils puissent accepter ? Quand donc, catholiques que nous sommes, penserons-nous à définir le progrès économique à partir de l'homme, et non pas même de ce que l'homme peut recueillir en sous et en piastres, mais de ce que lui vaut ce progrès pour ses valeurs de fin, pour le rendre plus homme, lui donner accès à la propriété, lui permettre de fonder une famille, l'intégrer dans la cité, non pas à l'état de serf mal résigné, mais comme une personne libre, capable d'aspirer à toutes les émancipations légitimes ? Quand donc aussi définirons-nous le progrès économique, dans le Québec, à partir d'une collectivité dont l'intérêt se confond assez largement avec le bien commun et qui aurait peut-être le droit de penser que les ressources naturelles de la province, le bien de ses pères après tout, pourraient lui profiter à elle-même, pour la défense et l'épanouissement de sa culture, avant de profiter principalement à l'étranger ? Peut-être encore y aurait-il lieu d'opérer d'assez profondes réformes dans certains secteurs de notre économie. Y a-t-il des raisons, par exemple, pour que la province qu'on nous dit la plus riche du Canada, en forêts, en pouvoirs

OU ALLONS-NOUS ?

hydrauliques, en ressources minières, soit en même temps la province qui possède la plus forte proportion d'industries primaires et qui, pour cela même, paie les plus bas salaires à la population ouvrière la plus chargée de famille ?

Je n'oublie point, veuillez le croire, qu'aucun régime économique ne saurait aller sans une population d'ouvriers, pas plus que je ne fais difficulté d'admettre qu'un pays jeune et relativement pauvre ne puisse se passer, à certain stade de son développement matériel, des capitaux et de la technique de l'étranger. Mais je me crois fondé à soutenir d'autre part qu'aucun peuple ne peut vivre normalement ni s'attacher à ses traditions et à sa culture, s'il est appelé à ne fournir à l'économie nationale et de façon indéfinie, que des manoeuvres et des sous-ordre : comme si sa culture et sa civilisation le vouaient par conséquent à l'irrévocable médiocrité. Car la pire prolétarianisation, pour un peuple, ce n'est pas celle qui se fait sentir par le bas salaire et par le mode de travail ; c'est la prolétarianisation intérieure, la conviction déprimante, dans le coeur d'une population, qu'elle est condamnée sans espoir à l'infériorité économique et que la montée sociale ou l'aspiration élémentaire d'être un jour maîtresse chez elle lui sont choses interdites. Donc avis aux dirigeants de notre vie économique. On rappelle volontiers à l'ouvrier ses devoirs envers la société. Nos hommes d'affaires sont redevables autant à tout le moins que le petit travailleur, à la collectivité à laquelle ils appartiennent. Et nous ne devrions pas avoir des hommes d'affaires que pour laisser les autres diriger nos affaires et maintenir notre peuple dans la servitude et la pauvreté perpétuelles, comme s'il n'était qu'une population arriérée de l'Extrême-Orient ou de l'Afrique.

Rôle de l'intelligentsia

Problèmes cruciaux qui appellent à leur tour, d'autres éléments de vie et ceux-ci d'ordre supérieur. En ce moment, j'ai présent à l'esprit la consigne adressée, il n'y a pas si

POUR BÂTIR

longtemps par le cardinal Suhard, aux catholiques de France : "Le premier apostolat, au carrefour où nous sommes, c'est celui de la Pensée." La consigne garde sa pleine actualité dans tous les secteurs d'une vie collective. L'on m'accordera, j'imagine, qu'un peuple tel que le nôtre, obligé de vivre sa vie en des conditions véritablement exceptionnelles, ne saurait se passer d'orientation continuelle, ni par conséquent d'éclaireurs. Mais cette orientation et ces éclaireurs, qui les lui fournira si ce n'est son élite intellectuelle ? J'en sais, dans cette élite, qui proclament volontiers leur attachement passionné à la culture française. Et c'est tant mieux. Mais cette culture française, pourquoi la dédaigneraient-ils, où la Providence l'a préservée presque miraculeusement et où il ne tiendrait qu'à eux de la fortifier et de l'illustrer ? Car enfin s'ils n'ont pas le dessein d'émigrer un jour ou l'autre en France, à l'exemple de tant de déserteurs de 1760, et s'ils n'entendent pas opter non plus pour la futile et égoïste émigration à l'intérieur, ne trouveraient-ils pas quelque intérêt ou quelque opportunité, ne serait-ce que pour poursuivre en paix leurs rêves d'esthètes solitaires, à maintenir sur le seul coin d'Amérique où la chose soit possible, un dernier refuge de vie française et d'esprit français ? Encore une fois, je ne leur demande pas, notez-le bien, de faire du nationalisme littéraire ou artistique. Mais ils savent au moins sur quoi se fonde l'hygiène spirituelle d'un pays et quelles déliquescentes intellectuelles peuvent ébranler les structures les plus solides. Et puisqu'ils nous trouvent si pauvres et si pitoyables, j'ai peut-être le droit de leur demander, à défaut du chef-d'œuvre qu'ils tardent quelque peu à nous offrir et où enfin nous aurions la joie et l'orgueil de nous faire pardonner notre misère, j'ai peut-être le droit de les prier, dirai-je, de nous épargner leur dédain le plus méprisant, pour ce que nous, miséreux et naïfs, osons encore appeler culture et civilisation canadiennes-françaises. Et pourraient-ils en tout cas s'aviser que ce n'est peut-être pas tout à fait leur rôle que

OU ALLONS-NOUS ?

de jeter dans l'âme populaire, l'esprit de déroute ? Messieurs les esthètes, comme j'ai envie de vous dire : nous pouvons mourir seuls et même nous charger du linceul.

Rôle de l'enseignement

Par delà les défaitistes de l'esprit, puis-je adresser un appel semblable, et si je le pouvais, encore plus pressant, à ceux-là qui, plus que tous autres, semble-t-il, portent la responsabilité de notre avenir : les maîtres de notre enseignement ? Savent-ils qu'un peu partout, d'excellents esprits qui ne sont pas des nationalistes, — ce qui, en certains milieux, autorise à rejeter dédaigneusement toute opinion — savent-ils que beaucoup s'interrogent avec anxiété sur l'état d'esprit d'une trop forte portion de la jeunesse qu'on nous dit démunie de tout souci national ? Ces maîtres appartiennent à un type d'enseignement qui offre le rare avantage d'être un enseignement libre, respectueux de la personne humaine et de la foi religieuse, enseignement comme il s'en trouve peu ou point d'exemple dans les Etats contemporains. Ces maîtres enseignent en outre une langue reconnue, dans les temps modernes, pour l'un des plus souples instruments de l'esprit humain. Par cette langue et par cet enseignement, ils se rattachent aux traditions intellectuelles des plus riches humanismes, au génie de l'une des nations les plus policées du monde. Ces maîtres sont, en outre, les fils d'un petit peuple qui, à ce que l'on entend dire, aurait tout de même accompli quelque miracle en Amérique du Nord, et, même, par ses missionnaires, une oeuvre unique et splendide sur d'autres continents. Comment se fait-il que la jeunesse sortie des mains de ces maîtres ne sache rien de ses privilèges et de ses bonheurs ou n'en éprouve qu'une médiocre fierté ? Comment expliquer surtout qu'une jeunesse catholique, sous prétexte d'un catholicisme plus aéré, plus dégagé du terrestre et du temporel, soit élevée dans une indifférence pratique à l'égard de ces riches et solides valeurs humaines, quand le

POUR BÂTIR

chef de l'Eglise actuelle, le Pape Pie XII, s'adressant en 1946 aux membres du Congrès international de philosophie, y disait : "Eduquez la nouvelle génération dans les sentiments d'une vraie humanité. Que soit sacré, pour les jeunes, tout ce qui a visage humain : sacrée la famille, sacré tout peuple et toute nation, comme leur est sacré leur propre peuple et leur propre patrie." Mesdames, messieurs, n'y aurait-il que chez nous que ces choses-là ne seraient pas sacrées ? Certes, je n'accuse pas tous les maîtres. Je sais trop de quelle clairvoyance et de quel dévouement font preuve un bon nombre d'entre eux. Mais je m'en prends à des résultats par trop généraux et qui n'échappent qu'à ceux-là qui portent bandeaux sur les yeux. Depuis trop d'années, va-t-on répétant que l'état d'esprit de notre enseignement et de notre éducation au Canada français constitue un véritable drame. Nous sommes perdus par ceux-là qui devraient nous sauver. Notre enseignement à tous les degrés voudra-t-il se rendre compte qu'il ne constitue point, dans la vie nationale, un rouage indépendant, et qu'il aurait peut-être pour fonction, non de servir ses idéologies propres, non plus que celles d'un clan ou d'un parti, mais d'abord la nationalité dont il est le serviteur et qui le fait vivre ? S'avisera-t-on de penser, en bas comme en haut, qu'il paraîtrait assez paradoxal, dans l'histoire prochaine, qu'un système d'enseignement né, fondé au début du 19^e siècle, pour donner au Canada français des chefs nationaux et faire échec à l'Institution royale, ait surtout produit des maîtres de défaitisme et abouti, en définitive, aux fins mêmes de l'Institution royale de Robert Shore Milnes ? Eh bien, non, et il serait bon qu'on s'en rendît compte, il nous sera impossible d'opter pour la vie et de croire en quelque avenir, avec une intelligentsia qui ne saurait que se moquer de cet avenir et de cette vie, tout de même qu'avec des générations de jeunes déracinés, élevés dans le plus désolant neutralisme national et qu'on aurait d'ailleurs libérés du souci de vivre. En d'autres termes, nous ne pou-

OÙ ALLONS-NOUS ?

vons nous acharner à détruire en nous toutes nos raisons de vie et de survie, abattre, de nos propres mains, tout ce qui nous est bastion et rempart, jouer et fleureter indéfiniment avec la mort et nous flatter ensuite d'échapper à son couperet, car je ne sache point qu'il existe une recette pour empêcher un peuple qui prend tous les moyens de se suicider d'échapper au suicide.

Catholiques ou rien

Il ne nous reste plus qu'à nous tourner vers une dernière condition de vie, la plus grave, et assurément, la plus nécessaire de toutes. Nous sommes des fils de l'Eglise. Nous arrive-t-il de réfléchir à la haute signification de ce titre ? L'Eglise, avons-nous appris, c'est le Christ. "C'est Jésus-Christ répandu et communiqué", disait Bossuet. Divine comme son fondateur, l'Eglise est également humaine comme lui. Et, par ce côté, elle s'incarne dans l'histoire de l'homme et dans la géographie d'une terre. Mais, en raison de cette incarnation, apercevez-vous quelle dignité singulière l'Eglise confère aux peuples qui l'ont accueillie et en ont fait leur mère, quelle prime d'assurance elle leur apporte, et d'abord quelle mission devient la leur ? Car l'Eglise est essentiellement dynamique, expansive. Elle ignore les frontières closes. Pour étonnante que la chose paraisse, il faut maintenir que le Christ requiert le secours de ses membres pour accomplir l'oeuvre de Rédemption. "Le corps a besoin de la Tête ; mais la Tête a besoin du corps." "Le monde a besoin de l'Eglise pour sa vie ; l'Eglise a besoin du monde pour sa croissance et son achèvement." En sorte que tout peuple qui a reçu la foi, devient, par mission et par appel spécial, porteur de flambeau, engagé dans la suprême entreprise de Dieu qui a pour fin la conquête universelle du monde. Pour tout cet ensemble de raisons, me reprochera-t-on d'affirmer qu'il ne saurait être dans la logique surnaturelle qu'un peuple catholique disparaisse, sans qu'il y ait uniquement de sa faute ? C'est que, voyez-vous, il

POUR BÂTIR

n'est pas indifférent à l'Eglise qu'elle garde ou qu'elle perde les peuples qu'elle a conquis, il ne lui est pas indifférent qu'elle avance ou qu'elle recule ses frontières. En nul point du monde, la chose est certaine, l'Eglise ne s'est incarnée pour y mourir.

Oh ! je le sais. Il y a des nations périssables. Il y en a tant qui ont péri. Et il n'est pas sûr que ce soit l'ordre, le bien, la raison, la liberté qui finissent par l'emporter. La victoire définitive du Christ, si nous en croyons les Apocalypses, s'élèvera sur l'effroyable chaos du monde et du cosmos. Et nous-mêmes, petit peuple né et grandi dans la foi, nous sommes déjà touchés, touchés dans nos forces vives, dans nos institutions de base, dans nos moeurs privées et publiques. Et il paraît bien que nous sommes menacés de l'être davantage. Des observateurs même non catholiques l'ont noté : "Partout la civilisation technique expulse le sentiment religieux." Il n'existe plus de chrétienté close. Car c'est un autre fait contemporain que la compénétration presque universelle des deux cités : la chrétienne et la païenne. Il n'en reste pas moins démontré et ce sont des faits de constatation quotidienne et facile, que la plupart des doctrines qui tentent aujourd'hui de réconcilier les hommes et les peuples et de remettre un peu d'ordre dans la confusion universelle, ne réussissent qu'à accroître le chaos, et que, d'autre part, il n'y a d'ordre, de liberté, de progrès de civilisation et d'accroissement du patrimoine social, que là seul où le Christianisme, à des degrés divers, a conquis quelque emprise. Du reste, regardez donc : dans l'effroyable tempête déchaînée sur le monde, il n'y a, et c'est une évidence offerte à tout esprit droit, il n'y a qu'un phare dont les feux ne vacillent ni ne faiblissent, celui de Rome ; un seul bateau qui tienne victorieusement la mer, la petite barque de Pierre.

Que ce spectacle nous instruisse. Nous serons catholiques ou nous ne serons rien. Nous pouvons, hélas, tourner le dos à la vieille foi, ouvrir nos portes et nos poitrines à tous les

OÙ ALLONS-NOUS ?

poisons, à tous les souffles malsains en train de démolir notre pauvre humanité ; nous pouvons donner le scandale d'un peuple favori de l'Eglise qui, pour de l'or et de la jouissance, aura renié sa mission et son Dieu, et alors, soyons-en sûrs, ce sera le naufrage dans les remous de la barbarie technique où nous ne serons plus que l'épave pourrie que les gens de la côte ne se donnent même pas la peine de recueillir. Ou nous choisirons envers l'Eglise le parti de la fidélité. Et alors, croyons-en les promesses du Christ et l'évidence contemporaine, nous garderons un sens élevé de la famille, une certaine qualité de moeurs privées et publiques, un certain niveau d'ordre social, et tout petit peuple que nous soyons, nous atteindrons à une destinée unique et splendide. Aux côtés de nous, les grandes puissances de chair continueront de s'abandonner à l'aveugle "dialectique de la matière" ; elles achèveront de s'user dans leurs guerres cycliques et hypocrites pour la prétendue liberté des peuples. Pendant ce temps-là, ici, en Amérique du Nord, une petite nation de quelques millions d'âmes qui, avec d'autres petits peuples de son espèce, se sera refusée aux folies de son époque, servira peut-être de champ d'expérimentation aux reconstructeurs des civilisations éteintes.

Conclusion : Pourquoi je parle

Où allons-nous ? Vie ou mort ? Le choix est entre nos mains. Avec l'aide de Dieu, j'ose l'espérer, nous irons où nous aurons choisi d'aller. Je ne vous ai pas caché toutefois, à quelles conditions essentielles, au prix de quels engagements. Je n'ai pas voulu, selon la mode des romanciers anglais, me livrer au jeu assez futile de l'histoire d'anticipation. Mon rôle, je l'ai conçu plus simple. J'ai voulu d'abord parler, avertir, tant je souhaiterais que ne monte jamais de ce peuple que j'ai aimé, la plainte nostalgique d'avoir irrémédiablement perdu son âme. C'est déjà quelque chose d'émouvant que la mort d'un homme, cette fuite, ce départ vers un monde

POUR BÂTIR

d'où l'on ne revient jamais. Au-dessus d'une tombe humaine flotte néanmoins une espérance : *Ubi mors est victoria tua ? O mort, où est ta victoire ?* Au-dessus de la tombe d'un peuple ou d'une civilisation disparus, rien ne flotte qu'une incurable mélancolie, la mélancolie de la mort sans résurrection possible.

Chassons ces images funèbres. L'avenir est-il décidément fermé aux petites nations ? Dans l'univers concentrationnaire, on parle de leur écrasement comme d'un destin inexorable. Certes, c'est un fait que cette forme monstrueuse de notre univers. Mais il y a aussi d'autres faits. Un bruit emplit le monde, et c'est le fracas des empires coloniaux que l'un après l'autre font s'écrouler de jeunes et même de vieux peuples impatientes d'indépendance. Il y a unification des continents par l'abrègement des distances, par l'interdépendance des économies diverses. En revanche, l'on ne peut non plus ignorer les réactions correspondantes des entités historiques et des cultures nationales. Et, sur le plan politique et sur celui des idéologies sociales, des divisions profondes s'affrontent qui, selon toute apparence, resteront longtemps irréconciliables.

Notre choix

Mais le choix, notre choix, nous est-il possible de prévoir quel il sera ? J'aime me rappeler que nous n'en sommes pas aux premiers chocs de civilisations. Jadis, lors du choc de la sauvagerie iroquoise, une petite moniale de l'Hôtel-Dieu de Québec écrivait en France : "Je tiens trop au Canada pour pouvoir m'en détacher. Croyez-moi... il n'y a que la mort ou un renversement général du pays qui puisse rompre ce lien." Quelques années plus tard, sur un coteau qui ne nous est pas inconnu, une poignée de jeunes "Montréalistes" sacrifiaient leur vie pour la même cause. Contre le choc de la civilisation anglaise, nous n'avons pas oublié les fières résistances d'un Frontenac, ni non plus celles d'un Vaudreuil, le

OÙ ALLONS-NOUS ?

gouverneur canadien de 1760, qui écrivait au chevalier de Lévis, aux derniers jours de la colonie : "Nous sommes effectivement mal, Monsieur ; mais il n'y a pas de notre faute. Nous aurons en tout temps la consolation de dire, et tout l'univers en conviendra, que nous avons fait même au delà de ce qui était possible." Au lendemain de 1760, lorsque le choc de la même civilisation se faisait plus vif, je vois les vaincus d'hier prêts à l'exil pour sauver leur âme, menaçant, comme ils disaient, d'aller "grater la terre... ou ils pourraient mettre leur vie et celle de leurs Enfants à la Brie de l'injustice..." Puis, je me rappelle d'autres dates historiques de même résonance : celles de 1774, de 1792, de 1837, le cri de Chevalier de Lorimier à la veille de monter sur l'échafaud : "Vive l'indépendance !" ; puis, à l'époque sombre de l'Union, aux jours de l'abominable politique de 1840, j'entends la fière protestation du jeune chef de trente-trois ans, au parlement de Kingston : "Quand la langue anglaise me serait aussi familière que la française, je n'en ferais pas moins mon premier discours dans la langue de mes compatriotes canadiens-français..." Puis, cinquante ans plus tard, j'entends Honoré Mercier qui ponctue du poing ces petites phrases péremptoires : "L'amour de la religion et de la nationalité de nos pères est gravé dans nos coeurs, et personne, pas même le plus puissant des tyrans, ne pourra nous enlever cet amour... Cette province de Québec est catholique et française, et elle restera catholique et française..." Au premier congrès de la langue française, en 1912, j'entends celui-là qui fut l'éloquent incarnation des minorités françaises au Canada, l'archevêque Langevin de Saint-Boniface, jeter à la foule ces fières paroles : "La persécution décourage les races sans vigueur et les hommes sans convictions, comme la tempête abat les arbres sans racines ; mais elle provoque et avive les courages des coeurs vaillants. A ceux qui veulent nous arracher ce qui nous appartient, nous devons répondre avec une fierté toute française et une détermination toute britannique : "Ce que

POUR BÂTIR

nous avons, nous le gardons." Enfin, plus près de nous, j'entends Henri Bourassa s'écrier à Notre-Dame de Montréal : "N'arrachez à personne, ô prêtres du Christ ! ce qui est le plus cher à l'homme après le Dieu qu'il adore... Mais, dirait-on, vous n'êtes qu'une poignée... ; pourquoi vous obstiner dans la lutte ?... Nous ne sommes qu'une poignée, c'est vrai ; mais nous comptons pour ce que nous sommes et nous avons le droit de vivre."

Il y aurait donc, au fond de notre histoire, une tradition ininterrompue de résistance et d'engagements solennels. Il y a une autre tradition, je le sais, et qui s'est prolongée jusqu'à nous. Mais j'ai retenu que, dans l'histoire d'un peuple, ce sont en définitive les dominantes qui finissent par l'emporter. Et c'est pourquoi, comme il y a cinquante ans, à mon entrée dans la vie, je reste un incorrigible espérant. Et je crois pouvoir m'assurer qu'aucun défaitiste de chez nous ni d'ailleurs ne m'ôtera ma foi dans l'avenir de mon petit pays français.

BOURGEOISIE ET VIE ÉCONOMIQUE *

DE QUOI vous parlerai-je en ce lendemain de fête nationale ? La table d'honneur, chez les Richelieu, est un indice infallible. Cet aréopage d'hommes d'affaires assis à mes côtés vous aura déjà dit le sujet du conférencier.

Un problème, entre tous, hante aujourd'hui l'esprit d'une portion notable de l'opinion au Canada français : le problème économique. Et vous ne serez pas trop scandalisé, je l'espère, qu'un prêtre s'en mêle à son tour et le fasse même avec quelque chaleur. Tous les secteurs de la vie des peuples appartiennent à l'historien. Autant que l'histoire, du reste, l'observation personnelle m'a appris de bonne heure que, pour l'homme contemporain, et en particulier, pour nous, Canadiens français, tous les problèmes, ceux de la vie matérielle, ceux de la culture et même celui de la foi sont des problèmes connexes, synthétiques, quoique subordonnés. Et la suprême erreur serait de chercher la solution des uns ou des autres, même des plus élevés, sans tenir compte de tout l'humain, de tout le temporel, de tout le terrestre qui s'y intègrent. Dans nos universités françaises, les jeunes professeurs, les jeunes historiens insistent, depuis quelque temps et fort heureusement, sur l'aspect économique de notre vie. Là plus qu'en d'autres domaines se serait affirmé, nous dit-on, la malfaisance de 1760. Sous l'ancien régime, nous possédions

* Causerie prononcée à l'Hôtel Queen, devant le club Richelieu de Montréal, le 25 juin 1953.

POUR BÂTIR

une bourgeoisie pleine d'allant et d'audace, bourgeoisie souvent blasonnée d'aristocratie, qui menait magnifiquement l'exploitation des principales ressources de la terre américaine : fourrures, bois, production agricole, commerce intérieur et extérieur ; commerce d'exportation et d'importation. Au lendemain de la conquête, pas plus que les autres classes, cette bourgeoisie ne s'est laissé ronger par l'émigration en France. Mais, pour des raisons qu'il serait superflu de vous rappeler, elle a dû céder la place à une autre, rapidement enrichie celle-ci par l'accaparement de la traite des fourrures et par le monopole de tous les commerces, quand ne s'y joignaient pas les grasses prébendes du haut fonctionnarisme. Et c'en sera fini, nous dit-on parfois, d'une classe bourgeoise canadienne-française, directrice effective de la vie économique de son pays. Le malheur aurait voulu, par surcroît, qu'elle disparût, en même temps que, par pauvreté ou par émigration à l'intérieur, s'effaçait graduellement notre aristocratie seigneuriale, ou terrienne. Décapitation sociale, indéniable cette fois et qui serait cause et origine de la plupart de nos malaises d'ordre économique, politique, social, culturel.

Triste situation

Vue d'histoire, hélas, par trop exacte, qui appellerait néanmoins quelques nuances. S'il est indéniable que nous ayons perdu la direction de notre vie économique, il serait faux de prétendre que la conquête ait supprimé chez nous, toute classe bourgeoise. Une petite bourgeoisie d'affaires a trouvé le moyen de survivre, par trop à la remorque, il est vrai, de celle des nouveaux venus. Puis, il est arrivé que, vers 1800, cette petite bourgeoisie s'est doublée et renforcée d'une autre, celle-ci professionnelle et parfois politique, issue des premiers colléges de ce qu'on appelle alors le Bas-Canada.

Cette classe nouvelle, ne commettons pas l'erreur de nous la représenter à peu près insensible à la défaite économi-

BOURGEOISIE ET VIE ÉCONOMIQUE

que de ceux de sa race, voire sans ambition ni souci d'y remédier. En ce bref discours, je ne puis que vous citer quelques rares témoignages. En voici un d'abord, d'une singulière éloquence, et qui est de Louis-Joseph Papineau, seigneur, mais fraîchement issu d'une famille bourgeoise. Pendant les ajournements de la Chambre à Québec, en 1828, Papineau a reçu des invitations à dîner, "toutes anglaises". Or, voici ce que le président de la Chambre écrit à Mme Papineau (31 déc.) : "Eux seuls, (les Anglais) dans Québec, ont le ton et la fortune nécessaire pour recevoir. Il n'y a pas une seule maison canadienne qui le puisse faire. Les ressources du pays sont dévorées par les nouveaux venus et quoique j'aie le plaisir de rencontrer parmi eux des hommes instruits, estimables, qui me voient avec plaisir, la pensée que mes compatriotes sont injustement exclus de participer aux mêmes avantages m'attriste au milieu de leur réunion et me rendrait le séjour de Québec désagréable." Bien avant Papineau, Sir James Craig avait noté l'aversion croissante entre les classes bourgeoises des deux races. Et quels cause ou motif le gouverneur assigne-t-il à cette aversion ? L'écart trop considérable dans les états de fortune de l'une et de l'autre.

Mal ressenté

S'il vous plaît de savoir jusqu'à quel point les Canadiens français du temps s'émeuvent de leur déchéance économique, feuilletiez, par exemple, la *Minerve* de 1832. On y médite parfois sur le fatal enchaînement de circonstances qui a fait passer le grand commerce entre les mains des rivaux. Mais cette sorte de doléances ne suffit pas aux hommes de l'époque. A propos d'une "Société de commerce", l'ancêtre peut-être de votre Chambre de commerce, de fondation récente, c'est tout un programme de relèvement économique qu'élabore le journaliste de la *Minerve*. Il y est question d'industrie, d'agriculture, de commerce d'importation et d'exportation, de banque, d'assurance, et voire de marine

POUR BÂTIR

marchande, et pas seulement, nous dit-on, dans "l'espoir d'un gain matériel", mais pour la "nouvelle force morale et politique" qu'y trouverait la nationalité. Vous citerai-je enfin, d'un ton beaucoup plus aigre, sans doute, cet extrait d'un autre journal, l'*Echo du Pays*, reproduit par le *Canadien* (1er juillet 1835) : "Voilà donc où nous en sommes. Le gouvernement fait tout ce qu'il peut pour arrêter l'industrie parmi nous et il nous dit : vous n'êtes pas industriels. Il s'empare des biens destinés à l'éducation, il la décourage et dit : vous êtes ignorants. Il nous refuse les places d'honneur et de profit, et il nous dit : vous êtes sans richesses, sans considération... A force d'injustice, on n'a que trop malheureusement obtenu ce résultat, et l'on se sert à présent de ce résultat même comme prétexte pour nous humilier : on nous fait un crime de notre manque d'industrie, de notre défaut de connaissances ; comme si le crime et la honte n'étaient pas sur la tête et sur le front de ceux-là seuls qui en ont posé la cause."

Leviers de commande

Le temps me manque assurément pour pousser plus loin cette enquête, vous rappeler les campagnes de presse et de conférences d'un économiste assez superficiel, mais fort méritant pour son époque, Etienne Parent, vous relater aussi, l'effort méritoire de notre bourgeoisie d'affaires après 1840 et jusque vers 1900, jouant même, en quelques domaines, un rôle de pionnière. A cette bourgeoisie, qu'a-t-il donc manqué pour ressaisir, en sa province, les rênes de la vie économique et empêcher les funestes déviations ? Ce qui lui a manqué, vous le savez comme moi. Sous quels cieux et en quel temps a-t-on jamais vu un groupe ethnique, une classe sociale, tenir les leviers de commande de leur vie matérielle quand les grandes ressources leur échappaient qui fondent puissamment cette sorte de vie, surtout quand ces ressources revêtent les proportions colossales qu'elles prennent dans la province

BOURGEOISIE ET VIE ÉCONOMIQUE

de Québec ? La fourrure, grande richesse de jadis, avait fondé notre première bourgeoisie ; elle a fondé de même, après 1760, la première bourgeoisie anglo-canadienne. Tombée au rang inférieur, la fourrure a été remplacée par le bois, l'eau motrice, les mines. Mais encore aujourd'hui, à qui appartiennent ces sources opulentes qui font les grands riches, et dans l'économie d'un pays, les véritables dirigeants ? A qui ? Vous apercevez, du même coup, en quel sens très spécial et avec quel à-propos l'on peut vanter, dans la province de Québec, le développement prodigieux de la richesse publique. Lord Durham avait saisi d'un oeil plus juste le destin canadien-français quand, pour justifier contre nous sa politique de mort, il appuyait sur notre sort de peuple voué pour longtemps, sinon pour jamais, au rôle de peuple économiquement inférieur. La majeure partie des travailleurs à gages, écrivait-il, "sont des Français à l'emploi de capitalistes anglais". Et la masse de notre triste nationalité lui paraissait vouée indéfiniment "à dépendre des Anglais pour se procurer de l'ouvrage".

Même au Québec

Le cours des choses a-t-il tellement changé depuis lors ? N'est-ce pas, par exemple, un fait irrécusable, que si notre enseignement, tout notre enseignement, du plus bas au plus haut, vise à former des bilingues, il s'y applique, non pas au premier chef pour des fins de culture, ni non plus parce que nous vivons sur un continent anglo-saxon et dans un pays à majorité britannique, mais parce que, même dans la province de Québec et jusque dans la plupart des firmes canadiennes-françaises, le petit, le moyen et le grand employé ne sauraient se passer de la langue anglaise ? Fait significatif qui dispense de mesurer la prééminence presque absolue, chez nous, d'un certain élément dans le monde des affaires. Surtout si l'on retient que, dans une province aux quatre cinquièmes fran-

POUR BÂTIR

çaise, l'employé anglais, de quelque grade qu'il soit, n'est pas rigoureusement tenu, pour sa part, d'être bilingue, c'est-à-dire de savoir le français.

Serait-il tout aussi vrai que la majorité de nos techniciens, de nos ingénieurs, de nos comptables, ne peuvent aspirer à de hauts salaires, en quelque domaine que ce soit de la vie économique, que dans les firmes anglo-canadiennes ou américaines, quand la nécessité ne les force pas d'émigrer ?

Serait-il également vrai, ainsi que me le soutiennent de jeunes avocats, que, s'il leur est loisible dans la province de Québec, de se livrer à la pratique du droit civil, et encore petitement, la plupart des débutants ou des isolés se verraient contraints de renoncer à la pratique du droit commercial, à moins de se faufiler dans quelque grande étude d'avocats anglais ou d'études en liaison avec les intérêts politiques ? Mais alors et en ces conjonctures, qui fera le compte de ceux-là, employés, commis, comptables, techniciens, ingénieurs, professionnels, qui, leurs études terminées, vivent, dans le Québec, sans rien devoir à leur milieu originel, et surtout pas même le pain qu'ils gagnent pour eux et pour leurs familles ? Et si ce grave état de choses se vérifie pour l'immense majorité de nos ouvriers, ou de nos manoeuvres, faut-il se récrier si cette conviction redoutable s'est logée dans la tête de notre peuple, même des villages ou des concessions les plus reculées, qu'on ne saurait gagner sa vie, dans la province française de la Confédération, non pas sans savoir l'anglais, mais sans savoir d'abord l'anglais ?

Y pense-t-on ?

Enfin et pour pousser jusqu'au bout ces sévères constatations, nous faudrait-il admettre ces calculs de linguistes, qu'au rythme où notre peuple ouvrier laisse tomber forcément des mots de sa langue maternelle pour les remplacer par d'autres de la langue étrangère, une quarantaine d'années

BOURGEOISIE ET VIE ÉCONOMIQUE

suffiraient tout au plus à l'irréremédiable abâtardissement, sinon à la disparition de la langue maternelle de nos classes ouvrières ?

Autant de réflexions et de problèmes austères, messieurs, qui assiègent aujourd'hui les esprits en divers milieux de jeunesse et aussi en quelques foyers de pensée et d'action. Et encore que l'on se garde d'oublier les initiatives récentes et fort méritoires de nos chambres de commerce, j'entends qu'on se demande parfois : notre bourgeoisie saisit-elle l'exacte importance du problème économique dans ses rapports avec la vie nationale, avec l'avenir de notre culture et de notre civilisation ? Ce problème angoissant qui est celui de tout le monde, sans doute, du plus petit étudiant des écoles techniques comme du plus humble ouvrier et du plus humble agriculteur, mais qui est celui de la bourgeoisie d'affaires, et qui est le sien, oserai-je dire, avant d'être celui de toute autre classe sociale, que fait-elle, cette bourgeoisie pour en préparer la solution ? Son effort ne serait-il pas trop dispersé, manquant de cette continuité ou de cette cohésion qui sont les conditions de la puissance ? Et d'abord vise-t-on à l'essentiel, aux nécessaires promotions ? Mais qu'y a-t-il donc à faire, demanderez-vous et avec raison ?

Idéalisme pratique

Vous entendez que, pour vous le dire, dans l'ordre pratique, je ne me sens nulle compétence. Tout au plus puisque je m'adresse à des compatriotes chrétiens et catholiques, puis-je vous rappeler de quelle philosophie ou de quels principes doit s'inspirer toute action qui veut se garder de l'illusoire ou de la faillite. Oh ! je sais, il est assez de mode de soutenir qu'en affaires, l'essentiel est d'être pratique. Soit. Mais chacun sait aussi, par expérience personnelle, expérience durement achetée parfois, que c'est faire oeuvre éminemment pratique que d'entretenir, dans les parties hautes de

POUR BÂTIR

son esprit, certain idéalisme, ou, si vous préférez, certaines idées d'un ordre supérieur qui gouvernent opportunément la vie de l'homme et sont le secret des existences fécondes. Et parmi ces idées dirigeantes et stimulantes, il y a celles, j'imagine, qui assignent à notre travail, à notre action d'homme des fins d'homme. Il y a une éthique dont ne peut s'affranchir l'homme d'affaires, pas plus que personne d'autre et qui exige impérieusement, entre maintes obligations, l'accomplissement du devoir social, du devoir civique, du devoir que l'on doit à la société, à la collectivité dont l'on fait partie, et d'abord à ceux qui nous tiennent de plus près, dans l'ordre de la nature, de la culture et de l'histoire. Un homme d'affaires canadien-français ne peut se prétendre sans devoir envers la collectivité canadienne-française. Au surplus, aurais-je tort de penser que, pour tout esprit le moins cultivé, ce pourrait être un devoir de choix, une ambition prenante que d'aider un peuple à préserver la civilisation à laquelle Dieu l'a prédestiné, particulièrement lorsque ce peuple, parce que d'essence française et de foi catholique, a tout de même la chance d'accéder à un humanisme d'ordre supérieur ? Si l'on me donne raison, j'ajouterai alors en y appuyant : gardons-nous ici de toute illusion : le populaire, et pas seulement le populaire, penchera fatalement vers la civilisation où il gagne sa vie. Je ne connais pas de mystique nationale, si exaltante soit-elle, qui puisse prévaloir contre ce fait brutal. Toujours servir, toujours mimétiser, toujours ramasser les miettes et regarder les autres empocher les gros morceaux, n'est pas que je sache une formule de survivance.

Motifs d'agir

Des motifs d'agir, de rectifier une situation compromise, j'en pourrais aligner pour vous beaucoup d'autres, motifs toujours élevés où même votre intérêt trouverait à se satisfaire. Et ce serait de défendre et de sauver une forme de

BOURGEOISIE ET VIE ÉCONOMIQUE

société et de civilisation où auraient plus de chance de subsister et de progresser vos propres institutions ou entreprises. Ce serait de choisir en définitive entre les deux humanismes qui s'affrontent actuellement et d'où dépend, chacun le sait, l'avenir du monde : l'humanisme chrétien ou l'humanisme matérialiste qui n'est pas si loin de l'humanisme athée. Ce serait de maintenir une philosophie sociale, un milieu, un climat spirituels, un régime économique pour tout dire, qui soit à la dimension de l'homme, fondé sur la dignité de l'homme, seules garanties ou assurance possibles contre les raz-de-marée révolutionnaires dont les moins clairvoyants sentent venir la menace grandissante.

Devoirs magnifiques, autant que rigoureux, sans doute. Mais rassurez-vous : devoirs qui ne vous enlèvent rien de vos droits. Car vous avez aussi des droits et d'incontestables. Et pour simplifier, je dirai : Vous avez le droit, Messieurs, d'être de grands commerçants, de grands industriels, de grands financiers, les plus grands même de votre pays et de votre temps, si la chose vous est possible. Quoi qu'aient prétendu, en effet, des commentateurs trop simplistes de l'Évangile, l'Église n'a jamais condamné la richesse, même la plus considérable, dès qu'édifiée sous le signe de la justice et de la charité sociale.

L'Église n'a jamais désavoué le principe inscrit aux premières pages de la Genèse : "Croissez, multipliez-vous, possédez la terre." Ce que l'Église condamne, ce n'est pas la possession de la terre par l'homme ; c'est la possession de l'homme par la terre. Ce n'est pas la possession de la richesse par l'homme, c'est la possession de l'homme par la richesse. Ce n'est pas la découverte des formidables énergies de l'atome, c'est l'usage de ces énergies pour des fins inhumaines. En un mot ce que l'Église n'acceptera jamais ni ne peut accepter, c'est l'orientation de l'économie universelle vers des fins étrangères aux fins des civilisations véritables, et d'abord aux droits de Dieu.

POUR BÂTIR

Réciprocité d'intérêts

Dirai-je encore qu'un homme d'affaires qui, tout en faisant son affaire, se propose des fins civiques ou nationales, et qui, par là, contribue au bien-être et à la libération des siens, a le droit de compter sur la collaboration ou la solidarité de ses compatriotes. Sans doute la solidarité ne doit-elle pas jouer en sens unique : du client au producteur, ou de l'employé à l'employeur. Et à ce propos, il se peut, n'est-ce pas, qu'on ne se plaigne pas tout à fait à tort dans le peuple, qu'aussitôt enrichis, trop de nos gens se cherchent des alibis pour ne plus se trouver du côté des leurs. D'autre part, si les Canadiens français aspirent à vivre dans un Etat qui soit vraiment leur, forme d'Etat essentielle à la conservation de leur culture, ils doivent aussi se convaincre que l'indépendance politique sans l'indépendance économique n'est que la plus vaine des fumisteries et que, par conséquent, leur appui doit être acquis aux hommes qui travaillent à leur libération. Aussi bien, pour assurer cet appui ou cette collaboration, je me demande s'il n'y aurait pas lieu, pour nos chambres de commerce et nos associations d'hommes d'affaires, de s'adonner, avec urgence et méthode, à l'éducation économique des Canadiens français. Il n'est ni acceptable ni normal qu'un peuple, qui se prétend aussi intelligent que tout autre, pratique plus mal que tout autre la solidarité économique, et voire, ne la pratique le plus souvent qu'à rebours. J'oserai même le dire à nos éducateurs de tout palier, il n'est pas davantage normal qu'un peuple pour qui l'intérêt économique compte plus que pour tout autre, parce que relié à des intérêts supérieurs, d'ordre social et culturel, ne sache rien ou à peu près rien de ces liaisons vitales.

Ma position

Messieurs, je vous ai livré là quelques-unes de mes réflexions sur l'un de nos plus graves problèmes. Je crois l'avoir

BOURGEOISIE ET VIE ÉCONOMIQUE

fait sans me placer sur le plan d'un nationalisme illicite, encore moins échevelé. Ai-je besoin de le répéter après tant de fois: je ne suis ni antianglais ni antijuif. Chrétien, catholique, et pardessus tout prêtre, je me sens capable d'aimer facilement tous les hommes. Mais puisqu'il me semble bien qu'en ce pays, chaque groupe ethnique est d'abord pour soi, je me demande pourquoi il serait interdit aux Canadiens français d'être de temps à autre pour eux-mêmes. C'est que, voyez-vous, je me sens rien de commun avec le supra-nationalisme ou l'internationalisme de quelques-uns de nos transfuges ou de nos pseudo-intellectuels, doctrine aveugle qui, dans le contexte démographique de ce pays, ne peut que préparer le triomphe du nationalisme des autres. Je ne suis pas davantage de ces pessimistes ou de ce qu'on appellerait ailleurs des "collaborationnistes" qui trouvent je ne sais quelle joie sadique à médire de leurs compatriotes, à grossir leurs travers, à les dire impropres à tout, et justement responsables de leurs défaites et de leurs misères. Je crois, au contraire, que, par suite de 1760, mes compatriotes sont victimes de handicaps immérités. Ce qui n'implique nullement, entendez-moi bien, que je veuille demander pour eux des privilèges, et, par exemple, une protection spéciale de l'Etat. Pour les miens, je demande seulement des chances égales; et il me suffit qu'on ne fasse pas de politique contre eux.

Soyons pour nous

Ajouterai-je, à l'usage des timides, qu'en prêchant ces choses à mes compatriotes, j'ai conscience de les inviter à faire oeuvre d'excellents Canadiens? Car enfin, c'est ma persuasion qu'un Canadien français qui édifie une institution économique et qui ajoute ainsi à la richesse commune, rend service à son pays, travaille à sa grandeur matérielle, autant que qui que ce soit. Je me persuade même que, possédant par le don gratuit de notre foi, une plus juste notion de la

POUR BÂTIR

dignité de l'homme, de la civilisation et de ses fins, ce pourrait être notre chance et notre rôle splendide, catholiques, d'édifier un ordre économique plus conforme aux exigences humaines, contribuant ainsi efficacement à la paix sociale et nationale au Canada. Mettons-nous le bien dans l'esprit: pas plus entre les groupes ethniques qu'entre les classes sociales, il n'est salubre que s'aggravent les trop larges écarts. Les trop grandes inégalités, quelles qu'elles soient, ne peuvent que constituer un danger pour la paix intérieure d'un Etat. Un peuple qui a gardé l'instinct de la vie — et je crois que le nôtre appartient encore à cette catégorie — n'endure pas indéfiniment d'être colonisé par des oligarchies plus ou moins étrangères à ses idéaux. Voyez ce qui se passe en Asie, en Egypte, au Maroc, en quelques pays de l'Amérique latine et jusque parmi les primitifs de l'Afrique et de l'Océanie.

Donc à notre bourgeoisie de préparer chez nous les redressements nécessaires, les promotions libératrices. Elle pourrait, elle peut nous aider à retrouver le sens de notre destin, de notre avenir possible. Le temps est passé, en tout cas, où nous pouvions rejeter notre infériorité économique sur des boucs émissaires. Quelque long que puisse être l'effort, et même s'il allait prolonger encore longtemps la tension dramatique de notre histoire, le geste est toujours beau de ressaisir la truelle et le mortier où les générations anciennes les ont laissés, nous souvenant que rien n'est perdu aussi longtemps qu'on n'est pas résigné à tout perdre.

L'AGRICULTEUR CANADIEN-FRANÇAIS *

SON HISTOIRE. — SES PROBLÈMES.

UN type d'homme, un type social. Permettez-moi de l'apercevoir d'abord dans le recul de l'histoire. L'a-t-on surfait, exhaussé plus qu'il ne faut? La tendance a été longtemps de le poser sur un piédestal, de l'environner d'un nimbe, et surtout de lui composer un passé qui, sans exclure le courage, l'héroïsme presque à jet continu, n'en évoque pas moins une pastorale d'un charme presque virgilien. N'est-ce pas mettre trop de poésie où la prose garde tous ses droits? Ce qui me frappe en l'histoire de l'agriculteur de chez nous, disons de l'Habitant, puisqu'il faut l'appeler de son nom, c'est d'y retrouver tous les contrastes de l'histoire commune, les hauts, les bas, les cycles classiques du vieux passé humain qui, hélas! dès le début, et si tôt après la courte lune de miel du paradis terrestre, a connu la catastrophe. Et voilà déjà qui invite à moins s'étonner des crises contemporaines.

Son rôle

Sous le régime français, l'habitant, le faiseur de terre et le semeur de blé, c'est incontestablement un personnage de grand style. Le roi, les ministres n'ont cessé de proclamer

* Conférence prononcée, à Bagotville, le 26 août 1953, lors d'un congrès de la Fédération de l'U.C.C. du Saguenay.

POUR BÂTIR

la primauté de l'exploitation et de la profession agricoles. Défricher, cultiver, c'est, pour eux, "l'objet le plus essentiel pour la colonie", la "base" sur laquelle viendront s'appuyer toutes les industries auxiliaires, toutes les autres formes d'établissement. A tel point que des intendants comme les Raudot verront, dans les Habitants, "les vrais bâtisseurs de la colonie". D'autres diront : "Soutiens de la colonie". Sont-ce là de trop grands mots? Il saute aux yeux qu'en ce temps-là la colonie se procure l'essentiel, sa nourriture, sa vie au jour le jour que par le travail de l'habitant. Par l'extension continue de ses défrichés et de ses emblavures, et par les produits qu'il en tire, on peut dire que l'habitant tient tout en ses mains. Une mauvaise récolte, une disette viennent-elles à raréfier les vivres? C'est la paralysie dans les chantiers de construction navale de Québec, aux Forges du Saint-Maurice; ce sont les flottilles du commerce des fourrures bloquées à Montréal, empêchées de s'équiper pour les Pays d'en haut; c'est le ravitaillement des forts lointains rendu impossible; c'est même, aux pires heures de crise, et l'ennemi menaçant les frontières, les expéditions militaires remises ou ratées. "Soutien de la colonie", l'habitant n'en est-il pas aussi le "bâtisseur"? Qu'est-ce, en effet, que bâtir, conquérir efficacement un pays? Y apposer quelques bornes ou autres instruments diplomatiques, ou même jeter dans l'étendue désertique, une chaîne de forts, chacun l'entend, c'est là chose secondaire. Conquérir une terre neuve, — vous le savez, vous, fils des conquérants du Saguenay — c'est la mettre sous ses pieds, lui nettoyer le visage, en faire une mère nourricière; c'est l'humaniser, lui donner l'empreinte ineffaçable de l'homme. Or, à ce compte, les vrais fondateurs du Canada français, qui sont-ils, si ce n'est ces manieurs de hache et de charrue qui, pouce à pouce, pied à pied, ont agrandi, taillé, à même le sol vierge de l'Amérique, ce territoire qui est devenu l'élément matériel de la patrie? On le verra bien après 1760. Les vastes prolongements du côté du grand ouest,

L'AGRICULTEUR CANADIEN-FRANÇAIS

tout ce que l'on avait appelé les "Pays d'en haut", suivront le destin de la défaite française. Une seule partie de l'Amérique restera imprenable par l'Anglais : la vallée du Saint-Laurent où se sera cramponnée une race de laboureurs.

Sa fierté

Autant que les chefs de la colonie, les habitants, vous le pensez bien, ont parfaitement conscience de ce rôle historique, de leur dignité. Un mot, encore usité dans la vieille patrie, a le don de leur donner sur les nerfs. Il évoque pour eux, un passé de misère, le souvenir amer de la sujétion, sujétion au grand seigneur de là-bas ou même à quelque hobereau de village. Et ce mot, c'est celui de "paysan". Vous étonnerez-vous qu'ils le repoussent comme une flétrissure ? Sous leurs pieds, ces terriens du nouveau monde foulent une étendue de sol comme n'en possèdent pas beaucoup de petits seigneurs de France. De ce large morceau de terre, ils se savent, au prix de modestes redevances, les rois et maîtres, propriétaires à perpétuité. Un seul nom satisfait donc leur fierté. Et ce nom, qu'ils arborent avec autant d'orgueil que le seigneur son blason ou son titre nobiliaire, c'est celui d'"habitant".

Habitant, c'est-à-dire un homme de France qui n'est ici ni un engagé, ni un locataire, ni un passant, mais un homme libre qui a les pieds sur une terre, sa terre, qui habite une maison, sa maison, qui a son champ, ses bêtes, son roulant. Un type de paysan peut-être, mais d'un type nouveau, comme, en ce temps-là, il ne s'en trouve nulle part dans l'ancien monde.

Et il s'en faut que ce soient les seules raisons de sa fierté. L'habitant est alors celui qui arrive le plus rapidement à l'aisance. Il n'est pas riche ; mais il est "aisé". Il l'est souvent plus que son seigneur, trop attiré, celui-ci, par la course aux fourrures, trop dérangé par les expéditions militaires ou diplomatiques qui l'arrachent à sa seigneurie. Agriculteur

POUR BÂTIR

“aisé”, l’habitant a naturellement de la tenue, de la distinction. C’est encore, si l’on veut, un paysan, mais exhaussé, ennobli. “Les habitants, écrit un abbé de La Tour, sont communément bien instruits, pieux, pleins de probité et de politesse.” L’intendant Hocquart nous assure qu’ils “n’ont point l’air grossier et rustique de nos paysans de France”. Bougainville reprendra plus tard ce compliment et pour dire, lui aussi, des campagnards canadiens : ils “sont d’une meilleure étoffe et ont plus d’esprit, plus d’éducation que ceux de France”. Attendez-vous donc que ces “parvenus” — car ce sont des parvenus, même s’ils ne le doivent qu’à leur travail — attendez-vous qu’ils ne se privent pas de tirer du grand. Ils font de mauvais valets, nous dit Charlevoix, car “ils ont le coeur trop haut”. Ils dédaignent les petits métiers. Ils refusent de travailler aux Forges du Saint-Maurice, se croyant déshonorés de servir quelque part en qualité de manoeuvres. Pour rien au monde, par exemple, on ne fera d’eux des ramoneurs de cheminée ; et, pour cette importante fonction, il faudra faire venir d’outre-mer des Savoyards.

Serez-vous davantage surpris qu’en un temps où la soumission aux autorités est vertu si exigée et si pratiquée, le sujet le plus indocile, je pourrais presque dire le plus frondeur, soit l’habitant ? “Naturellement indociles”, tranchera l’intendant Hocquart. “Le peuple le plus indocile et le plus indépendant”, affirmait, pour sa part, Bougainville. Un seul fait peint, d’un trait vif, l’indocilité de l’habitant. Et ce sera l’impuissance du roi, à jamais imposer, dans la colonie, la moindre taxe directe. Les taxes, en effet, y compris le populaire impôt sur le revenu, ne sont pas mieux agréées en ce temps-là qu’aujourd’hui. En imposer à ce peuple, écriront à Versailles, Beauharnois et Hocquart, impossible d’y songer, sans une forte augmentation de troupes, car nul officier civil ne voudra se risquer à la perception de l’impôt. Un jour, à Longueuil, sous l’administration du premier Vau-

L'AGRICULTEUR CANADIEN-FRANÇAIS

dreuil, et à propos d'un projet d'impôt pour fortifications, un habitant osera porter la main sur la cravate du gouverneur et déclenchera, par ce geste, un commencement d'émeute. Audace, qui avec quelques autres, feront dire à ces gouvernants encore ingénus devant les mouvements populaires, que le peuple est parfois "un terrible animal".

L'envers de l'histoire

Vous avez là le grand côté de l'histoire. Il y a l'envers. Cette paysannerie, si l'on me passe ce mot, ne laisse pas d'avoir ses misères. Elle est déjà travaillée par des fièvres d'exode. Exode, comme vous le savez, vers la course des bois, vers la fourrure et l'aventure qui la déciment en ses meilleurs éléments. Exode aussi vers les villes ou villages naissants, à tel point que, sur la fin du régime, il faudra interdire à ces laboureurs la fuite vers les centres urbains. Cette agriculture d'autrefois reste, par malheur, trop exclusivement vivrière. A la tentation de la fortune rapide par la traite du castor, elle n'oppose que les profits toujours maigres et souvent aléatoires d'une agriculture qui manque de marchés ou n'en a que de lointains : l'Île Royale, la France, les Antilles. Cette agriculture cherche d'ailleurs sa voie. Se confinera-t-elle à la culture du blé, des céréales, dont la France n'a guère besoin ? Cherchera-t-elle plus effective adaptation à l'économie métropolitaine, par des cultures, telles que celles du chanvre, du lin pour les chantiers maritimes du roi ? S'adonnera-t-elle davantage à l'élevage pour l'Île Royale, les Antilles ? Pour résoudre ces problèmes et bien d'autres, les habitants manquent de direction. Leurs pères ou ancêtres ont été, pour une bonne part, d'anciens troupiers mis en congés, ou encore des "engagés" venus au pays assez souvent à titre de petits bêcheurs ou piocheurs. Presque dépourvus d'enseignement agricole approprié, de génération en génération, ils n'ont pu se transmettre que leur routine. Ils cons-

POUR BÂTIR

tituent, avons-nous dit, le secteur le plus important de l'économie coloniale. Cependant l'on chercherait en vain, à cette époque, l'organisme administratif, en état de fournir à la classe agricole l'enseignement et l'orientation dont elle aurait si grand besoin. Cet organisme, on ne le voit apparaître que vers 1750 ; il ne manque ni d'opportunité ni d'envergure. Il eût comporté un bureau ou une sorte de ministère de l'agriculture, une statistique agricole tenue à jour, et voire un plan d'établissement agricole, de forme coopérative, avec caisse contributoire entre agriculteurs. Mais ce projet qui n'est pas d'un intendant, mais d'un ingénieur militaire, Louis Franquet, vient trop tard. C'est déjà l'heure où l'empire colonial craque de toutes parts et où le feu de la guerre s'allume à toutes les frontières de l'Amérique française.

La conquête anglaise allait venir et, avec elle, l'empire de la Nouvelle-France mutilé, dépecé, volerait en morceaux. Le vaincu se verrait refouler vers la vallée laurentienne. L'épopée tournait à la prose. Du jour au lendemain, une petite race, partagée hier entre la vie d'aventure et la vie sédentaire, aurait à changer son style de vie. Au premier abord, il pouvait sembler que ce lui fût un gain substantiel. L'on peut se demander, en effet, si, au lendemain de la catastrophe et devant les redoutables décisions qu'aurait à prendre la jeune race, elle n'avait pas besoin d'être plongée, pendant quelque temps, dans le bain tonifiant de sa paysannerie. Quoi qu'il en soit, l'agriculture allait devenir, dans sa vie, l'occupation dominante, sinon unique. En outre, le territoire qu'on lui mesurait, paraissait plus à son échelle. C'en serait fini de la disproportion maléfique entre la terre et l'homme. Resserré dans les cadres de ses seigneuries, objets de répugnance pour l'immigrant britannique, le Canadien y constituerait un bloc inentamable. Remis à son travail de fourmi, il allait recouvrer son ancienne aisance. Et, avec elle, la fierté lui resterait. L'Anglais ne l'a pas impressionné. Je ne sais plus qui m'a rapporté ce dialogue entre un habi-

L'AGRICULTEUR CANADIEN-FRANÇAIS

tant de ce temps-là suffisamment matois et son seigneur qui était un seigneur anglais. Le seigneur demande :

— Qu'est-ce qu'un habitant ?

L'habitant de répondre :

— C'est un petit seigneur.

— Mais alors qu'est-ce qu'un seigneur ?

— C'est un habitant manqué.

Dans ces habitants toujours plus "aisés" que leurs seigneurs, et comme dit Robert Shore Milnes, "pouvant se procurer d'une année à l'autre, les choses nécessaires", le lieutenant-gouverneur voyait, disait-il encore, "la race la plus indépendante que je connaisse". En dépit d'obstacles trop connus et faits pour désespérer une race d'hommes moins tenaces, les habitants ont heureusement gardé mieux que le goût, il faudrait presque dire la passion de la terre. Longtemps ils continueront de la conquérir au rythme coutumier. Mais après 1850, tels de jeunes et impatients essais qui forcent l'ouverture des ruches, on les verra, à l'appel des missionnaires colonisateurs ou d'entraîneurs irrésistibles, culbuter la forêt, s'élançant à la conquête des cantons de l'est, de la Matapédia, de la région du Saguenay, du lac Saint-Jean, du nord-est des Laurentides, du Témiscamingue, de l'Abitibi, doublant, en étendue colonisée, exploitée, la surface de la province de Québec. Conquête sans précédent dans l'histoire du Canada français.

Hélas ! cette autre histoire magnifique présente, elle aussi, son envers. Le Canada devient colonie anglaise alors que l'Angleterre, en pleine évolution industrielle et commerciale, laisse tomber peu à peu son agriculture. Evolution où le produit agricole, au Canada, ne trouve rien à gagner. L'Angleterre n'exporte plus de son blé, mais trouve encore à se suffire. Dans l'ordinaire elle n'achète blé et farines de ses colonies, qu'en ses années de disette ou de guerre. Au reste, toujours concurrencé par la fourrure qui s'alimente désormais aux vastes réservoirs de l'Ouest et de la Baie d'Hudson,

POUR BÂTIR

le produit agricole perd encore de son prestige par d'autres produits d'exportation, en particulier le bois. En fermant à l'Angleterre les marchés nordiques, le blocus continental de Napoléon a fait se tourner vers la forêt canadienne, le commerçant de bois anglais.

Pendant ce temps-là, ici au pays, les anciens chefs de colonisation, les seigneurs, moins surveillés et moins stimulés que sous l'ancien régime, ne manifestent que trop, pour un bon nombre, leurs anciennes déficiences. Puis, par l'on ne sait quel malhabile plagiat de l'état social et politique de la métropole anglaise, le conquérant tente de créer ici une aristocratie terrienne de sa façon. En quelques années, les territoires incultes de toutes les provinces sont livrés à la curée d'une poignée de favoris. Tentative insane, vouée à l'avortement en de jeunes Etats de propriétés décentralisées et de suffrage presque universel, tentative dont un premier effet sera d'envenimer les antagonismes sociaux et politiques. Mais l'on sait aussi qu'après avoir aggravé le blocage des terres de colonisation, cet accaparement du sol produira un effroyable coulage de la jeunesse rurale vers la frontière américaine.

Au surplus, à la raréfaction des terres colonisables, s'est ajoutée l'improductivité des vieilles terres. Toujours sans enseignement adéquat, l'habitant, comme sous l'ancien régime, n'a su que transmettre ses méthodes routinières. Plus inspiré d'ailleurs par les intérêts de la métropole que par les besoins réels du pays canadien, l'Etat colonial semble n'avoir de soucis qu'industriels et commerciaux. On ne se rappelle point, sans un peu d'effarement, que jusque vers 1853, dans une province pour les $\frac{3}{4}$ agricole, on eût vainement cherché, dans l'administration publique, un service spécialement voué à l'agriculture. Et même alors, et jusqu'à l'époque de la Confédération, ce service d'une insigne insuffisance garderait-il l'allure de l'antique char mérovingien. Enfin il reste à déplorer que l'agriculture du Canada français, pour vivante

L'AGRICULTEUR CANADIEN-FRANÇAIS

et progressive qu'elle ait pu paraître et ce, en dépit d'obstacles presque insurmontables, demeure par trop un secteur fermé de l'économie générale. Regardez vivre cette paysannerie jusqu'aux environs de 1880. A la bien observer, ne dirait-on pas un peuple de terriens dont l'existence s'écoule dangereusement en marge de la grande activité industrielle et commerciale de son pays, sans influence pratique sur cette activité capitaliste, en subissant plutôt, et malgré qu'il en ait, les contre-coups et la loi de fer ? Le monde agricole développe généralement les fortes individualités ; la race d'hommes qui en provient, est de celles qui affrontent volontiers risques et aventures. Cette race nous a donné la plupart de nos chefs religieux et politiques. Nous a-t-elle donné des chefs économiques ? Et pouvait-elle nous les donner ? La classe agricole n'a pas remplacé ni ne pouvait remplacer notre bourgeoisie d'affaires emportée dans la tempête de 1760. Il est donc arrivé que les grandes ressources du pays québécois : bois, eaux, mines, celles qui lui font ses assises financières, sont passées et sont restées en d'autres mains, et avec elles, la direction économique de la province.

Leçon de l'histoire

Je termine ici ce raccourci d'histoire. Vous apercevez, je pense, pour quelles raisons j'ai tenté de vous le broser. Le diptyque vous aura appris que l'histoire humaine, quelle qu'elle soit, n'a rien d'un conte de fée ni d'un roman rose. Elle serait plutôt une succession presque constante de réussites et de revers, d'avortements et de ressaisies. Vous aurez aussi retenu que, dans les épreuves et les misères, le plus pratique est encore de s'en tirer soi-même, sans trop compter sur les autres, et pas même sur l'État. Sur ce point, ceux qu'avec orgueil vous pouvez appeler vos ancêtres, vous ont donné un magnifique exemple d'audace et de vitalité. Rappelez-vous : un jour, ces hommes de France ont appris qu'il y avait des terres à prendre là-bas, par delà l'Atlantique, des

POUR BÂTIR

terres en friche, leur disait-on, depuis le commencement du monde. Sans se laisser rebuter par les risques alors mortels des traversées océaniques, ils ont passé la mer et, ces terres, ils sont venus les prendre. Au lendemain de la conquête, on leur ravit à peu près tout, tout ce qui du moins pouvait les conduire à la richesse, à l'exploitation légitime de la meilleure part de l'héritage ancestral. On les parqua dans leurs fermes souvent ruinées, sans autre espace où s'épandre que la forêt vierge. Les vaincus de 1760 lièrent partie plus solide et plus amoureuse avec la jeune terre canadienne qu'ils savaient créatrice de vie et de force et à eux deux, ils fabriquèrent ce petit peuple que rien jusqu'ici n'a pu tuer et qui n'a pas encore envie de mourir. Plus tard, lorsque le blocage des terres paraissait menacer ce même peuple d'asphyxie et lui ravir le seul bien qu'il pouvait espérer, je vous ai dit avec quelle splendide bonne humeur et quel entrain irrésistible il fit sauter verrous et barrières. Ainsi toute une histoire vous apprend à ne pas vous cacher la gravité de vos problèmes actuels, mais, en même temps, à ne pas les tenir pour insolubles. Je le sais, les temps ont changé, et, avec le temps, les problèmes se sont singulièrement amplifiés et compliqués. Nous sommes en attente devant une époque, un monde, dont nul ne sait ce qui sortira. Mais une génération d'hommes qui, dans ses réserves, s'est ménagé autant de cœur que d'esprit, ainsi que le goût du travail et la passion de son métier, n'a pas le droit de désespérer de l'avenir. Et il appartient aux fils des conquérants du Saguenay de ne pas rester en deçà de l'histoire de leurs pères.

II

Le problème économique

Vos problèmes, quels sont-ils ? J'en vois particulièrement deux. Et de ces deux, pas plus que vous, je ne me cache la gravité. Dans le monde de l'heure présente, l'agriculteur

L'AGRICULTEUR CANADIEN-FRANÇAIS

canadien-français n'a pas à résoudre que des problèmes internes à l'agriculture : problèmes de science ou de technique agricoles. Les plus redoutables seraient les problèmes que je dirais externes à l'agriculture. Et parmi ceux-là, j'aperçois le problème économique ou le problème de la vente, des prix, des marchés. Sous quel aspect ample et complexe il se présente. Le temps est passé où l'homme de la terre pouvait se contenter d'une agriculture simplement vivrière, satisfaisant à tous les besoins de la famille. Ces besoins se sont trop multipliés, diversifiés, je dirais même trop raffinés, pour que les petites industries familiales ou artisanales y puissent satisfaire. L'agriculteur ne peut plus se dispenser d'accroître son pouvoir d'achat. Nos grand'mères se passaient de bien des choses et en particulier de rouge à lèvres. Où trouver l'habitant ou même le colon assez éloquent pour induire leurs filles à s'en passer ? A l'enfant qui lui demandait une cravate ou une paire de bottines pour le dimanche, la mère d'autrefois pouvait répondre : "Attends, mon petit, les poules vont pondre." Où trouver l'enfant d'aujourd'hui qui fera si belle et si patiente confiance à la basse-cour ? Il n'y a plus place, dans le monde actuel, que pour une agriculture à revenus de surplus, capable de satisfaire aux exigences communes du standard de vie. Et voilà qui vous fait entrer dans le vaste réseau d'échanges où se meut l'économie capitaliste, puisque c'est celle où nous vivons et que nous n'avons pas le choix. L'agriculteur s'est donc vu obligé d'apprendre ses exactes dimensions de sujet économique. Impossible, pour lui, de pratiquer le "splendide isolement". Impossible de s'imaginer que son horizon peut s'encadrer entre le chemin du roi et son trait-carré. Tant et de trop rigoureuses dépendances existent aujourd'hui entre les divers secteurs de l'économie d'un pays et du monde universel, que l'habitant, pas plus que d'autres, ne saurait refuser de s'intégrer ou de s'ajuster à l'économie générale de sa province, à l'économie de tout le Canada, et voire à l'économie internationale. Une incapacité

POUR BÂTIR

d'achat, dans un coin du monde, réagit sur le porte-monnaie de l'habitant québécois. Et, par exemple, une crise de la livre sterling compromet votre production de bacon, d'œufs, de fromage ou de pommes sur un marché comme celui de l'Angleterre, tributaire pourtant du reste du monde pour les 3/5 de son alimentation. Une récolte de blé trop abondante ou manquée en Argentine réagit dangereusement sur la bourse de Winnipeg et vice versa. Et l'on est encore à la recherche de l'homme d'Etat, de la loi économique, du mécanisme infallible qui auraient pouvoir de prévenir ces heurts désastreux, en attendant de stabiliser, de façon définitive, les ruineuses fluctuations des marchés du monde. De dures expériences, comme celle de la grande crise de 1929, nous ont appris à tous comme il serait vain de nous en rapporter aux utopies du capitalisme libéral qui, pendant si longtemps, s'est flatté de porter en soi l'ajustement automatique entre toutes les opérations fonctionnelles de l'économie. Au reste, lorsque de nos jours la tâche est déjà presque surhumaine, pour les plus éclairés des hommes d'Etat, d'ajuster les diverses branches d'une économie nationale, où est le demiurge ou l'apprenti-sorcier qui nous livrera le secret d'une harmonisation de l'économie internationale ? Hélas, c'est le drame ou le paradoxe angoissant de l'homme contemporain qu'il ne puisse se concevoir, en tant que sujet économique, qu'à l'échelle mondiale et qu'en même temps, par son ampleur, cette échelle défie les prises de l'esprit humain. L'Atlas moderne, comme celui de la fable, peut bien tenter de porter le monde, mais pour en être écrasé.

Voisinage américain

Et que dire d'un pays tel que le nôtre, voisin de qui vous savez et en si large dépendance de sa finance et de ses marchés ? C'est une autre anomalie de notre monde international que, loin d'impliquer plus d'égalité entre les peuples, par l'accroissement des interdépendances, il en est arrivé à par-

L'AGRICULTEUR CANADIEN-FRANÇAIS

tager la planète en deux vastes impérialismes économiques, dont je n'ai pas à vous dire lequel est incomparablement le plus puissant. "Géant du monde économique", leadership, disait, de son pays, l'ancien président Truman. Ne faut-il pas dire plutôt : dictateur de l'économie mondiale ? Quelques chiffres nous en convaincront. Déjà, en 1929, le revenu national de nos voisins égale à lui seul celui de 23 autres pays, dont l'Angleterre, l'Allemagne et la France. Dès lors aussi, le total de leurs investissements à l'étranger dépasse la somme des capitaux exportés par l'ensemble de leurs concurrents. Entre 1940 et 1944, période de la seconde grande guerre, alors que la production de maints pays fléchit considérablement, les Américains doublent le volume de la leur. En 1947 leur production industrielle s'établit donc entre 60 et 65 pour cent de la production du reste du monde. Et, bien que leur population ne dépasse pas 6% de la population totale du globe, leur revenu national se chiffre à plus du tiers du revenu mondial. Dictateurs, avons-nous dit, du monde économique. Comme ils exportent chez les autres nations plus que celles-ci n'importent d'eux, il en résulte qu'ils détiennent invariablement, contre leurs acheteurs, une balance de créditeurs. "Qu'il s'agisse des cours du blé ou du coton, du prix de l'acier, ou du taux d'intérêt des prêts internationaux... le poids de l'offre américaine suffit à infléchir le prix au niveau de ses exigences."¹ En termes nets, l'économie américaine est assez puissante et dominante pour dicter sa loi à l'économie universelle et ne dépend, en réalité de celle-ci, que dans la mesure où une perturbation régionale ou universelle pourrait affecter sa domination.

Dans un monde construit comme le nôtre, qui n'aperçoit la fragilité du système économique des petits pays ou des pays neufs si largement tributaires des grands fauves de

1. Jean-Louis Fyot, *Dimensions de l'homme et science économique* (Paris, 1952), 127.

POUR BÂTIR

la jungle du commerce et de la finance ? Les petits Poucets d'aujourd'hui apprennent à leurs dépens que les ogres modernes n'ont ni moins d'estomac ni moins de dents que ceux d'autrefois. Et voilà qu'en ces derniers jours, vous avez appris, agriculteurs québécois, la crise de l'agriculture américaine, crise qui ne peut pas ne pas se faire sentir de ce côté-ci de la frontière. En vingt ans, la production agricole de nos voisins a doublé. Mais, par suite de l'état financier de maints pays, tels l'Inde, le Pakistan, la plupart des régions de l'Asie, quelques-unes même de l'Amérique centrale et de l'Amérique du sud, pays incapables d'acheter les produits "dont l'Amérique regorge", les stocks américains s'accumulent et la chute des prix descend, chez le colosse, jusqu'à 18 et 50% des prix d'hier. Que pourra vendre l'agriculture canadienne à un marché aussi engorgé ? Et sur les prix également de notre agriculture, quelle répercussion ne pas appréhender ?

Vos propres dilemmes

Pendant ce temps-là, vous avez vos propres dilemmes, ou ce que d'aucuns ont appelé récemment votre "cercle vicieux". Tantôt, nous dit-on, l'agriculteur canadien produit au delà des besoins du marché, lequel s'avilit et fait se diminuer la production. Tantôt l'agriculteur produit en deçà des besoins. Alors les prix se haussent, le marché absorbe moins et l'on en revient au même point. Cycle fatal, jeu de balance, qui, à la longue, ne laisserait à l'agriculteur que le dégoût d'une profession aux revenus aussi capricieux et instables, profession impuissante à tirer de l'inquiétude et de la gêne. Certes, je n'ai pas qualité pour me demander si le cercle est aussi vicieux qu'on veut bien le dire. Mais comme tout homme de la rue ou de la foule, me sera-t-il interdit de poser quelques questions peut-être pertinentes ? Imaginons, si vous voulez, pour paraître moins impertinent, un agriculteur qui ferait son examen de conscience et qui procéderait comme suit :

L'AGRICULTEUR CANADIEN-FRANÇAIS

A tous nos embarras, n'y aurait-il d'autres remèdes que les solutions mises d'ordinaire de l'avant et qui sentent le socialisme d'Etat : une politique de soutien des prix ou une politique des quotas : quotas des emblavures à ensemercer, quotas des produits à mettre sur le marché ?

Pratiquons-nous, agriculteurs, toutes les cultures et rien que les cultures, qu'on peut croire avantageusement produisibles par le sol québécois ? Et à ces cultures, pour en tirer les rendements les plus élevés, appliquons-nous les méthodes les plus perfectionnées ?

L'un des problèmes à résoudre, ne serait-ce pas alors celui du choix approprié ou de la diversification des cultures, en même temps que celui des industries connexes à ces cultures ?

Et, par exemple, dans un pays, grand producteur de lait, ne paraît-il pas un peu étrange, qu'à part le fromage d'Oka, l'on n'offre au consommateur que les variétés de fromage lancées à grands frais de publicité par les trusts, fromages ou mâchures de bran de scie, dont le consommateur se contente plus qu'il n'est content ?

Ce qui revient à poser cette autre question : répondons-nous à tous les besoins du consommateur de chez nous, et avons-nous véritablement conquis l'entier marché de la province ? Et demain saurons-nous conquérir ce considérable marché que ne peut manquer de devenir le Nouveau Québec industriel — ou plutôt minier ?

Au surplus, et au lieu de nous croire les pourvoyeurs perpétuels et à demi-gratuits du mendiant impérial, avons-nous cherché à atteindre, à travers le monde, tous les marchés disponibles ?

Et, pour conquérir ces marchés, le marché intérieur comme les autres, et les disputer efficacement aux rivaux, savons-nous y apporter des produits de qualité indiscutable et dûment classifiés ?

Un dernier problème, et non l'un des moins importants,

POUR BÂTIR

pourrait se poser comme ceci : par quel hasard, les agriculteurs sont-ils, de tous les producteurs, les seuls à ne pas fixer eux-mêmes leurs prix, mais les laissent fixer, non pas même par le consommateur, mais par des intermédiaires qui ne sont souvent que des spéculateurs et des parasites ?

Et, pour remédier, au moins partiellement, à cet abus, pourquoi les agriculteurs, renonçant enfin à leur individualisme, ne s'appliqueraient-ils à fortifier leur Coopérative fédérée, dont l'une des fins, ce semble, serait de constituer un élément stabilisateur des prix de la production agricole ?

Le problème — et ici je m'adresse à d'autres responsables — ne se ramènerait-il pas, en définitive, à un redressement de notre économie générale ? Avons-nous su tirer tout le parti possible de ce moyen de libération qu'est le système coopératif ? Aux chaînes de magasins, pourquoi les gens des villes n'ont-ils pas opposé, quand il en était temps, des chaînes de coopératives de consommation, qui, soudées à la production agricole, lui auraient ouvert des débouchés que les monopoles ont pourtant trouvé le moyen d'alimenter eux-mêmes et souvent hors de chez nous ? Pourquoi ouvriers et bourgeois encouragent-ils si peu ou laissent-ils tomber si facilement les coopératives de consommation ?

Puissé-je, en vous posant ces questions sans doute maladroitement, presque une brassée de "chardons secs", vous faire mieux entendre toutefois la gravité de vos intérêts de classe et la gravité aussi de vos problèmes. Puissé-je d'abord vous convaincre qu'en aucun secteur de l'économie, et quoi qu'en aient dit les vieux théoriciens du libéralisme économique, le progrès, l'ordre ne s'instaurent d'eux-mêmes, sans que l'homme ait à s'en mêler. Un admirable évêque vous a donné un jour cette consigne : "Mêlez-vous de vos affaires, mais mêlez-vous-en." Dites-vous bien que les problèmes agricoles ne seront jamais mieux résolus que par les agriculteurs eux-mêmes. Autant dire qu'il vous faut, comme il les faut en tout secteur de l'économie, et que vous aurez peut-être

L'AGRICULTEUR CANADIEN-FRANÇAIS

vous-mêmes à les préparer, une élite de techniciens de plus en plus compétents, et des "entrepreneurs dynamiques", les premiers pour étudier vos problèmes, les seconds pour oser prendre, entre autres choses, les risques des cultures nouvelles, des orientations neuves, des réadaptations nécessaires. C'est dire encore que, pour promouvoir et défendre vos intérêts légitimes et pour prendre dans la nation la place qui vous revient, vous ne pouvez vous passer de ce qui vous donnera toute votre force: l'association professionnelle. L'UCC groupe aujourd'hui, me dit-on, 40,000 agriculteurs. Résultat magnifique, si l'on tient compte de sa courte existence. Car encore que, dès le début, l'UCC ait obtenu les bénédictions des évêques, d'autres bénédictions, à ce que je crois me rappeler, se sont fait attendre. Qu'en plus d'un quart de siècle néanmoins, votre association n'ait réussi à grouper que 40,000 agriculteurs sur un total d'au moins 120,000 propriétaires de fermes convenables, permettez-moi de le dire, c'est une misère et c'est un malheur. A une époque où les gens de tous métiers, de toutes professions, de toutes classes, sentent l'urgent besoin de se grouper, vous n'avez plus le choix de vous unir ou de ne pas vous unir. Un cultivateur qui, en l'an 1953, ne fait pas partie de l'UCC, ce n'est pas seulement un individualiste qui pêche bravement contre le devoir civique, social et national ; c'est un pauvre homme qui refuse de se mêler de ses affaires et qui d'abord pêche gravement contre soi-même. Et j'ai presque envie de dire à nos retardataires : Qu'attendez-vous pour faire comme tout le monde ? Et vous reste-t-il donc tant de laine sur le dos ?

Le problème moral

Cet étrange désintéressement me commande d'aborder un autre problème, plus grave que le problème économique, oserai-je dire : un problème psychologique et moral. Historiens, sociologues, économistes ont décrit à l'envi la cata-

POUR BÂTIR

strophe qui, depuis quelque soixante ans, a ravagé le Québec. Révolution, renversement d'équilibre social qui, d'une population pour les trois quarts rurale, a fait, en moins d'un siècle, et dans la même proportion, une population urbaine. Le plus grave, et le fait échappe trop à nos esprits distraits, c'est que la révolution va toujours son même train. On ne cesse de quitter la campagne pour la ville. En dix ans, de 1941 à 1951, 10,000 fermes de superficie normale ou peu s'en faut, seraient disparues dans la province de Québec. Nous perdriions 1,000 fermes par année. Que le mal soit commun à toutes les provinces canadiennes ne diminue en rien pour nous la gravité de ce fait. Car une désertion aussi considérable et aussi continue révèle, à n'en pas douter, une désaffection profonde et presque contagieuse de la vie rurale et du métier d'habitant. Et vous avouerez qu'à une époque où l'ouvrier déploie une énergie presque farouche pour relever, humaniser sa condition, c'est un spectacle assez étrange que tant d'hommes appartenant par tradition à l'une des professions les plus humanisantes, n'aient d'autre rêve à nourrir que celui de se faire ouvriers. Comment en est-on venu là ?

Causes superficielles

Notez-le bien. Je n'entends inquiéter aucun de ceux-là qui n'auraient pas la vocation de la terre. Un peuple ne peut être uniformément paysan ni ne doit l'être. Bien entendu me garderai-je également de troubler ces autres, infiniment plus malheureux, qui opteraient volontiers pour la terre, si seulement ils pouvaient en trouver dans leur province. Je place dans la même catégorie les infortunés que le malheur, la mort, l'incendie, quelque accident irréparable ont contraints de s'exiler de la campagne. Je pense à ceux-là qui pourraient être habitants et qui choisissent de ne pas l'être. Et je pense à ces autres qui sont habitants et qui boudent ou méprisent leur profession. D'où provient cet état d'esprit ? Nous avons

L'AGRICULTEUR CANADIEN-FRANÇAIS

vu quelle race fière ont incarnée pendant longtemps les occupants du sol. Comment un si grand nombre auraient-ils perdu cette fierté ? Je veux faire l'explication aussi large et indulgente que possible. La classe des paysans ou des habitants a toujours eu, même chez nous, ses détracteurs, mélange de déserteurs et de plaisantins qui auraient de l'esprit s'ils savaient seulement ce que c'est. Nous trouvions déjà ces attitudes hautaines et fanfaronnes aux premiers temps de la colonie, chez nos coureurs de bois. Le gouverneur Denonville nous décrit "l'air de noble qu'ils prennent à leur retour" des Pays d'en haut, "par leurs ajustements et par leurs débauches", affichant un souverain mépris pour les "peisans", dont "ils tiennent au-dessous d'eus d'épouser leurs filles" et ne voulant plus s'"abesser à cultiver la terre". Façons méprisantes qui ne pouvaient que se propager à mesure que la production agricole cesserait d'être la forme dominante de l'économie nationale. Moins dépendants de la culture des champs pour gagner leur vie, nos gens urbanisés prendront facilement les airs de supériorité des citadins. Vous avez dû entendre chanter comme moi, dans votre enfance, ce quatrain d'une poésie douteuse, que les petits camarades du village s'efforçaient de rendre aussi injurieux que possible à l'adresse des fils d'habitants que nous étions :

*Habitants
Chiens blancs,
Amoureux
Des souliers de boeufs.*

*L'as-tu vu passer
C't Habitant curieux
Qu'avait l'air d'un gueux
Ou ben d'un trépassé ?...*

POUR BÂTIR

Causes véritables

Mais ce sont là causes bien superficielles qui n'auraient pas suffi à donner le dégoût de la vie rurale. Indéniablement faut-il s'en prendre aux prédestinations économiques de la province. Faisant appel à plus de bras que la culture du sol, l'industrie, sous toutes ses formes et dans tous les pays du monde, contribue plus que tout le reste à dépeupler les milieux ruraux. Sur l'esprit de ceux-là qui croient que l'argent apporte tous les bonheurs, les hauts salaires de l'industrie et du commerce payés régulièrement chaque semaine exerceront toujours un mirage tout-puissant. Au surplus, derrière les feux lointains des centres urbains, c'est toute la chimère des faux paradis qui ensorcelle les imaginations. De sorte qu'en fin de compte, au fond de tout exode rural sans raison vraiment justifiable, se découvre, il faut bien le dire, une erreur de jugement, une dévaluation de la personne humaine. N'ai-je pas vu des cultivateurs qui vivaient confortablement sur leurs terres, venir me supplier de leur trouver en ville quelque emploi de chauffeur de fournaise ou de ramasseur de vidanges ?

Aux sortilèges de la ville, quoi donc opposer ? Rassurez-vous. Pour réhabiliter votre profession, je me garderai bien de vous servir les poétiques et banals clichés dont l'on ne vous a que trop saturés : la splendeur des couchers de soleil à travers les clôtures du trait-carré, le charme de "l'heure des vaches", le mugissement mélancolique du troupeau dans la sérénité des soirs, la bonne odeur du foin coupé, et surtout le bonheur sans mélange à se bercer le soir sur sa galerie et à suivre dans l'air les volutes de fumée de la pipe ancestrale. Vous auriez trop beau jeu à m'opposer les odeurs si fines et volatiles des étables, des poulaillers et des porcheries, le fard — on dirait aujourd'hui le *tan* — poussiéreux et tenace des jours de battage, et les promenades plus ou moins sentimentales sur le chariot à fumier. Au reste, ce

L'AGRICULTEUR CANADIEN-FRANÇAIS

n'est ni des poètes ni des propagandistes endimanchés des villes que vous devez attendre l'apologie de votre profession. C'est de vous-mêmes, agriculteurs. La classe agricole se doit de ne devoir qu'à soi-même ses raisons de subsister et d'occuper, dans la vie de la nation, son poste stratégique et irremplaçable. Toutefois j'aime mieux vous en avertir tout de suite : votre attachement à votre profession n'a rien à faire avec l'argent. Si vous pensez argent et surtout rien qu'argent, autant vous le dire, vous êtes vaincus d'avance. Et autant tout de suite ramasser vos nippes et faire votre petit bagage pour la ville. La profession agricole peut parfois enrichir. Sa véritable valeur, pour ne pas dire son éminente supériorité sur bien des formes de vie, ne réside pas là. Elle vient de plus haut. Les revenus de la récolte peuvent subir des hauts et des bas sur le marché. Vos véritables revenus sont d'un autre ordre, et de ceux-là qui ne fléchissent jamais. Je vous ai dit ce qui avait attiré de ce côté-ci de l'océan l'ancêtre de France. Cet homme qui ne possédait rien là-bas ou si peu que rien, ce qui l'attira en Nouvelle-France ce fut la terre, la possession d'un lopin de terre où se donner ce privilège merveilleux qu'est l'établissement autonome : je veux dire un genre, un style de vie où l'homme se suffit en tout ou en grande partie, style de vie où il ne doit qu'à soi-même, qu'à la collaboration intelligente de son esprit et de ses mains, sa subsistance et celle de sa famille. Et c'est par quoi les ancêtres ont pu atteindre à un si magnifique spécimen d'humanité. Aujourd'hui encore, c'est votre insigne privilège et c'est le fondement de votre dignité, agriculteurs, que d'être la classe de l'établissement autonome avec tout ce que l'institution signifie dans l'ordre social et humain. Par votre qualité de classe moyenne, de petits patrons, et à mesure que la grande industrie prolétarise notre malheureux peuple, et que la plus grande partie de la production nous échappe, votre mérite et votre bonheur, ce sont de représenter, dans la nation, la plus large équipe de producteurs et d'hommes

POUR BÂTIR

libres; c'est de constituer une digue contre notre complet esclavage. Vous êtes nos dernières réserves, nos suprêmes retranchements. L'ouvrier, de plus en plus confondu avec la machine, ne pourra s'empêcher d'appartenir à une forme inférieure de civilisation qui est la civilisation de quantité; par votre genre de vie, par la liberté qu'il vous vaut, tout comme par l'appel qu'il fait constamment à votre esprit, pour l'administration de votre petit domaine et pour l'amélioration de vos méthodes et de vos techniques, vous appartenez à la plus haute forme de civilisation: celle de la qualité. Ajouterai-je que votre privilège de ruraux, c'est encore de vivre votre existence en un milieu social où ces institutions-clés que sont chez nous la famille et la paroisse, ont gardé, mieux que dans les villes, fabriques d'hommes en série, leurs robustes structures, toute leur vigueur musculaire et créatrice. La maison est restée, chez vous, le noeud ou le coeur de la famille normale, celle où l'on peut encore garder le culte de l'enfant et où l'éducation n'est pas une tradition démodée, jetée par-dessus bord. La paroisse n'a pas perdu sa triple armature administrative: civile, scolaire, religieuse. Et, c'est ainsi que famille et paroisses rurales sont restées, au Canada français, pour la formation des hommes, des matrices incomparables. Un journaliste qui faisait récemment l'éloge du maréchal Pétain, le définissait en cette formule: "Le maréchal Pétain était essentiellement un "paysan." Et il entendait par là "un homme du pays, attaché à son sol, à ses traditions, à ses coutumes, un homme équilibré, un homme d'ordre, un homme doué d'un grand bon sens". Paysan! Dans tous les pays du monde on s'accorde à constater que l'élite de la nation vient le plus généralement de la souche paysanne. Ceux-là seuls peuvent s'en étonner qui ne voient pas que cette élite s'est formée dans le milieu le plus approprié et à la plus grande école qui soient.

Agriculteurs de chez nous, votre dignité, vos motifs d'attachement à votre vie, ils sont là et nulle part ailleurs.

L'AGRICULTEUR CANADIEN-FRANÇAIS

Arguments, considérations de peu de prise, je le sais, sur les têtes de papillons déjà gagnés au suicide par les diaboliques lumières. Mais pensées, motifs qui garderont toujours leur prestige sur les esprits bien faits et chrétiens, partout où l'on mettra la civilisation et le bonheur où il faut les mettre : très peu dans le seul progrès matériel, beaucoup et surtout dans un certain niveau d'humanité. Soyez fiers de votre profession. Vous en avez le droit. On peut cesser d'être habitant pour monter. On n'a pas le droit de cesser de l'être pour descendre. Apprenez surtout à vos enfants à ne pas commettre la bêtise irréparable. Nos anciens nous rappelaient parfois un axiome qui a gardé tout son prix et tout son sel :

Quand on est veau, c'est pour un an;

Quand on est bête, c'est pour tout le temps.

Conclusion

Agriculteurs du Saguenay, je m'excuse de beaucoup de ces propos qui s'adressent moins à vous qu'à certaines portions de la classe agricole de notre province. Pour vous connaître et vous juger, je n'ai besoin que de jeter un regard sur ce magnifique pays bâti en moins d'un siècle par vos pères. Nulle part, en notre Québec, je le sais encore, n'auront fleuri plus magnifiquement les institutions coopératives, assises indispensables aujourd'hui de la survivance agricole. Nulle part enfin et pour tout dire, le geste de Louis Hébert brandissant au bout de son poing une gerbe de blé, ne serait plus à sa place qu'au portique de votre région. Vous avez même gardé assez de vitalité pour en exporter en d'autres parties de la province et de notre Canada, jusque dans l'ouest lointain. Restez ce que vous êtes. Le premier service à rendre à sa race, ai-je déjà dit, c'est d'en être. En ces heures troublées où l'on s'en détache avec tant de légèreté, le premier service à rendre à votre profession, c'est d'en être. Que l'UCC vous y aide.

POUR BÂTIR

En définitive votre association, c'est un essai de solution chrétienne des problèmes agricoles. En ce pays de croyances diverses, le succès de l'expérience que vous tentez s'impose à des catholiques comme un témoignage à leur foi. Que cette haute pensée vous anime et vous soutienne. Dieu a placé au seuil de votre pays deux sentinelles majestueuses : Cap Trinité, Cap Eternité. La langue, a-t-on dit, porte en elle l'histoire de la civilisation. Ces deux appellations géographiques sont d'un peuple de croyants. L'une évoque la divinité en son essence profonde; l'autre nous rappelle l'extraordinaire destin de l'homme sous la loi de la Rédemption. Quand, sous le soleil ou dans la nuit, les deux géants en faction dialoguent, écoutez-les, ils ne savent que redire ces deux vérités essentielles : Dieu premier servi ; à l'homme de foi, destin d'éternité.

SURVIVRE OU VIVRE ? *

Monsieur le président, ¹

Excellences, ²

Mes chers amis du Conseil de la vie française,

EN me conviant à ce dîner d'honneur, votre secrétaire m'écrivait fort aimablement : "Nous vous dirons tout le bien que nous pensons de vous et nous ne vous permettrons pas de nous contredire." Que de témérité de la part d'un homme qui a pourtant de la neige sur les tempes ! Vous auriez pu penser, M. le secrétaire général, qu'il est assez naturel aux vieillards d'être vieux, c'est-à-dire grognons par profession, et qu'en m'interdisant de dire un peu de mal de moi-même, vous m'exposiez fort à en beaucoup dire sur le dos des autres. Aussi bien, pour ne pas vous faire languir, et comme je vous sens disposé à beaucoup pardonner à un homme de mon âge, vais-je commencer tout de suite à parler de travers.

Vous vous appeliez hier le "Comité de la Survivance française." Vous vous appelez maintenant le "Conseil de la vie française en Amérique". Nouveau nom qui ne manque point de beauté. Il a quelque chose d'exaltant. Et je n'en-

* Conférence prononcée à Québec, le 14 septembre 1953, lors de la réunion du Conseil de la vie française.

1. M. l'abbé Adrien Verrette.

2. Nosseigneurs Maurice Roy, archevêque de Québec, et Maurice Baudoux, archevêque de Saint-Boniface (Manitoba).

POUR BÂTIR

tends pas discuter l'opportunité du changement. D'autre part, pourquoi vous cacher que j'ai beaucoup de peine à partager l'optimisme, pour ne pas dire l'ingénuité de ceux-là qui, bien assurés de notre survivance, nous exhortent à ne plus penser qu'à vivre, à vivre intensément ? N'y a-t-il pas, en tout cela, plus de mots que de choses ? A quoi sert de brûler l'étape, si, en tentant de la brûler, on se brûle soi-même ? A quoi servait aux dauphins ou aux princes d'autrefois de hâter, par décret de parlement, leur majorité, s'ils devaient continuer de vivre sous le même régime de régence ou de tutelle ?

Survivance conditionnelle

Posons donc la question carrément : sommes-nous si assurés de notre survivance ? Notez-le bien : je m'en voudrais de prononcer le moindre mot qui pût porter le défaitisme ou même l'inopportune inquiétude dans un seul esprit. J'essaie seulement de voir clair moi-même dans l'angoissant problème. En mon examen, je vous prie de le noter également, je laisse de côté l'état de nos minorités que je crois toujours périlleux, sans ignorer ni sous-estimer pour autant, ni leur vaillance à se défendre, ni les sacrifices héroïques consentis à leur survivance. Je m'en tiens au seul cas du Québec. Et pas plus qu'un organisme humain ne peut se flatter d'échapper à la mort, coupé de ses maîtresses artères, je maintiens que, sans l'appui vital de la vieille province, si fragile ou si pauvre qu'on veuille faire cet appui, nulle survie française n'est possible ni même pensable en Amérique. Et alors, face à notre Québec, je me récapitule les conditions expresses qui permettent à un peuple de garder sa foi en l'avenir ; je songe au défi qu'à certaines heures critiques, selon de graves historiens, toute civilisation qui veut durer, doit être prête à relever. Et tout de suite ces questions inquiétantes surgissent dans mon esprit : Le défi l'apercevons-nous ? L'avons-nous mesuré ? Sommes-nous en état de l'affronter ? Nos condi-

“SURVIVRE OU VIVRE”

tions de survie, en avons-nous jamais fait le rigoureux inventaire ? Les possédons-nous en plénitude, sans contestation possible ?

J'entends dire, par exemple qu'il y faut une certaine dose d'autonomie politique. Eh bien, de cette autonomie, que nous reste-t-il ? Je n'insiste pas sur la part de façade qu'implique le grand mot, aussi longtemps qu'on n'aura pas trouvé les moyens efficaces de freiner l'invasion savante et puissante d'Ottawa ; aussi longtemps surtout que toute une portion de notre monde politique se fera complice consciente ou inconsciente de l'envahisseur ; aussi longtemps pareillement que l'autonomie politique d'un Etat restera, pour une large part, illusoire, sans l'autonomie économique.

Et nous voilà peut-être à un autre point névralgique. Je veux bien faire attention de ne pas tomber dans le matérialisme historique. L'économique ne fait pas toute la vie d'un peuple. Mais nous qui assistons au duel des deux colosses que vous savez, pour la possession du monde, duel où se trouve pourtant engagée la civilisation humaine, comment nous cacher, en cet affrontement, les formidables implications du facteur économique ? Si nous tenons toute forme de civilisation pour un tout organique, indivisible, et que même la forme la plus fine, la plus éthérée ne saurait se passer de ses supports matériels, qui donc oserait soutenir qu'un peuple soucieux de préserver son patrimoine culturel, puisse se désintéresser de sa vie économique, au point de l'abandonner légèrement à d'autres ? J'ai peur cependant, vous l'avouerai-je, qu'après l'avoir trop longtemps fait dans le passé, même aujourd'hui, à voir quelques-uns de nos comportements, nous en soyons encore à courtiser cette chimère. “A d'autres la matière, à nous l'esprit” ! Que de fois ai-je entendu ce propos dans ma jeunesse ! J'ai peur également que nous en soyons restés à notre conception d'après 1760, alors que détruits, ruinés économiquement, les ancêtres continuaient de se féliciter de la conquête anglaise, regardant comme chose normale

POUR BÂTIR

de n'avoir plus de vie économique que celle d'un satellite ou d'un parasite du vainqueur. Aujourd'hui vous n'avez qu'à lever les yeux pour voir, en cette province, tout un monde de haute industrie et de haute finance qui ne cesse plus de s'édifier et de grandir. Et nous, pendant ce temps-là, et devant cette course au gigantisme économique, quel est notre rôle ? Toujours comme autrefois, nous restons en marge, ou n'occupons que la zone réservée aux manoeuvres ou aux solliciteurs de miettes. Ce sort — je devrais dire cette humiliation — combien la ressentent et de la façon qu'il conviendrait de la ressentir ? Nous connaissons tous pourtant, sur certains continents que je ne veux pas autrement désigner, de ces nations qu'on appelle nations prolétaires et qui le sont, non point par manque de ressources naturelles, mais parce que ces ressources dont regorgent leurs pays, ne servent qu'à les prolétariser indéfiniment, en ne profitant qu'à d'autres.

Je ne veux pas m'attarder à ce jeu par trop facile et par trop désolant que serait, dans tous les secteurs de notre vie, la recherche des incidences ou des interférences d'une économie ainsi bâtie de travers. Il nous est assez habituel de gémir sur le visage anglais de notre province et sur l'inconscience de nos gens qui font ce visage à un pays français. Que ne cherchons-nous plutôt la véritable cause de cette inconscience ? Je l'ai dit ailleurs : jusqu'au fond de nos petits villages et de nos dernières concessions, nos petites gens ont fini par se persuader que, pour gagner leur vie, ici-même dans le Québec, l'important n'est pas d'apprendre le français, mais d'abord l'anglais. Mais qui est responsable de cet emballement populaire ? Et aussi longtemps qu'il durera, n'ai-je point le droit d'indiquer à ceux-la qui n'aiment point qu'on parle de "survivance", la présence tout de même d'un symptôme d'une singulière gravité ? Cette enquête, chacun de vous la pourrait continuer. Vous n'auriez qu'à vous pencher sur nombre de nos malaises sociaux et sur certaines de nos déviations politiques pour y retracer, je n'en doute point, les mêmes inter-

"SURVIVRE OU VIVRE"

férences. Et, par exemple, d'où proviennent tous ces projets de réforme de notre enseignement, réformes hasardeuses qui nous conduiront où personne n'en sait rien, sinon toujours de la même situation équivoque, je veux dire celle d'un peuple qui ne peut organiser quelque département que ce soit de sa vie, qu'en dépendance de son colonialisme économique ?

Je remue là, je le sais, de graves et d'épineux problèmes. Mais comment et pourquoi les éluder ? Un historien, beaucoup lu et commenté de ce temps-ci, représente l'histoire des civilisations comme une suite de défis ou d'obstacles relevés ou franchis victorieusement. Et il situe le début de la décadence ou de ce qu'il appelle le *breakdown*, à l'heure précise où, placée devant un obstacle majeur, une civilisation ne trouve plus ni la force ni même la volonté de le franchir. L'obstacle décisif ne serait-il pas, pour nous, où je viens de l'indiquer ? En politique comme en économique, n'aurions-nous pas à jouer la partie suprême ?

Défi à relever

Messieurs du Conseil de la vie française, je connais votre oeuvre. Et je crois l'estimer à son juste prix. Vous avez un admirable président, un admirable secrétaire général. J'aperçois autour de vous quelques-unes des éminentes personnalités de notre peuple. Vous êtes à un excellent poste d'observation. Vous êtes au poste du guet. Eh bien, croyez-vous que l'obstacle décisif, nous soyons en état de le surmonter ? Croyez-vous que le défi, nous soyons prêts à le relever ? Croyez-vous même qu'on y songe, si ce n'est, en de rares cénaclés, de non moins rares esprits trop souvent considérés comme des utopistes ou d'importuns rêveurs ? Ne nous payons pas de mots ni d'illusions. Regardons les hommes et les choses d'un oeil froid, quelque déplaisant que cela puisse être.

POUR BÂTIR

Tournons les yeux vers notre peuple. Que lui dit l'idée de civilisation, de *sa* civilisation ? Quel sacrifice est-il prêt à accepter pour la sauvegarder ? Devant quelle idole aujourd'hui fait-il brûler trop souvent ses plus fervents lampions ? Vers quelles modes, quelles moeurs s'en va-t-il ? Dans sa province, la sienne, les sociétés étrangères, catholiques ou non, prolifèrent insolemment. Il se soucie peu que, même catholiques, elles soient conformes ou non à sa mentalité. Il n'a pas davantage souci que cet engouement pour les importations étrangères, accuse notre incroyable manque d'imagination et d'initiative et nous donne l'air, devant le monde, d'un peuple de porte-queue. Les sociétés qui ont le plus de mal à se faire accepter chez nous, et particulièrement dans nos hautes classes, ce sont celles-là qui sont le plus expressément faites pour nous, pièces naturelles de notre armature, et, par exemple, les Sociétés Saint-Jean-Baptiste.

Regardons maintenant, si vous voulez, vers notre jeunesse. Toute une portion de celle qu'on appelle notre jeunesse catholique, grandit dans une ignorance ineffable des supports naturels de sa foi, comme si la défense de sa culture et de sa civilisation et comme si l'épuration et la promotion de l'une et de l'autre, surtout quand toutes deux sont d'essence catholique, ne relevaient pas, par leurs interférences, dans la formation de la personne, de la mission temporelle de tout homme et même de tout chrétien. Une autre portion de notre jeunesse se bat l'oeil de tous ces soucis nationaux. Elle ne veut plus accorder sa foi qu'à je ne sais quel vague internationalisme où seraient dépassées et démodées ces notions archéologiques de patrie, de nation, de culture nationale. Une troisième portion de notre jeunesse fait bon marché des lois fondamentales de ce pays ; elle se déclare convertie au canadianisme des politiciens fédéraux et se flatte naïvement de conserver quand même sa culture nationale en s'en remettant à la bonne foi tant de fois et si historiquement démontrée de la majorité au Canada. Il ne nous manque en

“SURVIVRE OU VIVRE”

définitive qu'une jeunesse qui soit vraiment nôtre et qui, pour servir quelque idéal que ce soit, politique, social ou religieux, ne se croirait pas obligée de se dépouiller de sa nationalité. Pardon, j'allais oublier qu'une jeunesse d'action nationale existe : L'AJC. Mais il arrive que, cette jeunesse, née en réalité en 1903, et qui pourrait fêter cette année son glorieux cinquantenaire, sera contrainte de célébrer tout simplement sa résurrection.

Je regarde, en troisième lieu, ce qu'on est convenu d'appeler notre élite. Le spectacle est plus rassurant. Une élite au moins dans cette élite et qui se recrute dans toutes les classes et dans tous les groupements professionnels, a gardé le souci de la civilisation originelle. Mais, ici encore, comment ne pas discerner l'un de ces symptômes où les historiens des civilisations croient apercevoir la crise déjà sévissante : une élite qui professerait encore fidélité à sa culture, une masse qui l'aurait désertée ou qui y serait indifférente. Une élite qui agirait peu ou point sur la masse ; une masse qui serait en divorce avec ses chefs intellectuels ou autres : divorce d'idées sur l'un des plus hauts objets du bien commun. Divorce fatal pour tout peuple.

Messieurs du Conseil de la vie française, vous faites une oeuvre irremplaçable. Vous donnez vos meilleurs soins à nos groupes minoritaires du Canada et des Etats-Unis. Et personne ne vous en blâmera. Mais pensez aussi parfois à une autre grande minorité, celle de ce peuple du Québec qui, pour son état d'esprit, pour la gravité de ses problèmes et pour le rôle qu'il tient en notre petite oecumène, n'est peut-être pas le groupe le moins à plaindre. Vous faites une oeuvre admirable. Mais êtes-vous suivis, écoutés, et d'abord où il vous importerait davantage de l'être, ici-même dans la province-mère ? En 1952, vous avez tenu un congrès de toute la race qui avait pour thème principal, si je ne me trompe, l'éducation nationale. C'était déjà symptomatique qu'un peuple tel que le nôtre, et d'un passé historique tel

POUR BÂTIR

que le sien, s'interrogeât sur un pareil sujet. Mais, depuis le Congrès, qu'y a-t-il de changé, chez nous, dans l'enseignement primaire, dans l'enseignement secondaire, dans l'enseignement universitaire ? Dans le neutralisme ou l'indifférentisme national que son enseignement lui a presque toujours servi, on trouverait peut-être l'explication de l'état d'âme d'un peuple que, pour ma part, j'estime aussi intelligent que tout autre.

Pourquoi j'espère

Mais prenez patience : j'ai fini de parler de travers. Un soir comme celui-ci, alors que de trop indulgents amis s'emploient à vous représenter votre vie comme une sorte de succès, peut-être penserez-vous que, pour vous tenir ces propos, il m'aura fallu, à défaut de tact, quelque peu de courage. Parce que je crois l'heure grave et que j'aime trop les miens pour leur cacher ce qui me paraît d'urgente vérité, tout simplement j'ai essayé d'avoir un brin de courage. D'ailleurs n'allez pas tirer de tout cela de trop désolantes conclusions. Je ne suis pas un pessimiste. Je ne suis pas un défaitiste. Je suis un homme inquiet. Et je voudrais faire partager mon inquiétude, à tous mes compatriotes, et particulièrement aux sentinelles, aux veilleurs sur les remparts. Je n'ai jamais ambitionné le rôle de Cassandre. Je ne crois rien irrémédiablement perdu. Seulement je demande — et tout cela je le demanderais à genoux, si c'était nécessaire, — je demande qu'on ouvre les yeux où il importe qu'on se les tienne ouverts, quelle que soit l'atonie ou la sclérose de l'opinion publique. Je demande que, sous prétexte de remonter les courages, on ne les endorme pas dans un optimisme trompeur. Je demande qu'on cesse de servir à notre peuple, aux jeunes générations canadiennes-françaises, une éducation nationale à la dose minima. Et, tout cela, encore une fois, je le demande, parce que, à mon sens, ce n'est pas à l'heure où

“SURVIVRE OU VIVRE”

le navire touche l'écueil qu'on consulte sa boussole et qu'on sonde les fonds.

Pour le reste, quand j'aurais perdu ma foi en tous les hommes, il me resterait une ressource qu'on ne m'ôtera jamais : mon espoir en la Providence de Dieu qui, tant de fois, aux pires impasses de notre histoire, nous a sauvés et souvent malgré nous. Le fera-t-elle encore ? Je le crois, je l'espère, pour tant de prières qui s'élèvent du fond du cœur de nos meilleurs croyants, et je le sais, du fond même des cloîtres. Dans l'économie actuelle de la rédemption du monde par le Christ, je ne vois pas de raison pour laquelle un peuple catholique, fidèle à sa mission apostolique, s'en irait à la décadence ou à la mort. Non, je ne puis me mettre dans l'esprit que nous soyons l'une de ces petites civilisations éphémères destinées tout au plus à servir de matériaux à quelque grande civilisation en voie de naître. Je me refuse à penser, en dépit de nos misères, que nous serions devenus la vigne du cantique du prophète, la vigne si soignée, si choyée par Dieu et qui, pour être devenue stérile ou ne donner que du verjus, aurait mérité la réprobation divine, la vigne que Dieu ne voudrait plus ni cultiver, ni tailler, la vigne foulée aux pieds et sur laquelle il serait défendu aux nuées de laisser tomber la pluie. Nos petits missionnaires répandus de par le monde répondent ici pour nous. Et c'est par eux que j'espère. Car si j'aime mon petit pays, notre petit peuple, pour les liens du sang et de l'histoire qui m'attachent à lui, et pour la forme d'humanisme ou de culture qu'il pourrait incarner, je l'aime d'abord parce que, dans le drame du monde, depuis le Christ, il tient un rôle essentiel : celui d'un magnifique missionnaire de la foi.

CATHOLICISME ET ACTION NATIONALE *

Excellences, ¹

M. le président, ²

Mes jeunes amis,

Vous serez les derniers, je pense, à vous étonner du titre de cette causerie. Un débat douloureux, je ne vous l'apprends point, se prolonge au fond de beaucoup d'esprits et particulièrement dans les milieux de jeunesse. Sur les notions de "patriotisme" ou de "nationalisme", l'on aura accumulé tant de confusions et tant de sottises. Je me suis donc déterminé à libérer, si possible, vos consciences. Et je pose carrément la question : Au Canada français, un jeune catholique peut-il, en toute sécurité de doctrine, s'adonner à l'action nationale, c'est-à-dire aimer, servir sa nationalité, sa culture, sa civilisation, et au besoin les défendre ? Et, s'il le peut, ce service ou cet amour, comment et où les insérer dans ses perspectives et obligations de chrétien ? Vous m'en êtes témoins, je n'entends fuir ni diminuer le problème, mais bien plutôt le poser en toute sa netteté et ampleur, en toutes ses exigences.

* Causerie prononcée, à l'Hôtel Queen, le 1er nov. 1953, au soir du Congrès de l'AJC.

1. Nosseigneurs J.-Alfred Langlois et Percival Caza de Valleyfield.

2. M. Albert Roy, président de l'AJC (Association de la Jeunesse Canadienne).

CATHOLICISME ET ACTION NATIONALE

Double vocation

Commençons par reconnaître un fait indiscutable : la double vocation du chrétien laïc : vocation surnaturelle et vocation temporelle. Vérité toute simple qui aurait épargné aux cavaliers de la chimère bien des chevauchées dans la stratosphère. Puis, ne faisons pas difficulté de l'admettre : la première vocation l'emporte infiniment sur la seconde. Dans l'économie nouvelle instituée par le Christ, collaborer à la ressaisie de l'histoire, à l'oeuvre de Rédemption, n'importe pas seulement au clergé et aux évêques. C'est toute l'Eglise, et par conséquent le laïcat autant que le clergé qui se doivent d'entendre l'appel. Vérité et devoir, que, selon mes souvenirs, nous avons assez de peine à faire entendre, il y a cinquante ans, à l'heure de la fondation de l'Association catholique de la Jeunesse canadienne-française. Mais depuis lors, les Papes nous l'ont assez redit : c'est "tout le corps des rachetés" ; ce sont tous les chrétiens qui, à la suite du Rédempteur, ont à s'engager dans le suprême et dernier effort de Dieu pour rescaper l'humanité. D'ailleurs, les racines ou fondements de ce devoir, Pie XI y a insisté dans sa lettre au patriarche de Lisbonne, se prennent, pour le chrétien laïc, tout uniment dans son baptême et sa confirmation. Devenu par ces deux sacrements membre de l'Eglise et soldat du Christ, chacun de nous contracte à l'égard de la communauté des hommes, nos frères, une solidarité d'intérêts et de charité surnaturelle.

Haute et magnifique vocation ! Va-t-elle diminuer, écarter pour autant, l'autre vocation du chrétien, sa vocation dans le temps ? Je pourrais me contenter d'observer que le chrétien n'est pas un être sublunaire, un "émigré du pays des anges". Homme de chair et d'os, tiré du limon de la planète, au nom de quel fol orgueil ou de quel illogisme s'essaierait-il à faire de l'angélisme, dans le plus hautain mépris de la réalité terrestre ? Quelqu'un, et c'est Pascal, nous a déjà avertis qu'il y aurait peut-être, pour l'homme, quelque

POUR BÂTIR

inconvéniént à prétendre faire l'ange. N'aurait-il pas un peu raison ? Jeunes hommes, j'en appelle à votre brève mais suffisante expérience : où donc avez-vous trouvé des âmes à l'état pur ?

Admettre le concret

Où avez-vous rencontré des hommes qui ne fussent des hommes concrets, je veux dire concrétisés, individualisés par leur temps, leur lieu géographique, politique, économique, culturel, religieux, et par tout le faisceau d'hérités qu'ils portaient en eux ? Mais alors, par quelle singulière aberration, un quelqu'un qui veut mener une existence d'homme intelligent et encore plus un catholique qui veut être réaliste et s'adonner à une action catholique réaliste, pourrait-il faire abstraction de tout ce concret dont l'homme est fait, de tout ce terrestre qui, chaque jour, vient se mêler à la trame de la vie individuelle et de l'histoire humaine, et les influencer profondément ?

Aberration d'autant plus étrange que, sa vocation temporelle à l'égard de son habitat terrestre, Dieu, au tout début de l'Histoire, n'a pas négligé de l'indiquer à l'homme, quand, selon la Genèse, il disait au premier couple : *Possédez la terre* . . . Si l'on tient compte du contexte, de l'heure, du lieu où la parole divine fut prononcée, qu'assignait-elle à l'ancêtre, si ce n'est la mission expresse de conquérir cette terre, de prendre possession de ses ressources, de lui arracher des moyens de vie ? Et puisque Dieu entendait également signifier une conquête d'homme pour des fins d'homme surnaturalisé, qu'était-ce à dire, sinon que l'homme recevait mission d'asservir la terre, sans se laisser asservir par elle ; qu'il aurait par conséquent mission de l'humaniser et de la spiritualiser ; puis qu'avec le temps, et toujours pour le développement et le progrès de l'homme et pour la plier au destin de son maître, il érigerait, sur cette même terre, ces

CATHOLICISME ET ACTION NATIONALE

institutions hiérarchisées, à la fois terrestres et spirituelles, qui s'appellent des civilisations ?

Vocations

Vocation temporelle, sans doute, mais vocation légitime que l'Eglise a toujours hautement reconnue. "C'est le Créateur de toutes choses, a dit Pie XI, dans l'encyclique *Caritate Compulsi* (3 mai 1932) qui a mis au coeur de l'homme, l'irrésistible aspiration à trouver, même sur cette terre, le bonheur convenable et le catholicisme approuve tous les justes efforts de la vraie civilisation et du progrès bien compris pour la perfection et le développement de l'humanité." Et dans son radio-message de Noël 1941, Pie XII reprenait : "Ce serait mal interpréter nos paroles contre le matérialisme que d'en déduire une condamnation du progrès technique. Non, nous ne condamnons pas ce qui est don de Dieu, qui... a caché dans les entrailles... du sol, aux jours de la création du monde, des trésors... que la main de l'homme devrait en tirer pour ses besoins... pour ses progrès."

Vocation spirituelle, vocation temporelle. Entre les deux, toutefois, vous l'entrevoiez parfaitement, ni disjonction ni indépendance. Dans la vie de l'homme, elles ne peuvent que s'entremêler, se coordonner. Et nous voici peut-être au point litigieux. Où donc, me demandez-vous, ces deux vocations se rejoignent-elles ? Où s'établit leur coordination ? Au point de rencontre des civilisations et de la mission de l'Eglise, vous répondrai-je. A ce point précis où les civilisations humaines ne peuvent manquer d'influer sur l'oeuvre de Dieu dans l'histoire. Que l'homme soit tributaire de son milieu, encore que de rares personnalités puissent se dérober à cette influence, vérité élémentaire que je n'entreprendrai pas de vous démontrer. Qui a besoin d'apprendre, en effet, les rapports étroits, rigoureux, que soutiennent avec l'homme et avec son destin même éternel, les diverses civilisations de ce monde ? Quel petit étudiant en histoire n'a

POUR BÂTIR

pas constaté que les unes contribuent merveilleusement au développement de la personne humaine, tandis que d'autres ne semblent faites que pour en précipiter la dégradation et que cela peut faire quelque différence que l'on soit né aux Indes, en Chine, en Russie, plutôt qu'au Canada français ?

Et c'est précisément ce qui fait qu'on ne saurait concevoir une Eglise indifférente à ces facteurs terrestres ou humains dont dépend largement le succès de sa mission. On l'a dit — et ce sont de grands hommes d'Eglise — : "Le salut des personnes ne se fait pas sans un certain salut de la cité." Indifférence d'autant moins concevable qu'il ne s'agit point seulement ici de la mission de l'Eglise et du rachat de l'homme, — et cela encore les derniers Papes n'ont cessé de le proclamer — mais il se trouve, qu'au nom de son universel empire, le Christ-Roi requiert de plein droit l'hommage de toutes les réalités terrestres, de tout l'univers créé, de tous les peuples, de toutes leurs institutions.

Mes jeunes amis, commencez-vous d'apercevoir où se situent votre rôle ou votre action ? Pour le service de Dieu, de l'Eglise et pour le service de l'homme, des formes de civilisation et des biens de civilisation sont à sauvegarder et d'abord à épurer et à racheter. Il importe, par conséquent, que des hommes et même des associations d'hommes, assumant, au nom de leur foi, ces sortes de services. Jeunes gens d'action nationale, votre domaine, il est là. Et ce n'est pas seulement votre droit, c'est votre devoir de l'occuper. Tâches profanes que les vôtres, en un sens, mais tâches éminentes et nécessaires, puisque des secteurs stratégiques ou névralgiques existent dans la vie des peuples où le prêtre ne peut ni ne doit se porter, ni même parfois le laïc d'action catholique sans risquer de compromettre la hiérarchie. S'il appartient, en effet, au laïc, à tout laïc d'abord, d'assumer le profane ou le terrestre, et, entre autres choses, d'assurer à un pays de saines institutions sociales, de promouvoir la culture, les arts, le progrès scientifique, il appartient peut-

CATHOLICISME ET ACTION NATIONALE

être à certains laïcs qui n'ont d'autre à compromettre qu'eux-mêmes, de se porter aux points plus périlleux, et par exemple, de participer activement chez eux à la vie politique, d'orienter et d'assainir cette politique, de promouvoir et de rectifier la vie économique, de préserver et de défendre la culture nationale, bref, et s'il le faut, d'affronter hardiment, sur ces terrains, les éléments subversifs ou les égoïsmes destructeurs.

Juste revendication

Car, il est nécessaire parfois d'aller jusque-là. Et s'il faut parler de façon encore plus concrète et toucher en passant un point capital, je vous dirai qu'en cet Etat canadien officiellement bilingue, où les Canadiens français ne sont pas une nationalité tolérée, mais où ils sont chez eux autant que personne, et où on leur dit que la dualité culturelle est une richesse nationale, je n'admets point, pour ma part, qu'au nom de je ne sais quelle paix dont nous ferions tous les frais, l'on nous oblige à jeter un voile pudique sur nos plus légitimes revendications; ni non plus ne puis-je admettre que, pour les mêmes motifs ou prétextes, on nous donne jamais à choisir entre notre culture et notre foi et que des coreligionnaires, quels qu'ils soient, viennent jeter ce drame dans notre vie. Et c'est pourquoi il nous faut des hommes assez libres et assez courageux pour empêcher ces violations de droit et de conscience.

Tâches nécessaires, ai-je dit, tâches éminentes. Et je plaindrais le jeune homme ou la jeune fille de tête et de coeur bien faits qui ne sauraient s'en passionner. Mais combien ces tâches nous paraîtront se hausser, s'il se trouve que, par une faveur toute providentielle, nous ayons affaire à une civilisation chrétienne et catholique. Ici, permettez-moi de m'expliquer. Certes, l'on m'accordera que je ne me suis jamais caché nos misères, ni aucune des déviations que nous avons, hélas, laissé s'introduire dans notre vie. Mais puis-je ignorer pour autant que nous sommes une petite nation de baptisés

POUR BÂTIR

et qu'à tout prendre, nous pouvons encore revendiquer le titre de fils authentiques de l'Eglise ? Dans notre passé, il n'y a jamais eu, que je sache, d'apostasie officielle. Notre civilisation, tout entamée qu'elle est, est restée d'essence chrétienne.

Biens de civilisation

Jetez, si vous le voulez bien, un simple coup d'oeil sur l'armature de notre vie nationale ou encore, ce qui n'est pas moins révélateur, sur nos principales revendications en ce pays. Si nous, Canadiens français, réclamons le respect du fédéralisme, ne serait-ce point parce que ce système politique, conquis, imposé par nos pères, pour ce qu'il pouvait garantir de libertés publiques, nous paraît un bien de civilisation ?

Biens de civilisation également que nos droits constitutionnels inscrits dans la charte canadienne : cette égalité politique, juridique, culturelle avec l'associé. Bien de civilisation que notre provincialisme, ce privilège ou plutôt ce droit chèrement acquis d'une province catholique et française de se gouverner soi-même plutôt que de l'être par une majorité étrangère à sa foi et à sa culture. Bien de civilisation que notre langue originelle incontestablement l'un des grands parlars du monde moderne, l'un de ceux qui honorent le plus l'esprit humain. Bien de civilisation que notre droit civil, non dépourvu d'erreurs et de lacunes, mais tenu, au jugement d'un docteur romain, pour supérieur aux codes modernes d'Europe et d'ailleurs. Biens de civilisation enfin et de civilisation chrétienne que notre conception de la famille et du mariage indissoluble, que celle du travail, que celle de l'enseignement public et celle de la liberté scolaire et religieuse, que Dieu merci, nous n'avons jamais marchandée à personne. Bien de civilisation, en un mot, toute l'histoire, toutes les traditions, tout l'humanisme aéré, généreux,

CATHOLICISME ET ACTION NATIONALE

que recouvrent, au Canada français, l'expression et la réalité nationales.

Pour me résumer et prendre conscience plus vive de ces réalités, je demanderai encore une fois aux distraits qui ne paraissent pas se douter de ces privilèges exceptionnels : en quel lieu de notre pays et de l'Amérique du Nord, plus qu'en cette petite province de Québec, l'Eglise peut-elle accomplir plus librement et en plus parfaite plénitude sa mission rédemptrice ? En quel milieu également d'Amérique, s'il savait s'en rendre compte et en profiter, le Canadien français que nous sommes pourrait-il s'accorder, je ne dis pas un plus riche, mais un plus sain développement de sa personnalité humaine et atteindre plus sûrement à sa destinée de chrétien ? Et me tournant maintenant vers vous, jeunes catholiques, je vous dirai : si c'est le devoir de tout fils de l'Eglise de travailler, en son milieu, à la réforme ou à la sauvegarde des institutions et du climat moral, pour ce que ces réalités importent au perfectionnement de l'homme et à la mission du Rédempteur, quelle sera donc votre attitude à l'égard de l'état de civilisation que la Providence vous a ménagé, tout comme envers le cadre national qui en est le soutien ? Et jusques à quand tant de jeunes gens de votre génération lèveront-ils le nez sur cet héritage unique ? Nous ne sommes point l'une ou l'autre de ces grandes et vieilles nations du monde pour qui la survivance nationale ou culturelle ne se pose point. Nous vivons en Amérique du Nord et nous ne pouvons tout de même nous fermer les yeux sur certaines réalités.

Culture et foi

Un contexte géographique, politique, économique, que je n'ai pas à définir autrement, une atmosphère chargée de courants formidables et qui tend à mêler toutes les ondes, font de nous un petit peuple dont la culture nationale est en constant et grave péril. En même temps, des expériences

POUR BÂTIR

navrantes appuyées de statistiques qui ne le sont pas moins, nous avertissent, tous les jours, que, chez nous, la perte de la culture héréditaire entraîne parallèlement la perte de la foi. Eh bien, encore une fois, jusques à quand des catholiques qui se prétendent une élite, pratiqueront-ils à l'égard de ces biens de civilisation, si liés à notre avenir religieux, leur superbe et incurable indifférence ? Car, en fin de compte, le problème est bien catégoriquement celui-ci : quand nous ne serons plus un peuple français, serons-nous encore un peuple catholique ? Et français, le resterons-nous seulement par la charité ou la courtoisie des autres ? Questions angoissantes auxquelles tous les contempteurs du patriotisme ou du nationalisme et tous les responsables de notre vie, à quelque titre que ce soit, seraient bien aimables de répondre.

Mes jeunes amis, combien je m'estimerais heureux d'avoir pu planter, sur votre route, le plus modeste flambeau. Votre action nationale, vous la pratiquerez en toute sûreté de conscience, mais vous voudrez ne la concevoir que dans la perspective catholique. La civilisation, la nation, la patrie ne sont pas des fins, ni surtout des fins ultimes. Ce ne sont que des moyens, moyens insignes, sans doute, dans leur ordre, mais qu'il convient d'insérer quand même à leur place, dans la synthèse de la foi. Cette hiérarchie des valeurs, c'est bien celle-là, j'en puis témoigner, que portaient, en leur esprit, vos devanciers et fondateurs de 1903, jeunesse enthousiaste et réaliste, ambitieuse de vivre une vie intégrale, la première, je pense, en notre histoire, à vouloir se donner à l'action nationale, mais qu'elle entendait bien ne pas séparer de l'action catholique. Elle ne mettait rien au-dessous de son catholicisme. Et pour cela même, elle n'a pas cru à la nécessité de deux jeunesses. Ne perdez pas de vue ces perspectives. Au surplus, n'ayez crainte. Ce n'est diminuer en rien les grandes réalités terrestres qui nous sont chères que de les placer sous la mouvance de l'Église et du Christ de la Rédemption universelle.

CATHOLICISME ET ACTION NATIONALE

Le moyen et la fin

Ce n'est pas affaiblir un moyen que de lui interdire de se substituer à la fin ; notre culture ne se déprécie nullement à nous apparaître, ainsi que je vous le disais tout à l'heure, comme un contrefort de la foi. Au reste, l'histoire contemporaine ne nous a-t-elle point appris qu'on ne défie pas impunément ni l'homme, ni la nation, ni la patrie ? En défiant l'homme en quelque sorte, ou, en tout cas, en instituant une religion de l'Homme, Karl Marx prétendait bien le libérer des servitudes capitalistes. Il n'a fait que l'enchaîner au fond de l'enfer du communisme. D'autres chefs de peuple que nous n'avons pas oubliés, ont tenté de défier la nation ou la patrie, pour le faux espoir de les grandir ; ils les ont acheminées vers les tragiques catastrophes. Un seul humanisme reste solide et vaut la peine qu'on oeuvre pour lui, un seul a chance de s'épargner les trop faciles déviations, et c'est l'humanisme qui débouche sur l'éternel.

Cette perspective chrétienne vous aidera, mes jeunes amis, à comprendre bien des choses. Depuis la venue du Christ, le grand problème de l'histoire n'est pas autre chose que celui-ci : à qui appartiendra le monde ? A Dieu ou à un autre ? Ceci est vrai des plus grands peuples comme des plus petits. Toutes les nations ont à faire le choix de leur destinée. Peut-être nous échappe-t-il par trop que le drame le plus palpitant de l'histoire canadienne, c'est, en définitive, le sort d'un peuple minime de quatre millions d'âmes acharné à survivre et à vivre quoique cerné par des puissances formidables, consciemment ou inconsciemment conjurées contre lui. Vous avez décidé de vous engager au coeur même de ce drame pour obtenir qu'il se dénoue selon vos espoirs de jeunes Canadiens français catholiques. Pour ce faire, vous ferez, j'en suis sûr, ce qu'il importe de faire. Ayez d'abord de la lumière, beaucoup de lumière dans l'esprit. Tenez-vous aux écoutes de la jeunesse de votre temps. Et pour l'en-

POUR BÂTIR

traîner derrière vous, soyez dans l'ordre des idées comme dans l'ordre de l'action, une jeunesse d'avant-garde. Une oeuvre difficile mais superbe attend votre génération. N'éparpillez point, pour tout cela, votre activité. Entre tous les problèmes, sachez discerner toujours les plus urgents, les problèmes-clés, ceux dont la solution prépare la solution de tant d'autres. Et ambitionnez d'être les courageux qui auront juré de les résoudre.

Mesure de la volonté

En mesurant votre tâche, je me persuade que vous aurez pris, du même coup, la mesure de vos volontés. Souvenez-vous qu'il n'y a pas de dévouement sans ascèse. Puisque vous êtes de jeunes catholiques, ayez le culte du plus beau des types d'hommes. Nous nous demandions tout à l'heure quelle sera la patrie de demain ? Elle ressemblera à ceux qui la feront. Cuirassez-vous contre les incompréhensions et les échecs. Dans notre monde tel qu'il est fait, toujours et partout les hommes de bien auront à affronter les agents du mal, les hommes d'ordre, les agents de désordre, les compétents, les incompetents, les grands politiques, les petits politiques, les patriotes, les sans-patrie. Mais, après tout, qu'importent, dans la vie d'un peuple, les obstacles et les épreuves ? Pour quelque épreuve ou avanie que ce soit, ne donnez jamais votre démission d'homme ni de chrétien. Bien avant Toynbee et bien avant Simone Weil, Eschyle l'avait dit : Ce sont ceux qui souffrent qui font l'histoire. Et plus haut que tout cela, redites-vous parfois le mot du Christ : "Si le grain de blé ne meurt..." Au reste, l'épreuve n'est-elle pas au milieu de vous qui déjà vous étreint ? Pour des raisons que je n'ai pas à vous donner ici, et bien malgré eux, vous le savez, vos prédécesseurs vous ont laissé une maison en ruines, abandonnée depuis trop longtemps. Jeunes hommes et jeunes filles de l'AJC, je vous en supplie, ne tournez pas le dos à la maison au toit qui coule et aux fenêtres crevées. Nous avons

CATHOLICISME ET ACTION NATIONALE

cellement besoin de vous. La voix qui vous appelle au travail, à la reconstruction, à l'espérance, écoutez-la, elle vient de loin. Elle vient des profondeurs de l'histoire : voix de millions d'ancêtres. Voix des grands et des petits qui ont espéré n'avoir travaillé ni souffert en vain. Voix de toutes les relèves qui ont espéré la vôtre. Voix de ceux de mon temps qui voudraient bien s'en aller avec un esprit inentamé. D'une main robuste et joyeuse, empoignez donc, jeunes gens, vos outils. Une oeuvre, une mission dépassent souvent celle des bâtisseurs et c'est celle des rebâtisseurs.

Y A-T-IL UN AVENIR ? *

M. le président, ¹

Mes chers amis franco-américains,

Y A-T-IL un avenir ? Point de question que ne se posent plus anxieusement aujourd'hui, tous ceux-là qui, en face de notre univers désaxé, ont tant soit peu le goût de philosopher. Les propos eschatologiques sont à la mode. Phénomène particulier à toutes les crises de l'histoire, depuis le jour où, sous un ciel déchaîné, au-dessus des cimes du Mont Ararat, la fragile arche de Noé portait le destin du monde. Entre l'angoisse antique et celle de nos jours, les dissemblances sont pourtant assez considérables : le monde d'aujourd'hui, c'est toute la planète; et ce monde, même celui des puissants et des grands, ne voit point l'arche où se réfugier. Et voilà de quoi ne pas rassurer les petits et les cadets de ce monde. Pour eux de quoi demain sera-t-il fait ? Y a-t-il même un avenir ?

Vos inquiétudes

Il aura fallu, semblerait-il, la compénétration soudaine des continents et leur interdépendance pour faire découvrir aux nations mineures, en même temps que la fin de leur iso-

* Conférence prononcée au University Club de Boston, lors d'un ralliement de la Société historique franco-américaine, le 11 novembre 1953.

1. M. l'abbé Adrien Verrette.

Y A-T-IL UN AVENIR ?

lement, l'extrême fragilité de leur civilisation. Nos civilisations sont mortelles, disait Valéry. Quelques-unes sont plus mortelles que d'autres, si l'on peut dire, et nous savons lesquelles. Finie, à jamais finie, ce que nous avons pu croire l'imperméabilité de nos âmes et de nos vies. Nul peuple ne peut échapper désormais à l'endosmose universelle, pas plus que le Saint-Laurent ou l'Hudson, débouchant à la mer, n'y sauraient préserver l'identité de leurs eaux. En ces derniers temps, j'ai tâché d'exprimer l'inquiétude du Canada français. Quelques-uns des vôtres sont venus nous confier vos inquiétudes de Franco-Américains. "Y aura-t-il demain une vie franco-américaine en Nouvelle-Angleterre ?", s'est demandé l'un d'entre vous. Et la même voix a précisé : "Non ! il ne faut pas se cacher la tête dans le sable ! Depuis 1937, notre vie française en Nouvelle-Angleterre n'a cessé de s'atrophier. Nous sommes engagés dans le tourbillon de l'assimilation et nous y roulons à une vitesse accrue. Au train où vont les choses, c'est au fond de l'abîme américain que nous finirons par sombrer." Seriez-vous à l'implacable croisée des chemins ? Vous serait-il encore possible d'éviter l'irréparable ? Je ne sais trop pourquoi vous m'avez prié de venir vous le dire, m'avertissant, du reste, loyalement, que, sur maints aspects du grave problème, vous étiez rien moins que d'accord : ce qui prouverait que vous êtes restés Français beaucoup plus que vous ne pensez. Mais je n'ai pas moins constaté qu'en l'invitation qui m'a été faite, vous avez mis une ténacité toute américaine. J'essaierai de vous répondre, sans rien me cacher, je l'espère, de la délicatesse de mon rôle, qui, pour n'être pas tout à fait celui d'un étranger, est tout de même celui d'un homme du dehors.

I

Puisque je m'adresse à une élite, me dispenserez-vous de faire appel au sentiment, à cet ordre de considérations que nous nous servons aux heures de péril : fidélité aux ancêtres,

POUR BÂTIR

à une histoire, à des traditions ? Je voudrais même ne pas évoquer l'ambition légitime et si naturelle au père de famille de ne pas trouver, en ses enfants, une image qui lui soit étrangère. Filiation culturelle ou spirituelle qui, éteinte ou reniée, jette le drame parfois en tant de foyers. Toutes choses vénérables que ces évocations, mais bien impuissantes à déterminer, dans la vie de tout un peuple, les résolutions héroïques, j'oserais dire les coups de gouvernail des grands départs. Autant que possible, je souhaiterais me placer sur le plan de la froide raison et des faits. Et, prenant pour acquit que vous avez encore des chances de survie et que ces chances vous avez le devoir de les prendre, je pose ces questions :

Pour une entreprise de cette envergure et de ce caractère, quels mobiles concrets, pratiques en même temps qu'élevés et profonds, invoquer auprès de vos compatriotes, auprès de vos gens et surtout auprès de votre élite ? Et parmi ces mobiles, s'en trouvent-ils d'assez puissants pour être déterminants ?

Singularité du fait français

Je vous prie d'observer, en premier lieu, la singularité de la survivance du fait français en Amérique. En la première histoire du jeune continent, que de signes lui semblaient présager un avenir catholique. Les deux nations les plus choyées de l'Eglise et les plus puissantes de leur époque : celle de Sa Majesté catholique et celle du Roi très chrétien y occuperont longtemps le plus d'espace. Les deux n'en ont pas moins perdu la partie. Mais voici l'étonnant. De ces deux civilisations catholiques, l'espagnole et la française, plantées dans ce nouveau monde, laquelle, après la débâcle du traité de Paris, allait survivre ? Appuyée sur l'Amérique latine dont il n'était, du reste, qu'un prolongement vers le nord, il eût semblé que le pourtour espagnol sud et ouest de l'Amérique septentrionale, Floride, Texas, Nouveau-Mexique, Californie, eût résisté à la marée anglo-saxonne, plus facilement que l'in-

Y A-T-IL UN AVENIR ?

fime bordure française du Saint-Laurent, coupée de ses sources culturelles et de tout voisinage propice. Contre toute prévision, c'est le plus faible et le plus isolé qui a survécu. L'étonnant ne s'arrête pas là. Quand, petit peuple de rien du tout, à demi perdu dans la masse étrangère, nous aurions eu tant besoin de cohésion, comment expliquer notre singulière et troublante dispersion à travers ce continent-nord ? La Providence est au fond de toute histoire. Nous est-il interdit de scruter son dessein ? Pourquoi cette survivance ? Serions-nous les élus d'une mission, les porteurs d'un message ? Notre expansion missionnaire à travers le monde, fait assurément extraordinaire, nous apporterait peut-être une première réponse. Pourquoi n'en pas voir une seconde en notre éparpillement, ici-même en Amérique, s'il est vrai que leur message, les peuples catholiques n'ont pas qu'à le porter sur les continents lointains, mais tout autant autour d'eux, partout où ils sont ? Un des spectacles contemporains les plus affligeants, et pourquoi ne pas dire une des abominations de notre temps, aura été ces vastes déplacements de personnes et même de tronçons de peuples livrés à une sorte de charcuterie. Démembrements tragiques qui rappellent les temps féroces des anciens empires et qui devaient amener les penseurs à en chercher les raisons profondes. Sans doute, imputent-ils ces crimes à la méchanceté des hommes, à ces retours en barbarie qui eussent déconcerté un Néron ou un Caligula. Mais il s'est trouvé aussi des penseurs chrétiens pour nous rappeler ce passage des livres sacrés sur la déportation d'Israël à Babylone :

*Yaveh vous a dispersés parmi les nations qui l'ignorent,
Afin que vous racontiez ses merveilles et que vous leur
fassiez connaître
Qu'il n'y a point d'autre Dieu tout-puissant que lui seul.*

(Tobie, XIII, 4.)

POUR BÂTIR

Fait français et message

Aux malheurs des proscrits et des fugitifs qui ont encombré notre monde, il faudrait donc, selon ces mêmes penseurs, rattacher comme aux antiques déportations juives, l'idée du message providentiel ? Faudrait-il la rattacher à nos propres déplacements ? Votre exode en ce pays, le nôtre à travers tout le Canada, l'histoire les imputera d'abord à l'imbécillité humaine, imbécillité d'une politique imprévoyante et paresseuse, suite trop naturelle de la conquête anglaise. Pendant trop longtemps un peuple aura si bien perdu l'habitude de gouverner sa propre vie qu'aujourd'hui encore il n'est pas sûr qu'il l'ait totalement réappris. A quelle époque de son histoire la province de Québec a-t-elle jamais eu une véritable politique de peuplement ? Le bon Dieu se serait-il abstenu de poursuivre pour autant ses habituels desseins ? Suivez, observez notre dispersion par tout le Canada, aussi bien qu'en votre Nouvelle-Angleterre. Je l'ai écrit ailleurs, cet émigrant du Canada, jeté hors de son pays le plus souvent par la misère, est de ceux-là cependant qu'on ne voit pas abandonner le long des routes, comme des loques honteuses, leur passé, leurs traditions. Un bagage ne le quitte point, parce qu'il fait corps avec son esprit, son âme : et c'est sa foi, sa langue, part inaliénable du patrimoine des ancêtres, "étincelle du feu sacré", emportée pieusement de la première patrie. Partout où il s'arrête et s'installe, il devient un ferment de liberté. Il revendique des droits : droits scolaires, droits linguistiques, qu'à défaut de droits positifs, il tient pour des droits naturels. Il revendique en particulier le droit à l'école confessionnelle, qu'il rattache à la liberté religieuse et au droit des parents sur l'enfant, droit qu'il proclame supérieur à celui de l'Etat. Où l'Etat lui oppose ses refus, vous savez encore ce qu'il fait : il se pourvoit lui-même en marge ou à l'encontre de la loi ; il se donne les organismes qu'exige sa condition d'homme et de chrétien. Et, pour ce faire, il

Y A-T-IL UN AVENIR ?

ne recule ni devant les doubles taxes ni devant les luttes héroïques. Franco-Américains, vous savez si je raconte, en ce moment, une histoire vraie ou fictive. Quelque part qu'on nous ait trouvés sur ce continent, nous n'avons pas toujours compté parmi les grands riches; les grandes réalisations matérielles n'ont pas toujours été notre fait. Mais partout et toujours, nous avons porté avec nous un message. Nous nous sommes faits les propagandistes, les apôtres de quelques vérités et libertés essentielles qu'aux meilleures époques de l'humanité, l'on tenait pour des biens incontestables, des éléments des civilisations supérieures.

Mais j'entends déjà l'objection. Le message est-il essentiellement lié à notre culture, à la conservation de nos caractéristiques originales ? On nous l'a soufflé quelquefois : ne le porterions-nous pas mieux, en nous dépouillant de ce qui nous fait étrangers à notre milieu, à notre entourage, en nous identifiant à lui ? Pour répondre à cette question, permettez-moi de ne point faire de haute métaphysique. J'en appellerai tout uniment à l'expérience, à l'histoire, à la vôtre comme à la nôtre. Partout où nous avons cédé, où nous avons écouté les sirènes des assimilateurs, je vous prie de me le dire en toute franchise, qu'est devenu le message ? Le portons-nous encore ? Et si nous le portons, malgré tout, le portons-nous à même hauteur, avec la même ferveur, la même foi ? Certes, je ne nierai point que d'autres races que la nôtre portent le message et le portent vaillamment. Et je n'oserai même pas me demander si Dieu a véritablement mis, au fond de l'âme française, quelque disposition exceptionnelle au prosélytisme religieux, à l'oeuvre apostolique. Les faits restent pourtant les faits. Et les faits nous disent que la France, après avoir été longtemps, par sa contribution en hommes et en fournitures de toutes sortes, à la tête des nations missionnaires, reste encore l'une des premières sur la liste (en dépit de son athéisme officiel et de l'entreprise de déchristianisation menée opiniâtrément chez elle depuis au delà d'un demi-

POUR BÂTIR

siècle). L'autre jour, je lisais, dans le *Problème du christianisme en Extrême-Orient*, oeuvre d'un prêtre américain, André-J. Krzesinski, ces lignes à retenir : "Dans cette armée de missionnaires, les Français l'emportent en nombre. Après eux viennent par ordre de supériorité numérique, les Italiens, les Irlandais, les Espagnols, les Portugais, les Belges, les Allemands, les Américains, les Polonais, les Hollandais, les Tchèques, les Suisses et autres." Ainsi parlent les faits et parlent-ils si différemment dans l'histoire de ces fils de la France que vous, Franco-Américains et nous, Acadiens et Canadiens français, croyons être restés ?

Le dernier délégué apostolique au Canada se croyait en droit, il n'y a pas si longtemps, de nous appliquer la parole de saint Paul : "Votre foi, ô Canadiens, est prêchée dans le monde entier."

II

Mais laissons le message de côté. Descendons d'un cran. Plaçons-nous, si vous le voulez bien, sur le simple plan des civilisations humaines. A l'heure où nous sommes, y aurait-il opportunité, avantage, pour quelque peuple que ce soit, à sacrifier son être culturel ? Un monde nouveau est en train de se faire qu'on nous promet unique, grandiose, réalisation suprême du génie humain, reprise triomphante, cette fois, de l'antique Babel. En ce monde de demain, y aura-t-il encore place pour les variétés culturelles ou nationales ? Tout n'est-il pas appelé à se fondre, à se laisser broyer dans l'immense bloc d'or et de ciment ? Serait-il vrai que les petites nations enrichiraient ce monde à venir en se laissant absorber, en se fondant en lui jusqu'à l'anéantissement et qu'en nous dévorant l'ogre nous ferait beaucoup d'honneur ? Quelle est, sur ce grave problème de l'unification des civilisations, l'opinion des penseurs contemporains ? Quelle est, en particulier, la pensée de l'Eglise ?

Y A-T-IL UN AVENIR ?

Civilisations et penseurs

Avant toute chose, comme nous aurions besoin, nous, chrétiens, de rajuster notre optique, de juger les grandeurs de chair selon le mètre de la foi. Comme il nous importerait de méditer, de temps à autre, cette parole de saint Augustin : "Un architecte (c'est Dieu) bâtit une maison durable (la Cité éternelle) à l'aide d'échafauds éphémères (c'est-à-dire les civilisations)." Faut-il tant nous laisser prendre au prestige des civilisations contemporaines, quelque colossales qu'elles nous apparaissent ? Qui nous dit qu'au regard de Dieu, elles ne sont pas de ces échafauds jetés à bas aussitôt qu'en a fini le divin constructeur ? La véritable histoire, ce n'est pas celle que les hommes écrivent, c'est celle que Dieu écrit depuis toujours et surtout depuis 2,000 ans et l'on sait où cette histoire s'en va. Sous cet éclairage d'en haut, la vérité, c'est que les civilisations ne se mesurent pas à la puissance matérielle qu'elles peuvent étaler ; mais à ce qu'elles ajoutent aux dimensions de l'homme éternel, à l'avancement spirituel de l'humanité. La civilisation, a-t-on dit, c'est "un degré supérieur d'humanité". La vérité, c'est encore que partout où la richesse de ce monde n'est pas évaluée selon la cote du dollar, de la livre sterling, du mark ou du rouble, partout les vrais civilisés le reconnaissent : la mort d'une civilisation, même incarnée par la plus modeste des nations, est une perte pour l'humanité. Pensée que je retrouvais encore, en ces derniers jours, dans *Essai sur le mystère de l'Histoire*, de Jean Daniélou, l'un des plus nobles ouvrages publiés ces années-ci : "L'humanité serait moins belle, insiste le penseur, s'il n'y avait la Chine, l'Arabie ou le Monde noir. Chaque race et donc chaque langue exprime certains aspects irremplaçables de la nature humaine. Chaque langue en particulier a son génie propre, qui exprime mieux certaines notions." Mais si l'auteur a raison d'évaluer à ce prix toutes les langues, toutes les cultures, même celles du "Monde noir",

POUR BÂTIR

que penserons-nous de la nôtre qui n'est, à coup sûr, ni une langue, ni une culture de primitifs ou de sauvages ? Les éducateurs et les humanistes de tous les mondes qui combattent de ce temps-ci pour le maintien, dans l'enseignement supérieur, des disciplines gréco-latines, invoquent à l'appui de leur thèse, le vide béant fatalement produit dans les esprits, par l'ignorance d'une large proportion d'art et de beauté créée sur cette terre, ou encore par la suppression brutale de deux des plus grands moments de l'esprit humain. Fort bien. Mais n'y a-t-il pas lieu d'appréhender un vide comparable à celui-là, sinon même plus difficile à combler, si l'on allait entreprendre de battre en brèche ou de supprimer des cultures plus modernes, plus vivantes, et peut-être plus riches que tout autre, parce qu'au butin des cultures antiques, elles auraient ajouté l'apport chrétien ? Et quel bon argument peut-on trouver pour supprimer, quelque part que ce soit, la plus infime portion de culture française ?

Civilisations et Eglise

Interrogerons-nous maintenant l'Eglise, cette incomparable conservatrice de tous les trésors de l'esprit humain ? Que pense l'Eglise de l'unification culturelle du monde ? Nous savons le cas qu'elle a fait des grandes cultures antiques. A-t-elle également respecté la culture des petits peuples ? Observons, pour nous édifier, son attitude à l'égard des cultures indigènes dans les pays de mission. En 1659, par conséquent il y a trois siècles, voici quelles directives un décret de la Sacrée Congrégation de la Propagande intimait aux évêques missionnaires de Chine : "N'essayez pas d'amener le peuple à délaisser les coutumes de son pays, tant que celles-ci n'entrent pas en conflit avec la foi et la morale. Il serait pour vous aussi ridicule d'agir de la sorte que d'essayer de transporter en Extrême-Orient les cultures française, italienne ou espagnole. Vous devriez plutôt n'y introduire que

Y A-T-IL UN AVENIR ?

la foi, qui reconnaît la légitimité de toute coutume et des traditions culturelles nationales et qui en prescrit le respect.” Avec le temps l’opinion de Rome a-t-elle évolué ? Plus récemment, en 1922, en 1927, les autorités romaines allaient jusqu’à recommander instamment, dans la construction des églises chrétiennes en Chine, l’utilisation de l’art indigène de préférence à l’art européen. Les pressions des puissants, vous le savez comme moi, ont pu parfois s’exercer sur la diplomatie romaine. On a pu même la tromper. Nulle part, dans l’Histoire de l’Eglise, l’on n’a vu que Rome, dûment éclairée, ait jamais forcé le chrétien ou le catholique à opter entre sa foi et sa culture ancestrale. Pour l’Eglise, l’unité de la foi, la catholicité n’est pas l’uniformité linguistique ni culturelle. Je retrouve encore cette idée dans l’ouvrage de Jean Daniélou que je vous citais tout à l’heure : “La véritable unité (catholique), écrit l’auteur de *l’Essai sur le mystère de l’Histoire*, c’est celle qui, à l’intérieur de l’unité de la foi, de l’unité de l’Eglise, de l’unité du dogme, de l’unité de l’Eucharistie, s’exprime à travers les diversités des mentalités, des cultures, des civilisations.” Et l’auteur de ponctuer un peu plus loin : “L’Eglise est l’Eglise dont parle le Psaume, vêtue d’une robe bariolée”, “assumant toutes les cultures pour les consacrer toutes à la Trinité.” Plus haut d’ailleurs que ce dernier témoignage, nous pouvons apporter ici celui du grand Pape actuellement régnant. Encore qu’il soutienne que les minorités devraient “loyalement étudier la langue de l’Etat dont elles font partie”, Pie XII n’en a pas moins écrit : “Les Etats devraient accorder aux minorités le droit d’apprendre la langue maternelle.” C’est encore le même Pape qui a ordonné aux missionnaires occidentaux de ne pas traiter les civilisations asiatiques ou africaines “en petites filles cadettes”, mais en soeurs égales en droit, avec pouvoir de s’exprimer selon leur réalité propre. Et, notez-le bien, Pie XII ne procède pas ainsi par tactique ou diplomatie, dans l’espoir légitime de favoriser le succès de l’apostolat catholique. En son

POUR BÂTIR

Message de Noël 1945, il a tenu à le dire : les catholiques occidentaux doivent se rendre compte que si l'Orient ou l'Afrique ont quelque chose à recevoir de l'Occident, d'autre part, un échange de biens doit s'accomplir entre les diverses Eglises, et l'Occident aura aussi quelque chose à recevoir de la chrétienté chinoise, indienne, viet-namienne ou noire¹.

Qu'allons-nous conclure de tout cela ? Au nom de quoi notre culture et notre civilisation à nous, qui ne sortent ni du bois ni de la brousse, mais que l'on dit adultes, incarnant, elles aussi, l'un des grands moments de l'esprit humain, au nom de quoi ne pourraient-elles prétendre à la même considération, aux mêmes droits que les cultures indigènes d'Asie ou d'Afrique ? Toute la tradition de la véritable Eglise enseigne, en tout cas et de la façon la plus péremptoire, qu'on ne saurait écraser la plus petite des nationalités au profit d'une soi-disant catholicité, et encore moins au profit de l'unité politique ou linguistique d'un pays. Et de même, oserai-je dire, l'on voit mal des croyants se prêtant à leur propre asservissement ou spoliation ou se faisant là-dessus les agents de la puissance politique.

III

Culture et foi

Me permettez-vous de pousser plus loin cette argumentation ? Je cherche toujours le mobile décisif qui vous imposerait la survivance culturelle, à quelque prix que ce soit. Et ce mobile, serait-ce illusion que de l'apercevoir, après ce que je viens de dire, dans le lien, le lien historique, le lien inséparable entre votre culture et votre foi ? Il ne s'agit pas de raisonner dans l'abstrait, de se demander, par exemple, s'il se peut, ni même s'il est raisonnable ou excusable qu'il

1. Cité par Daniélou, *op. cit.*, 48.

Y A-T-IL UN AVENIR ?

en soit ainsi. Je n'entends pas, non plus, chercher si d'autres groupes ethniques de foi catholique, ont pu franchir, en ce pays, sans coupes funèbres, l'étape de l'assimilation. La question est uniquement de savoir, si, en fait, il en est ainsi, chez nous, Canadiens français, chez vous, Franco-Américains. Or, sur ce terrain des faits ou des statistiques, tout esprit loyal est bien obligé de convenir que, chez nous, au Canada, la conservation de la culture n'est pas indifférente, tant s'en faut, à la conservation de la foi. Des statistiques récentes nous l'ont douloureusement appris : dans la seule province de l'Ontario, 60,000 des nôtres ont perdu la foi catholique. D'autres défections en nombre proportionnel se sont produites en d'autres provinces. Et quand nous cherchons la cause de ces malheurs, nous arrivons à cette constatation invariable qu'où la langue s'est perdue, la perte de la foi a suivi. Là où le Canadien français a trouvé, pour l'encadrer, une paroisse française et une école française, l'Eglise a pu compter sur sa fidélité. En revanche, partout où ces soutiens lui ont manqué, notre pauvre compatriote a manqué à sa foi. Quant à vous, Franco-Américains, sur ce point, vous n'êtes pas d'accord, je le sais, mais, si j'en crois les aveux de vos esprits les plus objectifs, puis-je écarter les mêmes constatations? Les agglomérations de vie catholique qui survivent chez nous, et grâce à Dieu, il s'en trouve encore, le doivent-elles, selon vos meilleurs observateurs, à d'autres soutiens que les nôtres? N'ai-je pas lu, d'ailleurs, sous la plume de l'un des vôtres, que la courbe de l'apostasie religieuse suit d'ordinaire la courbe de l'apostasie culturelle? Mais alors, devant ces faits navrants, pouvons-nous rester impassibles et les bras croisés? Pour nous déterminer à notre survivance française, nous cherchions tout à l'heure le mobile, l'argument décisif. Pour les croyants que nous sommes et que vous êtes, ne serait-ce pas celui que je viens d'indiquer : *rester français pour rester catholiques*? Et cet argument, n'est-ce pas celui que vous, les chefs, les responsables, auriez devoir d'exploiter à fond auprès de votre

POUR BÂTIR

peuple ? Fils de l'Eglise, si nous comprenons bien la grandeur de ce titre, et si nous admettons qu'il nous engage dans la plus grande entreprise de l'histoire humaine, la rédemption du monde, personne n'a le droit d'éteindre le plus modeste flambeau allumé par le Christ et surtout pas ceux qui portent le flambeau. Il y va de tout notre message de chrétiens. C'est toute notre raison d'être de peuple catholique. Nous ne pouvons viser moins haut. Et si vous me dites que cette survivance française paraît impossible, chimérique à tant des vôtres et qu'il y faudra un effort prolongé, surhumain, héroïque, je vous réponds, avec l'Evangile, qu'il y a des valeurs de foi qui exigent d'être protégées au prix même de l'héroïsme. Non, mille fois non, ce que vos pères, ce que vos prêtres, vos religieuses ont semé sur ce sol de la Nouvelle-Angleterre, on ne me fera pas croire que tout cela, dans les desseins de Dieu, soit destiné à l'étouffement dans l'ivraie.

Encourageons-nous, du reste, d'un côté comme de l'autre de la ligne 45°, par la pensée du grand service que notre survivance catholique pourrait rendre à nos deux grandes patries. Faire survivre, sur quelque point que ce soit, un foyer de la vraie foi, importe immensément à tout pays, à tout peuple. Il suffit d'une poignée de sel pour préserver de la corruption une masse considérable d'aliments. Combien de fois, en ces derniers temps, avons-nous entendu les grands conducteurs de la civilisation occidentale se demander anxieusement ce qu'ils pourraient offrir au monde pour le tirer de son désarroi. Un idéal de simple progrès ou confort matériel, ils s'en rendent compte, ne peut rien contre une doctrine qui offre la même séduction à ses adhérents, mais qui la promet, avec la fougue d'une irrésistible propagande et qui la promet à tous, sans distinction de classes, dans ce nivellement social qui ensorcèlera toujours les classes populaires. Aussi arrive-t-il que les chefs de l'Occident parlent plus que jamais de la nécessité d'un idéal spirituel. Petits groupes, petits peuples catholiques, nous avons au moins ceci de grand

Y A-T-IL UN AVENIR ?

que, par la grâce de Dieu, nous incarnons l'idéal sauveur. Notre rôle, ce pourrait être celui de la poignée de sel qui, au moins pour une part, sauverait les civilisations des deux grands pays qui nous sont chers.

Conclusion

Au terme de ce discours, vous ne vous attendez pas, j'en suis sûr, que je m'attarde à vous indiquer les moyens pratiques de votre résistance. D'ailleurs, ces moyens, vous les connaissez et déjà vous les appliquez : atmosphère française du foyer, maintien de la paroisse et de l'école franco-américaines, soutien de vos journaux, formation d'une élite, soit en France, soit au Canada, pour continuer la relève, nécessité surtout d'un remembrement de votre groupe, de votre nationalité. Dispersés comme vous l'êtes, il vous faut, de toute première nécessité, un organisme qui vous restitue la conscience de l'unité et de l'étroite communauté de vos intérêts. Avec vous, j'insisterais ensuite sur l'opportunité de gagner à tout prix la collaboration de la Franco-Américaine. Elle seule pourra souvent suppléer l'école ou donner à l'enfant une éducation qu'aucune école ne pourra déformer. Puis, notre sexe, qu'on appelait naguère le sexe fort, doit l'admettre, malgré qu'il en ait : une ténacité dépasse celle de l'homme; et c'est la ténacité de la femme quand elle s'en mêle. Je ne crois pas trop m'aventurer en vous disant que l'avenir de votre prochaine génération, vous le portez dans votre esprit ; la Franco-Américaine le portera dans son coeur. Et c'est encore plus fort.

Formule d'intégration

Si j'osais après cela me mêler de vos problèmes, j'ajouterais qu'entre les formules de survivance ou de résistance que vous mettez de l'avant, je pencherais volontiers pour

POUR BÂTIR

celle de l'“intégration” : intégration — ou si vous préférez un mot moins effarouchant — synthèse vitale de votre vie catholique, de votre vie française et de votre civisme américain. N'est-ce pas un peu rajeunie, remise à date et complétée, la formule de la citoyenneté américaine jadis préconisée par ce grand apôtre de votre survivance que fut Ferdinand Gagnon ? Une chose ne fait pas de doute : vous ne pouvez vous cantonner dans le rôle d'émigrés à l'intérieur ou d'étrangers dans votre pays. Encore moins, et je m'excuse de le dire, ne peut-il être question, pour vous, de renoncer à votre foi catholique, ou simplement de la mettre en péril, sous prétexte de survivance française. Il ne vous reste donc qu'à synthétiser, en leur conservant leur légitime coordination, vos trois ordres de valeurs ou vos trois formes de vie. Et il vous reste, me sera-t-il loisible de l'ajouter, à vous garer contre un piège ou contre une illusion mortelle et qui serait qu'en cette “intégration”, vous mesureriez artificiellement ou mathématiquement la proportion de chacun des éléments de votre vie. Votre catholicisme, vous le savez tout aussi bien que moi, n'accepte ni mesure ni partage. On est catholique cent pour cent ou on ne l'est point. Il ne peut s'agir, non plus, d'être 50 pour cent Français et 50 pour cent Américain. Ce ne sont point de ces choses qui se juxtaposent ni ne se compartimentent. Qui de vous, du reste, n'aperçoit où aboutirait fatalement cette mathématique ou cette chimie linguistique et culturelle qui n'a rien de commun avec votre formule d'intégration ou de synthèse ? Un élément devra donc se constituer le catalyseur de l'autre. Et forcément, et tout en tenant compte des exigences de votre milieu, cet élément, ce sera votre esprit français, votre parler français, votre vie française. Vous agirez un peu comme nous, au Canada, qui, tout en réservant notre première allégeance spirituelle à notre culture, à notre type de civilisation, à la province-mère, sommes persuadés de n'être inférieurs à personne sur le plan du patriotisme canadien.

Y A-T-IL UN AVENIR ?

Confiance

Sur ces bases rationnelles et solides, ayez confiance. Ces conditions de vie et ces espoirs, je les trouve, en formule condensée, dans la "Présentation" que vient de faire du *Compte rendu du Troisième Congrès de la langue française*, l'un des esprits les plus remarquables parmi vous, M. l'abbé Adrien Verrette : "Malgré toutes les appréhensions, il reste que notre race doit vivre; mais elle vivra convenablement dans la mesure où chacun y apportera son dévouement avec la passion de la solidarité qui tiendra soudées bien ensemble toutes les pierres de notre trésor commun." Oui, ayons confiance. Supposons le pire : les langues mortes ou demi-mortes resuscitent-elles ? Le monde contemporain nous offrirait au moins un exemple : celui de l'Etat libre d'Irlande qui a entrepris de faire revivre le gaélique des ancêtres, lequel, si je ne me trompe, doit devenir d'ici peu d'années, la langue officielle de la République. En cherchant quelque peu, il ne serait pas difficile, non plus, de trouver dans les pays du centre de l'Europe ou dans les anciens débris des empires allemands ou autrichiens, de petits groupes ethniques qui, même en ces Etats fortement centralisés, n'ont pas moins conservé le parler ancestral.

Ne nous laissons pas émouvoir non plus par les opinions des pseudo-prophètes pour qui le monde d'aujourd'hui, par suite de sa croissante interdépendance, s'en irait, à grands pas, vers l'unification rigide des cultures nationales. Vue superficielle que vient démentir l'insurrection des grandes masses humaines de l'Extrême-Orient contre ce qu'elles appellent l'envahisseur occidental; insurrection qui, en ces pays fiers de leur antique civilisation, vise non seulement ni principalement la domination politique ou économique de l'envahisseur, mais tout autant son agression d'ordre culturel. Qui ne sait, par exemple, que le plus grave obstacle aux missions catholiques provient précisément de cet état d'esprit

POUR BÂTIR

des Orientaux, pour qui le catholicisme prend trop figure d'une religion occidentale ? Et qui ne sait également que si, aujourd'hui, ces mêmes Orientaux empruntent, à vive allure, les techniques de l'Occident, c'est pour se mieux libérer de l'occidentalisme ?

Chers amis franco-américains, chers frères, dans l'effort que vous allez entreprendre, rien de tout cela, sans doute, — je le dis sans gêne à des croyants — ne vous dispensera de beaucoup de prière. Mais souvenez-vous que partout où il y a une prière, il y a une espérance. Dieu n'est pas un infidèle. Nous pouvons manquer à notre avenir. Dieu ne nous manquera pas. Dieu ne fera pas notre avenir sans nous. Mais Il sera toujours là pour le faire avec nous.

Rien ne vous dispensera, non plus, d'un engagement total, à fond, jusqu'à pleine tension de la volonté. L'espoir est à cet autre prix. Trop tard ! vous crient peut-être les pessimistes. Il n'est jamais trop tard quand, à la façon de ce quelqu'un de la Première Jeanne d'Arc de Péguy, homme ou peuple, l'on a assez de volonté pour ne jamais prendre son parti de rien. Il n'est jamais trop tard quand il s'agit de la foi de vos enfants, de la foi d'une génération, de la foi de tout un peuple. Le jeune Etat d'Israël, écrivait-on récemment, fut le résultat d'un "pur acte de foi", oeuvre d'une poignée d'hommes animés "par un idéal indomptable, courageux, lucide". N'en pourrait-on dire autant de l'Etat libre d'Irlande ? Cette poignée d'hommes, est-il impossible qu'on la trouve parmi ces fils de Français que vous êtes et qui ont derrière eux le passé que vous savez ? Longtemps l'on avait cru chimérique la conquête des derniers pics de l'Everest. En apprenant ces mois derniers le victorieux exploit, je me suis rappelé le mot de l'un des devanciers de ces alpinistes disparu en 1895, dans les gouffres de l'Himalaya : "Là où il y a une volonté, il y a un chemin." J'ajoute : il y a un avenir !

RESTEZ FEMMES *

J'AI écouté tout à l'heure, mesdemoiselles, cette partie de votre rapport, où se trouvait à mon sujet une strophe selon le mode lyrique, strophe reprise par M. Minville que je savais rempli de talent, mais que je ne savais pas poète. Et je me suis dit : quelle peine on peut se donner pour rappeler tout simplement à un pauvre homme qu'il a vieilli d'un demi-siècle. Mais vous me l'avez dit à votre manière et je crois bien qu'on ne saurait pousser de façon plus galante un vieillard encore adonné à des illusions, vers la funèbre confrérie des barbons irrévocables.

Vous me remerciez pour ces longues années d'enseignement. Si vous saviez comme cet enseignement m'a peu coûté, tant je l'ai aimé, me sentant si heureux de collaborer à l'éducation que vous recevez en ce collège. L'un des maux, je dirais volontiers, l'une des tares impardonnables de la civilisation en train de se faire, c'est de se livrer avec acharnement à la déformation de la femme. Un démocratisme effréné, venu l'on sait d'où, ne se contente plus de viser à l'égalité des sexes, — ce qui serait encore admissible — ce qu'il veut et ce qu'il poursuit sans relâche, c'est l'égalitarisme entre l'homme et la femme, comme si les fonctions et les

* Discours prononcé, pour la collation des diplômes, au Collège Basile-Moreau, le 25 octobre 1953. La séance était sous la présidence de M. Esdras Minville et offerte en hommage au Chanoine Groulx, à l'occasion de son cinquantenaire de sacerdoce.

POUR BÂTIR

aptitudes de l'un et de l'autre pouvaient être interchangeables. Autrefois, pour marquer la limite des pouvoirs du parlement britannique, on disait en Angleterre, que ce parlement pouvait tout, excepté transformer une femme en homme. Aujourd'hui, écoutez dans les salons, et vous constaterez que le miracle de cette métamorphose s'accomplit tous les jours en bien d'autres parlements qui n'ont rien de britannique. Hérésie sociale dont nous pouvons constater sous nos yeux les funestes effets. Elle tend à détruire la famille qui ne peut tout de même pas ne se composer que d'hommes ; elle tend à dissoudre le mariage indissoluble ; elle incite la femme à désertier l'insupportable foyer ; elle tend à la disparition de ce gêneur qu'est l'enfant ; et si, malgré tout, il lui arrive de naître, le pauvre petit n'aura qu'à chercher qui l'élèvera.

Ici, à Basile-Moreau, je ne dis pas qu'on fait mieux qu'ailleurs, mais enfin j'ai pu constater qu'en votre collège, tout en vous ouvrant larges les avenues du savoir et votre légitime part dans la vie, on s'en tient à la discrétion des antiques parlements. On se garde bien de vous dénaturer. On croit que l'idéal de la femme est assez beau pour s'épargner de vous métamorphoser en cette contestable réplique du compagnon masculin qui vous enlèverait quelques-uns de vos avantages, sans vous donner les siens.

Restez femmes, mesdemoiselles. Restez-le sans respect humain, et sans mauvais dépit contre votre naissance qui vous a faites ce que vous êtes, ni contre les éducatrices qui s'emploient à obtenir que vous le restiez. De toute éducation qui n'obtient point de faire la femme plus femme, il en est comme de celle qui n'aboutit point à faire l'homme plus homme. Toutes deux sont de lamentables faillites dont les premières victimes ne sont pas toujours les éducateurs ou les éducatrices.

Restez femmes. Restez-le par intérêt. Pour le vôtre d'abord. Vous n'aimez pas les hommes aux manières ou aux

RESTEZ FEMMES

allures de femme. Le dictionnaire les désigne par un mot de mépris qui pourrait bien avoir été inventé par vous. On dit, en tout cas : c'est une *femmelette*. Pourquoi les hommes aimeraient-ils ces femmes qui s'essaient à jouer à l'homme et qu'avec un peu de morphologie et de calembour, on pourrait aussi bien appeler des *hommelettes* ? Du reste, à vouloir mêler, égaliser indéfiniment les deux sexes, avez-vous fait attention qu'on ne pourrait aboutir qu'à ce résultat assez peu réjouissant qu'il n'y aurait plus d'hommes, ce qui, au moins pour quelques-unes d'entre vous, mesdemoiselles, serait fort regrettable, et qu'il n'y aurait plus de femmes, ce qui serait regrettable pour tout le monde. Puis, ne vous paraît-il quelque peu paradoxal que la femme en mal d'émancipation, au lieu de s'appliquer à se faire femme — ce qui serait dans l'ordre — n'a d'ambition, ce semble, que de se faire le décalque de son affreux rival : cet être d'instincts impérialistes qu'elle croit capable de tous les péchés capitaux, et sans doute aussi, de quelques autres.

Restez femmes par devoir. Vous êtes irremplaçables. Vous avez appris qu'au début du monde, Dieu n'a pas jugé bon de laisser l'homme seul. Et vous savez tout aussi bien que si le Créateur a cru opportun de donner à l'aïeul Adam une compagne, ce n'est pas uniquement pour l'empêcher de mourir de neurasthénie, ni davantage pour lui apprendre à mettre un peu plus de fruit en son régime alimentaire. Dieu avait marqué à l'humanité une tâche sacrée. Pour l'humanité qui allait venir et qui avait pour mission temporelle, de "posséder la terre", l'un serait le chef à la fois tendre et fort qui donnerait naissance au mot "viril" et qui s'appellerait le *Père*. L'autre incarnerait aussi la force, le courage, mais surtout la grâce, la pureté, la tendresse ; et, dans l'histoire et le vocabulaire, elle s'appellerait d'un nom qui aurait le don d'amollir les coeurs les plus durs : elle s'appellerait la *mère*.

Restez femmes. Et restez la femme de chez nous : ca-

POUR BÂTIR

tholique et canadienne-française, telle que l'on s'applique à la former ici.

Une jeune Canadienne française ne doit pas ressembler à tout le monde. Et quand je parle de dissemblance, je n'entends point l'ambition d'une différenciation hautaine, inspirée de l'orgueil ou de l'esprit de caste. Je dis que la jeune Canadienne française doit avoir assez de personnalité pour être franchement de sa culture et de sa civilisation faites de bon sens, de bon goût, de discrétion. Elle doit avoir l'esprit et le caractère assez vigoureux pour s'interdire certaines mœurs, certain débraillé qui ne sont pas de chez nous ; elle devrait être en état de faire un tri judicieux, spontané, parmi les influences étrangères qui sollicitent notre pauvre peuple et où son choix n'est pas toujours heureux. Mesdemoiselles, à votre langage, à votre tenue, à vos modes, bref à votre *chic*, on devrait savoir qui vous êtes et qui vous a élevées.

* * *

Et vous êtes catholiques. Et notre foi, cela aussi vous le savez, implique un engagement, le plus sacré des engagements. Nous sommes partie dans la plus grande aventure de l'Histoire : celle à laquelle le Christ nous a conviés, il y a deux mille ans : cette immense entreprise de la rédemption du monde où chacun doit compter pour un. Dieu, l'Eglise ont besoin de femmes qui leur forment des femmes et des hommes. Les peuples, tous les peuples, le nôtre en particulier, ont besoin de femmes qui restituent au foyer son atmosphère normale, chrétienne, la seule où la plante humaine ait encore chance de croître en force et en beauté. Ici, au Canada français et catholique, nous avons besoin de femmes et de grandes femmes, pour sauver nos foyers, notre jeunesse ; nous avons besoin de vous pour garder à l'Eglise son prestige de grande hospitalière, de grande missionnaire, et comme vous y convie cette maison, de grande éducatrice. Tâches

RESTEZ FEMMES

sacrées encore une fois où vous jetterez, j'en suis sûr, le meilleur de vous-même, vous souvenant de ce mot de René Benjamin : "Plus il y a d'*âme* dans une oeuvre, plus elle est haute et belle." Il y a des doutes, des inquiétudes dans la vie de notre peuple. Vous serez plus fortes que tout cela. Vous serez l'espérance qui ne se rend pas. En riposte à ceux qui nous contestent notre état de civilisés, soyez une fleur de civilisation.

J'ai lu quelque part que, d'une émeraude tombée du front de Lucifer, l'on aurait taillé le Saint-Graal de la légende celtique. Vous, Mesdemoiselles, qui avez la foi, goutte de sang sacrée tombée du front du Christ en croix, vous aurez l'ambition d'en tirer, j'en suis sûr, pour un monde qui en a tant besoin, un idéal de courage, de pureté et de grandeur.

QU'ATTEND DE VOUS LE CANADA FRANÇAIS ? *

Mesdemoiselles,

Si je commençais par vous dire ce que j'entends par Canada français ? Fabricant de film, voici peut-être les quelques images que je ferais défiler sous vos yeux.

Qu'est-ce que le Canada français ?

Un groupe d'hommes et de femmes de France qui s'en venaient, il y a 300 ans, par delà la mer, s'agripper aux rives sauvages du Saint-Laurent, s'y fonder un foyer, y "provi-gner", comme ils disaient, une Nouvelle-France, faire à leur pays sa part dans la jeune Amérique.

Un groupe d'hommes et de femmes de France qui s'en venaient avec l'espoir de se forger une vie meilleure... mais qui savaient aussi à quel prix héroïque, en pays neuf, en terre vierge et dure, ils fonderaient ce foyer.

Un groupe d'hommes et de femmes, quelque peu mêlés, mais en somme nés de la meilleure France, celle de 1640 à 1680, qui apportaient ici toute la foi de leur pays, ses meilleures institutions, les plus hautes inspirations du grand siècle, la plus pure essence de l'esprit français.

* Conférence prononcée à la Maison Mère des Soeurs de l'Assomption de la S.V. (Nicolet), à l'occasion de la collation des baccalauréats, le dimanche, 23 octobre 1949.

QU'ATTEND DE VOUS LE CANADA FRANÇAIS

Un groupe d'hommes et de femmes de France qui venaient pour explorer, coloniser, commercer, mais tout autant et souvent au-dessus de tout, pour évangéliser. Pèlerins de l'absolu, ils s'en venaient tendre à l'Indien, une main fraternelle pour le hausser jusqu'à la foi. Et, pour donner à leur portion d'Amérique, un visage chrétien autant que français, ils planteraient des croix, beaucoup de croix, et tout à l'entour de la terre conquise par eux, ils dessineraient une vaste auréole d'apostolat missionnaire.

Un groupe d'hommes et de femmes de France qui s'en viendraient fonder Ville-Marie, cette perle, ce chef-d'oeuvre de l'histoire coloniale... colonie qui, par son idéalisme chevaleresque, ses fins exceptionnelles, fait penser, disait, il n'y a pas longtemps, le géographe Blanchard, à un conte de fée ou à quelque chapitre de la *Légende Dorée*.

Qu'est-ce encore que le Canada français ? Une poignée d'hommes de France qui, d'une vision et d'un courage à défier les distances, vont se tailler, dans l'espace américain, à l'échelle de leur siècle, un pays plus grand que l'Europe ; insatiables aventuriers qui ambitionnent de mettre la moitié du continent sous leurs pieds ; qui édifient à la fin une sorte d'empire où l'on verra le fleurdelisé flotter, un temps, depuis les rives de l'Atlantique jusqu'à l'arrière des Grands lacs, et, depuis la Baie d'Hudson, jusqu'aux bouches du Mississipi.

Qu'est-ce encore que le Canada français ? Un groupe de Français qui, tout en essouchant, labourant, guerroyant, commerçant, explorant, évangélisant, se constituaient une société d'essence catholique et latine, avec tous ses organes essentiels : un type de famille, d'école, un cadre paroissial, inspirés du meilleur spiritualisme ; une société hiérarchisée, avec une large base paysanne, et d'une paysannerie heureuse, prospère, comme alors il s'en trouve peu dans le monde, société couronnée à son sommet, d'une fleur d'élégance, d'un monde en dentelle, qui savait causer, s'amuser, vivre jusqu'à faire l'admiration d'un Montcalm et de bien d'autres. Bref

POUR BÂTIR

une des plus parfaites images que la France ait jamais projetées hors de soi : un pays qui a ses tares, ses misères, mais, à tout prendre, d'un climat moral presque exceptionnel, où la France aurait pu se mirer comme une mère se mire dans le visage de son enfant.

Qu'est-ce encore que le Canada français ? Un pays où il fait bon vivre, où l'âme est restée, au fond joyeuse. Écoutez ses chansons. Penchez-vous sur son folklore. Et pourtant un pays d'alertes ; un pays qui vit trop souvent dans l'angoisse, où l'homme se sent trop seul, trop abandonné, trop débordé par sa tâche, dilué dans l'espace disproportionné : trop de terre pour trop peu d'hommes. Un peuple obligé de vivre, trop constamment, sur le plan héroïque, et qui, à la fin, écrasé par le nombre, par la misère, tombera, face contre terre, là-bas, un jour de septembre 1759, sur les hauteurs de Québec.

Et qu'est-ce encore que le Canada français ? Un mort ? Non pas. Un blessé qui, presque aussitôt, se trouvera debout, pour durcir de nouveau sa volonté, recommencer une autre grande aventure : recommencer sa vie, sous un drapeau nouveau, en des cadres nouveaux, mais avec une âme toujours pareille. Seul, de tous les petits peuples des trois Amériques, à subir la catastrophe de la domination étrangère, il a résolu de tenir tête à son malheur, dans un effort de dépassement.

Après 1760

Et alors que sera-ce encore, en ces jours-là, que le Canada français ? Une poignée de vaincus — 65,000 — dans un pays qui a connu, l'un des premiers du monde, la guerre totale ; mais habité par une génération d'hommes restés passionnés de liberté et d'indépendance, résolus à vivre et à survivre ; qui, malgré les invites et malgré les agressions, n'accepteront de sacrifier aucune parcelle de ce qui fait leur âme : ni leur langue, ni leurs lois, ni leur foi, ni leur dignité d'hom-

QU'ATTEND DE VOUS LE CANADA FRANÇAIS

mes et de Français, mais en face des nouveaux venus, réclameront, dès lors, la pleine égalité juridique et politique. Le Canada français ! C'est encore une poignée d'hommes, le même petit peuple, de moins de 100,000 âmes toujours, qui, pour vivre et survivre, commencera hardiment la longue bataille de son autonomie, bataille qui dure encore, mais qui, par des victoires successives, victoires à peu près sans recul, vont le conduire, d'étape en étape, du moins dans le Québec, à ce haut palier de nationalité libre dans un Etat souverain.

Mais poursuivons. Qu'est-ce toujours que le Canada français ? Un petit peuple tronçonné par l'émigration (phénomène du 19^e siècle), migration fatale d'un peuple paysan établi sur une bande de terre trop mince et trop souvent restée plus mince qu'il ne faut par l'indolente politique ; aujourd'hui peuple disséminé dans toutes les provinces canadiennes de l'Atlantique au Pacifique, vivant, dans sa dispersion, une vie souvent difficile — en des climats peu favorables à sa vie française et catholique — mais peuple toujours épris de liberté, nulle part résigné à la servitude, l'une des rares minorités, en Amérique du Nord, qui a su défendre, jusqu'à l'héroïsme, sa langue et sa foi.

Un peuple enfin que beaucoup n'aiment pas ; qui pourtant n'a de haine contre personne, qui n'a jamais fait de mal à son voisin, qui n'a jamais convoité ni volé ni le bien ni le droit d'autrui, peuple qui ne parle pas beaucoup de *fair-play*, mais qui n'a jamais oublié de le pratiquer, qui n'a jamais élevé ses exigences ni ses prétentions au delà de son droit de vivre, mais de vivre, par exemple, normalement, dignement sa vie dans le respect des lois et de la constitution de son pays ; bref, un peuple simple, fraternel, confiant, disposé à croire à toutes les chartes de liberté, même à celles qui naufragent dans l'Atlantique.

Voilà le Canada français. Combien de petits peuples, en ce bas monde, pourraient faire passer sur l'écran, autant de nobles images ? Et n'ai-je pas raison d'apercevoir, dans ce

POUR BÂTIR

petit peuple français, d'âme et de structure catholiques, l'une des grandes entités spirituelles de ce continent ? De ce Canada français, Mesdemoiselles, vous êtes les filles. Vous avez cet honneur. Vous pouvez maintenant mesurer vos devoirs.

Votre puissance

Pourquoi d'abord ne pas mesurer votre puissance ? Une jolie femme demandait un jour avec coquetterie à un malin : "Me trouvez-vous intelligente ?" Le malin répondit : "Plus qu'on ne le pense, mais moins que vous ne le pensez." Si vous me demandiez : Sommes-nous vraiment si influentes, si puissantes dans la vie d'un peuple ? Je vous répondrais en corrigeant la réponse du malin : "Plus qu'on ne le pense et peut-être autant que le pensez."

Un brillant essayiste, Jean Carrère, n'a-t-il pas prétendu tirer une loi de civilisation des hauts et des bas de l'influence féminine dans le monde ? "Chaque fois que l'esprit mâle, a-t-il écrit, l'emporte sur l'esprit féminin, il y a violence, despotisme, abus de la puissance et barbarie. Chaque fois que l'esprit féminin l'emporte sur l'esprit mâle, il y a arrêt, décomposition et décadence. Chaque fois que l'esprit masculin et l'esprit féminin exercent une influence à peu près égale, il y a splendeur, prospérité et épanouissement complet de la vie civilisée." Le 21 octobre (1945) le Pontife romain prononçait cette solennelle parole : "L'agitation fiévreuse de notre époque de surmenage et davantage l'incertitude du lendemain, ont placé la femme au premier plan dans les programmes tant des amis que des ennemis du Christ et de l'Eglise." Après de tels et si augustes propos, Mesdemoiselles, tout vous défend de douter de vous-mêmes et de votre pouvoir.

Formes de votre action

Mais en quels domaines exercer votre influence ? Quelles formes revêtira votre action ? Ici, pourquoi ne pas invo-

QU'ATTEND DE VOUS LE CANADA FRANÇAIS

quer l'exemple des aïeules et reprendre quelques autres images du Canada français. Qu'était-ce encore que la Nouvelle-France ?

Une poignée de petites femmes de France, quelques châtelaines, mais la plupart des femmes d'humbles colons, hier couventines, "filles du roi," élevées dans des hospices, et maintenant isolées au bord des bois, peuplés de fantômes, mal logées, mal vêtues, presque toujours sans médecin, et qui n'ont jamais refusé le glorieux fardeau de la maternité, qui ont fait aller berceau après berceau, et qui, près de ces berceaux, ont toujours trouvé le courage de rire et de chanter. Une poignée de Françaises qui ont fait les 65,000 de 1760 — et une autre poignée de Françaises qui, des 65,000, ont fait les 4 millions de Canadiens français d'aujourd'hui. Des femmes au coeur grand et fort, dont l'on pourrait dire comme Madame de Maintenon disait de je ne sais plus qui : "Chez elle le coeur est mort le dernier." Voilà de qui vous êtes encore les filles.

Qu'est-ce encore que le Canada français ? Une poignée d'autres Françaises, l'humble et glorieuse phalange des institutrices, des éducatrices. Et, pour ce coup, quel défilé à confier au film : en tête les fondatrices des grandes familles religieuses : Mère de l'Incarnation, Mère Bourgeois, Mère d'Youville, puis Mère Marie-Anne, Mère Marie-Rose, Mère Gamelin, les quatre demoiselles de M. le curé Harper et, derrière elles, la théorie interminable de leurs institutions et de leurs filles spirituelles : toutes ces maisons, comme la vôtre, élevées au service de la jeunesse ; toutes ces cornettes qui cachent le visage plus facilement que le coeur. Puis l'image s'élargit encore, et voici toute la légion des petites institutrices des rangs, celles qui ont appris à lire et à prier à tant de générations de nos ancêtres. Et voici encore ces héroïques petites femmes de nos luttes scolaires, maîtresses impayées et impayables de l'Acadie, de l'Ouest, gardiennes des Ecoles de l'Ontario, toutes ces femmes bénies qui, avec nos mères, nous

POUR BÂTIR

ont gardé la langue, la culture ancestrale, les traditions de foi dont nous vivons encore.

Qu'est-ce encore que le Canada français ? D'autres Françaises, d'autres Canadiennes, fondatrices de presque toutes nos maisons d'hospitalisation. Réseau d'oeuvres de charité, d'assistance à toutes les misères, qui, pareilles aux racines et radicelles des souches fécondes, se ramifient indéfiniment à travers tout notre pays, débordent nos frontières.

Qu'est-ce encore que le Canada français ? La légion héroïque des petites Canadiennes missionnaires, des chercheuses de la plus belle aventure qui soit au monde, qu'on trouve sur toutes les routes des missionnaires canadiens. Aventure qui révèle tout ce qui est resté de force propulsive dans l'âme d'une jeune nationalité nourrie pendant cent ans d'un rêve d'empire. Aventure spirituelle, cette fois, où l'on se jette, avec un tel élan, sur tous les points du monde où l'étoile du Rédempteur cherche encore des âmes à gagner. Et, par ces enfants de chez nous, je vois notre petit Canada français, emporté par je ne sais quel souffle mystique, associé au mouvement missionnaire universel : ce qui nous valait en ces tout derniers jours, cet éloge émouvant du délégué apostolique au Canada : "Les chrétiens du Canada méritent d'entendre ces paroles que saint Paul adressait aux premiers chrétiens de Rome : "Votre foi est connue de par le monde entier."

Qu'est-ce enfin que le Canada français ? C'est la Canadienne en société. C'est la reine de nos manoirs, de nos salons, de ce petit monde en dentelles, dont je vous parlais tout à l'heure, où l'on dut lutter contre la rudesse des moeurs masculines, rudesse du langage, des manières, développée dans la vie des camps, dans les trop longs séjours au fond des bois, en sauvagerie . . . et où l'on finit par former cette aristocratie coloniale, vantée par Charlevoix et bien d'autres, élite qui aimait s'adonner aux joies de l'esprit, qui se plaisait à causer d'art, de littérature, de science, de politique, qui raffinaient sur le costume, ornait volontiers ses demeures de beaux meubles,

QU'ATTEND DE VOUS LE CANADA FRANÇAIS

de belles peintures et tapisseries, ne mangeait bien que dans de la fine vaisselle d'argent, aimait boire les meilleures crus de la vieille France — et qui vaudra au Canada d'apparaître, dans le nouveau-monde, comme un authentique morceau de France. Et vous savez quelle part les Canadiennes d'autrefois ont prise à la formation de cette société. Je ne sache pas qu'elles aient tenu "Chambre bleue"; mais l'ingénieur Franquet nous dira que les femmes de Montréal "parlent un français épuré, n'ont pas le moindre accent". Charlevoix dira, pour sa part, que les Canadiens ont beaucoup d'esprit, mais "surtout les personnes du sexe qui l'ont brillant, aisé, ferme, fécond en ressources, courageux et capable de conduire les plus grandes affaires". Il dira encore, — et c'est à propos des demoiselles de grande famille — qu'elles "n'apportent ordinairement pour dot à leurs maris que beaucoup d'esprit, d'amitié et d'agrément..." Kalm, le Suédois, qui passe en Nouvelle-France en 1749, observe, sans doute, que les jeunes filles du Canada, "sont vives et ont la langue bien pendue", et qu'"elles se frisent et se poudrent les cheveux le dimanche", mais il constate aussi que "les dames Canadiennes, celles de Montréal surtout, sont très portées à rire des fautes de langage des étrangers". Le voyageur en donne cette raison que le français n'étant "presque jamais" parlé, devant elles, que par des Français, "les belles Dames du Canada ne peuvent entendre aucun barbarisme ou expression inusitée sans rire".

Où sont les domaines où ne s'est pas déployée l'action féminine ? Et quels titres, Mesdemoiselles, vos aïeules se sont créés à la reconnaissance d'un peuple ! Je me souviens qu'un jour, ayant exposé les grandeurs et les sublimités de l'Incarnation, — je prêchais une retraite à des enfants — je m'avisai de demander à mon auditoire de fillettes : "Quelle est la plus grande femme de l'Histoire ?" — Je m'attendais qu'on me répondît naturellement : "La Sainte Vierge !" Une petite brunette se leva pour me crier : "La Canadienne !" Au vrai, la réponse me parut un peu chauvine. "Pourquoi, la Cana-

POUR BÂTIR

dienne ?” lui demandai-je. — “Mais parce qu’on chante “Vive la Canadienne !” En effet, *Vive la Canadienne !*, chanson qui fut un temps, avant l’*O Canada*, presque le chant national, chez nous, chanson qui exprime le culte de tout un peuple pour les admirables femmes de son pays. Chanson qui devra vous rappeler aussi qu’on n’est pas pour rien placé si haut dans le culte populaire.

Action plutôt sociale que politique

Mais encore une fois, en quel domaine, Mesdemoiselles, agirez-vous ? Qu’attend de vous le Canada français ? Vous inciterai-je à l’action politique ? Me fais-je illusion ? Dans sa célèbre allocution sur les *Devoirs de la femme dans la vie sociale et politique*, il me paraît que le Saint-Père Pie XII met l’accent sur le social bien plus que sur le politique. L’action politique, je vous vois l’exerçant de l’extérieur, avec l’arme du suffrage, non toutefois pour apprendre aux hommes à s’en mal servir, ce qu’ils savent déjà fort bien et peut-être mieux que vous ; ni non plus, pour les aider à faire décrier ou à tuer la démocratie, ce dont ils peuvent se charger tout seuls. Votre action politique, je vous vois encore l’exerçant, par l’intervention de vos groupements, par toute une action intellectuelle féminine, autour des problèmes de la famille, des droits et des devoirs de la femme, des conditions du travail féminin, de la protection de la jeune fille, du travail des adolescents, de la rééducation des jeunes délinquants, du sort à faire à l’enfance abandonnée, défendant les assises du foyer, le respect du mariage, orientant la législation vers un ordre chrétien, éclairant des députés qui ont rarement surplus d’éclairage.

Au lieu de vous battre pour un siège au parlement, je vous vois défendant l’âme de vos soeurs, plus tard de vos fils, de vos filles contre les trafiquants d’immoralité, propriétaires de cinémas ou de maisons de vice, vendeurs de journaux

QU'ATTEND DE VOUS LE CANADA FRANÇAIS

et de magazines infâmes, cachés dans leurs kiosques, comme dans un affût de chasse, pour courir sus à la pureté de l'enfance et de l'adolescence. Je vous vois prêchant la rentrée au foyer, à vos soeurs, aux mères dénaturées, tristes produits de la civilisation industrielle et moderne, restaurant cette chose demeurée jusqu'à ces derniers temps inviolée et inviolable, le plus bel ornement de la femme, et qui s'appelait l'instinct maternel. Je vous vois apprenant à ces pauvres égarées, à mettre leurs enfants au-dessus de l'argent, quand l'argent n'est pas nécessaire ; quand l'argent de la déserteuse n'apporte rien au foyer, rien pour mieux loger, mieux vêtir, mieux nourrir les petits, mais ne sert qu'à acheter des babioles, quelque peau de poil à se mettre sur le dos.

Je vous vois encore tâchant à introduire, dans nos moeurs politiques, un peu de dignité, un peu de sens national, rappelant à vos camarades masculins, à vos grands frères, à vos parents même, si nécessaire, le respect du vote, leur redisant parfois qu'on ne vend pas sa conscience, son suffrage, pour une poignée de piastres ou de sous, encore moins pour un verre de bière. Je vous vois, jeunes filles d'honneur et jeunes électrices patriotes, enseignant aux hommes qu'au-dessus du parti et de la boîte à scrutin, il y a la nation et il y a la patrie, vous efforçant d'élever le choix et la fonction de l'homme public, fonction trop conséquente sur la vie d'un peuple pour que les meilleurs titres à l'aborder soient trop souvent l'absence de scrupules et une paire de poumons sonores. Je vous vois vous appliquant à convaincre votre milieu que, pour un petit peuple catholique et français comme le nôtre, vivant dans les conditions où il vit, ayant à défendre les augustes enjeux que vous savez, obligé, de par sa foi, à donner, en son pays, les plus hauts exemples de civisme et d'honnêteté publique, la fonction politique, dis-je, est la chose la plus détestable et la plus avilissante du monde, si elle n'est jugée et acceptée comme une fonction sacrée.

POUR BÂTIR

Voudriez-vous toucher à la politique de plus près ? L'expérience m'a appris qu'il est parfaitement vain d'empêcher de se porter candidat, un homme atteint de la candidaturite. J'ai peur qu'il en soit de même des aspirantes à la candidature. En tout cas, Mesdemoiselles, les parlements vous sont ouverts; il ne vous reste qu'à y entrer. Mais, je vous l'avoue, je ne vous vois pas très bien dans les bagarres électorales que ces affreux hommes ont transformées en foires d'empoigne. Et quant à l'élection par acclamation, ne comptez pas trop sur la galanterie des hommes pour vous l'offrir. Ces messieurs ne vous céderont pas plus leur place au parlement qu'ils ne vous la cèdent dans l'autobus et le tramway. Et s'il ne s'agit que d'aller leur apprendre à bavarder à côté de la question, il y a longtemps qu'ils peuvent vous en remontrer.

Fonction de maternité

Qu'attend de vous le Canada français ? Puis-je mieux faire, pour vous répondre, que d'emprunter les paroles du Pape qui vous rappellent, Mesdames et Mesdemoiselles, que "votre fonction", votre disposition naturelle, "c'est — eh bien, oui, — c'est la maternité". "Chaque femme est faite pour être mère; mère dans le sens physique du mot", (c'est encore le Pape qui parle) ou mère "dans le sens plus spirituel, plus exalté, mais non moins réel du mot". Ce qui veut dire, si je ne me trompe, que pour la femme, il y a autant de façons d'être mère qu'il y a de façons d'être dévouée. Vous pouvez vous instruire, tant que vous voudrez, autant que vous le permettent vos moyens et vos dispositions d'esprit,—ainsi pensait, il y déjà longtemps, saint François de Sales, plus généreux que Molière et Montaigne—. Vous savez d'ailleurs que le bonhomme Chrysale est moribond, s'il n'est déjà mort et qu'il n'y a plus d'hommes à vous contester égalité d'intelligence que ceux qui redoutent votre concurrence. Par surcroît vous avez tenu à démontrer de mille manières et souvent énergiques, que s'il

QU'ATTEND DE VOUS LE CANADA FRANÇAIS

y a encore un sexe faible, ce n'est peut-être pas celui que l'on pense. Donc vous pouvez être savantes de la tête aux pieds ; toutes les carrières intellectuelles, artistiques, vous sont ouvertes, disait équivalement François de Sales, à la seule condition de ne pas acquérir du savoir, pour uniquement en faire étalage, comme s'y adonnent trop souvent ces tristes hommes, ou, pour oublier, au profit de la grammaire, de la littérature, de la peinture, ou de l'astronomie, vos devoirs de femmes, vos devoirs d'épouses et de mères. Ces paroles sont dures, disent parfois les mondaines. Que voulez-vous ? Si ce monde doit vivre ; si, à moins d'être frappés de stupeur devant les récentes et formidables découvertes, nous n'avons point qu'à nous asseoir au bord des chemins ou aux sommets des collines, pour attendre la bombe russe ou les trompettes du jugement dernier, il faut tout de même, Mesdemoiselles, vous rendre à quelques évidentes vérités et, par exemple, à celle-ci, qu'en certaine fonction vous êtes irremplaçables ; puis, à cette autre vérité, qu'un peuple meurt tous les jours ; qu'il y a plus de morts dans nos cimetières qu'il n'y a de vivants sur notre sol et que par conséquent, il n'y a d'avenir, pour un peuple, une nation, que s'ils se créent sans cesse, se refont sans cesse des enfants, des femmes, des hommes. Que dis-je ? Parce qu'un peuple meurt tous les jours, il lui faut renaître tous les jours plus encore qu'il ne meurt. Cependant, je n'ai pas à vous l'apprendre : il n'y a d'hommes, de femmes, d'enfants, que s'il y a des familles qui ont le courage d'en faire. Et les familles qui travaillent pour l'avenir et pour l'accroissement de la nation, ce sont les familles d'au moins trois enfants, celles qui laisseront un survivant outre les deux remplaçants du père et de la mère. Que voulez-vous encore ? Il en sera ainsi tant que les enfants ne tomberont pas du ciel ou ne se ramasseront pas tout faits sous les feuilles de choux ou chez les sauvages. La mort guette les peuples où les familles trahissent le premier de leurs devoirs. Pour vivre, pour garder nos positions, on vous l'a dit

POUR BÂTIR

cent fois : nous ne pouvons compter, nous, sur l'immigration ; nous ne pouvons compter que sur nos berceaux et sur le courage de la Canadienne française. Si vos aïeules, mesdemoiselles, avaient fait comme font aujourd'hui beaucoup de leurs descendantes, il n'y aurait plus de peuple canadien-français ; ou il ne resterait plus qu'une poussière de peuple. C'est pour la même raison que vous avez l'étrange spectacle de grands peuples qui dépensent des milliards pour défendre leur vie sur les champs de bataille, pendant qu'entre deux guerres, ils s'acharneront à se détruire de leurs propres mains, par la pratique du suicide national à leurs foyers, quittes, du reste, à la première alerte, et pour se tirer du péril, à faire appel à tous les peuples du monde qui ont le courage de se faire des enfants. Et c'est encore ainsi qu'aujourd'hui, armé de statistiques impitoyables, on peut parler du crépuscule rapide des races blanches, en train de se tuer par égoïsme, par le mépris des lois de la vie, encore plus sûrement que ne pourraient les tuer demain, la revanche des jaunes ou la bombe atomique.

Restauration de la famille

Votre tâche pourrait encore consister à restaurer l'esprit de famille, à reprendre, d'une certaine façon, l'oeuvre des aïeules. Nous célébrons volontiers la famille d'autrefois. Rappelez-vous néanmoins en quelles conditions défavorables, presque anormales, s'est formée la première famille canadienne, au début de la colonie. Ces arrivages de vaisseaux chargés de femmes, de filles du roi ! Et ce régime du mariage obligatoire ; les célibataires, et des célibataires de vingt ans, traqués comme des criminels, parce que célibataires ; l'arrêt du Conseil souverain enjoignant aux garçons d'avoir à prendre femme dans les quinze jours qui suivaient l'arrivée des navires. A coup sûr, c'est le régime des fréquentations réduites au minimum. Les navires abordent ; garçons et filles sont mis en face les uns des autres. Et il faut compter sur le coup de

QU'ATTEND DE VOUS LE CANADA FRANÇAIS

foudre. Mais si le coup de foudre ne se produit pas ? Après ces mariages un peu trop bâclés, les couples prennent la route du bois, des petites colonies, où l'on manquera affreusement de secours religieux : un missionnaire ambulante qui, vers 1681, passe une fois par mois, toutes les six semaines. D'après de Meulles, en 1683, les trois quarts des habitants n'entendaient pas la messe quatre fois l'année ni n'étaient plus instruits de religion que les sauvages. Sous Denonville, le mal persiste encore ; la plupart des peuples, nous dit-on, n'entendent la messe que trois ou quatre fois l'année "et ne font presque point de religion" (28 sept. 1685). En ces étranges conditions, comment ne pas trembler pour l'avenir de la famille canadienne ?

Deux femmes, deux femmes du monde, deux laïques l'ont sauvée : Madame d'Aillebout, veuve de l'ancien gouverneur, qui, aidée, conseillée par le Père Chaumonot, puis relevée plus tard par Anne Gasnier, veuve d'un autre grand de la colonie, Jean Bourdon, fondaient la Confrérie de la Sainte-Famille pour la "Réformation des ménages", disaient-elles. L'oeuvre se répandit. Après quelque temps, Mgr de Laval donnait sanction officielle aux admirables constitutions de la Confrérie. Et voilà comment quelques années plus tard, la famille canadienne allait apparaître au jeune abbé de Saint-Vallier, le futur évêque, sous les traits d'une petite communauté religieuse bien réglée : le joyau de la jeune Eglise du Canada.

Qui de vous, Mesdames et Mesdemoiselles, pour la réforme de notre famille moderne, voudra reprendre quelque oeuvre analogue ? Et quel mal y aurait-il à vous ramener de préférence au secteur-famille, si ce secteur est celui où vous excellez, celui où vous pouvez atteindre le plus sûrement à toute votre grandeur de femmes ? Et surtout si ce secteur est essentiel à la vie du monde, et d'abord à la survivance de notre Canada français ? C'est encore le Pape qui vous en avertit et en termes de quelque gravité : "Le sort de la fa-

POUR BÂTIR

mille, le sort des relations humaines est en jeu." "*Tua res agitur*", vous dit la vigie du Vatican. "Chaque femme, insiste le Pape, a donc l'obligation", notez-le bien, "la stricte obligation en conscience, de ne pas se refuser à l'action, mais au contraire de passer à l'action de la façon la plus convenable à la condition de chacune, afin de repousser les courants pervers qui menacent le foyer, afin de s'opposer aux doctrines qui en mettent en péril les fondements mêmes, et afin de préparer, d'organiser et de parfaire sa restauration."

Education des enfants

Ne nous payons pas d'illusions mortelles. Bien des choses sont à reprendre, dans nos familles d'aujourd'hui, pénétrées, minées, dissociées par toutes sortes d'idéologies perverses. Sans doute, le premier devoir consiste-t-il à peupler les foyers, mais les peupler ne suffit pas. Il faut élever les enfants que l'on y met. Seconde tâche qui n'est pas inférieure à la première par ses redoutables résultats, mais tâche peut-être aussi en péril que la première. A quoi bon mettre des enfants au monde, si l'on s'arrange pour ne pas s'occuper d'eux, autant dire pour qu'ils ne valent rien ? Un million, trois millions d'hommes, mous, invertébrés, jouisseurs, ne font pas un vrai peuple. Un peuple ne vaut que ce que valent moralement les individus qui le composent. Or qui prépare, qui fait, après Dieu, la valeur morale des hommes ? L'éducation, me répondez-vous. Mais où se donne l'éducation première et même seconde ? Dans la famille. Par qui d'abord ? Par la mère. Mais si les mères ne valent rien, que vaudra la race d'hommes enfantée et élevée par elles ? Combien d'hommes sont restés toute leur vie des fantômes d'hommes, parce qu'une mère éducatrice leur a manqué ? Et si ces mères ne sont pas, jusqu'au fond de l'âme, des Canadiennes françaises et des catholiques ; si elles ne savent ni de quelle nationalité ni de quelle culture ni de quelle foi, elles sont ; si elles ne sont

QU'ATTEND DE VOUS LE CANADA FRANÇAIS

pas attachées à leur langue, aux traditions de leur petit peuple ; si elles s'intéressent aux oeuvres nationales et chrétiennes autant qu'à leur premier chapeau, comment pourront-elles former des petits Canadiens français et des petites Canadiennes françaises et des catholiques ?

En revanche, quelle oeuvre que la première éducation au foyer familial, quand elle est faite et bien faite ! Aider un enfant à conquérir la plénitude de sa personnalité, à gagner sa liberté, à la dégager des bandelettes empoisonnées des mauvais instincts et des mauvais caprices ; lui apprendre à se libérer de toutes les diathèses héréditaires, de toutes "les misères de l'individualité matérielle" ; recréer l'homme en quelque sorte ; faire de lui, non pas un vaincu, mais un vainqueur dans la vie ; non pas un déchet, mais une valeur dans son pays, tirer l'âme de sa prison et la replacer au visage de l'enfant, comme un reflet divin, quelle entreprise à tenter un coeur de femme qui a gardé, en toute droiture et élévation, l'instinct maternel ! Et quel est l'homme ou la femme de valeur qui ne porte, dans l'âme et au front, le sceau, l'empreinte d'une grande femme qui fut sa mère ? Et quel hommage peut valoir, pour une mère, celui d'un fils qui lui dirait, comme Dante à Béatrice : "J'étais esclave ; tu m'as fait libre !" Et quel hommage encore que celui que Papineau, à 80 ans, rendait à sa mère : "Vous me croirez, j'espère, si je vous dis : j'aime mon pays . . . Ce sentiment, je l'ai sucé avec le lait de ma nourrice, ma sainte mère."

* * *

Enseignement de fierté

Des enfants, des hommes de haute qualité, vous ne les refuserez pas à notre Canada ; Canadiennes françaises, vous ne les refuserez point à la survivance de votre culture.

Sur ce point, je vous ai encore dit tout à l'heure, l'oeuvre

POUR BÂTIR

des aïeules, l'oeuvre d'affinement de la langue, des manières, de l'esprit, qu'elles avaient accomplie au fond des manoirs, dans leurs salons, l'exquise fleur d'élégance française qui avait poussé, par elles, en terre canadienne, et qui faisait le charme de nos visiteurs de France. Cette fleur d'élégance, vous empêcherez qu'elle ne meure. Notre peuple fléchit la tête parfois ; il n'a pas assez de fierté ni dans l'esprit ni dans les yeux. Il faut qu'il sache et il le saura par vous, Mesdemoiselles, qu'il habite pourtant un milieu culturel exceptionnel au Canada et en Amérique, pour la formation de la personnalité humaine : milieu catholique et français qui lui compose un climat moral privilégié. Il faut qu'il sache encore que toutes les chances d'une civilisation originale, saine, conforme au christianisme éternel, sont pour nous. Vous lui apprendrez qu'il n'y a pas de citoyens de second ordre en ce pays ; que les gens de sa race possèdent égalité de droits, égalité de privilèges dans tous les domaines, et que ses pères lui ont acheté cette égalité assez cher pour qu'elle soit invendable. Notre peuple galvaude un peu trop sa langue ; il est trop prêt à la sacrifier pour des fins utilitaires ; il n'en est pas fier. Apprenez-lui que sa langue n'a jamais empêché de réussir que les incapables. Apprenez-lui surtout que sa langue est une langue de grands civilisés, et qu'il n'y a que les imbéciles, les orangistes, les fonctionnaires fédéraux et quelques tribus sauvages à ne pas le savoir.

Grandeurs de votre rôle

C'est vous indiquer, Canadiennes françaises, l'oeuvre sans prix que vous pouvez accomplir, toujours dans votre secteur. *Tua res agitur*. Ce n'est pas seulement, ni même principalement dans les luttes économiques ou politiques que se décident l'avenir d'une nation, le salut d'une culture. C'est d'abord dans l'esprit et dans le coeur des hommes. C'est au creux des foyers que vous saurez fonder, et que vous saurez

QU'ATTEND DE VOUS LE CANADA FRANÇAIS

animer, foyers où il y aurait, par-dessus tout, un homme et une femme passionnés pour leur rôle et leur mission ; un foyer où il y aurait des enfants et où ces enfants pourraient grandir dans une atmosphère française et chrétienne ; où partout, autour d'eux, l'exemple, la tenue de leur père et de leur mère, la correction, l'élégance des manières et de l'esprit feraient le plus bel ornement de la maison ; où la langue qu'on y parlerait, les livres qu'on y lirait, la musique qu'on y jouerait, tout jusqu'au choix du mobilier, et jusqu'aux moindres détails de l'intérieur et de la vie quotidienne, rappelleraient la noblesse et la finesse de la race dont l'on est. Voilà ce qui prépare une élite et parfois ces êtres d'exception qui, aux heures de crise, sauvent une nation, ou, en tout cas, lui permettent d'atteindre ces sommets qui font l'immortalité d'une culture. "Qu'importe l'Océan, a dit Saâdi, une fois que l'Océan nous a livré sa perle." Je ne dirai pas : qu'importe la femme pourvu qu'elle ait mis au monde un grand artiste, un grand savant, un grand homme. Je ne dirai pas même, comme on l'a dit de Florence et de l'Italie, à propos de Dante, que "peut-être l'objet final d'une histoire, d'un homme, d'une race, est de mettre au monde un Poème". Mais je dirai : quelle enviable gloire, tout de même, pour une femme, souvent la plus humble, la plus obscure, que d'avoir collaboré, ne serait-ce que de loin, à l'élévation spirituelle des siens ou de son pays, et peut-être, à quelque mystérieuse germination du génie ! C'est à quoi songeait, je pense, François Mauriac, un jour que, devant le miracle des Guérin, ces jumeaux du Cayla, jumeaux de grâce et de noblesse françaises, il rêvait aux vertus du terroir familial qui avaient rendu possible la naissance de couple sans égal dans les lettres. "Des siècles de perfectionnement sont nécessaires, écrivait Mauriac, pour qu'une famille française, à un moment de son obscure histoire se pare tout à coup à sa cime, de deux fleurs fragiles et admirables : Eugénie et Maurice."

POUR BÂTIR

Conclusion : action urgente

Jeunes filles, femmes de chez nous, vous ai-je montré, comme je l'aurais souhaité, la grandeur et la beauté de votre mission, il faudrait peut-être dire : la *nécessité*, l'*urgence* de votre action ? Ayez pitié de ces pauvres hommes qui ne peuvent tout faire sans vous. Et s'il vous paraît parfois qu'ils s'acquittent assez mal de leur propre partie, ayez encore pitié d'eux. Et plutôt que de les priver de votre aide ou de votre concours, vous, Mesdemoiselles, qui n'êtes pas issues, comme nous, du limon ou de la boue, mais d'une belle côte d'homme, récitez plutôt sur les hommes, les deux vers de Péguy :

Seigneur, vous les avez formés de cette terre,
Ne vous étonnez pas qu'ils soient trouvés terreux !

Il y a quelque chose de pis qu'une femme, ai-je lu quelque part : c'est une femme en colère. Mesdames et Mesdemoiselles, je voudrais vous voir entrer en colère, en quelque sainte et vigoureuse colère, contre les ennemis, les destructeurs de nos meilleures traditions. Le pis, ce n'est pas toujours que les mauvais fassent le mal. C'est que les bons, les bien-pensants voient le mal et n'en soient pas émus ; voient faire les malfaiteurs et les laissent faire. C'est que les bons sachent quoi faire pour réparer le mal, vaincre le mal par le bien et ne fassent rien. Le pis, c'est qu'il y ait, au milieu de notre peuple, même en des époques où nous jouons notre vie, c'est qu'il y ait tant d'exploiteurs pour le tromper, tant de marchands de narcotiques pour l'entretenir dans le sommeil ; c'est qu'il y ait tant de jeunes gens et de jeunes filles qui gaspillent leur jeunesse, qui passent au travers de la vie, sans une fleur bleue à l'esprit, sans jamais une pensée pour la race, pour le petit pays, dont ils sont, comme s'ils n'étaient d'aucune patrie, d'aucune nationalité, et que la jeunesse, la bonne jeunesse, ressente si peu ce mal effroyable et fasse si peu pour en guérir sa génération. Le mal, c'est que nous, catholiques,

QU'ATTEND DE VOUS LE CANADA FRANÇAIS

dans ce monde qui tourne à l'envers, le spectacle nous soit offert, tous les jours, d'une Eglise ignorée, bafouée dans ses dogmes et sa morale ; c'est que le spectacle nous soit aussi offert d'un Christ qui traverse le monde, comme jadis, sur le chemin de douleur, dans un ouragan d'imprécations, de railleries et de blasphèmes, couvert de coups et de crachats, et que, tout le long de son chemin, il n'y ait aussi, comme jadis, qu'une haie de curieux, de spectateurs ou de touristes. Ah ! permettez-moi de vous le répéter : *Tua res agitur*. Il y va de toute votre destinée de femmes. Il y va de la destinée de votre province, puisque le Canada français se meurt de n'avoir pas de Canadiens français et qu'il n'y aura demain de Canadiens français que si vous acceptez qu'il y en ait. Et je voudrais vous persuader, en même temps, que toute votre foi est engagée dans l'aventure. Persuasion qui doit être déjà vôtre, si j'ai réussi à vous montrer les grandeurs du Canada français et à quelle hauteur placer le rôle de gardiennes de son âme.

Comment ne pas me rappeler, en ce moment, un autre passage encore fameux de Péguy : "Si les catholiques savaient ! Eux seuls sont en état de répondre aux besoins du monde ; ils pourraient prendre la tête de l'histoire temporelle, rien ne tiendrait devant eux." Certes, je n'ajouterai pas comme Péguy : "Ils (les catholiques) sont trop bêtes pour ça." Il me semble plutôt, pour parler comme Ernest Psichari, "que les jeunes sentent obscurément qu'ils verront de grandes choses, que de grandes choses se feront par eux. Ils ne seront pas des touristes à travers la vie. Ils savent ce qu'on attend d'eux."

AU CONSEIL DE STRATÉGIE *

Mes chers amis,

ON m'invite à tirer les conclusions de cette journée d'étude. Pour ce faire, il me faudrait mon assurance de jadis, alors que, tout jeune professeur et chargé d'enseigner à peu près tout le savoir humain, on nous y croyait parfaitement idoines. En cours de route, je dois l'avouer, j'ai perdu beaucoup de cette compétence.

J'ai entendu vos débats de tout à l'heure. Pour vous apporter des conclusions appropriées, il m'aura manqué de me trouver présent aux divers comités d'étude où ces débats se sont amorcés. Souffrez que je vous apporte tout simplement quelques réflexions qui, au soir d'une journée comme celle-ci, me viennent à l'esprit.

* Le conseil de stratégie du Canada français groupait le samedi, 21 novembre 1953, à l'Université de Montréal, sous la présidence de Me René Paré, des délégués de tous les milieux. Il s'agissait, selon les paroles mêmes du président, de "réaliser l'unité d'action au moins sur un minimum de points et d'articles fondamentaux d'un programme concret", et de rendre hommage au Chanoine Groulx, en cette année de son cinquantenaire de sacerdoce. Six comités ont délibéré au cours de la journée. Puis ils se sont réunis pour énoncer leurs résolutions et entendre les conclusions du chanoine Lionel Groulx.

AU CONSEIL DE STRATÉGIE

Pour une réunion annuelle

En premier lieu, serait-ce un vœu téméraire que de souhaiter la reprise ou la répétition d'une telle rencontre, et voire de la rendre annuelle ? Notre problème de vie est si vaste, si complexe ; il exige des solutions si précises, si urgentes, qu'il ne serait pas superflu, ce semble, qu'une réunion de vrais spécialistes s'applique à le repenser une fois par an.

Pour un conseil de prévision économique

L'on s'accorde à reconnaître la gravité particulière du problème économique. Il tend à aggraver, chez nous, une crise de structure, à mettre en péril les fondements matériels de notre civilisation. N'y aurait-il pas place, chez nous, pour un conseil de prévision économique ? Je ne sais plus qui proposait récemment cette sorte de conseil pour toute l'économie canadienne. J'avoue que, préparant des notes pour cette journée, j'avais songé à vous proposer une semblable institution. L'École des Hautes Etudes, en collaboration avec nos Chambres de commerce, pensais-je, pourrait se charger de la mettre debout. "La fin d'un tel organisme, avais-je écrit dans mes notes, serait de se tenir à l'affût du renouvellement des méthodes commerciales et autres, de saisir, à leur naissance même, les courants d'idées nouvelles, les initiatives menaçantes, et de prodiguer les avertissements opportuns." Et j'ajoutais : "Il n'est pas fatal que nous passions notre temps à toujours galoper derrière nos rivaux pour les rattraper et empêcher qu'ils ne nous déclassent irrémédiablement. Il n'était pas fatal, par exemple, que l'expansion des chaînes de magasins nous prît par surprise. Nous était-il impossible de parer le coup, sans attendre que le mal fût au paroxysme ?" Et j'ajoutais encore : "Vers 1900, lors de la grande offensive du capital étranger, nous nous sommes trouvés quelque peu dans la situation des peuples d'Extrême-Orient qui ont eu à choisir ou d'accepter les techniques de l'Occident ou de se les voir

POUR BÂTIR

imposer à coups de canon. Ces peuples ont eu le bon esprit d'accepter la contrainte, mais comme une école d'initiation, un moyen de défense qui, avec le temps, serait un instrument de libération. Fût-ce bien notre attitude et notre politique ?”

L'impossible isolement

Mais nous n'avons pas à surveiller et à résoudre que le problème économique. Ce sont toutes nos structures, sociales, intellectuelles, voire morales et religieuses, qui sont ébranlées; c'est l'avenir de toute notre personnalité ethnique et culturelle qui est en jeu. Cette personnalité, il nous la faut, robuste, intègre, capable de résister à toutes les endosmoses malsaines, à toutes les érosions. Nous ne pouvons songer à former un îlot, un bloc absolument isolé, une émigration à l'intérieur, soit dans notre pays, soit dans notre milieu américain. Nous voulons rester solidaires et de tout notre pays et de tout notre continent, sans pourtant nous rendre solidaires ni surtout complices des forces adverses qui pourraient nous miner et nous détruire. En d'autres termes, il ne peut être question de boudier, sans discrétion, les civilisations qui nous entourent et auxquelles nous avons quelque chose à prendre. Mais nous voulons être assez forts spirituellement et assez judicieux pour les aborder avec un philtre. Je dirai même qu'avec le temps, par le développement organique, intense, de notre innéité ou de notre héritage français et catholique, cette ambition doit s'établir, en nous, de fournir notre contribution, si modeste soit-elle, à la civilisation ambiante. Un peuple catholique ne peut rester en deçà de cette aspiration.

Vers l'action positive

Pour prendre aussi ferme attitude, quelles sont nos ressources ? Je ne vous en dirai rien, après l'optimiste exposé que vous en a fait, dans la matinée, un esprit aussi objectif et pondéré que M. Minville. Pensons plutôt, puisqu'il est en-

AU CONSEIL DE STRATÉGIE

core temps, à l'action positive, immédiate. J'arrive d'un voyage chez nos frères Franco-Américains. Tout n'y est pas perdu, Dieu merci. Mais j'ai été frappé de la rapidité avec laquelle une situation de trop confiante sécurité, peut-être, peut se retourner. Il a suffi là-bas d'une génération cléricale et laïque élevée dans le trop grave oubli de l'idée nationale pour risquer de tout compromettre.

Observez, mettez-vous aux écoutes : qui oserait dire que telle génération n'existe pas chez nous ? Le redressement là-bas, comme ici, n'est pas tentative impossible en soi. Je l'ai dit à nos frères de la Nouvelle-Angleterre, un redressement ne devient jamais impossible qu'à défaut d'hommes pour l'accomplir. Car une masse humaine, je n'ai pas à m'excuser de le rabâcher, ne se meut jamais d'elle-même. Pas davantage une élite qui, pour se mettre en mouvement et trouver l'unité d'esprit qu'il y faut, a tout autant besoin de l'impulsion de ses propres chefs.

Il n'y a donc qu'à se mettre à l'oeuvre. Un homme peut perdre son temps sans trop de dommage. Un peuple, surtout de notre espèce et dans le milieu qui est nôtre, n'a pas de temps à perdre.

AU SOIR DE MON CINQUANTENAIRE DE SACERDOCE *

Eminence, ¹
Excellences, ²
Mgr le Recteur, ³
Monsieur le président, ⁴
Mesdames, messieurs,

JE NE voulais point de célébration de ce cinquantenaire. J'ai commencé par m'y refuser énergiquement. Depuis six mois, j'ai pu apprendre de combien de façons à la fois subtiles et savantes, l'on peut contourner la plus ferme volonté. Avis aux vieillards qui s'attardent plus qu'il ne faut et qui gardent encore quelque illusion sur le prestige des tronc vermoulus. Serait-ce qu'on ne saurait vieillir sans excès de sagesse ?

C'est bien la crainte qu'il y a quelque quarante-cinq ans, au 25^e anniversaire de *La Croix* de Paris, j'entendais le chanoine Desgranges exprimer à son ami, l'abbé Solange-

* Conférence prononcée le 21 novembre 1953, à la fin d'un banquet offert au Chanoine Lionel Groulx, par le Conseil de stratégie du Canada français, à l'occasion de son cinquantième anniversaire sacerdotal.

1. Son Eminence, le Cardinal Paul-Emile Léger.
2. Nosseigneurs J.-Alfred Langlois et Percival Caza de Valleyfield.
3. Mgr Olivier Maurault, recteur de l'Université de Montréal.
4. Me René Paré, président de la Société des Artisans.

CINQUANTENAIRE DE SACERDOCE

Bodin, curé de Ménilmontant, alors dans toute la sève de sa jeunesse : "Mon ami, lui disait-il, — il était chargé de le remercier après une conférence — vous avez déjà trop de sagesse. Que sera-ce plus tard, lorsque vous aurez vieilli et que vous serez devenu asthmatique, paralytique, rhumatisant, et qui sait, chanoine honoraire... ?"

Mettons, tout de même, que la sagesse soit serviable à tout âge. Et, par exemple, je regarde cette table d'honneur. Voilà bien des endosseurs pour ces cinquante ans passés, et, parmi eux, mon archevêque, cardinal de la sainte Église. Et, certes, il y aurait de quoi rendre téméraire un homme qui, en sa vie, ne s'est pas toujours privé de l'être. Je crois plus sage de faire acte d'humilité et de me rappeler que d'habitude l'on n'exige tant d'endosseurs que de la part de ceux-là qui ont besoin d'un large surplus de garanties.

Certain public pourra trouver étrange cette célébration d'un cinquantenaire de sacerdoce par une journée d'étude qui devait d'abord s'appeler, m'a-t-on dit, "Journée de recollection nationale", et dont l'inspiration première, m'a-t-on encore rapporté, procédait de l'acuité, chez nous, du problème économique. Ces cinquantenaires ont beau prendre le nom de noces d'or. Chacun sait qu'il s'agit d'un or passablement symbolique et d'un cours médiocre aux bourses modernes. Il est également vrai, qu'abusant, comme l'on dit, "de la complaisance du papier imprimé", un écrivain nous a fait, il n'y a pas longtemps, de Jésus de Nazareth, "le précurseur des grands hommes d'affaires de la cité moderne". Je ne me sens point, pour autant, pleinement rassuré. Il y a quelques années, cette directive de l'archevêque de Paris à son clergé m'avait particulièrement frappé. Le cardinal Suhard y disait : "Le prêtre est un rédempteur et non un messie temporel... Il n'acceptera pas de naturaliser son message et de réduire la parole et les pouvoirs de Dieu à un humanisme de progrès ou à une philosophie de dépassement."

POUR BÂTIR

Oeuvres profanes

Je me suis alors rappelé, non sans quelque trouble, ma participation à maintes entreprises fort profanes : la direction de l'*Action française*, pendant près de dix ans ; l'enquête que j'y organisai en 1920, sur le problème économique, et dont j'écrivis l'article de tête et l'article-conclusion, la conférence qu'en 1936 je prononçais, devant la Chambre cadette de Montréal, puis, trois jours plus tard, devant le jeune Barreau de Québec, sur l'*Economique et le National* ; puis mon enseignement à l'École des Hautes Etudes commerciales, à une époque où tout honnête professeur se devant d'être encyclopédique, j'enseignerais l'Histoire du Canada, l'Histoire universelle, mais aussi l'Histoire du commerce depuis le commencement du monde jusqu'à nos jours ; puis encore ma tournée de conférences, au printemps de 1916, dans tous les collèges et séminaires de la province pour y présenter aux bacheliers l'École de la Place Viger et leur prêcher l'opportunité des nouvelles carrières économiques. Et j'en passe...

Sans doute, pouvais-je plaider circonstances atténuantes. Qui m'avait envoyé à l'École des Hautes Etudes commerciales ? Et qui m'avait chargé de la tournée à travers les collèges et séminaires ? Un de mes chefs ecclésiastiques du temps, le recteur de l'Université, Mgr Gaspard Dauth. De même, on savait de quel bois se chauffait l'*Action française*, revue d'action nationale et par surcroît revue d'avant-garde. Mais qui m'avait poussé à en prendre la direction ? Mes collègues de ce temps-là, et en particulier, mon bon ami, M. Antonio Perrault, se rappellent que je leur exprimai mes plus fermes répugnances. Ne pouvant assumer la fonction sans autorisation expresse de mon Ordinaire, j'avertis, au surplus, que l'autorisation, je ne me chargeais pas de l'aller chercher, bien convaincu qu'elle serait poliment refusée. M. Perrault se chargea de la démarche, et à ma grande stupéfaction, revint chantant victoire. Mgr Bruchési voulait bien me dire

CINQUANTENAIRE DE SACERDOCE

quelques jours plus tard : "Acceptez. Dans ces entreprises d'action intellectuelle, j'estime opportun que de nos prêtres se mêlent aux laïcs." Fort bien, mais n'était-ce pas me jeter dans l'occasion prochaine de toutes les imprudences ?

Au fait, mes chefs ecclésiastiques furent-ils si coupables ? Le prêtre est, sans doute, le haut-parleur du Verbe ici-bas, l'homme de la messe, l'homme des sacrements, et par là, l'homme des plus hautes formes de l'activité de Dieu dans le monde. Le prêtre est tout cela et il doit le rester. Il n'est pourtant pas un stylite sur sa colonne. Son ministère le jette malgré lui dans la mêlée humaine. Et c'est encore ce très grand homme d'Eglise qu'était le cardinal Suhard qui le rappelait, dans le même document à son clergé de Paris : "Le prêtre manque à sa vocation s'il limite ses efforts au salut des personnes ; car il n'a pas seulement des âmes pour paroissiens ; mais des problèmes, des structures, un moment et un secteur de la cité terrestre... Et donc, autant le cléricalisme, sous toutes ses formes, c'est-à-dire toute confusion de juridiction, doit être impitoyablement répudiée, autant le salut collectif et le perfectionnement humain de la cité s'imposent à lui, comme un devoir."

Hiérarchie des valeurs

Combien aussi, un autre jour, ma conscience fut soulagée lorsque je pus lire cet extrait d'une lettre de la Sacrée Congrégation du Concile à Mgr Liénart, le futur cardinal de Lille : "Qu'aujourd'hui aucun membre du clergé ne s' imagine que pareille action (celle du missionnaire du travail) est étrangère au ministère sacerdotal, sous prétexte qu'elle s'exerce sur le terrain économique : car c'est précisément sur ce terrain que le salut éternel des âmes est en péril." Enseignement lucide qui indique toutefois, au nom de quelle hiérarchie des plans ou des valeurs, le prêtre doit aborder le profane. Et par conséquent vous ne vous étonnerez pas que le

POUR BÂTIR

jour où vous m'avez parlé de cette session d'étude et m'avez demandé sur quel point de notre vie collective orienter l'esprit des nôtres, je vous ai d'abord répondu : sur tous les points. Pas sur un problème, mais sur tous, parce que tous se tiennent, se conditionnent. Persuadé, sans grand mérite, que la vie d'un peuple est une synthèse vivante, une "métaphysique en acte", pour employer une parole célèbre, le problème canadien-français — je puis me rendre ce témoignage — je ne l'ai jamais conçu que sous cet aspect ou en ce contexte. Aux jours déjà lointains de notre mouvement d'action française, m'essayant à définir notre doctrine — c'était en janvier 1921 — j'écrivais : "Notre doctrine, elle peut tenir tout entière en cette brève formule : "Nous voulons reconstituer la plénitude de notre vie française." Il y a quelques années — c'était en 1941 — à une centaine d'étudiants rassemblés par l'un des leurs, aujourd'hui mon excellent et savant ami, le Dr Jacques Genest, et qui m'avaient demandé où principalement exceller, je répondais dans *Paroles à des étudiants* : "En tout. Nous avons besoin de grands politiques, de grands avocats, de grands médecins, de grands ingénieurs, de grands écrivains, de grands poètes, de grands artistes, de grands philosophes, de grands théologiens, de grands saints." Et j'ajoutais, pour ces demoiselles, car on me fit aussi rencontrer des étudiantes : Nous avons aussi besoin "de grandes institutrices, de grandes religieuses, de grandes mères de famille, de grandes femmes." L'autre jour, je relisais, par hasard, le programme de la *Révolution nationale* proclamée par le maréchal Pétain, au lendemain de son accession au pouvoir. Comme j'étais heureux d'y retrouver ce même souci de synthèse et de me couvrir de cette haute autorité. A la France presque blessée à mort, le maréchal disait : "Nous voulons un Etat fort, qui se limite lui-même en incorporant à sa mission les valeurs spirituelles et les sociétés naturelles du foyer et de l'atelier ; des libertés qui fortifient nos familles par la réforme de

CINQUANTENAIRE DE SACERDOCE

l'enseignement et des successions, et notre travail par l'organisation corporative ; des lois naturelles qui nous affranchissent du règne des politiciens et de la domination de l'argent ; une réforme intellectuelle et morale qui oppose à la facilité le sens de l'effort, au danger de la paresse la dignité du travail, à l'abandon de la jeunesse son élévation dans l'espérance et la foi, à l'égoïsme contagieux, la primauté de la patrie."

Une synthèse, mais ...

Préoccupation synthétique, oui. Pas jusqu'à s'interdire cependant de porter parfois son attention sur un point particulier. C'est une synthèse que l'organisme humain. Et il importe d'en ménager harmonieusement les opérations fonctionnelles. Faut-il refuser, pour autant et certains jours, des soins plus appliqués à l'organe malade qui peut compromettre tout le vivant ? Vous avez là la raison qui, à diverses époques de ma vie, et davantage peut-être en ces derniers temps, m'a fait me tourner fréquemment vers le problème économique. S'il m'a tant obsédé, c'est que, par ses implications avec nos plus hauts intérêts spirituels, il m'a paru un problème majeur dans notre vie. Devant les proportions gigantesques qu'a prises l'exploitation de la planète, dans tous les pays du monde aujourd'hui, ces implications de l'économie n'échappent à personne. Pourquoi nous échapperaient-elles, chez nous, dans un pays emporté vers un essor industriel presque effréné ? On parle de la langue gardienne de la foi. Et l'on a raison. Je soutiens tout autant qu'il faut, au Canada français, une vie économique gardienne de la langue et de la culture et par conséquent de la foi. La servitude, de quelque nom qu'on l'appelle, ne saurait être, pour un peuple, un état ni normal ni sain. Un peuple qui n'est plus celui d'hier mais qui, en sa masse, est devenu un peuple de prolétaires, et vous savez de qui je veux parler, ne peut être contraint d'appren-

POUR BÂTIR

dre une langue seconde pour gagner une chose aussi nécessaire que son pain et garder quand même la fierté de sa langue maternelle. Il ne peut, en son esprit, refuser toute valeur pratique à sa culture, ne plus lui réserver qu'un attachement sentimental, que cette culture ne devienne bientôt l'affaire d'une élite, et de quelle élite, et pour combien de temps? J'oserai même demander si un peuple de prolétaires peut avoir indéfiniment sous les yeux le spectacle des grandes réussites matérielles, l'étalage de la force et de la richesse, l'exercice du commandement, s'habituer à ne voir en tout cela que des privilèges interdits aux gens de sa foi et garder intact le prestige de cette foi? Non, un problème ne peut mettre en péril toutes nos structures, qu'il ne prenne cette gravité. Je sais que j'aborde là des questions extrêmement délicates et de solution peu facile. Mais je songe qu'une nation et sa culture ne sauraient tout de même se passer d'un minimum vital. Et j'aimerais qu'on me dit si notre survivance est possible sans aborder ces problèmes courageusement, bien en face. L'histoire, en tout cas, m'a appris une chose et c'est qu'une nation subsiste et garde puissance de se renouveler, aussi longtemps qu'en son tuf profond, elle garde son type, sa personnalité, mais qu'aussitôt ce type détruit, l'anémie spirituelle entraîne l'anémie physique et la nation s'en va. Les nations, sans doute, ne sont pas immortelles ; mais est-il dans l'ordre qu'elles meurent avant d'avoir vécu ?

Rôle des laïcs

J'arrête là ces observations sans doute trop sévères pour un soir de fête. Hélas ! quand de trop téméraires optimistes nous prodiguaient leur anesthésie, peut-être aurai-je été trop souvent l'indiscret sonneur d'alerte. Je me suis consolé et je me console, ce soir, en pensant que faire du bien à ses compatriotes n'est pas toujours leur faire plaisir. Et voilà pourquoi, c'est encore ma façon de vous remercier, après tant

CINQUANTENAIRE DE SACERDOCE

de témoignages émouvants dont vous venez de m'accabler. Du reste, pouvais-je et puis-je encore faire autre chose? En ces domaines, que nous venons d'aborder, le rôle du clergé n'est pas d'enseigner les moyens tactiques ou techniques d'une libération. Son rôle, c'est toujours, dans la réforme de la cité, de travailler les esprits, les âmes par le dedans. Le rôle du prêtre, c'est de faire oeuvre de prêtre. C'est de préparer l'état moral qui prépare la libération. Ce pourrait être surtout, dans les écoles, les collèges, les universités dont il a la responsabilité, ce pourrait être, dis-je et mieux encore qu'il ne l'a fait dans le passé, de former des libérateurs, des têtes bien faites et des coeurs solides.

Tout le reste, ai-je besoin de vous le dire, et ce reste est considérable, vous appartient, relève de votre rôle de laïcs. A la page frontispice du grand reportage de Timor Mende, qui a pour titre : *L'Inde sous l'orage*, l'on peut voir un Indien accroupi, la tête entre ses mains, le regard angoissé dans une tension aiguë. Je souhaiterais que, devant le problème de notre pays, ce fût un peu notre anxiété. Ce problème, vous l'avez envisagé, étudié aujourd'hui dans son ensemble, en sa synthèse. Vous voudrez le résoudre, en gardant fidèlement dans vos esprits, cette vue totale, accordant, sans doute, à l'aspect économique, son rôle, mais le laissant à son rôle. Vous cherchez des solutions d'ampleur, durables, positives, autre chose que du simple défensif, autre chose que de petites lignes Maginot faciles à contourner. Peut-être même vous êtes-vous rendu compte que la première démarche à faire en serait une de démarrage. De toute évidence nous avons besoin d'un nouveau départ psychologique. Et il y faudra plus qu'un coup de pouce ; il y faut une poussée. Faut-il le dire ? Nous sommes trop vieux, trop lassés pour notre âge. Nos penses ne sont pas jeunes. Notre espérance n'est pas jeune. Nos arts, notre littérature ne sont pas jeunes. Nous couronnons parfois des oeuvres qui ne sont que de mauvais pastiches des productions les plus décadentes d'outre-mer. Nous avons

POUR BÂTIR

besoin de vitamines, de secousses exaltantes. Cette secousse, cette poussée, qui nous les donnera, sinon une élite, des chefs, des courageux et des clairvoyants ?

Je me souviens d'un conférencier entendu à Paris en 1922 et qui répondait à cette question : "Comment les Russes ont-ils pu forger l'armée qui, en 1917, a repoussé la ruée allemande ?" La réponse fut celle-ci : à leur jeunesse militaire, ils ont d'abord enseigné les tactiques modernes, mais aussi, deux heures par jour, des spécialistes s'étaient appliqués à passionner cette jeunesse pour la mystique bolcheviste. Une tactique à date, à point ; une mystique ! Que l'exemple nous serve. Modernisons nos tactiques, sans oublier la mystique essentielle. Et alors, dans la gamme des sentiments qui peuvent remuer des coeurs d'hommes et même tout un peuple, si vous remontez aussi haut que possible, sans doute découvrirez-vous que, pour obtenir une volonté de force collective, un réveil décisif, rien ne remuera tant notre petit peuple canadien-français et catholique que l'ambition, bien allumée en lui, de préserver sa culture et sa civilisation pour rester humain et sauver sa foi. Et alors il y aura de l'espoir au Canada français.

TABLE DES MATIÈRES

Discours-préface	7
Sommes-nous des isolationnistes?	13
Professionnels et culture classique	27
Pour une relève	49
Crise de fidélité française	65
Où allons-nous?	78
Bourgeoisie et vie économique	105
L'agriculteur canadien-français	117
Survivre ou vivre?	141
Catholicisme et action nationale	150
Y a-t-il un avenir?	162
Restez femmes	179
Qu'attend de vous le Canada français?	184
Au Conseil de stratégie	204
Au soir de mon cinquantenaire de sacerdoce	208

BIBLIOTHÈQUE
SAINT-SULPICE

TABLE OF CONTENTS

CONTENTS
PAGE

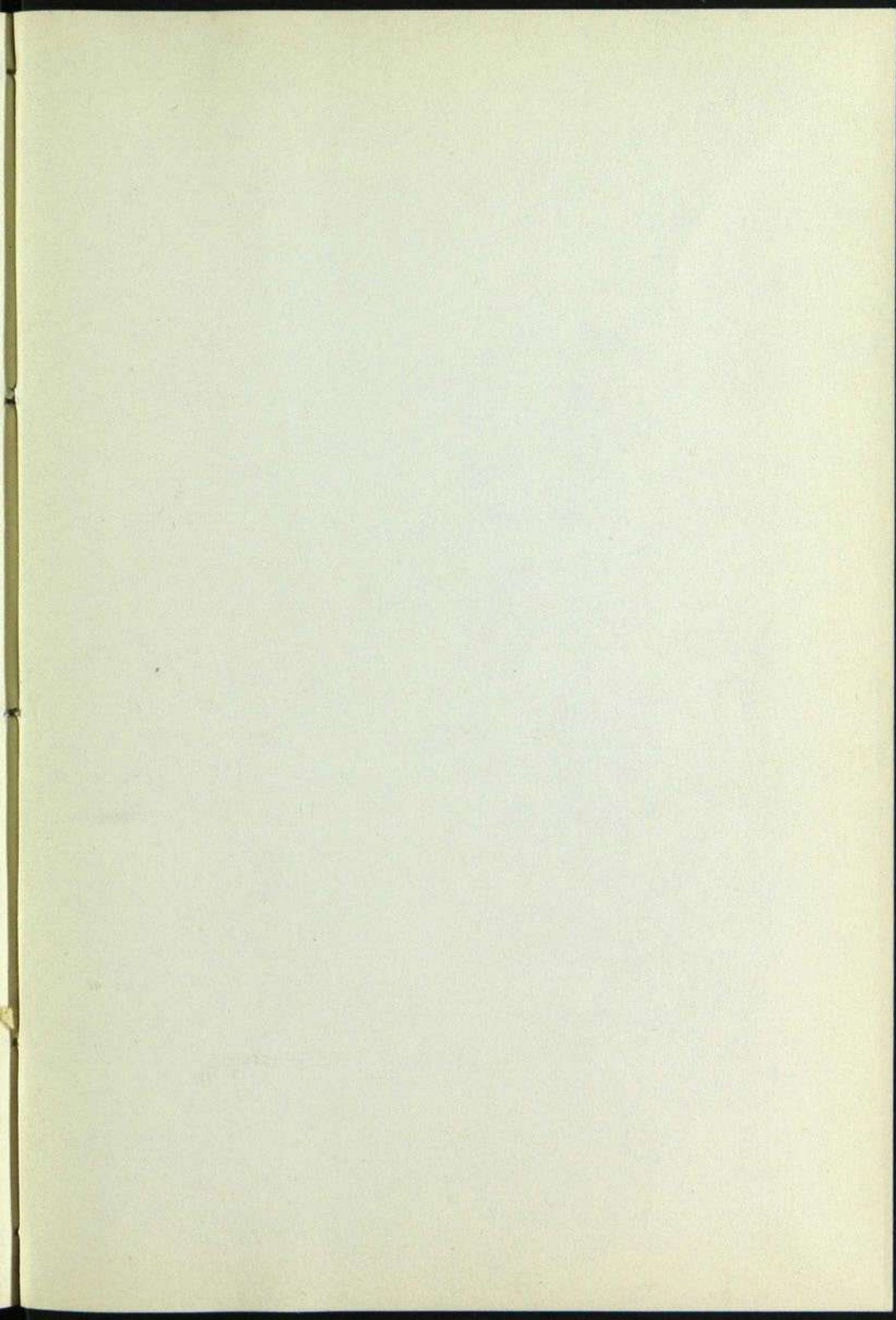
•

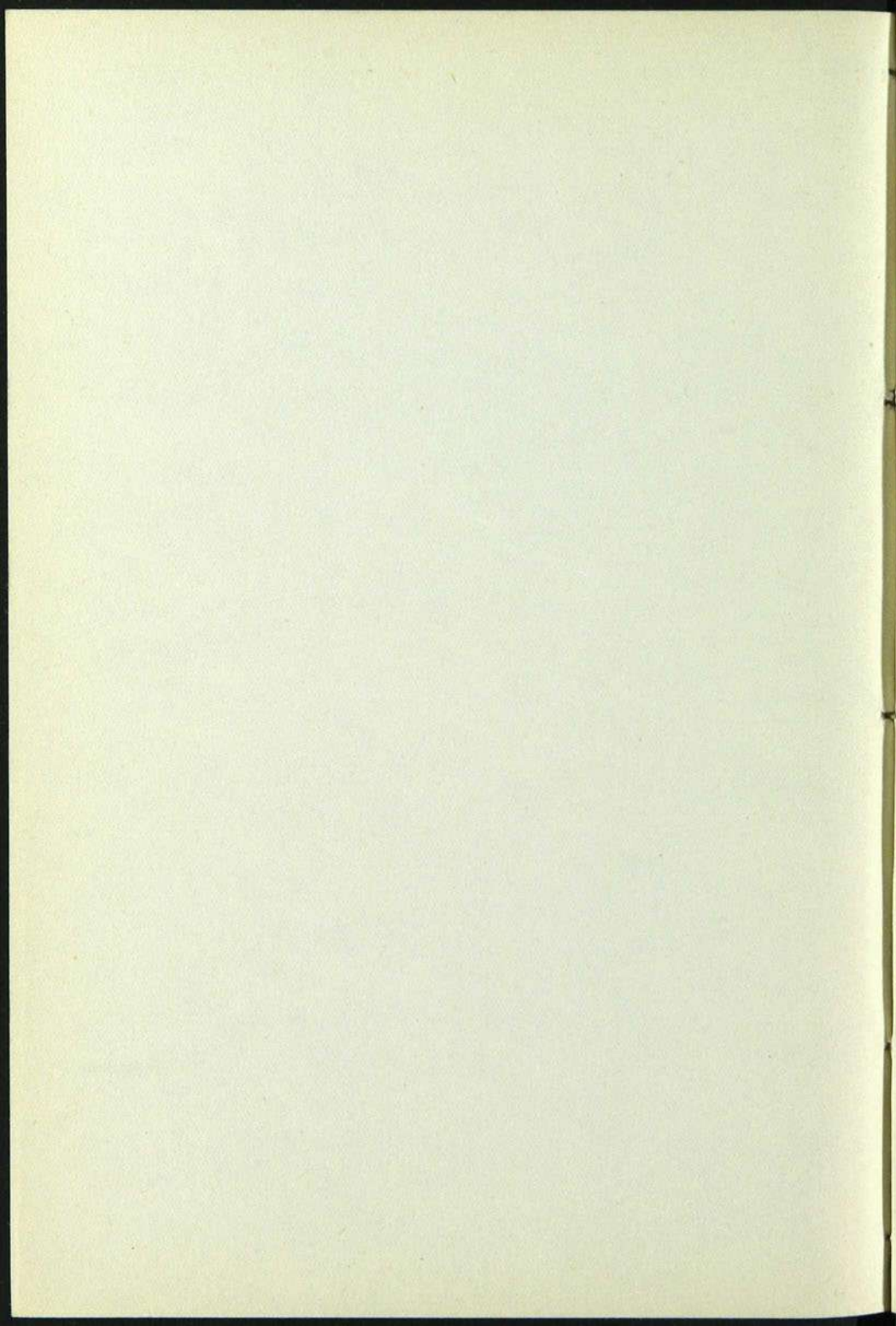
ACHEVÉ D'IMPRIMER
SUR LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE POPULAIRE,
LE DIX DÉCEMBRE, MIL NEUF CENT CINQUANTE-TROIS

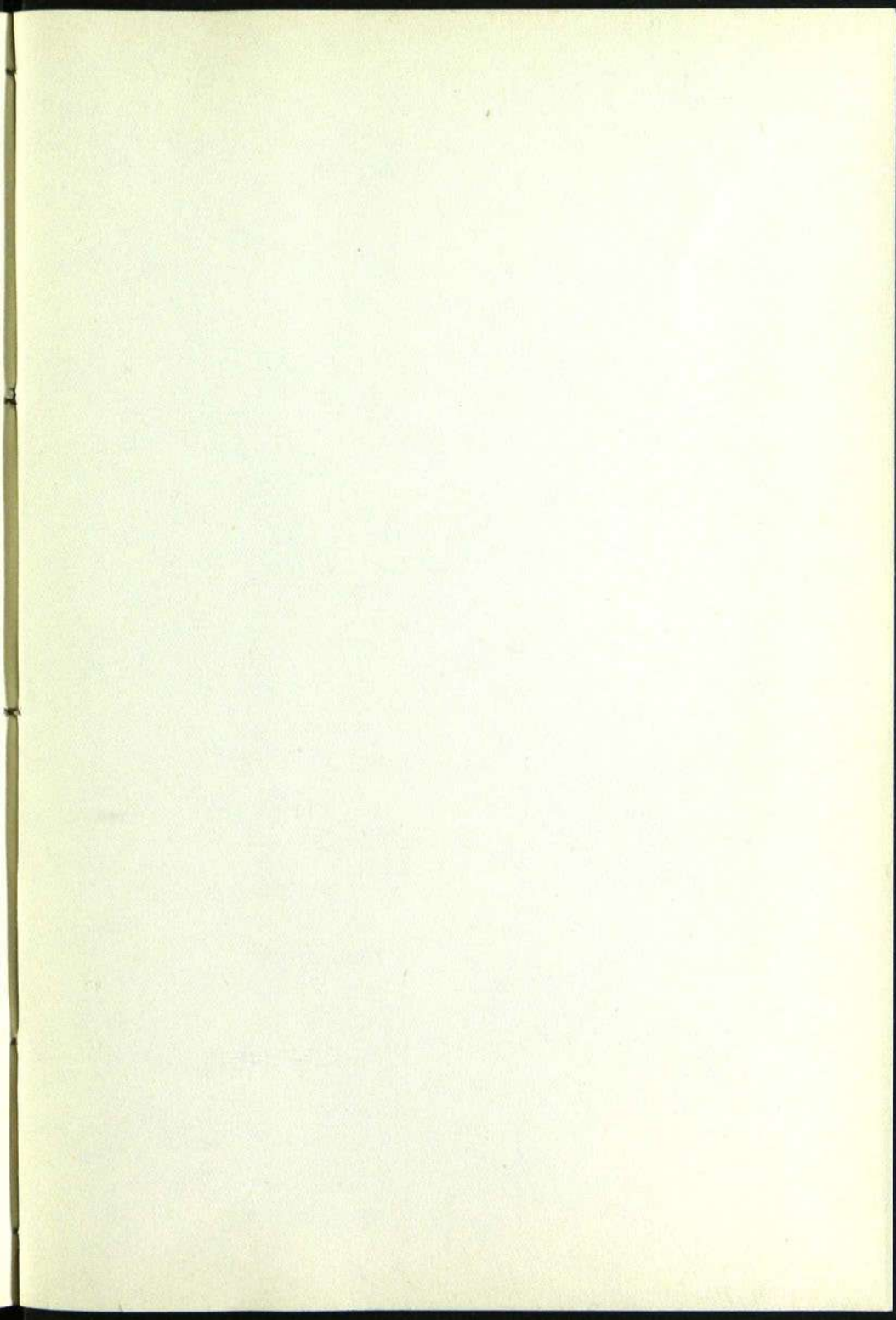
•

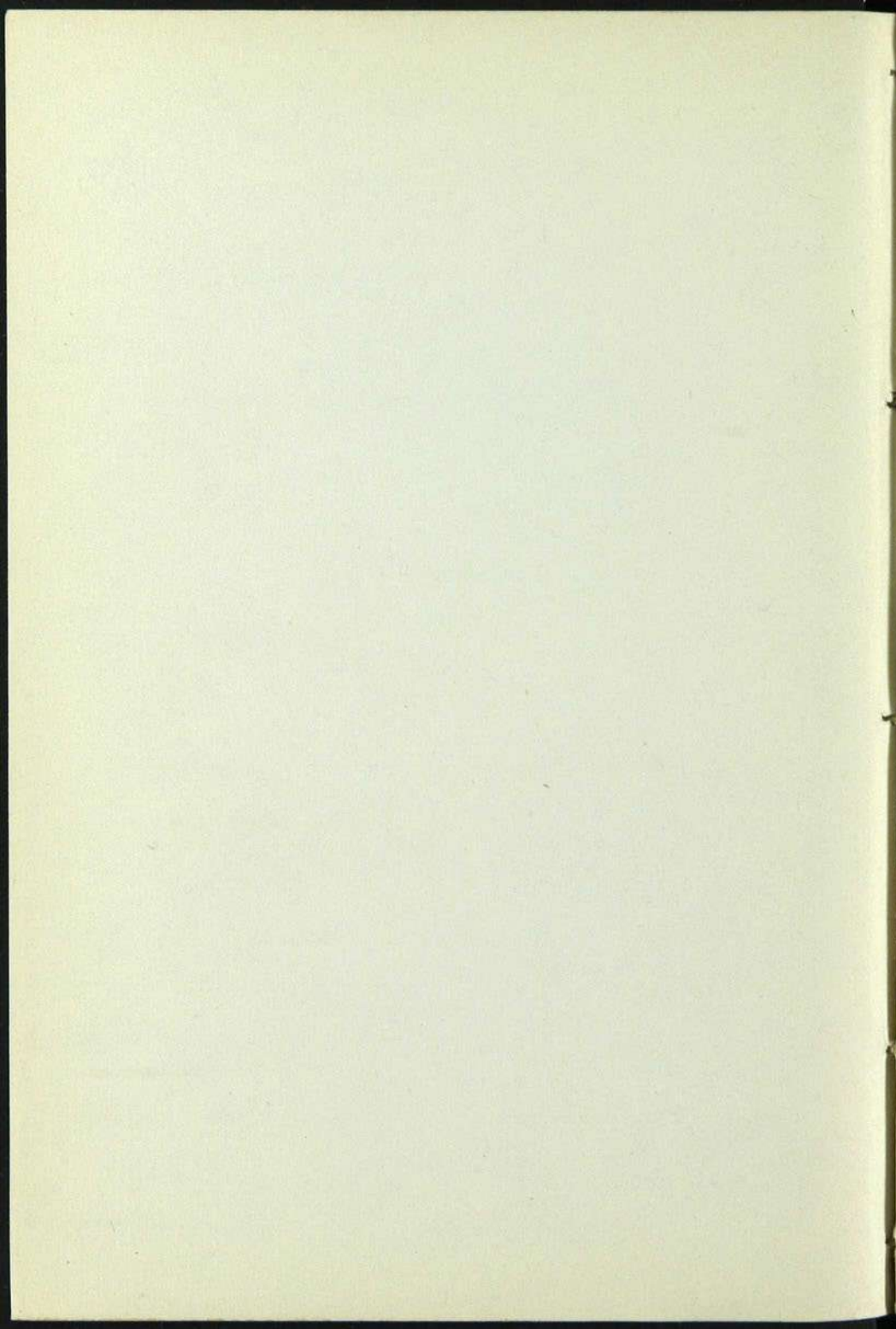
BIBLIOTHÈQUE
SAINT-SULPICE

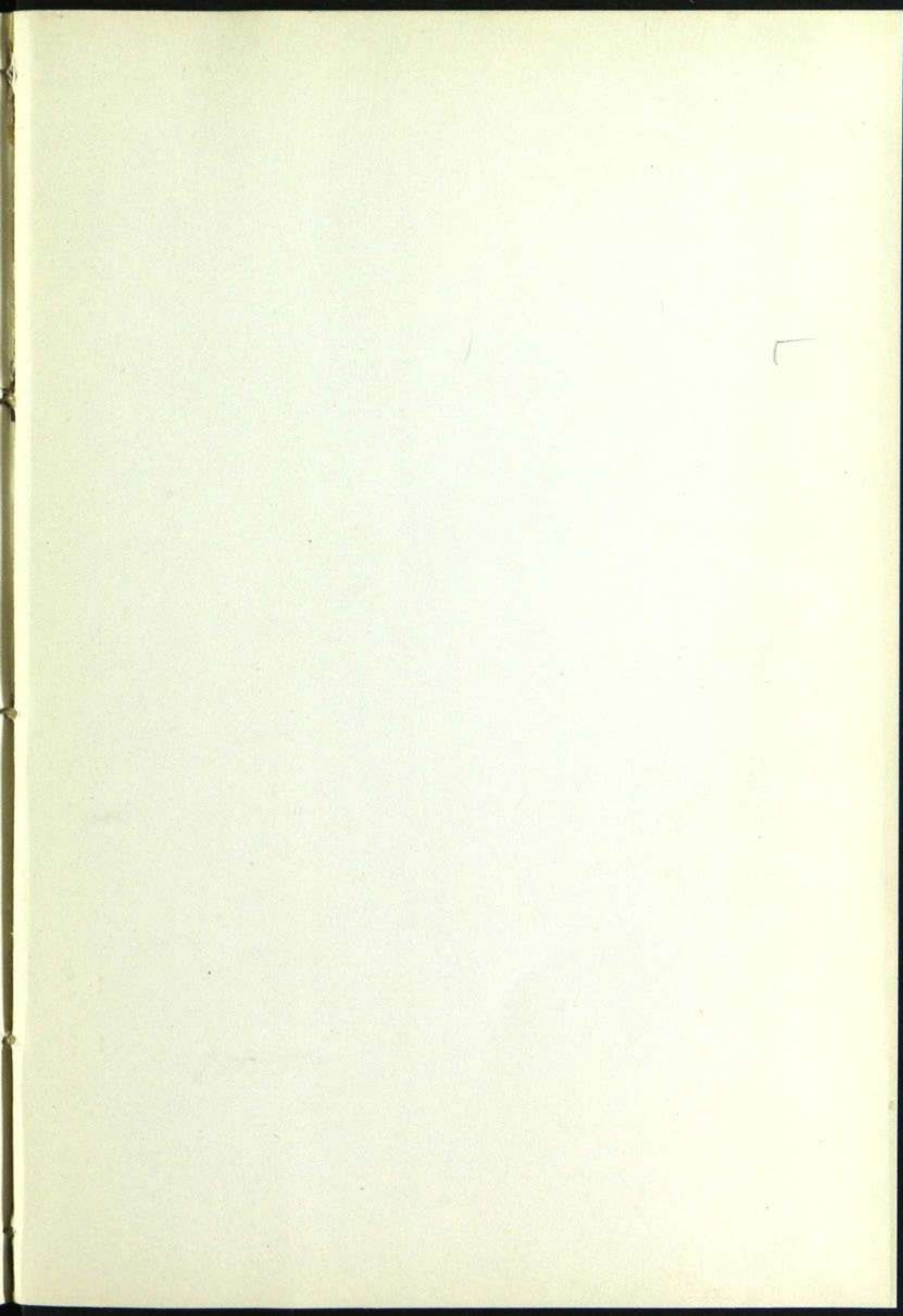
3UD03TOL188
30PLU2-TMA2

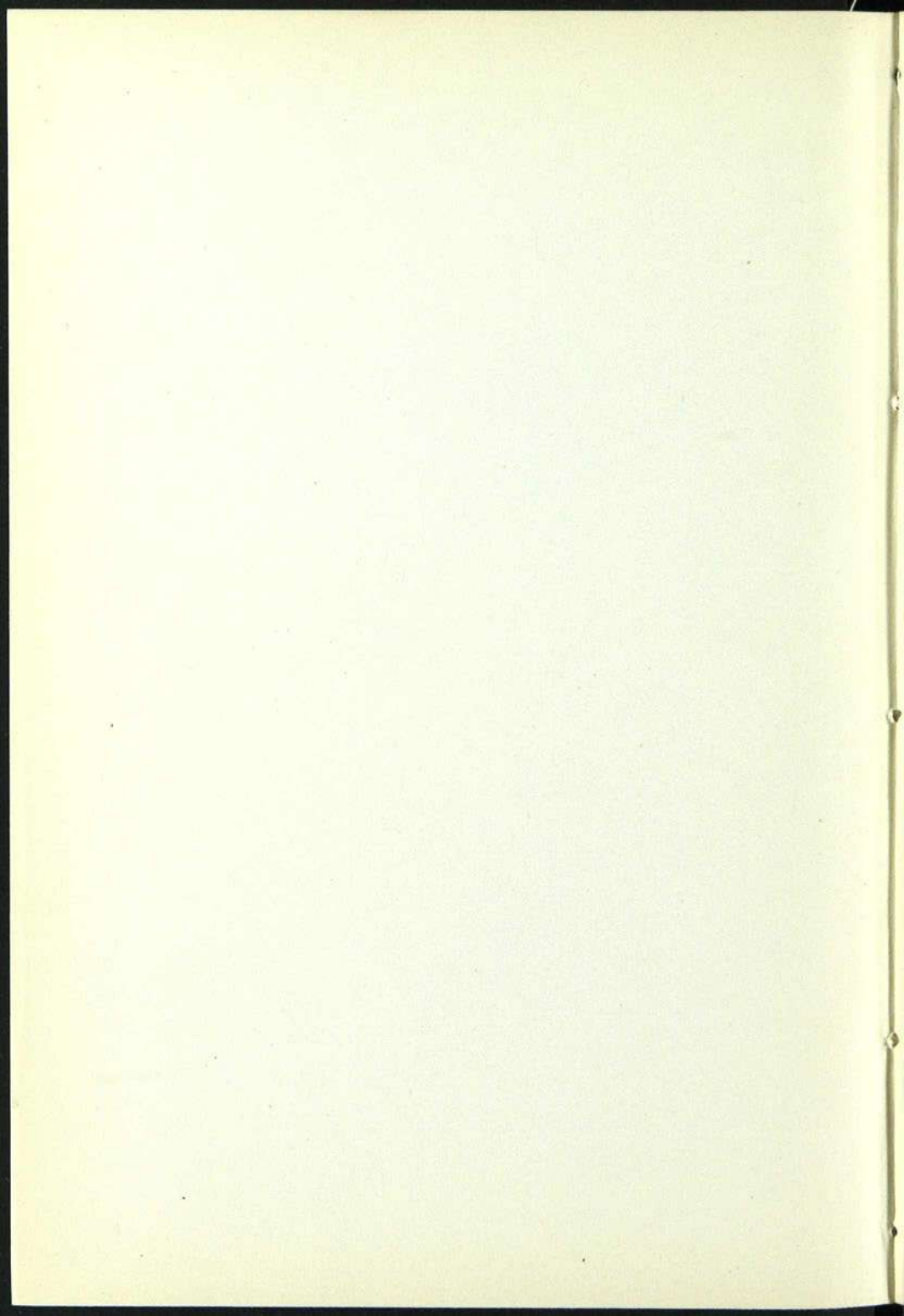


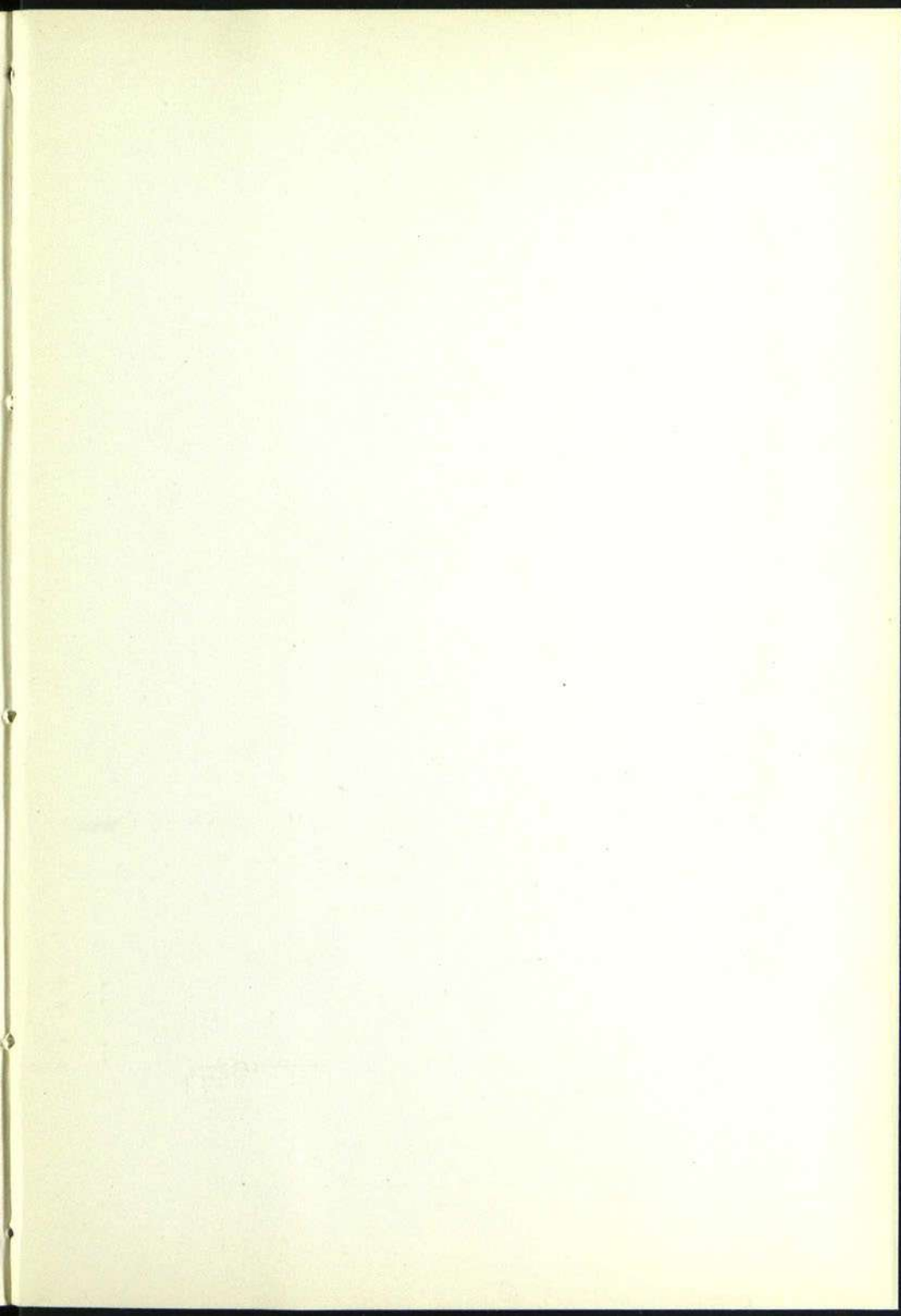


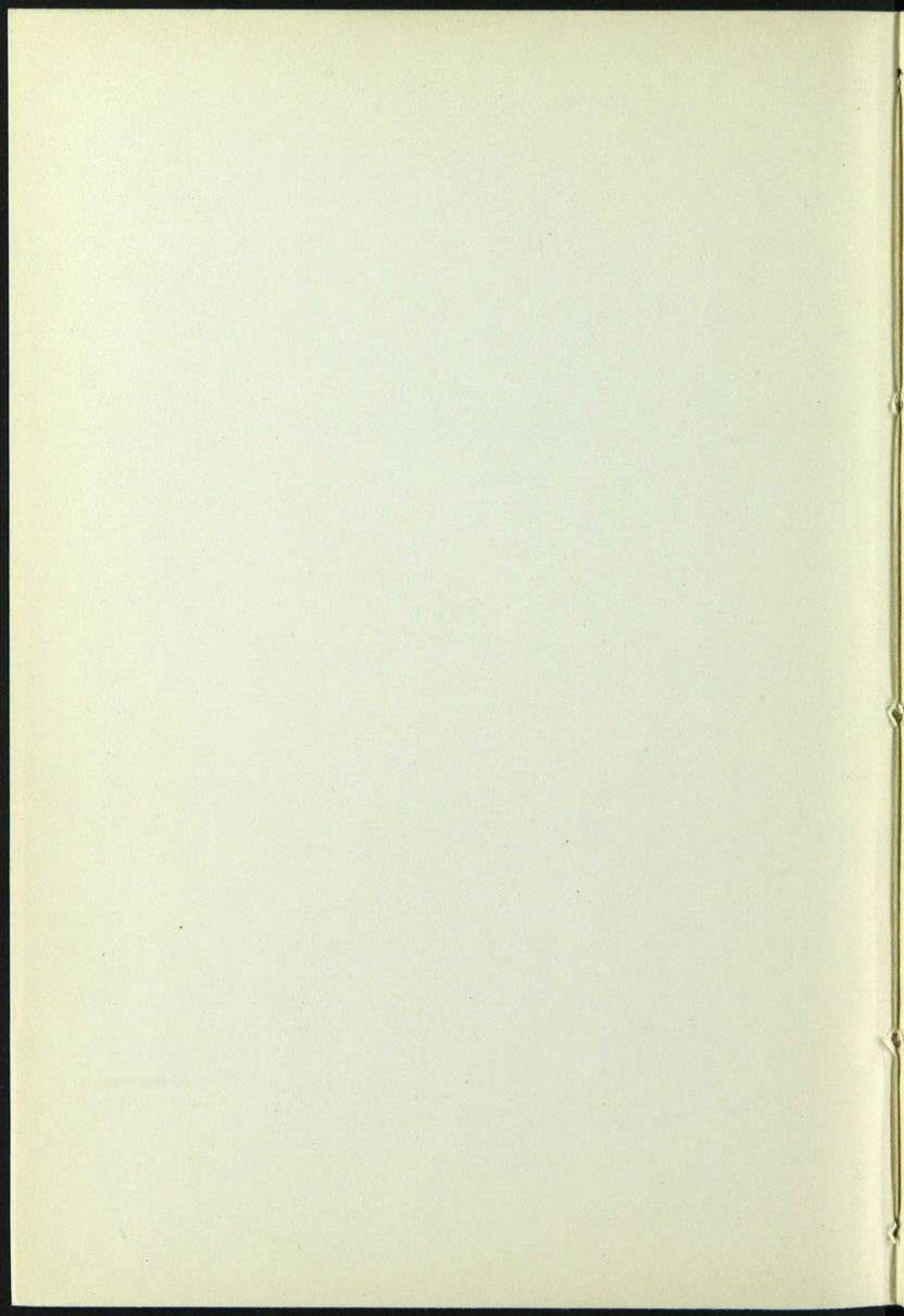


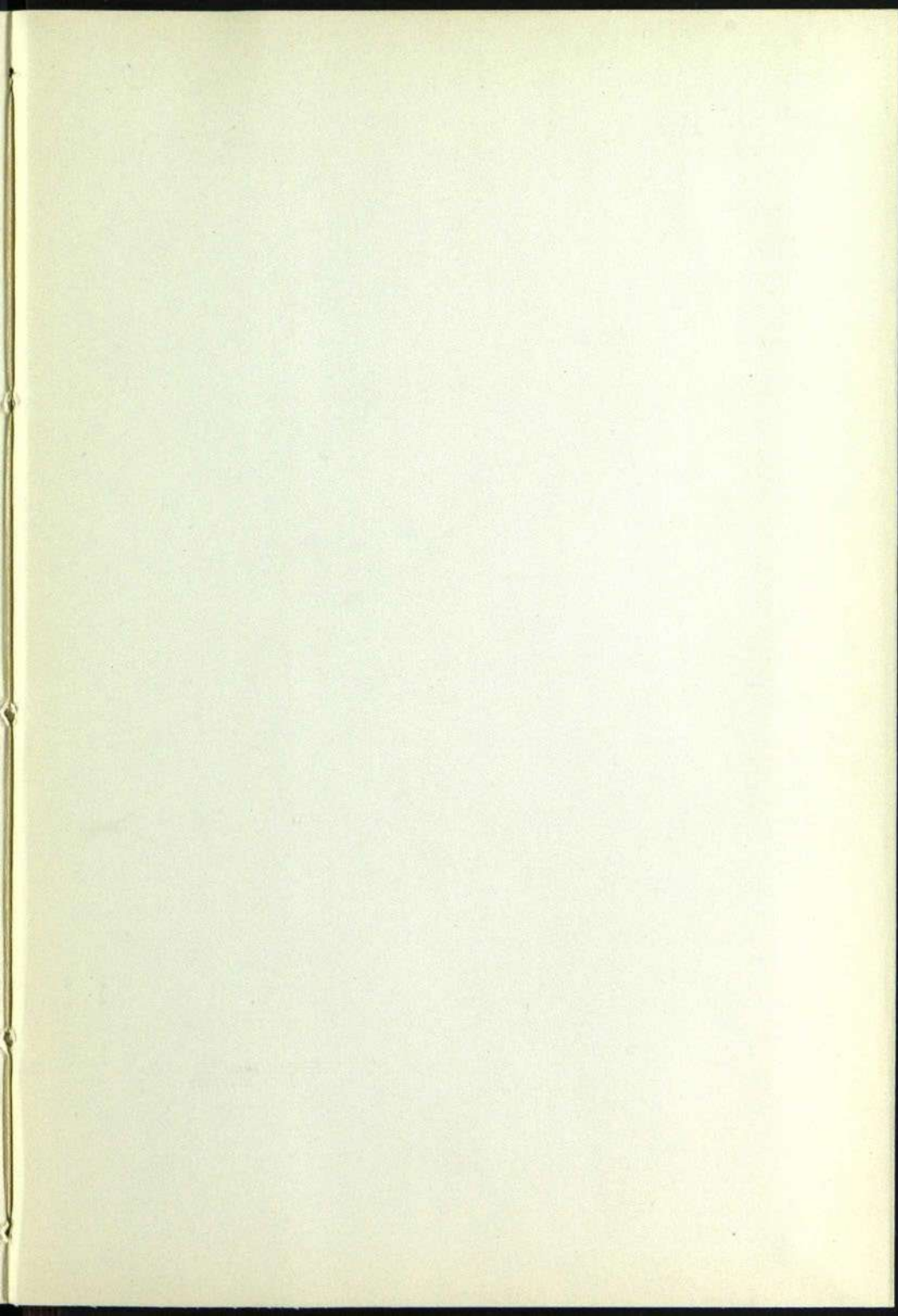


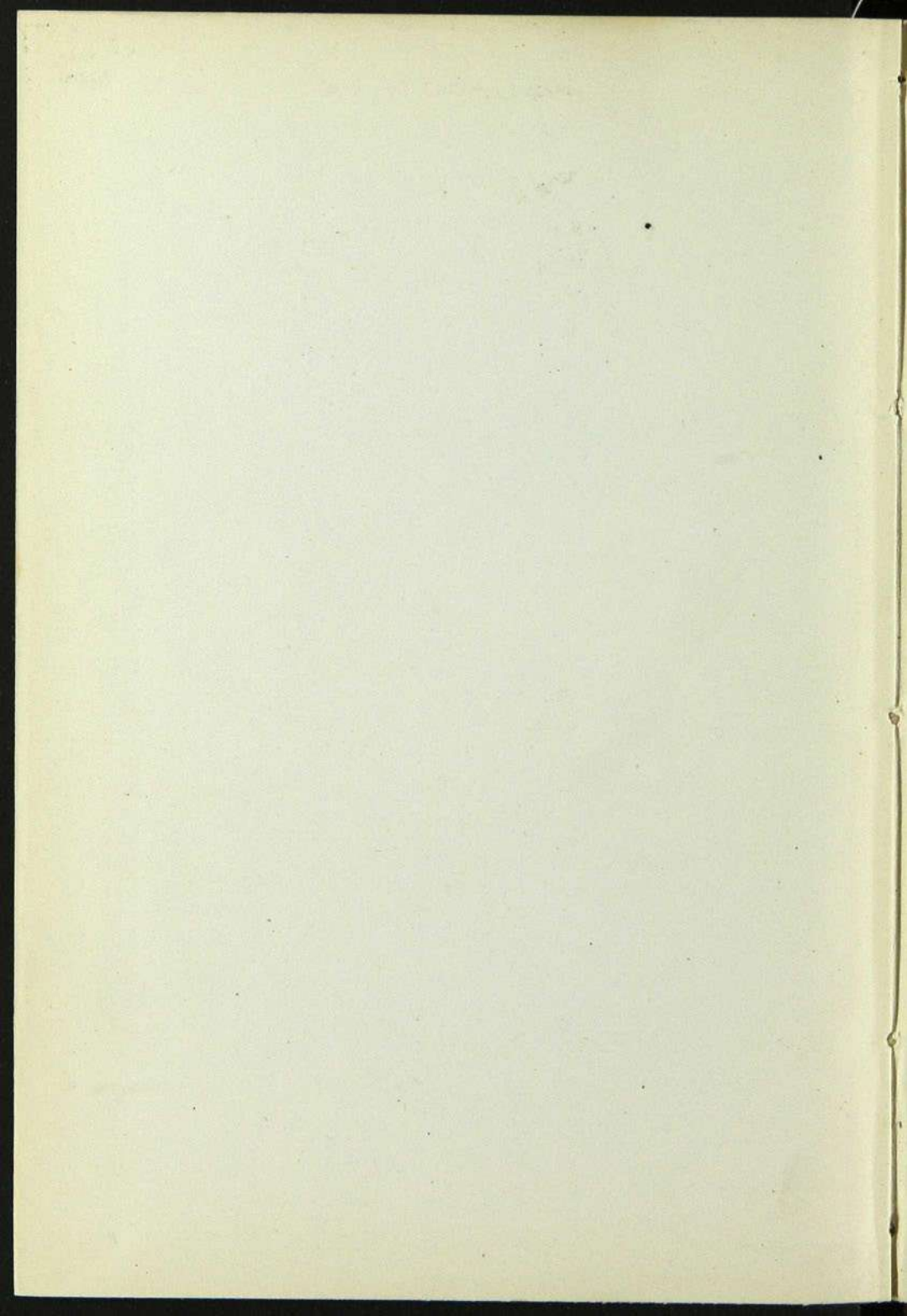












RELIURE
Claire Eng.
BOOKBINDING

BNQ



000 333 686